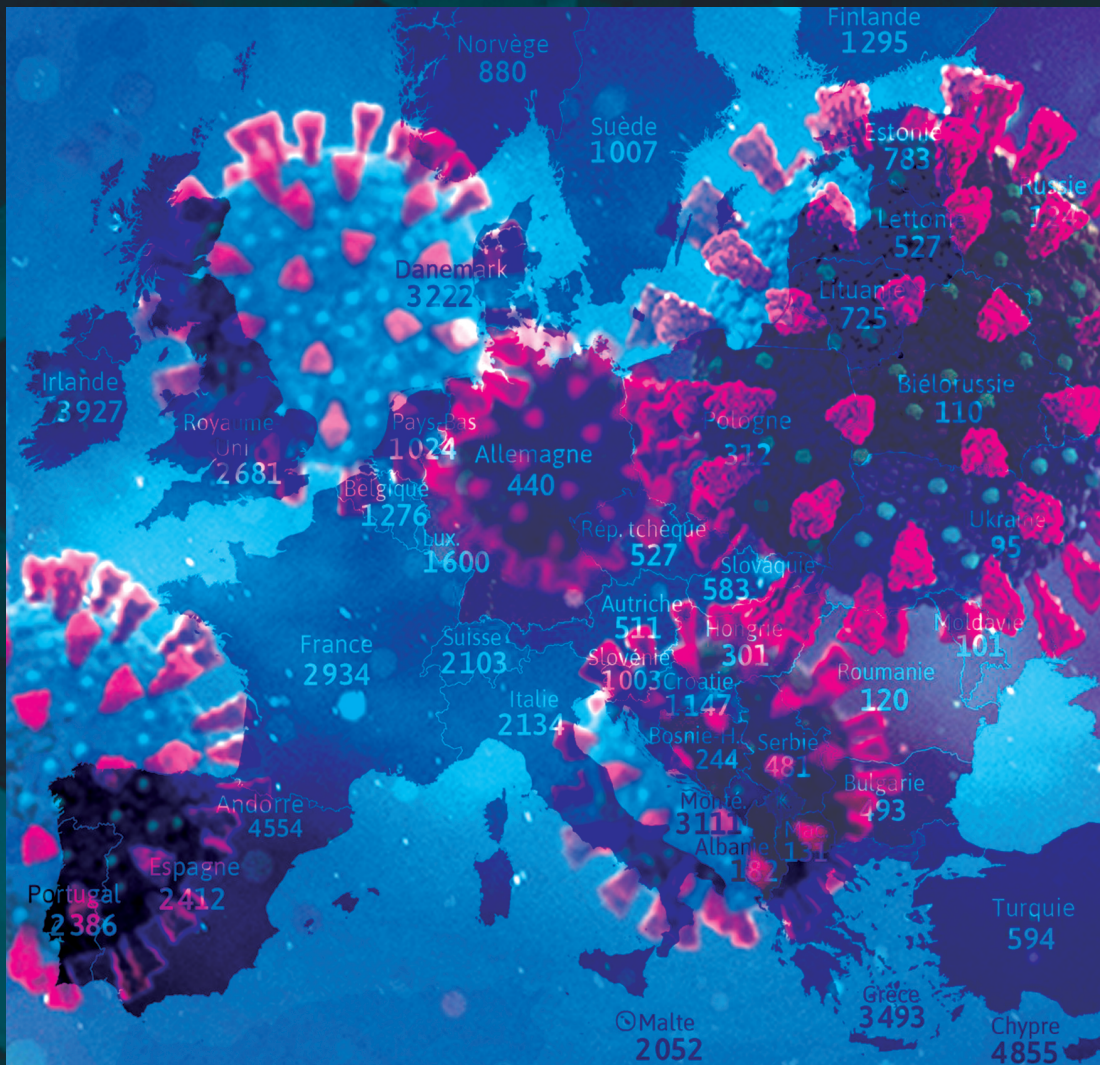


# L'Europe centrale face à la pandémie de Covid-19

De la transformation anthropologique vers la recomposition géopolitique



# L'Europe centrale face à la pandémie de Covid-19

De la transformation anthropologique vers la recomposition géopolitique

## Série « Pluralités européennes » (anciens « Cahiers de Varsovie ») n° 2/28

**Directeur de la série :** Nicolas Maslowski

### **Comité de rédaction de la série :**

François-Ronan Dubois (Université de Varsovie)

Nicolas Maslowski (Université de Varsovie)

Małgorzata Sokołowicz (Université de Varsovie)

### **Comité scientifique de la série :**

Daniel Beauvois (membre honoraire)

Jørn Boisen (Université de Copenhague)

Sven Externbrink (Université de Heidelberg)

Xavier Galmiche (Sorbonne Université)

Nicolas Maslowski (Université de Varsovie)

Ondřej Matějka (Université Charles de Prague)

Iwona Pugacewicz (Sorbonne Université, Université de Varsovie)

Paweł Rodak (Université de Varsovie)

Lisbeth Verstraete-Hansen (Université de Copenhague)

Eva Voldřichová Beránková (Université Charles de Prague)

Izabella Zatorska (Université de Varsovie)

# L'Europe centrale face à la pandémie de Covid-19

De la transformation anthropologique vers la recomposition géopolitique

sous la direction de Kinga Torbicka



Directeur de la série : Nicolas Maslowski

Rédactrices en chef de la série : Alicja Jaworska et Kinga Torbicka

Rapporteurs : Małgorzata Mołęda-Zdziech, Mirosława Wielopolska-Szymura

Responsable éditoriale : Małgorzata M. Przybyszewska

Projet de la couverture et des pages de titre : Zbigniew Karaszewski

Composition : Piotr Molski

Publié avec le concours du Centre de civilisation française et d'études francophones  
de l'Université de Varsovie

Publication sous licence Creative Commons Attribution 3.0 PL (CC BY 3.0 PL)  
(texte complet disponible sur : <https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/pl/deed.fr>)

Kinga Torbicka : ORCID 0000-0002-6625-5060

ISBN 978-83-235-5754-8 (impression)

ISBN 978-83-235-5762-3 (pdf online)

ISBN 978-83-235-5770-8 (e-pub)

ISBN 978-83-235-5778-4 (mobi)

Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego

PL 00-838 Warszawa, ul. Prosta 69

e-mail: [wuw@uw.edu.pl](mailto:wuw@uw.edu.pl)

[www.wuw.pl](http://www.wuw.pl)

Première édition, Varsovie 2022

## TABLE DES MATIÈRES

Kinga Torbicka

*Comment la pandémie de Covid-19 a-t-elle changé l'Europe centrale ?*

*Introduction. . . . . 7*

### **Première partie :**

#### **Transformation anthropologique et sociale**

Aneta Afelt

*Pandémie de Covid-19 dans une perspective des sciences de la nature.*

*La pandémie de SARS-CoV-2 nous a-t-elle pris par surprise ? Mécanismes socio-écologiques d'induction du risque épidémiologique, exemple*

*SARS-CoV-2. . . . . 16*

Alicja Jaworska

*Comment concevoir le discours expert lors de la pandémie de Covid-19.*

*Quelques éléments de la méthodologie inspirée de l'École française*

*d'analyse du discours. . . . . 32*

Szymon Łucyk

*Face à l'infodémie sur la Covid-19: fact-checkeurs vs fake news en France*

*et en Pologne . . . . . 40*

Natalia Walkowiak

*La présence de la pandémie dans la presse féminine en Pologne en 2020.*

*Analyse d'études de cas sélectionnés . . . . . 48*

Małgorzata Kubacka, Agnieszka Stamm, Piotr Luczyn

*La vie quotidienne au temps de la pandémie - présentation de l'étude. . . . . 57*

Afrodyta Weselak

*Ils ont besoin de quelqu'un qui les regarde. La fermeture des théâtres*

*en Pologne en 2020 et la vie des comédiens pendant la pandémie . . . . . 74*

## Deuxième partie :

### Recomposition géopolitique et économique

Maxime Belin

*Le Groupe de Visegrád : perspectives et dynamiques dans la crise sanitaire de la Covid-19* . . . . . 90

Kinga Torbicka

*La géopolitique de la Pologne face à la pandémie de Covid : le temps de la consolidation ou un combat pour la survie ?* . . . . . 100

Guirec Joubert

*Crise sanitaire : une ironique opportunité pour Victor Orbán et Jarosław Kaczyński* . . . . . 123

Elodie Thevenin, Agnieszka Sadecka

*Le populisme polonais et la pandémie de Covid-19 : représentation de la crise dans les hebdomadaires de droite* . . . . . 136

Zuzana Kotherová, Michel Perottino

*Covid-19 du meilleur au pire : la gestion de crise à la tchèque* . . . . . 151

Florent Parmentier

*Géopolitique de la vaccination. Le Groupe de Visegrád entre l'Europe de la Santé et Sputnik V.* . . . . . 164

Sami Ramdani

*La pandémie de Covid-19, un outil discursif au service des objectifs géopolitiques de l'Initiative des Trois Mers* . . . . . 180

Katarzyna Żukrowska

*Les conséquences économiques de la crise actuelle.* . . . . . 195

Joanna Czerna-Grygiel

*Politique d'innovation face à la pandémie* . . . . . 212

Kinga Torbicka

*Université de Varsovie*

ORCID : 0000-0002-6625-5060

## **Comment la pandémie de Covid-19 a-t-elle changé l'Europe centrale ? Introduction**

Nous vivons un tournant historique sans précédent que les historiens analyseront dans le futur. La présente monographie vise à montrer, avant tout, comment la science réagit à la crise pandémique actuelle et quel est le niveau de compréhension de ce nouveau phénomène de Covid-19. L'objectif de ce livre est de proposer l'identification des problèmes et des défis liés à la pandémie dans la région de l'Europe centrale. En utilisant la méthodologie scientifique adoptée dans divers domaines, l'ouvrage analyse la situation géopolitique, sociale, économique et culturelle des pays de l'Europe centrale dans la perspective actuelle des changements induits par la pandémie de Covid-19.

Tout comme les événements de l'année 1989 ont secoué l'Europe centrale, la pandémie a entraîné et continue d'entraîner une redéfinition de l'ordre international à l'échelle mondiale et régionale. Tous les domaines de la vie de l'Anthropocène sont touchés par la pandémie : économie, politique, culture, langue, environnement. À l'échelle la plus proche de nous, donc celle de la région de l'Europe centrale, ces phénomènes sont particulièrement visibles et les chapitres rassemblés dans la monographie analysent la situation actuelle dans cette optique. Les auteurs présentent, dans une perspective interdisciplinaire et à l'échelle régionale, comment la pandémie change notre réalité. Ils nous rapprochent d'une réflexion sur l'avenir de cette partie de l'Europe et son importance pour la construction d'un futur ordre mondial. Les chercheurs de diverses communautés scientifiques des pays associés à l'Alliance 4EU + et d'autres, qui ont contribué à ce livre, soulignent l'importance de l'internationalisation de la recherche. La complexité des textes présentés est soutenue par sa pluridisciplinarité, son interdisciplinarité et sa transversalité. Les problématiques de



recherche riches et différentes, abordées dans la présente monographie sont analysées sous l'angle de diverses disciplines scientifiques (économie, science politique, géopolitique, anthropologie, linguistique, histoire), à travers la dimension disciplinaire, qui peut servir également à examiner d'autres contextes et d'autres régions géographiques.

Le titre de la monographie « L'Europe centrale face à la pandémie de Covid-19 : de la transformation anthropologique vers la recomposition géopolitique » évoque la complexité des défis et problèmes auxquels l'Europe centrale est confrontée et leur importance pour cette région. Le Covid-19 y est apparu au début 2020. Lorsque l'ouvrage a été rédigé, nous avons assisté en Europe centrale à la deuxième et à la troisième vague de la pandémie. Actuellement, alors que nous clôturons les travaux sur ce volume, la cinquième vague est arrivée, et avec elle, la question des prochaines vagues de la pandémie.

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence la nécessité d'un changement, mettant en relief les défis qui se sont posés à l'époque de l'Anthropocène, tant pour la communauté mondiale que pour la région. Les défis d'ordre social, civilisationnel et écologique sont très clairement visibles en Europe centrale. Cette partie du continent européen, fortement touchée par l'histoire des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, referme depuis 30 ans des plaies fraîchement cicatrisées. Les deux Guerres mondiales, suivies de la domination du régime communiste et de la Guerre froide, ont amené les États et les sociétés d'Europe centrale à façonner leur propre système de valeurs. Après la chute du mur de Berlin, face à la transformation politique et à la redéfinition de l'ordre international, cette région a unanimement opté pour l'appartenance ou le retour à la démocratie, en y voyant le seul moyen de reconstruire l'État et la stabilité.

L'Europe centrale émergeait lentement, mais cherchait constamment sa place dans l'arène internationale, dans les dimensions géopolitiques (combinant les défis géographiques et politiques), économiques (l'évolution des économies socialistes vers le capitalisme), sociales (la reconstruction sociale), culturelles (le catholicisme), historiques (combinant les zones historiques de la République de Pologne, l'Union polono-lituanienne, la monarchie des Habsbourg, le Saint-Empire romain germanique et le Royaume de Hongrie) et civilisationnelles (appartenant au Bloc communiste). Elle a rejoint les organisations internationales qui garantissent la sécurité et la stabilité, tout en redéfinissant complètement sa place sur la carte du monde.

Au cours des années suivantes, au tournant du siècle, la région d'Europe centrale a montré son potentiel, en construisant des structures politiques et économiques régionales fortes (Groupe de Visegrád, Coopération de défense de l'Europe centrale, Accord de libre-échange de l'Europe centrale), ainsi qu'en soulignant sa spécificité et, parallèlement, la complémentarité à l'échelle du continent. La construction d'un système d'alliances internationales et mondiales permet de légitimer l'unité et de la solidarité de l'Europe centrale.

Cependant, aujourd'hui, face à la pandémie de Covid-19, la solidarité de l'Europe centrale a été vérifiée par les intérêts des États individuels. Le coronavirus, bien qu'il soit un phénomène mondial, contribue paradoxalement au dérèglement, voire à la fin de l'ère de la mondialisation. Le « Corona-nationalisme » pose de nouveaux défis à cette région qui, ces dernières années, a cherché sa position et s'est efforcée de se stabiliser à l'extérieur et à l'intérieur. Afin d'examiner les processus en cours, les problèmes auxquels cette partie de l'Europe est confrontée et les défis auxquels elle doit faire face, la monographie se concentre sur les pays du Groupe de Visegrád (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie), qui subissent les changements les plus dynamiques dans la région au cours des derniers mois.

Ce volume se concentre sur la période chronologique de mars 2020 (premier cas confirmé de Covid-19 en Europe centrale) à décembre 2021. L'analyse des données et des événements les plus récents a permis d'obtenir des résultats de recherche pertinents.

Dans ce livre les auteurs cherchent à répondre aux questions suivantes :

- Dans quelle mesure la pandémie a-t-elle changé/change-t-elle l'Europe centrale ?
- Comment les pays de l'Europe centrale ont-ils réagi à la pandémie lors de son apparition et comment ont-ils réagi lors de la deuxième/troisième vague ?
- À quoi ressembleront l'économie, les liens économiques et le marché des capitaux dans cette partie de l'Europe ?
- Quel est le rôle de la recherche, de la science, de l'éducation et de la culture face à la pandémie en Europe centrale ?
- La situation actuelle va-t-elle conduire à une crise de la démocratie libérale et, par conséquent, au renforcement des gouvernements autoritaires dans cette partie de l'Europe, et donc à l'isolement de ces pays dans l'espace européen ?
- La pandémie crée-t-elle de nouvelles divisions ou renforce-t-elle celles qui existent déjà ?
- Le soutien politique et économique aux structures européennes et internationales est-il suffisant pour empêcher une sortie éventuelle des pays de l'Europe centrale de l'Union européenne ?
- La situation dans ces pays et au-delà renforcera-t-elle les tendances autoritaires et le mouvement populiste ?
- Le discours public, notamment celui propre aux médias d'Europe centrale, reflète-t-il ces tensions et ces fluctuations ?
- L'ordre international nouvellement créé appréciera-t-il le potentiel des pays de l'Europe centrale ?
- L'Europe centrale en tant que région consolidée, communauté de valeurs partagées, trouvera-t-elle sa place dans le nouvel ordre mondial ?

La situation en Europe centrale évolue de manière dynamique en raison de la pandémie de Covid-19. Elle crée de nouveaux phénomènes, ceux qui existent évoluent constamment dans l'ordre changeant des relations internationales. Cette région au potentiel historique, politique, économique, social et civilisationnel énorme et façonné au cours des siècles cherche une nouvelle position sur la scène européenne et mondiale en tant qu'acteur important des relations internationales, reconnu dans le jeu mondial.

Cette monographie a une structure thématique, elle est divisée en deux parties complémentaires. Elle débute par une introduction de Kinga Torbicka, intitulée « Comment la pandémie de Covid-19 a changé l'Europe centrale ? ». Il s'agit d'une récapitulation et en même temps d'un résumé de l'ensemble du volume reliant thématiquement, chronologiquement et logiquement un large éventail de perspectives sur le sujet traité.

La première partie, intitulée « Transformation anthropologique et sociale », contient six chapitres. Elle montre la nature des événements médiatiques en révélant le cadre culturel de référence et la construction de la mémoire sociale autour de la pandémie de Covid-19. Dans cette partie, les auteurs analysent les moyens qui permettent de présenter cette période d'angoisse d'un point de vue culturel, sociologique, anthropologique et discursif. Ainsi, les auteurs proposent au lecteur une approche interdisciplinaire qui conduit à un dialogue entre les sciences humaines et sociales et les sciences naturelles. Les auteurs des articles présentés soulignent le rôle du discours numérique, en particulier l'importance des *fake news*, en analysant le discours public comme cadre méthodologique. À travers la démarche adoptée, les auteurs souhaitent enrichir les recherches existantes autour de la pandémie de Covid-19 en présentant une approche innovante alliant méthodologie francophone et centre-européenne. Cette partie se compose des chapitres d'Aneta Afelt : « Pandémie de Covid-19 dans une perspective des sciences de la nature. La pandémie de SARS-CoV-2 nous a-t-elle pris par surprise ? Mécanismes socio-écosystémiques d'induction du risque épidémiologique, exemple SARS-CoV-2 » ; d'Elo-die Thevenin et d'Agnieszka Sadecka : « Le populisme polonais et la pandémie de Covid-19 : Représentation de la crise dans les hebdomadaires de droite » ; d'Alicja Jaworska : « Comment concevoir le discours expert lors de la pandémie de Covid-19. Quelques éléments de la méthodologie inspirée de l'École française d'analyse du discours » ; de Szymon Łuczyk : « Face à l'infodémie sur la Covid-19 : *fact-checkers* vs *fake news* en France et en Pologne » ; de Natalia Walkowiak : « La présence de la pandémie dans la presse féminine en Pologne en 2020. Analyse d'études de cas sélectionnés » ; de Małgorzata Kubacka, Agnieszka Stamm et de Piotr Luczys : « La vie quotidienne au temps de la pandémie – présentation de l'étude » et d'Afrodyta Weselak : « Ils ont besoin de quelqu'un qui les regarde. La fermeture des théâtres en Pologne en 2020 et la vie des comédiens pendant la pandémie ».

La deuxième partie est intitulée « Recomposition géopolitique et économique » et comporte neuf chapitres. Elle vise à montrer les faiblesses et les forces de la démocratie dans les pays de l'Europe centrale et l'évolution de leur position géopolitique dans la situation actuelle. Elle indique les facteurs de renforcement des systèmes autoritaires et des mouvements populistes dans les pays de l'Europe centrale et, par conséquent, d'isolement de ces pays sur la scène européenne et internationale, introduisant un nouvel ordre géopolitique dans le monde. Cette partie souligne l'importance de ces pays pour la sécurité et la stabilité du continent européen, ainsi que pour la sécurité euro-atlantique. Les auteurs analysent le soutien politique et économique des structures européennes et internationales en termes d'efficacité pour empêcher une éventuelle sortie des pays de l'Europe centrale de l'Union européenne. Ils s'attachent à décrire les évolutions à long terme de la situation géopolitique et militaire de ces pays, du fait de leur implication dans la politique de sécurité et de défense commune de l'UE et de l'OTAN, ainsi qu'à redéfinir l'ordre géopolitique dans le monde de la pandémie de Covid-19. Ils mettent l'accent sur les liens entre les politiques internes et externes des pays pour analyser l'importance de ce lien pour les changements géopolitiques comme cadre interprétatif. Cette partie se compose des chapitres de Maxim Belin : « Le Groupe de Visegrád : perspectives et dynamiques dans la crise sanitaire de la Covid-19 » ; de Kinga Torbicka : « La géopolitique de la Pologne face à la pandémie de Covid : le temps de la consolidation ou un combat pour la survie ? » ; de Guirec Joubert : « Crise sanitaire : une ironique opportunité pour Victor Orbán et Jarosław Kaczyński » ; de Zuzana Kotherová et de Michel Perottino : « Covid-19 du meilleur au pire : la gestion de crise à la tchèque » ; de Florent Parmentier : « Géopolitique de la vaccination. Le Groupe de Visegrád entre l'Europe de la Santé et Sputnik V » ; de Sami Ramdani : « La pandémie de Covid-19, un outil discursif au service des objectifs géopolitiques de l'Initiative des Trois Mers » ; de Katarzyna Żukrowska : « Les conséquences économiques de la crise actuelle » ; et de Joanna Czerna-Grygiel : « Politique d'innovation face à la pandémie ».

La présente monographie montre divers aspects de la pandémie de Covid-19 en Europe centrale en repérant les différentes perspectives méthodologiques. Généralement, la méthodologie adoptée dans ce livre est basée sur la multidisciplinarité, dans laquelle nous distinguons trois approches principales : la pluridisciplinarité, l'interdisciplinarité et le transversalisme. Les domaines scientifiques suivants y sont représentés : science politique, géopolitique, relations internationales, sociologie, anthropologie, histoire et analyse du discours. Le sujet de la pandémie de Covid-19 en Europe centrale se reflète dans les sources scientifiques polonaises et internationales.

Le prisme centre-européen de l'impact de la pandémie sur cette région est décrit principalement par des auteurs de divers centres de recherche, tant

par ceux liés aux sciences des relations internationales, à la géopolitique, que par des politologues. Les études les plus importantes parues sur ce sujet sont : Simon Rüegg, Barbara Häsler, Jakob Zinsstag, *Approches intégrées de la santé. Un manuel pour l'évaluation de One Health*, Wageningen Academic Publishers, Wageningen 2020 ; Robert Boyer, *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, La Découverte, Paris 2020 ; Thomas Gomart, *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Tallandier, Paris 2021 ; Patrick Charaudeau, *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck, Bruxelles 2005 ; François-Bernard Huyghe, *Fake news. Manip, infox et infodémie en 2021*, VA Editions, Versailles 2020 ; Christos Andreas Makridis, Jonathan Rothwell, *Le coût réel de la polarisation politique : preuves de la pandémie de Covid-19*, 2020 ; Patrick Zylberman, *La guerre des vaccins*, Odile Jacob, Paris 2020.

Des analyses intéressantes complétant l'exploration scientifique se trouvent également dans de nombreux articles scientifiques : Aneta Afelt, Christian Devaux, Jordi Serra-Cobo, Robert Frutos, *Chauves-souris, virus transmis par les chauves-souris et changements environnementaux*, « Chauves-souris, IntechOpen » 2018 ; Stengers Isabelle, *Que nous apprend la pandémie ? Pour un atterrissage des sciences*, « Esprit », mars 2021 ; Amine Abidi, *Coronavirus et désinformation, une bataille mondiale*, « Observatoire européen du journalisme », 12 mars 2020 ; Dominik Stecuła, Mark Pickup, *Comment le populisme et les médias conservateurs alimentent les croyances complotistes sur le Covid-19 et ce que cela signifie pour les comportements liés au COVID-19*, « Recherche & Politique », 8 (1), 2021.

D'autres, tout aussi importants du point de vue de la recherche choisie, sont des documents officiels (rapports, avis, décisions) de l'OMS, du Parlement européen, des communications de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne, des documents des institutions de lutte contre la pandémie de l'OTAN, des documents des gouvernements de l'Europe centrale, des études des organisations régionales (Groupe de Visegrád, Coopération de défense de l'Europe centrale), les résultats des recherches menées par les universités et les unités de recherche situées dans la région étudiée.

La monographie est le deuxième volume de la série « Pluralité européenne », qui est publiée par Les Éditions de l'Université de Varsovie et fait partie du projet « Pluralité européenne », mené dans le cadre de l'Alliance universitaire 4EU+. Il nous semble opportun de recueillir les textes de chercheurs utilisant une démarche francophone commune, ce qui constitue une tentative de réponse immédiate aux problématiques proposées. Le projet du livre est de nature interdisciplinaire et transnationale. Il s'adresse à des chercheurs de divers horizons (politologues, historiens, linguistes, économistes, anthropologues, géographes) afin d'apprendre et comprendre des phénomènes sociologiques, politiques et anthropologiques de cette crise sanitaire mondiale.

La monographie a été réalisée dans le cadre du Mini Grant 4EU + « Europe Centrale face au Covid-19 » (septembre 2020-décembre 2021) reçue par le Centre de civilisation française et d'études francophones de l'Université de Varsovie.

## **Remerciements**

Cette publication contient des chapitres rédigés par des scientifiques de divers pays (Pologne, République tchèque, France) de divers centres de recherche (Université de Varsovie, Université Jagellonne, Université Charles de Prague, SciencesPo Paris) et je leur suis reconnaissante pour l'opportunité de découvrir leurs différentes perspectives historiques, sociales et politiques sur le sujet.

J'aimerais inclure une note spéciale de remerciement au dr Nicolas Maslowski, directeur du Centre de civilisation française et d'études francophones de l'Université de Varsovie.

Pour leur aide précieuse dans la préparation du manuscrit, je tiens à remercier toute l'équipe de Mini Grant 4EU + : dr Alicja Jaworska, Katarzyna Król, prof. Michel Perottino, dr Zuzana Kotherova et prof. Iwona Pugaciewicz qui ont contribué à la recherche tout au long du projet.

J'exprime également ma gratitude au Groupe de recherche n°3607 « Connaissance de l'Europe médiane » pour l'aide financière apportée à cette publication.

Enfin, je tiens à remercier Michał Zięba pour toute son aide dans une partie du travail de rédaction, ainsi que toute l'équipe du Centre de civilisation française d'études francophones de l'Université de Varsovie pour leur soutien.



Première partie

**Transformation anthropologique et sociale**



Aneta Afelt

*Université de Varsovie*

ORCID : 0000-0001-8744-2992

## **Pandémie de Covid-19 dans une perspective des sciences de la nature.**

### **La pandémie de SARS-CoV-2 nous a-t-elle pris par surprise ? Mécanismes socio-écosystémiques d'induction du risque épidémiologique, exemple SARS-CoV-2**

**Abstract:** The SARS-CoV-2 virus is the third human coronavirus detected in the 21<sup>st</sup> century. It was only a few weeks between the first cases of atypical severe respiratory disease in Wuhan, China (late 2019), and the identification of the virus, its genetic structure and the development of a PCR test (January 2020). What processes and mechanisms at the interface between nature and human activities are responsible for the emergence of the new coronavirus? How was it possible that the virus has spread among humans so quickly? Is the spread of the virus limited to the human population only? How do Anthropocene conditions favor pathogens such as SARS-CoV-2? From a scientific point of view, the emergence of a new coronavirus is not surprising.

**Keywords:** SARS-CoV-2, pandemic, coronavirus, socio-ecosystem niche, Anthropocene, epidemiological risk

**Mots clés :** SARS-CoV-2, pandémie, coronavirus, niche socio-écosystémique, Anthropocène, risque épidémiologique

## 1. Introduction

Depuis la fin de l'automne 2019, les premiers rapports d'identification de nouveaux symptômes associés à la pneumonie atypique chez des patients diagnostiqués dans les centres médicaux de la région métropolitaine de Wuhan ont commencé à arriver de Chine. À la fin du mois de janvier 2020, un article de synthèse a été publié en ligne dans *Lancet*, présentant les caractéristiques épidémiologiques et cliniques de 99 patients d'un seul centre médical, le Wuhan Jinyintan Hospital ; les données ont été recueillies entre le 1<sup>er</sup> et le 20 janvier 2020 (Chen et al. 2020). L'identification de l'agent pathogène responsable des effets pathogènes s'est faite très rapidement, puisqu'en décembre 2019, il était déjà clair qu'un nouveau coronavirus, se propageant rapidement dans la communauté humaine, était responsable de la nouvelle entité pathologique, à l'époque encore sans nom. La notification officielle de la Chine à l'OMS concernant une forte augmentation de l'incidence de la pneumonie atypique dans la ville de Wuhan a été reçue le 31 décembre 2019, y compris la notification officielle du 5 janvier de 44 patients classés comme infectés par un agent pathogène inconnu et l'annonce du premier rapport officiel d'urgence épidémiologique, *First Disease Outbreak News* (OMS 2020a). Les activités ultérieures autorisées étaient les suivantes : (1) l'identification très rapide du nouvel agent pathogène – le 7 janvier (OMS 2020b) ; (2) l'identification de sa séquence génétique – le 12 janvier (OMSa 2020) ; (3) la dénomination du nouvel agent pathogène SARS-CoV-2 par le Comité international de taxonomie des virus – le 11 février 2020 (OMS 2020a). À partir de la mi-février environ, les premiers cas locaux (endémiques) d'infection (le 13 février, Thaïlande) et de décès (le 15 février, France) ont commencé à être signalés dans de nombreuses régions du monde et, fin février, des cas d'infection avaient déjà été signalés dans 11 pays européens. En Pologne, le premier patient a été officiellement identifié le 4 mars, à Zielona Góra, et 50 cas nationaux ont été diagnostiqués à la mi-mars (Chyz et al. 2020). Très rapidement, dès le 1<sup>er</sup> avril 2020, le premier million d'infections a été identifié dans le monde, et les données provenant d'Italie, d'Espagne, de France et d'Allemagne sur le nombre d'infections et de décès ont été des nouvelles sensationnelles quotidiennes dans la presse internationale (Chen et al. 2020).

L'affinité du nouveau coronavirus avec le virus du SARS détecté en 2002 dans la province de Guangdong, en Chine (79 % de parenté génétique, avec un taux de mortalité de 11 %) et avec le virus MERS détecté en 2012 dans la région de la péninsule arabique (50 % de parenté génétique, avec un taux de mortalité de 35 %) était particulièrement passionnante (Machhi et al. 2020 ; Hu et al. 2021). Les taux de mortalité élevés de coronavirus étroitement apparentés et la transmission par gouttelettes du SARS-CoV-2 ont suscité des inquiétudes quant à l'impact social et économique potentiel d'un virus mondial à propagation rapide.

Les incertitudes initiales liées aux conditions de propagation du virus dans l'environnement social ont favorisé de nombreuses lacunes dans la limitation de sa transmission mondiale. Par exemple, le pourcentage de personnes infectées qui ne présentent pas de symptômes d'infection – c'est-à-dire les porteurs latents – était initialement inconnu, de même que le délai entre l'infection et l'apparition des symptômes et l'indication de la période de plus grande infectiosité des personnes infectées (Duszyński et al. 2020). Dans ce rapport, nous avons rappelé la nécessité de prendre des mesures de protection passive contre l'épidémie (masque, distance, désinfection) dans le cadre de la stratégie « Stay at home » adoptée par la plupart des pays, mais surtout nous avons rappelé les aspects sociaux et économiques de la pandémie dès septembre 2020.

## **2. Niche socio-écologique et risque de rupture de la barrière inter-espèces dans les conditions de l'Anthropocène**

Est-ce que l'apparition d'un nouveau coronavirus circulant dans la population humaine est une nouveauté ou une surprise d'un point de vue biologique ? Absolument pas. Les processus de percée inter-espèces, c'est-à-dire le franchissement par un agent pathogène (virus, bactéries, champignons, parasites) de la barrière individuelle entre différentes espèces d'animaux, de plantes et d'humains – sont assez courants dans les environnements naturels. Il est important de noter que la plupart des maladies infectieuses humaines sont des zoonoses<sup>1</sup>. Sur la liste des 1 415 micro-organismes connus à ce jour qui sont pathogènes pour l'homme, pas moins de 61 % sont d'origine zoonotique, et les micro-organismes qui ont plus d'un hôte ont deux fois plus de chances d'être associés à des maladies infectieuses (Pickering et al. 2008). Rien qu'entre 1980 et 2003, 35 nouvelles maladies infectieuses ont été identifiées chez l'homme, dont la plupart étaient des zoonoses (Steinmuller et al. 2006). Comme le montrent des découvertes récentes, la relation pathogène homme-animal n'est pas unidirectionnelle. Les humanoses (humanosis)<sup>2</sup> fonctionnant dans la littérature également comme des anthroponoses (anthroponosis) ne sont pas encore des cas fréquemment rapportés, mais leur émergence même en tant que problème environnemental est inquiétante (Olsen et al. 1993 ; Sjurseth et al. 2017).

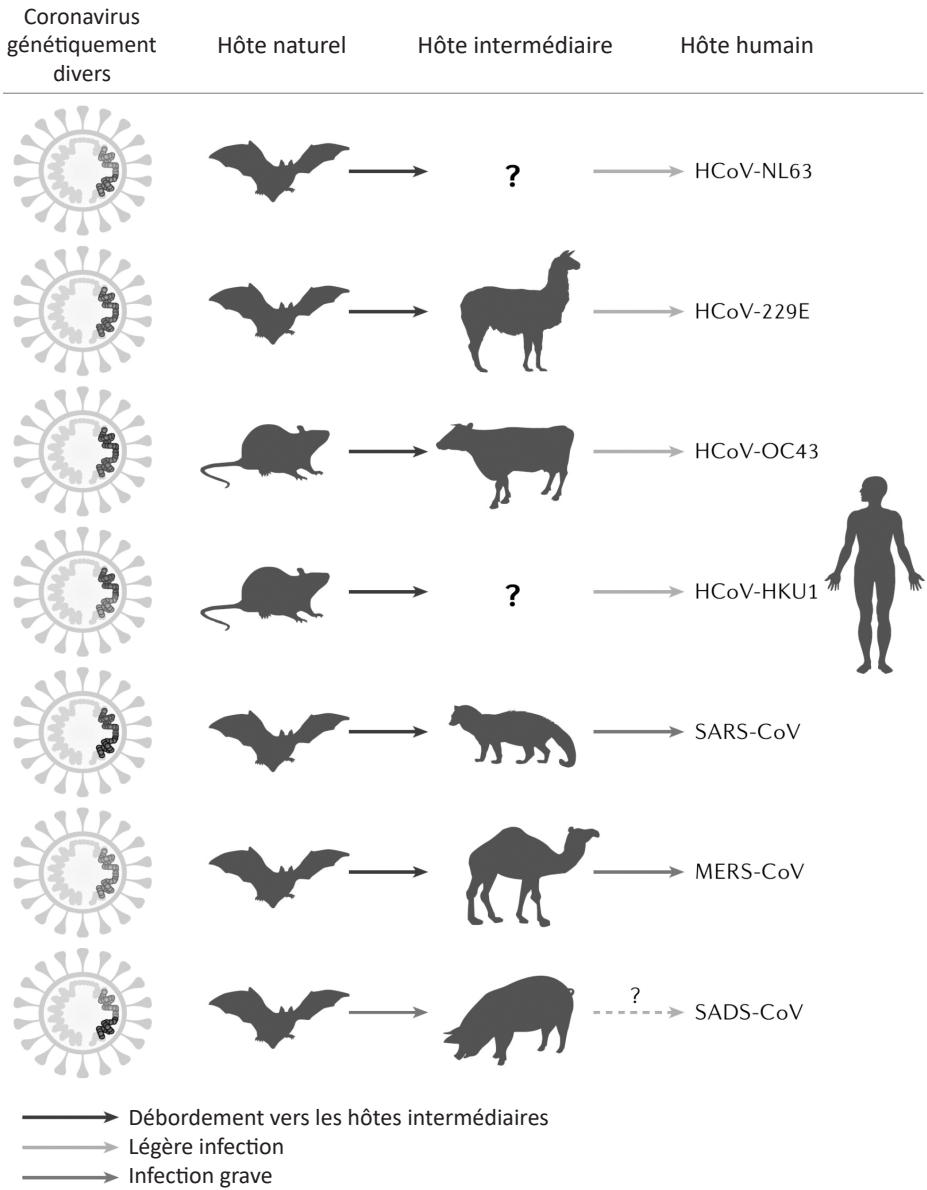
Le virus SARS-CoV-2 est un agent pathogène zoonotique typique, comme le sont le SARS et le MERS déjà mentionnés (Cui, Shi 2019). Les coronavirus

---

<sup>1</sup> Les zoonoses sont des maladies qui se transmettent des animaux aux êtres humains. L'Autorité européenne de sécurité des aliments de l'UE (EFSA) publie un rapport annuel des zoonoses chez l'homme et de leurs agents étiologiques, tant chez l'homme que chez les animaux et les aliments (Osek, Wiczorek 2013).

<sup>2</sup> Les humanoses (humanosis) sont des maladies habituellement typiques de l'homme qui sont transmises aux animaux.

appartiennent à la sous-famille des Coronavirinae, à la famille des Coronaviridae, à l'ordre des Nidovirales (Comité international sur la taxonomie des virus), en distinguant les genres Alpha-, Beta-, Gamma- et Delta-. Les deux premiers genres sont portés par des mammifères et les deux derniers, presque sans exception, par des oiseaux. La rupture de la barrière inter-espèces par les coronavirus entre les animaux et les humains n'est pas non plus une nouveauté du XXI<sup>e</sup> siècle. Cela est présenté de manière assez détaillée par Cui et Shi (2019), qui dressent une liste des coronavirus humains avec une indication des hôtes naturels (primaires) et intermédiaires – où la recombinaison du virus a eu lieu en l'adaptant à de nouveaux hôtes (animaux intermédiaires et humains) (Fig. 1) (Cui, Shi 2019). Il convient de noter qu'avant l'épidémie de SARS-CoV-2, nous avons identifié au moins 7 coronavirus humains dont le réservoir primaire du virus se trouvait chez des animaux non domestiqués avec lesquels l'homme n'entre généralement pas en contact intentionnel et régulier (chauvesouris, rongeurs), tandis que les hôtes intermédiaires étaient souvent des animaux domestiqués ou utilisés par l'homme (porcs, bovins, chameaux, lamas) (Cui, Shi 2019 ; Hu et al. 2021). En outre, le cycle complet des percées interspécifiques entre le vecteur/hôte primaire et l'homme peut impliquer plus d'une espèce intermédiaire. Les expériences de l'automne 2020 où une transmission interhumaine a été détectée dans des élevages de fourrures aux Pays-Bas, au Danemark, en France, en Grèce, en Italie, en Espagne, en Pologne, en Lituanie, au Canada et aux États-Unis démontrent que les propriétés du virus lui permettent de circuler de manière multidirectionnelle entre les espèces (Fenollar et al. 2021). Il existe également des rapports très inquiétants en provenance des États-Unis sur la transmission du SARS-CoV-2 à des cervidés vivant dans des conditions naturelles (Chandler et al. 2021).



**Figure 1** : Coronavirus humains connus avant l'exposition du SARS-CoV-2, d'après Cui et al. (2018).

Un cycle simplifié de la circulation du virus SARS-CoV-2 dans l'environnement biologique plus large de la Terre serait le suivant :

1. Le réservoir naturel initial du dernier coronavirus humain connu était selon toute vraisemblance des chauves-souris, avec une forte probabilité dans la région de l'Asie du Sud-Est, comme en Chine (Zhou et al. 2020a ; Zhou et al. 2020b) ou au Cambodge (Hul 2021).
2. Selon toute vraisemblance, entre le vecteur naturel/primaire et la rupture de la barrière inter-espèces humaine, le virus a circulé parmi les mammifères, mais malgré les premiers rapports sur les pangolins, il n'est pas certain qu'il s'agisse du seul et/ou du vecteur indirect ou direct (Frutos et al. 2020 ; Ghosh, Malik 2020 ; Hu et al. 2021).
3. La rupture de la barrière inter-espèces animal-homme par le virus a très probablement eu lieu dans des conditions de distance géographique réduite entre les espèces au sein d'une niche<sup>3</sup> socio-écossystémique (Afelt et al. 2018a ; Afelt et al. 2018b ; Frutos et al. 2021).
4. La propagation du virus SARS-CoV-2, d'abord régionale, puis l'augmentation dynamique du nombre d'infections dans le monde entier est une conséquence directe de la mondialisation.
5. L'introduction accidentelle du virus dans des écosystèmes d'animaux non domestiqués géographiquement éloignés est une conséquence de l'Anthropocène – les conditions dans lesquelles l'environnement naturel fonctionne sous la pression anthropique.

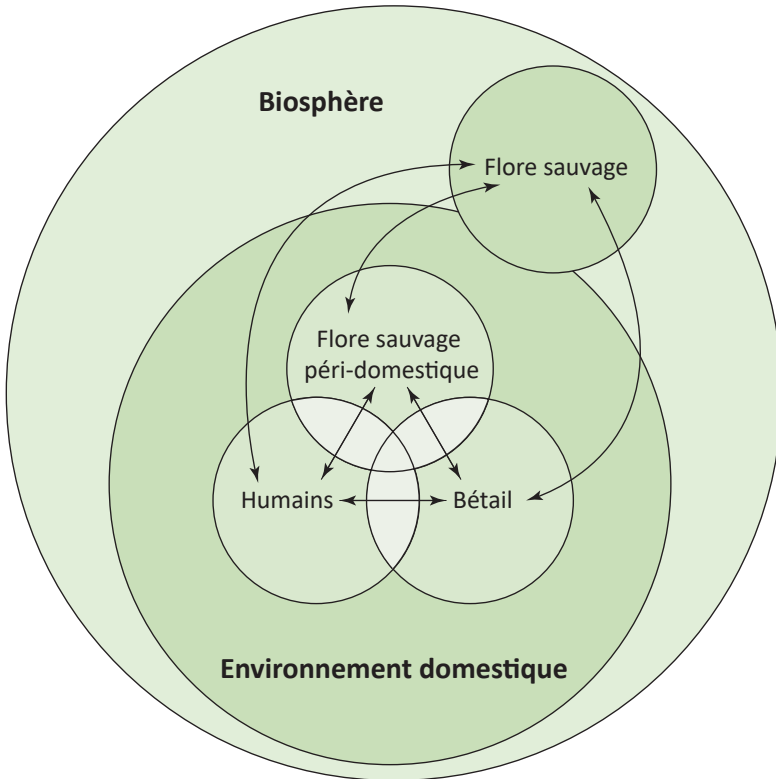
Le schéma présenté consiste *de facto* en trois liens : (1) circulation de l'agent pathogène dans la niche socio-écossystémique d'origine et rupture de la barrière inter-espèces entre l'animal et l'homme, (2) propagation de l'agent pathogène dans la communauté humaine, (3) introduction de l'agent pathogène dans des niches socio-écossystémiques génétiquement étrangères et géographiquement éloignées et rupture de la barrière inter-espèces entre l'homme et l'animal, ce qui entraîne la dissémination de réservoirs du virus différents selon les espèces, permettant sa mutation ultérieure. Comprendre la circulation de l'agent pathogène (ici le SARS-CoV-2) de cette manière ouvre une vision distincte du rôle et de la place de l'homme en tant qu'élément de l'écosystème au même titre que les autres espèces animales.

C'est un retour au concept d'une vision holistique de la santé humaine (*One Health*), où le bien-être (la santé) est considéré comme inextricablement

---

<sup>3</sup> Une niche écologique, selon Hutchinson (1957), est définie comme une région dans un espace multidimensionnel de facteurs environnementaux qui affectent le bien-être des espèces. Il s'agit donc de l'habitat de la vie d'un organisme dans un écosystème, défini dans l'espace par des paramètres qui fournissent des conditions appropriées pour la vie et le développement. Les variables régissant l'étendue spatiale d'une niche écologique sont basées sur les barrières écologiques – le ou les facteurs qui entravent ou empêchent le bien-être d'une espèce.

lié à la niche écologique dans laquelle les humains fonctionnent à égalité avec tous ses participants animés et inanimés (Jones et al. 2013). Le contexte écologique et culturel (créé par l’homme) est considéré comme un tout indissociable – un système soumis à une évaluation qualitative et quantitative holistique du mouvement possible de l’agent pathogène (Jones et al. 2013 ; Yamada et al. 2014 ; Jones et al. 2016 ; Rüeegg et al. 2018) (Fig. 2.). Du point de vue de l’écologie des agents pathogènes, il est important d’identifier les voies de circulation, l’évolution et les relations avec les hôtes pour tous les participants de la niche écologique (van Oudenhoven et al. 2018). Par conséquent, le bien-être sanitaire ou le risque sanitaire dans l’Anthropocène (influence humaine dominante dans le façonnement des écosystèmes) est considéré à des échelles allant du local au global, comme trois piliers de la durabilité (Whitmee et al. 2015 ; Rüeegg et al. 2018) : écologique, social et économique.



**Figure 2 :** Voies pathogènes possibles dans la relation « flore sauvage-domestique-animal-homme » au sein de la biosphère, les flèches indiquent les directions possibles de transmission directe et indirecte des agents pathogènes, d’après Jones et al. (2016).

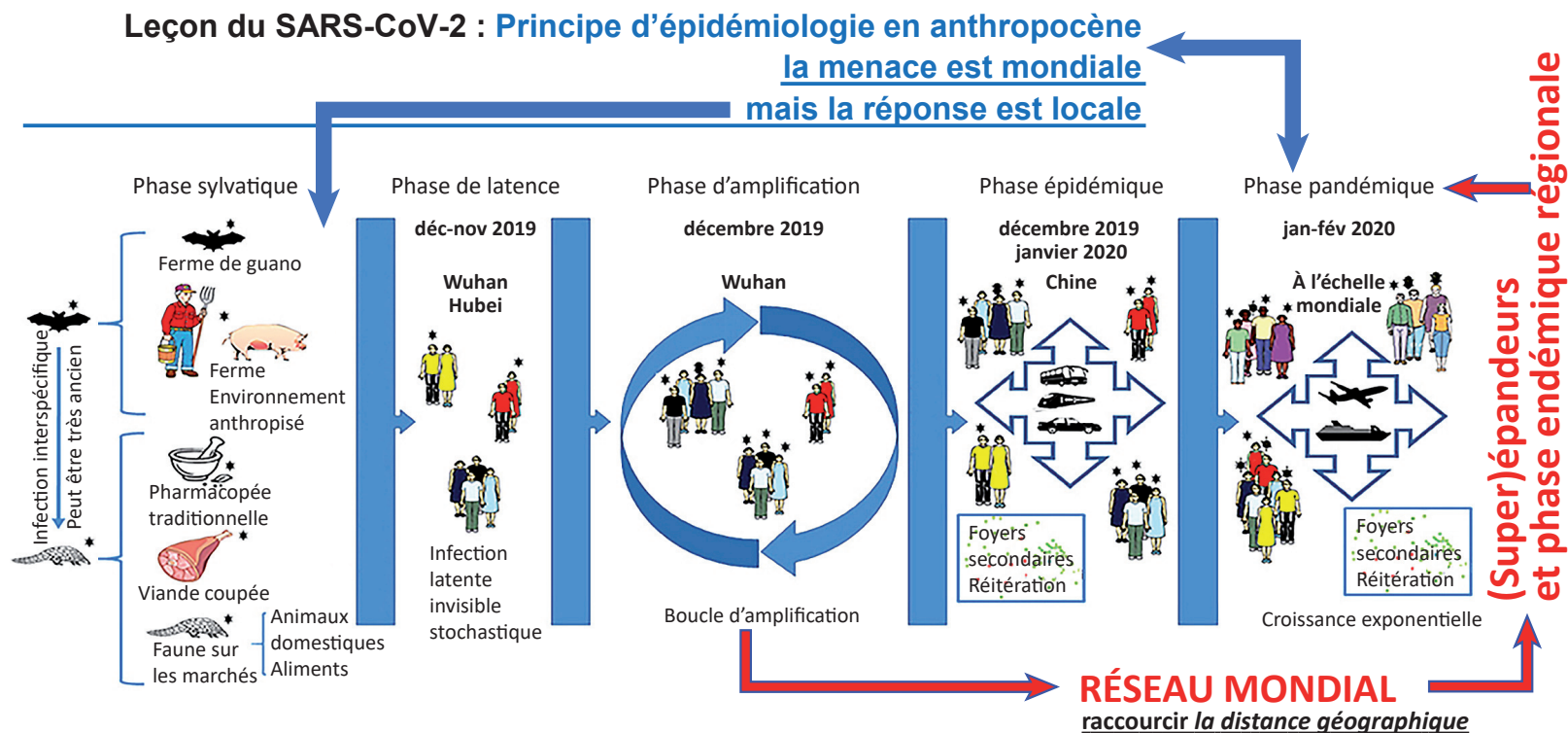
Afelt et al. (2018a) et Frutos et al. (2020) soulignent le rôle des pressions anthropogéniques sur les écosystèmes locaux et primaires en tant que draineur du risque épidémiologique dans les résultats obtenus en Asie du Sud-Est. L'exploitation agressive des ressources des niches d'écosystème pour les besoins économiques des communautés locales conduit à leur transformation très rapide en niches socio-écosystémiques. Ce processus est notamment facilité par la pression démographique (Afelt et al. 2018a). Il en résulte une niche socio-écosystémique peuplée par tout le spectre des espèces sauvages héritées (dans des conditions primaires souvent isolées naturellement par des préférences écosystémiques), des espèces domestiquées et des humains.

La conséquence est un raccourcissement de la distance géographique entre les participants à la niche socio-écosystémique, ce qui entraîne une augmentation de la probabilité de contacts individuels (directs et indirects – tels que sécrétions, excréments, nourriture). La circulation des agents pathogènes entre les individus et les espèces est alors accélérée, ce qui entraîne le risque de transmissions interspèces inhabituelles dans des conditions naturelles, avec une forte réticulation (Fig. 3). Par réseau, il faut entendre un grand nombre d'individus de la même espèce et d'espèces différentes en contact étroit direct (par exemple, site de perchage) ou indirect (fluides physiologiques, nourriture). La connectivité des niches socio-écologiques, résultant des mouvements de population et de la circulation des biens, favorise à son tour la propagation spatiale des agents pathogènes entre les communautés et le développement consécutif d'épidémies.

Le raccourcissement de la distance géographique est pertinent à chaque étape de la circulation d'un agent pathogène, ici le SARS-CoV-2, et apparaît aujourd'hui comme l'un des deux principaux facteurs de risque épidémiologique à l'ère de l'Anthropocène. Le concept de réduction de la distance géographique doit être compris de deux manières : (1) en tant que raccourcissement physique direct des distances entre les individus et les espèces au sein des niches socio-écologiques, résultant de la transformation des niches des écosystèmes naturels, et (2) en tant qu'action indirecte – le raccourcissement des temps de déplacement entre les lieux géographiques, résultant de la mise en réseau mondiale des chaînes d'approvisionnement et du transport des populations.

Dans le premier cas, le raccourcissement de la distance géographique doit être considéré comme un facteur augmentant le risque épidémiologique de percée entre espèces et d'émergence d'un nouvel agent pathogène en raison de l'accélération possible de la circulation de l'agent pathogène entre les hôtes (Fig. 3, « phase sylvatique »). Dans le second cas, le raccourcissement de la distance géographique doit être considéré comme un facteur accélérant la propagation globale du nouvel agent pathogène (Fig. 3, « phase épidémique » et « phase pandémique »). Dans le cas du virus SARS-CoV-2, il est clair que sa période d'incubation relativement longue et asymptomatique dans l'organisme du vecteur (5,8 jours en moyenne après l'infection) favorise la propagation efficace de l'épidémie,





**Figure 3 :** Emergence du SARS-CoV-2 et sa propagation pandémique, d'après Frutos et al. (2018), avec des modifications : au stade de la niche socio-écologique (phase sylvatique), une percée inter-espèces et une colonisation humaine se produisent - le lieu et le moment de cet événement n'ont pas encore été identifiés.

tant entre les continents qu'entre les régions, en raison de l'activité de transport de la population et du fort réseautage social dans les conditions de l'Anthropocène.

Le deuxième facteur est le nivellement des barrières écologiques naturelles au sein des niches socio-écosystémiques. Le raccourcissement de la distance géographique entre les individus et les espèces au sein d'une niche socio-écosystémique locale, mais aussi les déplacements intentionnels ou accidentels entre des lieux géographiques d'espèces végétales et animales étrangères à l'écosystème augmentent le risque épidémiologique. Vallin et Mesle (2004) et Bygbjerg et Meyrowitsch (2007) soulignent que les pressions environnementales mondiales et le commerce mondial des biens et des services s'effectuent dans des conditions de variation sans précédent dans l'histoire des stades de développement démographique, épidémiologique et économique des différentes régions du monde. Deux tendances enregistrées au niveau mondial se distinguent ici (Cliff et al. 2009) : (1) la résurgence de groupes de maladies qui ont été traitées dans les pays économiquement développés par le passé (maladies réémergentes) et (2) l'émergence de maladies inconnues jusqu'alors dans toutes les régions du monde. L'exemple du succès du virus SARS-CoV-2 est ici incontestable.

### **3. Biodiversité et risque épidémiologique**

Enfin, la pandémie du virus SARS-CoV-2 a attiré l'attention du public sur la perte progressive de la biodiversité locale dans le monde entier. La chaîne mondiale des liens économiques entre les zones de production et de redistribution, notamment des aliments, entraîne des changements dans la redistribution des populations et des pressions pour façonner des conditions de production optimales. L'introduction de processus de production standardisés au niveau mondial et l'augmentation de la demande de denrées alimentaires, y compris la production d'aliments pour le bétail, se traduisent par des profils de biodiversité standardisés au niveau mondial pour les niches socio-écosystémiques. Une caractéristique commune de ce processus sous toutes les latitudes est le déclin de la biodiversité naturelle à l'échelle locale et le nivellement, déjà mentionné, des barrières écologiques.

Les résultats des études menées par Lacroix et al. (2017) et Afelt et al. (2018a ; 2018b ; 2018c) dans la région de l'Asie du Sud-Est au cours de la période 2012 - 2016 indiquent une relation entre le statut et le taux de transformation de l'environnement et la présence de coronavirus chez les chauves-souris locales. Grange et al. (2021) énumèrent six facteurs environnementaux de risque épidémiologique : caractéristiques primaires de la couverture terrestre, structure des espèces animales dans l'écosystème, pression démographique, expansion de l'urbanisation, déforestation, progression de l'agro-industrie. Sur les 50 virus

analysés par les chercheurs, le SARS-CoV-2 a été classé en deuxième position, après le virus de Lassa, en tant qu'agent pathogène zoonotique à fort potentiel d'expansion au niveau de la niche socio-écosystémique.

Les facteurs de risque épidémiologiques environnementaux calculés à partir des données à distance sont en accord général avec les résultats obtenus pour le Cambodge et le Laos par Afelt et al. (2018c) et sont conformes aux conclusions présentées par Afelt et al. (2018a ; 2018b) pour la région de l'Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, dans cette région du monde, un processus dynamique de perte de biodiversité est en cours. Les manifestations de ce processus sont les suivantes : déforestation rapide au profit de l'agriculture, fragmentation des écosystèmes naturels, augmentation rapide de la zone urbanisée, y compris le caractère mosaïque (Afelt et al. 2018a).

Keesing et al. ont déjà publié en 2010 des résultats indiquant une forte relation entre la perte de biodiversité et le risque de transmission de maladies zoonotiques. Dans leurs travaux les plus récents, Keesing et Ostfeld (2021) mènent une discussion sur la complexité de la relation entre la biodiversité des écosystèmes, la pression anthropique et la susceptibilité aux conditions de transmission des pathogènes inter-espèces, y compris avec l'inclusion de l'homme dans ce cycle naturel. Dans leurs conclusions, les auteurs écrivent : « Déterminer comment les différents impacts anthropiques (par exemple, la conversion de l'habitat, le changement climatique, la surexploitation) affectent les hôtes zoonotiques est un domaine important de la recherche future ».

#### 4. Conclusion

Alors, le virus SARS-CoV-2 nous a-t-il pris par surprise ?

Du point de vue de la prévalence des coronavirus et du cycle naturel de circulation des agents pathogènes dans l'environnement naturel, l'émergence d'une nouvelle forme de coronavirus humain n'était pas un phénomène surprenant. Du point de vue holistique du concept *One Health*, les humains sont un élément du système naturel, fonctionnant en interdépendance mutuelle avec l'environnement animé et inanimé qui les entoure.

Les résultats de la recherche scientifique dans le domaine des déterminants environnementaux du risque de nouvelles zoonoses ne laissent également aucun doute depuis au moins deux décennies sur l'impact de la pression anthropique sur les ressources des écosystèmes naturels. La prévalence des niches socio-écosystémiques est essentiellement un signifiant de la modernité. La recherche interdisciplinaire et les tentatives de modélisation des processus épidémiologiques se produisant dans les niches socio-écosystémiques ont également présenté des indications claires du risque d'une nouvelle forme de coronavirus zoonotique.

Le SARS-CoV-2 doit également son succès au compartiment de l'histoire humaine dans lequel il est apparu. Les liens économiques mondiaux créent un réseau dense de connexions humaines, ce qui explique pourquoi les distances géographiques ont été réduites grâce au développement des transports. Notre mise en réseau aux niveaux mondial, régional et local crée des conditions de distribution idéales pour le virus. Qui plus est, il s'agit d'une diffusion qui s'est produite au niveau mondial presque simultanément – en l'espace d'environ six mois, la présence du virus a été enregistrée dans pratiquement tous les sites œcuméniques. Les données épidémiologiques officielles font état de l'identification de patients infectés par le SARS-CoV-2 dans une succession de pays voisins et éloignés de la Chine sur une période de quelques jours à quelques semaines après la notification officielle à l'OMS du nouvel agent pathogène (OMS 2020a).

La situation épidémiologique actuelle évolue dans deux directions :

1. Le virus a colonisé la communauté humaine, il y a un processus d'évolution du virus qui cherche à contrer les stratégies menées au niveau régional pour limiter le développement de l'épidémie, d'où l'émergence de variantes régionales (CDC 2021) ; limiter l'expansion du virus se concentre sur la conduite de la vaccination, la recherche de préparations thérapeutiques efficaces est en cours ;
2. Le virus SARS-CoV-2 est en train d'établir ses enclaves locales parmi les animaux (domestiques, d'élevage et sauvages) par transmission homme-animal (Chandler 2021 ; Fenollar 2021 ; Hobbs, Reid 2021).

C'est le dernier maillon du schéma de circulation des agents pathogènes décrit dans cette étude. Un virus animal qui est apparu dans une niche socio-écosystémique locale de la région de l'Asie du Sud-Est à la suite d'une évolution adaptative à un nouvel hôte – l'homme – est actuellement réintroduit dans le monde animal, mais dans des lieux géographiquement, sexuellement et génétiquement éloignés du site d'origine.

## Bibliographie

- Afelt A., Frutos R., Devaux Ch. 2018a. *Chauves-souris, coronavirus et déforestation : vers l'émergence de nouvelles maladies infectieuses ?*, « Frontières en microbiologie », 9:702, doi : 10.3389/fmicb.2018.00702.
- Afelt A., Lacroix A., Zawadzka-Pawlewska U., Pokojski W., Buchy P., Frutos R. 2018b. *Distribution of bat-borne viruses and environment patterns*, « Infection Genetics and Evolution », 58(2018), pp. 181-191.
- Afelt A., Devaux Ch., Serra-Cobo J., Frutos R. 2018c. *Bats, Bat-Borne Viruses, and Environmental Changes*, [dans :] *Bats*, IntechOpen, doi : 10.5772/intechopen.74377.

- Bygbjerg Ch., Meyrowitsch W. 2007. *Global transition in health*, « Danish Medical Bulletin », 54(1), pp. 44-45.
- Centers for Disease Control and Prevention (CDC) 2021. *Classifications et définitions des variantes du SARS-CoV-2*. <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/variants/variant-info.html>, accès : 01.07.2021.
- Chandler J. C., Bevins S. N., Ellis J. W., Linder T. J., Tell R. M., Jenkins-Moore M., Root J. J., Lenocho J.B., Robbe-Austerman S., DeLiberto T. J., Gidlewski T., Torchetti M. K., Shriner S. A. 2021. *Exposition au SARS-CoV-2 chez le cerf de Virginie sauvage (Odocoileus virginianus)*, « bioRxiv », 2021.07.29.454326, doi : 10.1101/2021.07.29.454326.
- Chen N., Zhou M., Dong X., Qu J., Gong F., Han Y., Qiu Y., Wang J., Liu Y., Wei Y., Xia J., Yu T., Zhang X. 2020. *Epidemiological and clinical characteristics of 99 cases of 2019 novel coronavirus pneumonia in Wuhan, China: a descriptive study*, « The Lancet », 395(10223), pp. 507-513.
- Chyż B., Korzeniowska K., Pawlowska D. 2020. *Coronavirus en Pologne. Comment les 50 premiers cas se sont produits*, « Gazeta Wyborcza », 13 mars 2020. <https://biqdata.wyborcza.pl/biqdata/7,159116,25784573,jak-rozchodzi-sie-koronawirus-w-polsce.html>, accès : 02.07.2021.
- Cliff A. D., Smallman-Raynor M. R., Haggett P., Stroup D. F., Thacker S. B. 2009. *Emergence et ré-émergence des maladies infectieuses. Une analyse géographique*, « Oxford Geographical and Environmental Studies », Oxford University Press, Oxford.
- Cui J., Li F., Shi Z. L. 2019. *Origine et évolution des coronavirus pathogènes*, « Nat Rev Microbiol », 17, pp. 181-192, doi : 10.1038/s41579-018-0118-9.
- Duszyński J., Afelt A., Ochab-Marcinek A., Owczuk R., Pyrc K., Rosińska M., Rychard A., Smiatacz T. 2020. *Understanding COVID-19, préparé par l'équipe Covid-19 du président de l'Académie polonaise des sciences*, PAN, Warszawa.
- Fenollar F., Mediannikov O., Maurin M., Devaux Ch., Colson P., Levasseur A., Fourrier P-E., Raoult D. 2021. *Mink, SARS-CoV-2, and the Human-Animal Interface*, « Frontiers in Microbiology », vol. 12, doi : 10.3389/fmicb.2021.663815.
- Frutos R., Serra-Cobo J., Chen T., Devaux Ch. A. 2020. *COVID-19: Time to exonerate the pangolin from the transmission of SARS-CoV-2 to humans*, « Infection, Genetics and Evolution », vol. 84, doi : 10.1016/j.meegid.2020.104493.
- Frutos R., Serra-Cobo J., Pinault L., Lopez R. M., Devaux Ch. A. 2021. *Emergence of Bat-Related Betacoronaviruses: Hazard and Risks*, « Frontiers in Microbiology », vol. 12, doi : 10.3389/fmicb.2021.591535.
- Ghosh S., Malik Y. S. 2020. *Drawing Comparisons between SARS-CoV-2 and the Animal Coronaviruses*, « Microorganisms », 8(1840), doi : 10.3390/microorganisms8111840.
- Grange Z. L., Goldstein T., Johnson Ch. K., Anthony S., Gilardi K., Daszak P., Olival K. J., O'Rourke T., Murray S., Olson S. H., Togami E., Vidal G., Mazet J. A. K. 2021. *Ranking the risk of animal-to-human spillover for newly discovered viruses*, « PNAS », 118(15), e2002324118, doi : 10.1073/pnas.2002324118.

- Hobbs E. C., Reid T. J. 2021. *Animals and SARS-CoV-2: Species susceptibility and viral transmission in experimental and natural conditions, and the potential implications for community transmission*, « Transbound Emerg Dis. », 68, pp. 1850–1867.
- Hu B., Guo H., Zhou P., Shi Z-L. 2021. *Caractéristiques du SARS-CoV-2 et du COVID-19*, « Nat Rev Microbiol », 19, pp. 141-154, doi : 10.1038/s41579-020-00459-7.
- Hul V., Delaune D., Karlsson E.A., Hassanin A., Tey P. O., Baidaliuk A., Gámbaro F., Tu V. T., Keatts L., Mazet J., Johnson Ch., Buchy P., Dussart P., Goldstein T., Simon-Lorière E., Duong V. 2021. *Un nouveau coronavirus apparenté au SARS-CoV-2 chez les chauves-souris du Cambodge*, « bioRxiv », preprint, doi : 10.1101/2021.01.26.428212.
- Hutchinson G. E. 1957. *Remarques finales*. « Cold Spring Harbor Symp. Quant. Biol. », 22, pp. 415-457.
- Jones B.A., Grace D., Kock R., Alonso S., Rushton J., Said M.J., McKeever D., Mutua F., Young J., McDermott J., Pfeiffer D.U. 2013. *L'émergence des zoonoses liée à l'intensification de l'agriculture et aux changements environnementaux Actes de l'Académie nationale des sciences*, doi : 10.1073/pnas.1208059110.
- Jones B., Betson M., Pfeiffer D.U. 2017. *Processus éco-sociaux influençant l'émergence et la propagation des maladies infectieuses*, « Parasitology », 144(1), pp. 26-36, doi : 10.1017/S0031182016001414.
- Keesing F., Belden L. K., Daszak P., Dobson A., Harvell C. D., Holt R. D., Hudson P., Jolles A., Jones K. E., Mitchell Ch. E., Myers S. S., Bogich T., Ostfeld R.S. 2010. *Impacts of biodiversity on the emergence and transmission of infectious diseases*, « Nature », 468, pp. 647-652, doi : 10.1038/nature09575.
- Keesing F., Ostfeld R. S. 2021. *Impacts de la biodiversité et de la perte de biodiversité sur les maladies zoonotiques*, « PNAS », 118(17), doi : 10.1073/pnas.2023540118.
- Lacroix A., Duong V, Hul V., Sorn S., Holl D. Omaliss K., Chea S., Hassanin A., Theppangna W., Silithammavong S., Afelt A., Greatorex Z., Fine A., Goldstein T., Keatts L., Frutos R., Buchy P. 2016. *Genetic diversity of coronaviruses in bats in Lao PDR and Cambodia*, « Infection, génétique et évolution », 48 (2017), pp. 10-18.
- Machhi J., Herskovitz J., Senan A. M., Dutta D., Nath B., Oleynikov M. D., Blomberg W. R., Meigs D. D., Hasan M., Patel M., Kline P., Chuen-Chung Chang R., Chang L., Gendelman H. E., Kevadiya B. D. 2020. *L'histoire naturelle, la pathobiologie et les manifestations cliniques des infections par le SARS-CoV-2*, « J Neuroimmune Pharmacol », 15, pp. 359-386.
- Olsen B., Bergström S., McCafferty D. J., Sellin M., Wiström G. 1996. *Salmonella enteritidis en Antarctique : zoonose chez l'homme ou humanose chez les pingouins ?*, « Lancet », 348(9037), pp. 1319-1320.
- Organisation mondiale de la santé 2020a. *WHO Timeline-COVID-19*. <https://www.who.int/news-room/detail/27-04-2020-who-timeline%2D%2D-covid-19>, accès : 03.07.2021.

- Organisation mondiale de la santé 2020b. *Rapports de situation sur les maladies à coronavirus (COVID-2019)*. <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/situation-reports>, accès : 03.07.2021.
- Osek J., Wiczorek K. 2013. *Les zoonoses et leurs agents étiologiques en Europe – Rapport 2011 de l’Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)*, « *Życie Weterynaryjne* », 88(5), pp. 365-373.
- Oudenhoven van A. P. E., Martín-López B., Schröter M., de Groot R. 2018. *Advancing science on the multiple connections between biodiversity, ecosystems and people*, « *International Journal of Biodiversity Science, Ecosystem Services & Management* », 14(1), pp. 127-131, doi : 10.1080/21513732.2018.1479501.
- Pickering L. K., Marano N., Bocchini J. A., Angulo F. J. 2008. *Exposure to Nontraditional Pets at Home and to Animals in Public Setting: Risks to Children*, « *Pediatrics* », 122(4), American Academy of Pediatrics (AAP).
- Rüegg S. R., Häslér B., Zinsstag J. eds. 2018. *Approches intégrées de la santé. Un manuel pour l’évaluation de One Health*, Wageningen Academic Publishers, Wageningen.
- Sjurseth S. K., Gjerset B., Bragstad K., Hungnes O., Wisloff H., Er Ch., Valheim M., Lotvedt S. M., David B., Hanssen S. A., Hauge S. H., Hofshagen M. 2017. *Human to animal transmission of influenza A(H1N1)pdm09 in a turkey breeder flock in Norway*, « *Infection Ecology & Epidemiology* », 7(1), doi : 10.1080/20008686.2017.1416249.
- Steinmuller N., Demma L., Bender J. B., Eidson M., Angulo F. J. 2006. *Les épidémies de maladies entériques associées au contact avec des animaux : plus seulement un problème d’origine alimentaire*, « *Infection clinique. Dis.* », 43(12), pp. 1596–1602.
- Vallin J., Mesle F. 2004. *Convergences et divergences en matière de mortalité. A new approach to health transition*, « *Demographic Research – Special Collection* », 2, pp. 11-44, doi : 10.4054/DemRes.2004.S2.2.
- Whitmee S., Haines A., Beyrer C., Boltz F., Capon A. C., de Souza Dias B. F., Ezeh A., Frumkin H., Gong P., Head P., Horton R., Mace G. M., Marten R., Myers S. S., Nishtar S., Osofsky S. A., Pattanayak S. K., Pongsiri M. J., Romanelli C., Soucat A., Vega J., Yach D. 2015. *Safeguarding human health in the Anthropocene epoch: report of The Rockefeller Foundation-Lancet Commission on planetary health*, « *Lancet* », 386, pp. 1973-2028.
- Yamada A., Kahn L. A., Kaplan B., Monath T. P., Woodall J., Conti L. 2014. *Confronter les zoonoses émergentes. The One Health Paradigm*, Springer, Tokyo.
- Zhou P., Yang X.-L., Wang X.-G., Hu B., Zhang L., Zhang W., Si H.-R., Zhu Y., Li B., Huang Ch.-L., Chen H.-D., Chen J., Luo Y., Guo H., Jiang R.-D., Liu M.-Q., Chen Y., Shen X.-R., Wang X., Zheng X.-S., Zhao K., Chen Q.-J., Deng F., Liu L.-L., Yan B., Zhan F.-X., Wang Y.-Y., Xiao G.-F., Shi Z.-L. 2020. *Une épidémie de pneumonie associée à un nouveau coronavirus probablement d’origine chauve-souris*, « *Nature* », 579, pp. 270-273, doi : 10.1038/s41586-020-2012-7.

Zhou H., Chen X., Hu T., Li J., Song H., Liu Y., Wang P., Liu D., Yang J., Holmes E. C., Hughes A. C., Bi Y., Shi W. 2020. *Un nouveau coronavirus chauve-souris étroitement lié au SARS-CoV-2 contient des insertions naturelles au niveau du site de clivage S1/S2 de la protéine Spike*, « *Curr. Biol.* », 30(19), 3896, doi : 10.1016/j.cub.2020.09.030.

### Liste des figures :

**Figure 1** : Coronavirus humains connus avant l'exposition du SARS-CoV-2, d'après Cui et al. (2018).

**Figure 2** : Voies pathogènes possibles dans la relation « flore sauvage-domestique-animal-homme » au sein de la biosphère, les flèches indiquent les directions possibles de transmission directe et indirecte des agents pathogènes, d'après Jones et al. (2016).

**Figure 3** : Emergence du SARS-CoV-2 et sa propagation pandémique, d'après Frutos et al. (2018), avec des modifications : au stade de la niche socio-écologique (phase sylvatique), une percée inter-espèces et une colonisation humaine se produisent – le lieu et le moment de cet événement n'ont pas encore été identifiés.



Alicja Jaworska

*Université de Varsovie*

ORCID : 0000-0002-4849-923X

## **Comment concevoir le discours expert lors de la pandémie de Covid-19. Quelques éléments de la méthodologie inspirée de l'École française d'analyse du discours**

**Abstract:** This chapter aims to provide some elements of the definition of expert discourse during the Covid-19 pandemic from the point of view of the French school of discourse analysis. The expert discourse would be one of the elements in the construction of this media event (Moirand 2007); it would be the one that comes from the legitimate expert or the one that results from the expertise activity. But at the same time, it is subordinated to the conditions of media communication (Charaudeau 2005; Garric, Léglise 2012). The fragments of expert discourse are chosen by the media not to transmit knowledge, but to construct content corresponding to different aims. The figure of expert, whose legitimacy comes from social relations of authority, from the distinction between what is scientific and what is ordinary, as well as his credibility are built in discourse.

**Keywords:** expert, discourse, science, legitimacy, trust, pandemic

**Mots clés :** expert, discours, science, légitimité, confiance, pandémie

La pandémie en cours est avant tout un événement hors du commun, ce qui se reflète dans la manière dont elle est racontée. C'est un phénomène qui vient de l'univers de la science et qui touche bien évidemment à tous les domaines de notre vie. Pour une analyste du discours, il est surtout intéressant de voir comment cet événement, la pandémie de Covid-19, est construit dans le discours public.

Puisque c'est un événement scientifique à la base, le discours, à l'aide duquel il est raconté par les médias, est avant tout le discours expert. Sa source se trouve dans les énoncés de scientifiques, d'experts, rapportés dans le discours médiatique. Dans le modèle de la communication médiatique proposé par Moirand (2007) dans l'esprit de l'école française d'analyse du discours, le discours de presse, notamment celui qui sert à diffuser le savoir (l'auteur a analysé le discours relatif à l'OGM), est par définition trilogal, avec trois principaux acteurs mis en place : les experts d'un domaine donné, les journalistes qui transmettent leurs paroles et les destinataires du contenu. Or, en tant que citoyens, nous attendons de la part des médias une information fiable (en l'occurrence médicale ou sanitaire), c'est-à-dire la communication du discours expert pertinent, surtout à l'époque de la pandémie et notamment dans le champ sensible de la santé publique. En réalité, le rôle des médias ne se résume pas à faire l'intermédiaire entre une source de savoir et l'opinion publique (ce que l'on appellerait leur fonction démocratique) ; à travers un choix d'experts, des paroles citées et leur représentation discursive, le rôle des médias consiste plutôt à créer une certaine image d'un événement. En d'autres termes, ce discours expert auquel nous nous attendons est plutôt représenté et construit que transmis par les médias.

Comment donc analyser le discours expert médiatique ? Pour qu'il voie le jour, une situation de communication bien construite, comprise comme un contrat entre les participants, est nécessaire. Elle comprend quatre composantes. Tout d'abord, il faut assurer un lieu, un temps et un support appropriés. Ensuite, la situation de communication est régie par un sujet, un contenu : il s'agit en l'occurrence du récit relatif à l'événement (la pandémie). Puis, les participants doivent se mettre d'accord sur l'objectif de la communication : le discours médiatique a (ou devrait avoir) pour objectif l'information, ce qui oblige le journaliste à dire le vrai. Cela entraîne trois mécanismes mis en place dans le discours médiatique : l'authentification du contenu par des énoncés et des documents cités, la reconstruction des faits et l'explication des événements. Et enfin, les participants doivent être légitimes pour pouvoir se prononcer sur un sujet et pour assurer ainsi le succès de la communication, à savoir atteindre son objectif (Charaudeau 2000).

Le discours expert serait donc celui qui vient de l'expert légitime ou celui qui résulte de l'activité d'expertise.

En fait, le discours médiatique poursuit des objectifs divers qui se résument pourtant à influencer le destinataire. Il ne faut surtout pas oublier la visée commerciale qui est souvent contradictoire par rapport à la fonction informative et démocratique des médias. Il faut aussi mentionner la formation des positionnements et des systèmes de valeurs, qui devient cardinal à l'heure de la pandémie de Covid-19. Par conséquent, l'argumentation médiatique ne se finit pas avec le *logos* (les arguments qui se réfèrent à la raison), mais elle comprend aussi

le *pathos* (la référence aux émotions) et l'*éthos* (la présentation des acteurs de la communication) (Mainguenu 2007).

Or, certaines études (notamment Moirand 2007 ; Garric, Léglise 2012) montrent que le discours expert dans les médias ne constitue pas un objectif en soi, mais il est subordonné aux conditions du discours médiatique. En effet, un fragment du discours expert sélectionné n'a pas pour fonction de nous transmettre un savoir, voire de construire une image d'expert, mais il a plutôt pour objectif la construction du contenu médiatique et, ainsi, de l'événement en question. Cela entraîne l'effet de la conversion du discours médiatique vers une analyse scientifique objective, ce qui valorise positivement aussi bien l'expert que le journaliste. Il s'agit bien évidemment d'une impression : l'objectif du discours médiatique consiste toujours à transmettre une certaine opinion sur la réalité, propre au journaliste qui d'ailleurs met en place l'argument d'autorité. On parlerait couramment de manipulation, mais il est question ici en fait d'une opération propre au discours médiatique.

Si nous regardons de près les figures d'experts mobilisés par le discours public autour de la pandémie de Covid-19 en Pologne (mais pas seulement), il s'avère qu'il s'agit d'un groupe restreint et stable d'experts « médiatiques » qui sont devenus « les visages » de la situation actuelle. Un scientifique qu'on « laisse » parler dans le discours médiatique est d'habitude défini à travers son nom, son titre, son poste et son affiliation institutionnelle ; il est bien sûr choisi selon le sujet et selon ses compétences présumées. Ses paroles sont valorisées positivement. En d'autres termes, la fonction exercée dans le monde réel et la manière de la présentation d'une personne en discours, donne au journaliste le droit de rapporter les énoncés pour soutenir un sujet, et ces paroles peuvent être interprétées en tant qu'un discours expert ; c'est justement l'exercice de l'*éthos* en discours. La légitimité d'un « expert » est confirmée, voire assurée par le journaliste. La représentation de l'expert (à travers les éléments mentionnés ci-dessus), l'équivalent dans le monde réel d'un cabinet médical par exemple, constitue la scénographie d'une certaine scène de communication (le contrat de communication chez Charaudeau, cf. *supra*) et assure le succès de la communication (Mainguenu 2007). Ainsi, l'expert obtient sa légitimation à travers le discours, mais avant il le devient par rapport à tout ce qui est profane : il s'agit d'une relation sociale d'autorité (Blondiaux 2008). En d'autres termes : « la légitimité est (...) le résultat d'une reconnaissance par d'autres de ce qui donne pouvoir de faire ou de dire à quelqu'un au nom d'un statut (on est reconnu à travers sa charge institutionnelle), au nom d'un savoir (on est reconnu comme savant), au nom d'un savoir-faire (on est reconnu comme expert) » (Charaudeau 2005 : 52). L'expertise, dont la présence dans le discours public est motivée par l'intérêt collectif, est une affaire sociale par excellence.

Mais n'oublions pas que nous avons affaire, en tant que lecteurs, à un fragment de réalité, bien préparé, et non à sa représentation complète : nous obser-

vons un groupe d'experts sélectionnés, à travers le discours médiatique presque élevés au niveau d'oracle, un choix de leurs paroles et un commentaire journalistique. Le discours médiatique constitue donc un lieu de rencontre de fragments bien déterminés du discours expert. C'est pourquoi nous parlons de la construction discursive d'un événement et du discours expert « médiatique » (soumis aux contraintes de cette construction). En effet, le discours expert n'égale pas le discours savant ou scientifique.

Il faut aussi souligner qu'à l'heure de la pandémie de Covid-19, ce sont aussi des politiques, à côté des scientifiques et des inspecteurs sanitaires, qui deviennent experts : la pandémie a une dimension pratique très importante dans toutes les sphères de la vie. Par conséquent, sans aucun doute, parmi les visages de la pandémie (et au sens très strict du terme) inscrits dans la mémoire collective, nous retrouvons non seulement des experts médicaux, mais aussi des politiques, des sociologues ou des économistes. Cette observation n'est pas surprenante : certes, la pandémie affecte plusieurs domaines de la vie, mais il s'agit aussi d'une tendance présente dans la vie publique depuis une trentaine d'années, à savoir « une profonde homogénéisation du discours politique institutionnalisé », c'est-à-dire une circulation lexicale intense de mots experts qui rend les politiques experts. En effet, dans les années 90, tous les politiques ont commencé à employer les mêmes expressions qui viennent de l'univers « expert » pour décrire une certaine réalité ; les mêmes mots servent à exercer le pouvoir politique au niveau institutionnel. Et ces mêmes ressources sont aussi convoquées par les médias pour commenter la vie politique et sociale. Ainsi, à force d'employer un langage savant homogène, correspondant à l'univers expert, les politiques eux aussi commencent à être perçus comme experts (Cussó, Gobin 2008).

Toutes ces remarques nous mènent vers la tentative d'une définition discursive de l'expert où le discours expert médiatique occupe une place importante (c'est à travers le discours transmis et construit par les médias que l'on accède à un savoir). En effet, l'expertise, telle qu'elle est présentée *supra* est analysable en tant qu'activité discursive, d'ailleurs omniprésente de nos jours. Si nous nous appuyons sur la réflexion sur les genres du discours (cf. Maingueneau 2007), fondamentale pour l'école française d'analyse du discours, il s'avère que l'expertise est une activité transversale à tous les genres et aux différentes situations de communication. Cette transversalité permet de distinguer certaines caractéristiques de l'expert scientifique, inspirées par les travaux de Restier-Melleray (1990) :

- l'expert est un individu ou un groupe d'individus ;
- sa légitimité vient de l'autorité de son mandataire (l'expert est toujours « invité » à parler par quelqu'un) ;
- il est choisi selon ses compétences (un savoir ou un savoir-faire sont reconnus) ;
- son activité relève de « la formulation d'un jugement ou d'une décision » ;
- il est indépendant du mandataire.

C'est cette relation duelle, d'ailleurs problématique, qui est intéressante. L'expert est convoqué pour apporter des éléments au dossier, et non pour résoudre un problème ou prendre une décision. Comme nous l'avons vu, ces propos sont soumis aux objectifs du discours qui les rapporte. Mais en même temps, la légitimité de l'expert est double : elle s'exprime envers la communauté scientifique et envers le mandataire. Pourtant, les analyses montrent que l'expertise ne se limite pas à cette situation dyadique, excluant l'instance publique ; celle-ci s'avère essentielle :

L'expertise implique systématiquement au moins la participation de trois instances associées à un phénomène d'exposition de la parole. On identifie : a) une autorité, dotée d'une certaine légitimité, scientifique, juridique ou électorale ; b) une instance convoquée du point de vue de son statut de citoyen, qui peut être plus ou moins large – des citoyens agissant au nom de leurs intérêts propres aux citoyens de la société civile ; et c) une instance experte qui ne procède pas par une construction absolue mais par construction différentielle qui consiste à qualifier/disqualifier les autres instances (Garric, Léglise 2012 : 7).

Ne serait-ce pas un autre regard sur le modèle de la situation de communication médiatique proposé par Moirand (cf. *supra*), par définition trilogale, impliquant trois acteurs principaux mis en place ?

Nous avons beaucoup discuté sur le problème de légitimité de l'expert, maintenant il faudrait se poser la question de savoir d'où vient sa crédibilité. Il s'avère qu'avec cette question, nous nous retrouvons au coeur du problème de discours expert ou scientifique s'imposant actuellement à travers la pandémie de Covid-19. En effet, la crédibilité de l'expert vient aussi de la référence de celui-ci à ce qui est profane. Elle est le résultat de la même relation sociale d'autorité, mais mise en discours :

La crédibilité n'est pas, à l'instar de la légitimité, une qualité attachée à l'identité sociale du sujet. Elle est au contraire le résultat d'une construction, construction opérée par le sujet parlant de son identité discursive de telle sorte que les autres soient conduits à le juger digne de crédit. (...) Autrement dit, la crédibilité repose sur un pouvoir de faire, et se montrer crédible, c'est montrer ou apporter la preuve que l'on a ce pouvoir (Charaudeau 2005 : 91-92).

La problématique est cependant plus large et le rôle du discours s'avère essentiel : c'est par et dans le discours que l'on « désacralise l'expertise » de nos jours (Blondiaux 2008). Grâce notamment aux réseaux sociaux, tout un chacun devient l'expert du quotidien, de ses propres compétences, et l'expertise « scientifique » devient concurrencée par l'expertise profane, citoyenne, d'usage (cf. Bonnet 2006). Ce nouveau rapport de forces exige une nouvelle réflexion sur

les relations entre l'expertise et le savoir. Comme le soulignent Garric et Léglise (2012 : 14), « les relations qu'entretiennent expertise et savoir sont traditionnellement évoquées par la convocation des savoirs (scientifiques, abstraits, théoriques) pour l'action – que ces implications soient sociales, judiciaires, citoyennes ou politiques ». En fait, cette convocation des sciences oppose ceux qui savent (les experts) aux autres (les profanes), une distinction qui devient actuellement de plus en plus obsolète. Garric et Léglise (2012 : 15-16) concluent :

La relation expertise-savoir est probablement celle qui a été la plus discutée ces dernières années. Un certain nombre de travaux récents montrent comment, dans le domaine des risques sanitaires et environnementaux notamment mais également dans d'autres domaines, l'expertise profane, associative ou militante, vient contribuer aux débats et controverses, met en cause le monopole du savoir et du pouvoir médical « légitime », disqualifie le recours aux experts traditionnels. (...) [les chercheuses – AJ] mettent en exergue le caractère problématique de l'interaction entre « profanes » et « experts » : si la compétence des premiers à poser des questions pertinentes est parfois remise en cause par les experts, ceux-ci voient en retour critiquer leur exercice de l'expertise, à travers la dénonciation, par les citoyens, de l'absence d'accord parmi les participants supposés produire des avis informés sur la question au coeur de la discussion.

Ce partage anachronique entre ceux qui savent et les autres, perçu parfois en tant que distinction entre ceux qui savent et ceux qui croient, est originaire de la défiance par rapport à la science que nous observons depuis déjà un certain temps. Mais la pandémie de Covid-19 a pointé du doigt ce problème. Plus que jamais, pour notre sécurité et notre bien-être, nous avons besoin non seulement de l'accès au discours expert pertinent (ce qui constitue une question parallèle liée au fonctionnement des médias), mais aussi de la confiance en la science. Ce n'est pas par hasard si l'édition de mars 2021 de la revue *Esprit* porte le titre « Science sans confiance » et si elle est consacrée aux relations de plus en plus difficiles entre la science et la société. La lutte entre foi et raison (qui d'ailleurs ne sont pas nécessairement contradictoires) nous accompagne depuis des siècles. Pourtant,

aujourd'hui, deux facteurs conjoints expliquent que notre époque se soit rendue follement crédule : les multiples dangers qui pèsent sur l'humanité, d'une part, et la dérégulation du marché cognitif qu'Internet a favorisé, d'autre part, qui court-circuite les institutions du savoir. (...) La pandémie a effectué un tour de vis supplémentaire. La crédulité des hommes est à son comble (Riquier 2021).

D'autres penseurs voient les sources de cette défiance dans les divisions au sein du milieu scientifique et dans l'éloignement progressif de la science et de

la société ; ils postulent non seulement l'homogénéisation du discours savant, mais surtout « l'atterrissage » des sciences qui permettrait leur réintégration dans le débat démocratique. De nouveau, ces problèmes, présents dans notre société depuis longtemps, sont devenus brûlants avec la pandémie de Covid-19. Le fameux Didier Raoult est surtout accusé d'avoir trahi son métier, d'avoir fragilisé la science ; on ne demande pas s'il avait raison (Stengers 2021). Or, la crise sanitaire a démontré combien la société a besoin de la confiance en science et du discours expert dans la circulation médiatique, et quelle responsabilité pèse sur les médias. Cependant, le problème ne cesse pas de s'aggraver.

Comme nous l'avons vu, la réflexion autour du discours expert est importante et nécessaire. C'est une réflexion profondément sociologique et philosophique où nous remettons en question des concepts fondateurs tels que le savoir ou le pouvoir et où nous soumettons à l'analyse les relations entre le scientifique, le spécialisé et l'ordinaire, le populaire et l'amateur : c'est l'adoption de rôles sociaux, expert ou profane. Pour Foucault (1969), le discours expert est un moyen de normalisation et de contrôle. Giddens (1990) interprète cette problématique de manière plus large, comme une légitimation de positionnements : cette normalisation peut soutenir la subjectivité et l'agentivité des individus, ce qui leur permet de développer plus facilement une identité cohérente et socialement acceptable. Nous retrouvons tous ces éléments dans le discours public autour de la pandémie de Covid-19.

## Bibliographie

- Blondiaux L. 2008. *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Seuil, Paris.
- Bonnet M. 2006. *L'expertise d'usage des habitants : une impossible reconnaissance ?*, « Economie & Humanisme » 2006, n° 376, pp. 61-63.
- Charaudeau P. 2000. *L'événement dans le contrat médiatique*, « Dossiers de l'audiovisuel 91. La télévision de l'événement. La documentation française ». <http://www.patrick-charaudeau.com/L-evenement-dans-le-contrat.html>, accès : 18.01.2021.
- Charaudeau P. 2005. *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, De Boeck, Bruxelles.
- Cussó R., Gobin C. 2008. *Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ?*, « Mots. Les langages du politique », 88/2008, pp. 5-11.
- Foucault M. 1969. *L'Archéologie du savoir*, Gallimard, Paris.
- Garric N., Légèze I., dir. 2012. *Analyser le discours d'expert et d'expertise*, Peter Lang, Berne.
- Giddens A. 1990. *The Consequences of Modernity*, Polity Press, Cambridge.
- Maingueneau D. 2007. *Analyser les textes de la communication*, Armand Colin, Paris.
- Moirand S. 2007. *Les discours de la presse quotidienne*, PUF, Paris.

- Restier-Melleray Ch. 1990. *Experts et expertise scientifique. Le cas de la France*, « Revue française de science politique », 40/1990, pp. 546-585.
- Riquier C. 2021. *La crédulité du savant*, « Esprit », mars 2021. <https://esprit.presse.fr/article/camille-riquier/la-credulite-du-savant-43233>, accès : 5.05.2021.
- Stengers I. 2021. *Que nous apprend la pandémie ? Pour un atterrissage des sciences*, « Esprit », mars 2021. <https://esprit.presse.fr/article/isabelle-stengers/que-nous-apprend-la-pandemie-43229>, accès : 5.05.2021.



Szymon Łucyk  
Université de Varsovie

## Face à l'infodémie sur la Covid-19 : *fact-checkeurs* vs *fake news* en France et en Pologne

**Abstract:** Since the beginning of 2020, on a daily basis thousands of information on Covid-19 are broadcast, including a large number of fake news, especially in social media. How do the traditional media (radio, television, newspapers) react to the “infodemic”? Are the journalists well prepared to this invasion? Are they able to effectively defend the scientific knowledge? Firstly, the distinction must be made between *fake news* (as a “fabricated” information) and simply inaccurate or exaggerated news. Secondly, some examples of *fake news* in France are given, as well as different ways of fighting with them, such as: the development of the fact-checking sections and websites on the initiative of the high-quality media (*AFP*, *Le Monde*, *Liberation* and others). Finally, the focus is on the growing activity of new *fact-checkers* in Poland like the websites *demagog.org.pl*, *OKO. Press* or *Fake Hunter PAP*.

**Keywords:** fake news, infodemic, media, fact-checking, pandemic, Poland

**Mots clés :** fake news, infodémie, média, fact-checking, pandémie, Pologne

### 1. Définition et terminologie. Fake news : « fausse info » ou « infox » ?

Commençons par les questions terminologiques. Le *Collins dictionary*, qui a fait de ce terme son mot de l'année 2017, décrit les *fake news* comme « des informations fausses, souvent sensationnelles, diffusées sous le couvert d'informations véridiques ». De son côté, la Commission d'enrichissement de la langue

française propose le mot « infox » (forgé à partir des mots « information » et « intoxication ») pour traduire les *fake news*. Elle les définit comme des informations « mensongères ou délibérément biaisées », servant par exemple « à défavoriser un parti politique, à entacher la réputation d'une personnalité ou d'une entreprise, ou à contrer une vérité scientifique établie ».

Cette définition est bien plus précise que celle du *Collins*, car elle met l'accent sur une action délibérée, volontaire. Dans ce sens, les *fake news* ou « infox » s'apparentent à la manipulation, à la désinformation. Il est important – notamment chez les journalistes – de distinguer la notion de *fake news* de l'information tout simplement inexacte ou exagérée (Laurent 2018). Autrement dit, toutes les fakes news sont des fausses informations, mais les fausses nouvelles ne sont pas toutes des *fake news*. On écarte ainsi les opinions et les fausses informations diffusées à des fins humoristiques, par ignorance ou par simple erreur commise dans la précipitation.

Dès lors, il est intéressant de réfléchir sur les *fake news* concernant la pandémie dans le sens formulé ci-dessus, à savoir « délibérément biaisées ou mensongères ». Nous pourrions remplacer ce mot général un peu trompeur par des expressions plus précises, par exemple « infox » (ou « intox »), « désinformation » ou tout simplement « mensonge » (Laurent 2018).

## 2. L'ampleur et les sources de la désinformation sur le coronavirus

Les historiens de la propagande rappellent que les fausses nouvelles délibérément propagées à des fins politiques sont aussi anciennes que les gouvernements humains (Darnton 2017 ; Le Bras 2018). Devrions-nous donc conclure qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil ? Pas vraiment. La nouveauté de la désinformation au XXI<sup>e</sup> siècle tient surtout à la facilité de sa production et propagation, stimulée par les moyens numériques, notamment les réseaux sociaux. Grâce à l'Internet et aux messageries telles que WhatsApp, chaque utilisateur peut recevoir les fausses nouvelles et les transmettre à son tour. Par conséquent, dans le monde contemporain, l'infox est devenue virale. Elle est une arme politique redoutable et peu coûteuse pour, par exemple, influencer les élections, ainsi qu'un moyen pour gagner de l'argent (Huyghe 2020).

L'ampleur de ce phénomène est sans précédent : « s'il y a des milliers de *fake news* par jour, même démenties ou combattues » – écrit F.-B. Huyghe – « il y a de fortes chances que nous y soyons exposés, comme à un virus proliférant, mais aussi que, les recevant de plusieurs sources en même temps et en rafales, nous soyons tentés de les tenir pour évidentes » (Huyghe 2020 ; Kaźmierska, Brzeziński 2020). Cette métaphore « virale » de la propagation de l'infox prend une autre dimension avec l'apparition du coronavirus. En février 2020, l'OMS

a annoncé que la pandémie était accompagnée par une vague mondiale de désinformation, autrement dit « l'infodémie ».

Il est intéressant de savoir qui fabrique le flux de fausses infos. D'après une enquête approfondie, seulement 20 % des fausses informations ont été diffusées par des politiciens, des célébrités et d'autres personnalités publiques et le reste – 80 % – par « les citoyens ordinaires ». Pourtant, les *fake news* diffusées par les personnalités représentent 69 % des interactions sur les réseaux sociaux. Les chercheurs concluent que les politiciens et célébrités continuent de jouer un rôle démesuré dans la désinformation sur la Covid-19. La même enquête démontre que la plupart (59 %) des *fake news* des échantillons examinés n'ont pas été totalement fabriquées. Elles sont basées sur des informations authentiques qui ont été détournées, déformées ou recontextualisées (autrement dit, il s'agit d'un mélange de vrai et de faux) (Reuteurs Institute 2020).

### 3. Mécanique de la propagation des *fake news* sur la pandémie

Bornons-nous à un exemple de *fake news* afin d'expliquer l'effet viral des réseaux sociaux et des personnalités publiques dans ce processus. Cet exemple vient du documentaire français *Hold up* qualifié par les journalistes de grands médias de « pseudo scientifique » et « complotiste »<sup>1</sup>. Le film de trois heures « attaque les mesures prises contre la crise de la Covid-19 et évoque la thèse complotiste d'un « gouvernement mondial ». Diffusé seulement en ligne sur les réseaux sociaux et les plateformes de vidéo, il a déjà été vu, dès novembre 2020, plus de deux millions et demi de fois. Les journalistes scientifiques et les services de *fact-checkeurs* ont pointé du doigt des dizaines de *fake news*, véhiculées par ce documentaire<sup>2</sup>.

Parmi les nombreuses contre-vérités, une qui concerne l'hydroxychloroquine, un dérivé d'un médicament utilisé contre le paludisme, la chloroquine, pour traiter les malades de la Covid-19, a suscité une grande confusion en France. Les auteurs du film *Hold up* affirment que « les études ont montré que l'hydroxychloroquine marchait bien contre le coronavirus et pourtant le gouvernement français interdit la vente de ce médicament pour les malades de la Covid-19 » (AFP France 2020).

<sup>1</sup> Pour en savoir plus sur le documentaire *Hold up* et les raisons de sa grande popularité : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-idees-claires-le-podcast/en-quoi-hold-est-il-un-documentaire-complotiste> (accès : 9 mars 2021) ; <https://www.franceinter.fr/le-documentaire-hold-up-a-ete-vu-au-moins-plus-de-deux-millions-et-demi-de-fois-sur-internet> (accès : 9 mars 2021).

<sup>2</sup> Pour voir la liste et l'explication détaillée des *fake news* : AFP France, « *Hold-up* » : *une vidéo truffée de fausses informations*, 11 novembre. <https://factuel.afp.com/hold-une-video-truffee-de-fausses-informations> (accès : 9 mars 2021).

Pourtant, des études randomisées (la méthode considérée comme la plus fiable pour tester un traitement) – la britannique *Recovery*, la française *Hycovid*, ou *Solidarity* menée par l'OMS – ont tranché : l'hydroxychloroquine n'est pas efficace contre la Covid-19. De l'autre côté, le professeur Didier Raoult, infectiologue français et directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection de Marseille (IHU), a rendu publiques plusieurs études qui, selon lui, en montrent l'efficacité. Cependant, ces études ont été très critiquées, en raison de leurs manques méthodologiques : notamment des groupes de patients trop petits pour les deux premières, pas de groupe de contrôle dans la troisième (AFP France 2020).

Il faut souligner ici deux choses qui ont largement contribué à la grande popularité d'un nouvel avatar d'un médicament ancien contre le paludisme : d'une part, au début de l'épidémie en France, l'importance médiatique du professeur Raoult, et d'autre part, le rôle « promoteur » des médias grand public à l'égard de ce « remède miracle » contre la Covid-19. Au cours des premiers mois de la pandémie, Raoult incarnait l'espoir car il a proposé une solution simple – face à la panique et à la perspective du long confinement. Il a tous les traits d'un héros populaire : rebelle, courageux, anti-système (tout seul contre le milieu médical et politique), mais soutenu par « le peuple ». De plus, son *look* fait penser à un druide magicien (comme Panoramix dans *Astérix*) : cheveux longs, longue barbe blanche, bague au doigt. Raoult reste pendant des mois un « bon client » des médias, avant de tomber dans la disgrâce des journalistes après la publication de plusieurs études sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine contre la Covid-19.

Mettons l'accent sur le rôle ambigu des médias grand public, surtout les chaînes de télévision en continu et certains sites d'information. Aux mois de mars et avril 2020, les chaînes télé et les médias électroniques en France n'ont pas cessé de parler de la chloroquine sans attendre les résultats des essais cliniques : l'hypermédiatisation de l'hydroxychloroquine, des interviews en boucle avec Raoult, images de gens faisant la queue à l'IHU pour obtenir ce « médicament miracle »... *Le Parisien*, quotidien parmi les plus populaires en France, publie un sondage d'opinion sur l'efficacité du produit alors qu'aucune étude thérapeutique n'a encore abouti<sup>3</sup>. Toutes ces publications sèment la confusion dans l'opinion publique, sans parler même du rôle des réseaux sociaux dans cette affaire. Il en résulte « le mélange du vrai et du faux qui est plus toxique que le faux », selon la phrase célèbre du poète Paul Valéry.

<sup>3</sup> Ce sondage a été qualifié d'« abracadabrantésque » par Klein (2020 : 6) et critiqué dans autres médias (Guémart 2020). Voici le fragment de l'article : « La chloroquine, les Français y croient ! [...] Selon l'institut de sondage IFOP, avril 2020, 59 % des Français croient que le médicament à base de chloroquine est efficace contre la COVID-19, 20 % n'y croient pas, 21 % disent 'je ne sais pas'. » (*Le Parisien* 2020). L'enquête a été menée alors qu'on attendait encore les résultats des essais cliniques.

À ce sujet, le physicien et philosophe des sciences Étienne Klein parle d'un « populisme scientifique » ou de « l'idée que la science, surtout quand elle devient dérangeante, ne relève que d'une croyance parmi d'autres » (Klein 2020 : 10). « Pourtant, souligne-t-il, les vérités scientifiques ne relèvent pas d'un vote ». Il pointe du doigt « l'inculture scientifique » générale, qui concerne, ajoutons-le, aussi bien certains journalistes professionnels que les grands « fabricants » des *fake news*, tels que les auteurs de *Hold up*. Il en résulte une méfiance généralisée à l'égard de la science et de la médecine.

#### 4. Pandémie et essor du *fact-checking* dans le monde et en France

Parallèlement, le fléau de la désinformation concernant la Covid-19 suscite la mobilisation des grands médias professionnels, ainsi que des services indépendants de *fact-checking* (vérification des faits). Encore une fois, comme le remarque Laurent Bigot, « il ne s'agit pas là d'une nouveauté, mais plutôt d'une actualisation, à l'ère numérique, des savoir-faire journalistiques originaux en termes de vérification de l'information et, donc, finalement de contrat de confiance entre la presse et les citoyens » (Bigot 2019 : 6).

Le terme *fact-checking* et la pratique de vérification des faits et des noms dans l'ensemble de l'article avant sa publication (au sein de la même rédaction) sont nés aux États-Unis avant la Seconde Guerre mondiale (Włodek 2016 ; Bigot 2019 : 7-8). Depuis le début des années 2000 aux États-Unis, puis ailleurs en Europe et dans le monde, cette pratique apparaît de nouveau, notamment en réaction au développement de l'Internet et des réseaux sociaux.

En France, les médias ont commencé à créer des rubriques dédiées au *fact-checking* à partir de 2008. Le pionnier est le journal *Libération* (le service *Désintox* créé en 2008 et devenu *Checknews.fr*), suivi de *France Info* (2012), *Le Monde* (2014) et *Agence France Presse* (2017, *AFP Factuel*). Très développé à l'échelle mondiale, le site *AFP Factuel* s'appuie sur un large réseau de ses correspondants dans le monde. Il déploie 70 journalistes-enquêteurs sur le terrain, actifs dans 30 pays (Abidi 2020). Ils publient des articles dans une vingtaine de langues dont l'anglais, l'arabe, l'espagnol, le français et l'indonésien<sup>4</sup>.

Au niveau international, à partir de 2019, une soixantaine de médias *fact-checkers* ont reçu l'accord de l'*International Fact-Checking Network* (IFCN), ce qui les oblige à suivre les principes de cette organisation. En même temps, les membres de ce réseau collaborent avec Facebook, qui les rétribue en échange de leur travail de vérification. En pratique, chaque utilisateur de Facebook peut signaler

---

<sup>4</sup> La version polonaise *AFP-Sprawdzam* de l'*AFP Factuel* (avec son bureau local à Varsovie) se trouve sur le site <https://sprawdzam.afp.com>.

un post douteux ; une fois remise en cause par deux *fact-checkeurs*, une telle information sera marquée comme « fausse » dans le fil d'actualité de Facebook.

## 5. Le cas polonais

Contrairement à la France ou aux États-Unis, les médias généralistes en Pologne, à de rares exceptions telles que la chaîne d'information TVN24 avec son site *Konkret24*, n'ont pas investi jusqu'ici dans des services bien développés du *fact-checking*. Pourquoi ? Les rédactions interrogées à ce sujet expriment leurs doutes quant aux sites spécialisés comme moyen efficace contre l'infox ; par ailleurs, elles trouvent difficile de rendre le contenu du *fact-checking* attirant pour un large public vu le décalage temporel entre le propos en question et sa vérification sur le site (Kowalczyk 2019).

Le cas polonais paraît intéressant en raison de l'engagement des sites indépendants de *fact-checking*. Le portail associatif *Demagog.org.pl*, fondé en 2014, a joué un rôle de pionnier en Pologne dans ce domaine. D'abord spécialisé dans la vérification des propos et des promesses politiques, il a élargi progressivement son domaine d'activité ; actuellement, il se consacre largement à l'analyse des *fake news* concernant la pandémie. Parallèlement, les membres de l'association créent des ateliers et des projets éducatifs sur ces sujets, notamment une académie du *fact-checking*. Leur but est de donner au jeune public des outils pour distinguer le vrai du faux dans le contenu médiatique et le sensibiliser à toutes les formes de la désinformation. Financé grâce aux donations privées des particuliers, le projet *Demagog.org.pl* s'appuie majoritairement sur un petit groupe de *fact-checkeurs* bénévoles.

Il faut aussi mentionner le portail d'investigation politique *OKO.press*, entièrement financé par le *fundraising* sur Internet, et très populaire (presque 600.000 abonnés sur Facebook). Il s'occupe aussi du *fact-checking* visant surtout la vérification des propos du gouvernement au pouvoir.

*FakeHunter PAP* ([www.fakehunter.pap.pl](http://www.fakehunter.pap.pl)), un autre projet polonais de *fact-checking*, a un caractère partiellement participatif. Fondé en avril 2020 sous l'égide de l'Agence Polonaise de Presse (Polska Agencja Prasowa, PAP, équivalent de l'AFP en Pologne), le portail emploie un petit nombre de journalistes professionnels de l'agence ; pourtant, il fait appel à environ 150 bénévoles recrutés et formés précédemment par PAP<sup>5</sup>.

La procédure de vérification est la suivante : dans un premier temps, deux bénévoles travaillant en binôme vérifient un ensemble d'informations ; puis, s'ils sont d'accord, leur compte-rendu sur une fausse nouvelle est publié sur le site

---

<sup>5</sup> Le nombre des collaborateurs actifs sur le terrain, selon le coordinateur du projet *FakeHunter PAP*, Grzegorz Rutke (entretien avec l'auteur de cet article, décembre 2020).

*FakeHunter*. En revanche, si les deux *fact-checkeurs* bénévoles ont des points de vue divergents, un journaliste de l'agence intervient pour trancher.

Ainsi, *FakeHunter PAP* se veut une alliance entre professionnels de l'agence de presse et participation citoyenne. Son talon d'Achille se trouve cependant dans le fait qu'en tant qu'agence publique d'information, la PAP n'est pas politiquement neutre ; depuis l'arrivée au pouvoir du Droit et Justice (PiS) en 2015, l'agence de presse nationale subit une pression politique particulièrement forte, comme d'autres médias polonais financés par le budget public.

Pour résumer, les médias professionnels polonais semblent être en retard sur la question du *fact-checking* en comparaison avec les médias français. En revanche, nous observons en Pologne un certain réveil de l'activité citoyenne dans la bataille contre la désinformation sur la Covid-19 ; en témoignent des initiatives et divers sites tels que *Demagog.org.pl* ou *OKO.press*.

## 6. Conclusions

La guerre contre l'infodémie vise non seulement à éradiquer les *fake news* du discours public, mais aussi, à long terme, à diminuer « l'inculture scientifique » d'une partie du public, y compris certains médias. « La vogue relativiste », selon Klein, « remet en question aussi bien la science, sa légitimité et ses fondements » que l'idée même de la vérité (2020 : 34).

À la suite de la crise du coronavirus, plus que jamais, une alliance s'impose entre les citoyens « ordinaires », attachés à la véracité, les journalistes professionnels et la science. Il s'agit de rétablir la confiance entre ces trois acteurs indispensables de la vie sociale. Le nombre croissant de *fact-checkeurs*, notamment ceux qui sont issus de la société civile, est un signe d'espoir. « Le *fact-checking* et la vérification de l'information [...] se retrouvent en première ligne dans une mission plus vaste encore, liée à la vie démocratique plus globalement confirmant le lien puissant entre journalisme, information et citoyenneté » (Bigot 2020 : 134). Force est de constater que la mission est encore loin d'être gagnée.

## Bibliographie

- Abidi A. 2020. *Coronavirus et désinformation, une bataille mondiale*, « European Journalism Observatory », 12 mars 2020. <https://fr.ejo.ch/deontologie-qualite/coronavirus-desinformation-bataille-mondiale-fact-checking-fake-news-epidemie>, accès : 9.03.2021.
- AFP France 2020. « *Hold-up* » : une vidéo truffée de fausses informations, « AFP Factuel », 11 novembre 2020. <https://factuel.afp.com/hold-une-video-truffee-de-faus-ses-informations>, accès : 9.03.2021.

- Bigot L. 2020. *Le fact checking à l'épreuve des fake news. Vérifier pour mieux informer*, INA Editions, Bry-sur-Marne.
- Darnton R. 2017. *On retrouve tout au long de l'histoire l'équivalent de l'épidémie actuelle de fake news*, « Le Monde », 20.02.2017.
- Guémart L. 2020. *l'Ifop et Le Parisien shootés à la chloroquine*, « Arrêt sur images », 8 avril 2020. <https://www.arretsurimages.net/articles/lifop-et-le-parisien-shootes-a-la-chloroquine>, accès : 12.03.2021.
- Huyghe F.-B. 2020. *Fake news. Manip, infox et infodémie en 2021*, VA Editions, Versailles.
- Każmierska A., Brzeziński W. 2020. *Pandemia bredni (Pandémie du nonsense)*, « Tygodnik Powszechny », nr 39/2020.
- Klein É. 2020. *Le goût du vrai*, Collection Tracts, n°17, Gallimard, Paris.
- Kowalczyk M. 2019. *O krok za fejkami (Un pas derrière le fake)*, « Press », n° 5-6. <https://www.press.pl/tresc/59506,o-krok-za-fejkami>, accès : 7.03.2021.
- Laurent S. 2018. « *Infox* », « *intox* », « *canular* » ou « *mensonge* », *pourquoi il ne faudrait pas parler de « fake news »*, « Le Monde », 4 octobre 2018. [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/10/04/infox-intox-canular-ou-mensonge-pourquoi-il-ne-faudrait-pas-parler-de-fake-news\\_5364674\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/10/04/infox-intox-canular-ou-mensonge-pourquoi-il-ne-faudrait-pas-parler-de-fake-news_5364674_4355770.html), accès : 12.03.2021.
- Le Bras S. 2018. *Les fausses nouvelles : une histoire vieille de 2 500 ans*, « The Conversation ». <https://theconversation.com/les-fausses-nouvelles-une-histoire-vieille-de-2-500-ans-101715>, accès : 12.03.2021.
- Qu'est ce qu'une fausse nouvelle ? 2017. « Le Détecteur de rumeurs ». <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/detecteur-rumeurs/2017/01/12/fausse-nouvelle>, accès : 7.03.2021.
- Reuters Institute 2020. *Types, sources, and claims of COVID-19 misinformation*. <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/types-sources-and-claims-covid-19-misinformation>, accès : 7.03.2021.
- Włodek L. 2016. *Czy prawda nas wyzwoli? (Est-ce la vérité nous libérera ?)*, « Krytyka Polityczna ». <https://krytykapolityczna.pl/kraj/ludwika-wlodek-czy-prawda-nas-wyzwoli/>, accès : 1.03.2021.



Natalia Walkowiak

*Université de Jan Kochanowski à Kielce*

ORCID : 0000-0002-6716-4523

## **La présence de la pandémie dans la presse féminine en Pologne en 2020. Analyse d'études de cas sélectionnés<sup>1</sup>**

**Abstract:** The pandemic has changed people's everyday life. According to research carried out by CBOS in January 2021, over 65% of Polish society is afraid of infection. It is therefore not surprising that the topic of coronavirus has also completely dominated the media discourse. In her research, the author focused on the image of pandemic in the Polish women's magazines. This segment is an important element of media system in Poland and accounts for approximately 20% of the entire magazine market. The aim of the research was to show how women's magazines communicate the issue of pandemic. For the study, the author has chosen two titles, which are the sales leaders in their segments: « Twój Styl » (luxury magazines) and « Kobieta i Życie » (guidance magazines).

**Keywords:** pandemic, women's press, qualitative analysis, journalistic genre, politics, experts advices

**Mots clés :** pandémie, presse féminine, analyse qualitative, genre journalistique, politique, conseils d'experts

---

<sup>1</sup> L'article est le résultat d'une recherche menée dans le cadre de la participation au programme de mentorat de la Société polonaise de communication sociale 2021. Mentor : dr hab. Małgorzata Molęda-Zdziech, prof. SGH.

## 1. Introduction

La situation globale liée au coronavirus a changé notre vie quotidienne, politique, économique et médiatique : pendant plusieurs mois, notre réalité a été composée des statistiques épidémiques, des stratégies de défense gouvernementales, mais aussi des scènes catastrophiques présentées par les médias (Doległo 2021 : 109). On peut supposer qu'aujourd'hui, à l'ère de la diminution des infections, la situation s'est améliorée, mais il ne fait aucun doute que le déclenchement de la pandémie et ses conséquences ont dominé le discours public et médiatique en 2020, également en Pologne. Selon l'index d'anxiété créé par Deloitte Global State of Consumer Tracker en novembre 2020, nous détenons le plus haut niveau d'anxiété causé par la pandémie dans le monde (Deloitte 2020). Le sondage fait en février 2021 par CBOS (Centre de Recherche sur l'Opinion Publique) a montré que 59 % des Polonais avaient peur d'être contaminés (Roguska 2021). Ce sondage a été réalisé à l'ère de la stabilisation des infections : on peut s'attendre à ce que ce nombre ait été plus élevé durant la deuxième et la troisième vague. Pour ces raisons, l'auteure, dans ses recherches, s'est concentrée sur un moyen de communiquer pendant une pandémie sur l'année précédente. Le choix de la presse féminine n'est pas fortuit non plus. Le marché de la presse féminine en Pologne est un élément important du marché des médias polonais, dominé par les éditeurs étrangers. Il représente environ 20 % de l'ensemble du marché des magazines avec une grande variété (une centaine) de titres à thématiques féminines : généralistes, *people*, cuisine, guide, mode, sociétal, etc. Comme l'a constaté Olga Dąbrowska-Cendrowska :

La segmentation du marché de la presse féminine a joué un rôle important dans le développement de ce secteur de la presse, donnant ainsi l'opportunité, d'une part, d'adapter l'offre aux intérêts et attentes des lecteurs, et d'autre part, d'atteindre les annonceurs à la recherche des canaux publicitaires les plus appropriés, c'est-à-dire les plus rentables (Dąbrowska-Cendrowska 2018 : 30).

Bien que la presse féminine doive faire face à la baisse des ventes, elle reste un produit attirant pour les éditeurs et les annonceurs et une source importante de connaissances pour ses lectrices. À son tour, la recherche préparée par la Fondation Stefan Batory montre que ce sont les femmes qui ont le plus peur du virus et suivent plus souvent les recommandations du gouvernement (Maj et al. 2020). Les femmes sont aussi destinataires d'informations liées à la santé ; c'est pourquoi l'auteure a supposé qu'il y en aurait aussi beaucoup dans la presse destinée aux femmes.

L'objectif de cette recherche a ainsi été de montrer comment les magazines féminins communiquent la problématique qu'est la pandémie : quels sujets sont traités et comment ? quels genres journalistiques sont utilisés ? qui joue un rôle

d'expert ? L'auteure a choisi intentionnellement deux titres : « Twój Styl » (« Ton Style ») et « Kobieta i Życie » (« Femme et Vie »), tous deux étant leaders des ventes dans leurs segments. L'analyse a été basée sur 12 éditions mensuelles de chaque titre à partir de 2020. L'analyse qualitative du contenu s'est concentrée sur : le contenu de la couverture, les informations politiques sur la lutte du gouvernement contre le virus et l'élection présidentielle de 2020 en Pologne, les conseils d'experts, les interviews avec des célébrités, les publicités et la vie courante pendant la pandémie. Cet article tente de répondre aux questions susmentionnées et de montrer la relation entre le type de communication et les genres journalistiques, ainsi que le type de magazines dans lesquels ils sont contenus.

## 2. Magazines « Twój Styl » et « Kobieta i Życie »

Comme il a été déjà mentionné, le choix de ces titres était déterminé. Le premier titre est un magazine de luxe, tandis que l'autre est un exemple d'un magazine de conseils. Malgré leurs différences (Tableau 1), tous les deux sont les leaders des ventes sur le marché de la presse féminine en Pologne :

**Tableau 1.** « Twój Styl » et « Kobieta i Życie » – comparaison.

Titre	« Twój Styl »	« Kobieta i Życie »
Type	Magazine de luxe (mode et sociétal)	Magazine de conseils
Lectrices	Femmes entre 25 et 34 ans, des grandes villes, enseignement supérieur	Femmes de plus de 50 ans, femmes au foyer
Cible	Femmes entre 18 et 59 ans	Aucune information de l'éditeur
Sections permanentes	Beauté, santé, psychologie, gens	Cuisine, santé, beauté, loisirs

Source : Analyse de l'auteure.

« Twój Styl » est publié depuis 1990 et fait partie de Bauer (holding allemand Bauer Media Group). C'est un magazine de luxe mensuel : comme on peut le lire sur le site de l'éditeur, c'est un « magazine pour les femmes uniques. Mode, santé, beauté, tendances et conseils. Tout ce que vous aimez. Inspirations. Voyages. Développement personnel ». De plus, il est aussi un magazine de formation d'opinion (IMM 2020). Malgré la situation relativement stable du marché, le titre doit faire face à la baisse annuelle des ventes d'éditions imprimées (tableau 2).

**Tableau 2.** Diffusion de « Twój Styl » entre 2016 – 2020.

Période	Tirage print (moyen)	Diffusion payée
2020	202 019	120 039 ↓
2019	225 710	141 280 ↓
2018	262 501	159 241 ↓
2017	284 103	184 032 ↓
2016	291 243	200 126

Source : Etude de l'auteure basée sur le rapport *Polskie Badania Czytelnictwa*.

« Kobieta i Życie » est publié depuis 1946 en tant que magazine hebdomadaire, mais depuis 2008 il est mensuel. Ce titre fait aussi partie de Bauer, comme magazine féminine généraliste. L'éditeur présente son produit de manière suivante : « deux magazines pour le prix d'un » ; « un magazine culinaire et un guide pour les femmes ». Les dernières années, en ce qui concerne les ventes, la situation est similaire à celle des autres représentants de la presse féminine. Le nombre de diffusions payées diminue (tableau 3). La dernière année présentée est l'année 2019, car au moment de la rédaction de cet article, les données pour 2020 n'étaient pas encore disponibles. Il semble intéressant de savoir comment les ventes en 2020 se sont présentées : la baisse des ventes s'est-elle accentuée ou, suite à la situation pandémique et à la quarantaine nationale, plus de personnes ont acheté la presse imprimée ?

**Tableau 3.** Diffusion de « Kobieta i Życie » entre 2016 – 2020

Période	Tirage print (moyen)	Diffusion payée
2020	310 592	213 809 ↓
2019	371 661	258 249 ↓
2018	433 757	307 856 ↓
2017	449 136	340 209 ↓
2016	447 810	338 024

Source : Etude de l'auteure basée sur rapport *Polskie Badania Czytelnictwa*.

### 3. L'analyse du contenu de deux titres concernés

Dans son analyse, l'auteure a pris en considération les questions suivantes :

- Analyse des couvertures – s'il y avait des références au coronavirus sur les couvertures ;
- Politique de l'État – le combat contre le virus et la vérification des informations sur l'élection présidentielle en 2020, et comment la presse féminine rapporte les élections : il y a eu un grand débat public concernant le changement de la date de l'élection, le changement de sa formule, etc.
- Conseils des experts – qui est l'expert ? des femmes ou des hommes ?
- Interviews avec des célébrités/stars – le sujet du coronavirus a-t-il été évoqué dans les interviews ?
- Lettres des lectrices – les lectrices ont-elles écrit des lettres sur la situation de la pandémie et les problèmes connexes ?
- Publicités – les publicités étaient-elles liées au sujet du virus et comment ?
- Vie courante – les numéros recherchés contenaient-ils des informations sur la vie quotidienne ?

### 4. Les résultats de la recherche

Au début, il faut souligner que, jusqu'à mai 2020, il n'y avait aucune information à propos du coronavirus dans les magazines féminins analysés. Peut-être est-ce parce que le titre de chaque mois a été publié plus tôt. À titre d'exemple, l'édition d'avril était disponible à partir du milieu du mois précédent. Mai et juin ont été les mois avec le plus d'informations sur le virus dans les deux magazines.

Les résultats de recherche montrent que sur les couvertures de « *Twój Styl* », aucune référence directe au virus n'a été faite. Cependant, il y a eu des annonces d'interviews, que l'on peut associer à la situation pandémique, par exemple : « Je suis heureuse aujourd'hui, il n'y a pas de meilleur moment ». Sur les couvertures de « *Kobieta i Życie* », des annonces de conseils ont pu être trouvées, par exemple : « *Comment gérer le virus ?* ».

Ce qui est signifiant, c'est qu'il n'y avait rien à propos de la politique dans les deux titres. Malgré la grande discussion publique qui a eu lieu avant l'élection présidentielle, ni dans « *Twój Styl* », ni dans « *Kobieta i Życie* » n'y avait-il même une mention du report des élections ou des controverses liées aux élections par correspondance. Ainsi, la théorie selon laquelle les femmes ne sont pas traitées comme des destinataires d'information politique semble justifiée ; ce qui est déroutant, car une femme (Małgorzata Kidawa-Błońska) était candidate de l'opposition pendant un moment. Étant donné le profil des magazines, l'auteure attendait des informations sur cette femme politique. Dans « *Twój Styl* », il n'avait pas non plus d'informations sur le combat de l'État contre le virus. Dans « *Kobieta i Życie* » on pouvait trouver des conseils économiques,

comme ce que l'on peut faire lorsque l'on a perdu des sources de revenu, quelle est l'aide de l'État, où déposer une demande, etc.

Dans les deux titres, beaucoup de conseils d'experts étaient présents. Dans le magazine de luxe, c'étaient des femmes qui pouvaient inspirer d'autres femmes, des médecins qui travaillent sur un vaccin, ou des psychothérapeutes. Aucun homme ne jouait un rôle d'expert dans les numéros recherchés. Des célébrités pouvaient également être traitées comme des experts dans le sens où des ont parlé de leur propre gestion du virus, de la fermeture des théâtres ou de la solitude pendant la quarantaine. La situation est différente dans « *Kobieta i Życie* ». Là, le rôle d'expert est joué à la fois par des hommes et des femmes. C'étaient des médecins qui répondaient aux questions des lectrices, mais aussi des avocats, psychologues et célébrités. Une attention particulière a été accordée à la rubrique fixe de l'actrice Bożena Dykiel qui joue souvent des rôles de femmes au foyer, mères et grand-mères attentionnées. Les lectrices envoient des lettres concernant la vie courante en attendant la réponse de cette experte. L'actrice a donné des conseils à propos de l'organisation d'un mariage durant la pandémie, et a présenté son avis sur l'idée de tomber enceinte pendant la période du coronavirus. Il convient de noter que cette divergence est due à des profils différents de magazines analysés, leur spécificité et leurs groupes cibles différents. « *Twój Styl* » qui est destiné aux femmes instruites et indépendantes, ayant fait des études supérieures, s'appuie sur les femmes comme expertes. Les lectrices de « *Kobieta i Życie* » sont plutôt attachées à un système de valeurs traditionnelles et habituées au fait que les hommes leur expliquent le monde.

Dans les interviews avec des stars – l'auteure comprend des stars comme des personnes célèbres par leur autorité ou réalisation réelle, mais aussi par leur image ou marque (Molęda-Zdziech 2013 : 222) – la thématique du coronavirus a souvent été évoquée. Les sujets dont elles parlaient dans « *Twój Styl* » ont été évoqués ci-dessus. Les interviews menées dans le deuxième titre avaient une forme de guide ; par exemple : comment les stars gèrent un Noël solitaire ou encore leur isolement vis-à-vis de leurs proches. Ce qui mérite d'être mentionné dans le premier titre est le fait que les célébrités invitées aux entretiens aient été des hommes mais aussi des femmes, tandis que dans « *Kobieta i Życie* », les célébrités invitées se trouvaient être uniquement des femmes.

Il est également intéressant d'analyser des lettres de lecteurs ; dans « *Twój Styl* », elles avaient une forme de réflexion sans réponse ; dans « *Kobieta i Życie* », une forme de lettres courtes avec réponse de l'éditeur ou d'un expert. Ce n'est pas surprenant, si nous prenons en compte les lectorats des deux magazines. Ceci est confirmé par le fait que les lectrices d'un magazine de luxe n'attendent pas de conseils, elles veulent seulement partager leurs réflexions – elles sont plus indépendantes, tandis que les lectrices d'un magazine de conseils sont plus concentrées sur les expériences des autres.

La publicité joue un rôle signifiant dans tous les types de médias. Ce n'est pas différent dans le cas de la presse féminine. Dans l'un et l'autre magazine, le contenu publicitaire prend beaucoup de place. Dans « Kobieta i Życie », à côté des articles concernant le coronavirus, on trouvait aussi des publicités pour médicaments (par exemple pour les voies respiratoires supérieures ou des pharmacies en ligne où l'on peut acheter le nécessaire sans quitter la maison). Dans « Twój Styl », on pouvait trouver des publicités de produits de beauté, mais l'auteur de cet article n'a observé aucune connexion entre les publicités et le sujet du coronavirus.

Le dernier aspect étudié a été la présentation de la vie quotidienne dans les magazines pendant la période du coronavirus. Dans les deux, cette dernière a été faite par reportage, mais dans « Twój Styl », les regards des femmes étaient présentés (avec des interrogations comme : comment la pandémie les a changées, comment le coronavirus a affecté leurs relations interpersonnelles...), et dans « Kobieta i Życie », on présentait des individus qui aidaient des personnes âgées à faire leurs courses ou des fabricants de masques.

**Tableau 4.** Les sujets traités dans « Twój Styl » et « Kobieta i Życie ».

Titre	«Twój Styl »	« Kobieta i Życie »
<b>Couvertures</b>	Pas de références directes au virus	Annonces de conseils
<b>Politique</b>	Aucune référence	Conseils économiques (aides d'État)
<b>Experts</b>	Rôle de l'expert joué par les femmes (médecins, psychologues, psychothérapeutes, stars)	Rôle de l'expert joué par les hommes (médecins, avocats) et les femmes (médecins, avocates)
<b>Interviews</b>	Avec des femmes et des hommes Minimum 3 Il ne s'agissait pas de la pandémie, mais il y avait toujours une référence	Avec une femme Seulement une Il ne s'agissait pas de la pandémie, mais il y avait toujours une référence
<b>Lettres des lecteurs</b>	Forme de réflexion sans réponse	Forme de lettres courtes Avec réponse de l'éditeur ou un expert
<b>Publicités</b>	Produits de beauté	Médicaments, pharmacie (magasins en ligne)
<b>Vie courante</b>	Reportages psychologiques	Reportages

Source : Analyse de l'auteur.

Les genres journalistiques qui étaient utilisés sont largement convergents, mais il faut souligner que dans « Twój Styl », il y avait plus de variété de styles (tableau 5). On peut supposer que cela est lié au type de lecteurs auxquels s'adressent les magazines. « Twój Styl » est conçu pour les femmes instruites et lettrées d'où la plus grande variété de genres. « Kobieta i Życie » est un magazine de conseils typique qui fournit des conseils faciles aux lectrices.

**Tableau 5.** Genres journalistiques.

« Twój Styl »	« Kobieta i Życie »
Interviews	Interviews
Reportages	Reportages
Rubriques	Articles avec des conseils
Commentaires	
Rapports	

Source : Etude de l'auteure.

## 5. Conclusions

La presse féminine étudiée communique la question de la pandémie avec l'aide de conseils d'experts et avec plusieurs genres journalistiques. « Twój Styl » présente un point de vue plus féministe – les articles présentés sont destinés à aider et à inspirer les femmes sur tous les sujets, y compris ceux liés à la pandémie. Les articles dans « Kobieta i Życie » sont principalement des conseils dans le but d'aider les femmes à résoudre leurs problèmes quotidiens. Il est à noter que dans les deux magazines, le rôle des experts dans le domaine d'une pandémie est joué par des professionnels, mais aussi par des célébrités. On peut risquer d'affirmer que c'est parce qu'aujourd'hui les célébrités sont des autorités pour de nombreuses personnes. Quel que soit le type de contenu dans les titres recherchés, la conclusion qui s'impose est que le type de communication et les genres journalistiques dépendent du type de magazine qui a été souligné plusieurs fois ci-dessus. Cette recherche conduit l'auteure à une autre conclusion : peut-être que ce manque de politique dans les magazines féminins signifie que les femmes ne sont pas traitées comme destinataires d'information politique. Et, bien que les magazines féminins expriment et reflètent en plus les modes de vie, les attitudes et l'émancipation des femmes (Bonvoisin 1996 : 128), les arguments indiqués montrent que cela peut résulter de la perception stéréotypée des femmes.



## Bibliographie

- Bonvoisin S. M. 1996. *La presse féminine*, PUF, Paris.
- Dąbrowska – Cendrowska O. 2018. *Prasa kobieca w Polsce w latach 1989 – 2017 – próba diagnozy rynku (La presse féminine en Pologne dans les années 1989 – 2017 – une tentative de diagnostic du marché)*, « Rocznik Historii Prasy Polskiej » (Annuaire de l'histoire de la presse polonaise), 4(52), pp. 27 – 44.
- Deloitte Global State of the Consumer Tracker 2020. *Polska krajem z najwyższym na świecie poziomem niepokoju wywołanego pandemią (La Pologne comme pays avec le plus haut niveau d'anxiété causée par la pandémie dans le monde)*. <https://www2.deloitte.com/pl/pl/pages/press-releases/articles/polska-krajem-z-najwyzszym-na-swiecie-poziomem-niepokoju-wywolanego-pandemia.html>, accès : 23.04.2021.
- Doległo S. 2021. *Infodemia koronaświata. Medialny obraz pademii oczami młodych badaczy (Infodemie de corona-world. Une image médiatique d'une pandémie à travers les yeux de jeunes chercheurs)*, « Zeszyty Prasoznawcze », 1(245), pp. 109 – 112.
- IMM 2020. *Monitoring mediów (Monitoring des médias)*. <https://www.imm.com.pl/najbardziej-opiniotworcze-media-w-polsce-2020-raport-roczny/>, accès : 23.04.2021.
- Maj K., Skarżyńska K. 2020. *Społeczeństwo wobec epidemii. Raport z badań (Société contre l'épidémie. Rapport de recherche)*. <https://www.batory.org.pl/wp-content/uploads/2020/04/Badanie-spoleczenstwo-wobec-epidemii-fin.pdf>, accès : 10.05.2021.
- Molęda-Zdziech M. 2013. *Czas celebrytów. Mediatyzacja życia publicznego (Le temps des célébrités. Médiatisation de la vie publique)*, Difin, Warszawa.
- Rogulska B. 2021. *Obawy przed zakażeniem koronawirusem i ocena działań rządu w lutym (Inquiétudes concernant l'infection à coronavirus et évaluation des actions du gouvernement en février)*. [https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2021/K\\_021\\_21.PDF](https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2021/K_021_21.PDF), accès : 10.05.2021.

Małgorzata Kubacka

*Université d'Adam Mickiewicz à Poznań*

ORCID : 0000-0001-5301-878X

Agnieszka Stamm

*Université d'Adam Mickiewicz à Poznań*

ORCID : 0000-0001-5128-2659

Piotr Luczys

ORCID : 0000-0002-7062-7461

## **La vie quotidienne au temps de la pandémie – présentation de l'étude**

**Abstract:** The aim of the chapter is to present the research project “Everyday life during a pandemic” initiated by a team of sociologists from the University of Adam Mickiewicz in Poznań. The paper consists of two main parts. In the first one, we briefly recall Polish research on the issues of everyday life during the pandemic. In the second one, the applied methodological perspective and research assumptions are presented along with the discussion on the main results of our research carried out on the everyday life of Poles during the pandemic.

**Keywords:** Covid-19, pandemic, everyday life, Poland, collective memory, social image

**Mots clés :** Covid-19, pandémie, vie quotidienne, Pologne, mémoire collective, image sociale

La pandémie provoque des conséquences à la fois dans la sphère macrosociale et au niveau méso- et microsociale. Tous ces domaines intéressent les chercheurs en sciences sociales, ce qui est visible dans le nombre de projets mis en œuvre en Pologne en 2020. Ces projets diffèrent par l'approche de la recherche

(méthodes quantitatives, qualitatives, mixtes), la portée de l'étude (nationale ou dédiée à une catégorie sociale ou professionnelle spécifique), la sélection de l'échantillon (méthodes de sélection représentatives et non représentatives) et le sujet d'intérêt (par exemple attitudes, comportement). La principale catégorie qui apparaît dans les projets de recherche en temps de pandémie est celle du changement. C'est la volonté de saisir l'impact de la crise épidémiologique sur les comportements, les opinions, les attitudes ou les manières d'organiser divers domaines de la vie dans la nouvelle réalité qui était le but de la plupart des initiatives de recherche de cette époque. Ci-dessous, nous présentons un bref aperçu d'études en sciences sociales sélectionnées sur la Covid-19 en Pologne, détaillant les problèmes qui y sont abordés.

Les projets de recherche initiés lors de la pandémie portent le plus souvent sur la perception sociale du phénomène, ainsi que sur les attitudes, peurs et changements de comportements et de pratiques quotidiennes qui y sont liés. En mars, un rapport du sondage CBOS *Sentiment de danger au début de la pandémie de coronavirus* (CBOS 2020a) a été publié, contenant des données générales sur les préoccupations concernant la possibilité d'infection, le développement de la situation pronostiqué et l'appréciation de préparation des soins de santé pour les variables sociodémographiques de base. Une autre initiative était le *Korona-Monitor. Sondage d'opinion des Polonais pendant l'épidémie*. L'étude était basée sur un panel, ce qui a permis aux auteurs de suivre la dynamique des changements dans l'évaluation de la propre situation des répondants : le sentiment de danger, l'impact de l'épidémie sur la vie quotidienne, les opinions sur la vaccination et les attitudes envers les autorités du domaine des soins de santé et de la surveillance sanitaire (IMAS International 2020). Des informations similaires peuvent être trouvées dans l'étude de M. Wróblewski, A. Meler et Ł. Afeltowicz, intitulée *Risque, confiance, maladies infectieuses. Les Polonaises et Polonais à propos de la pandémie*. Elle présente des données représentatives sur le niveau de confiance dans les médias et les institutions de l'État, le sentiment de danger (en particulier, les préoccupations liées aux maladies infectieuses) et les attitudes envers les informations sur la Covid-19 (Wróblewski et al. 2020).

Le changement du comportement quotidien des Polonais a été la conséquence des peurs et des attitudes liées à la présence de la Covid-19 en Pologne : les sondages CBOS de mars étaient consacrés à ce sujet : *Comment nous nous sommes protégés – le comportement des Polonais dans les premiers jours de l'épidémie*, et IBRiS : *L'impact de la pandémie sur le comportement sanitaire des Polonais* (IBRiS 2020a) et *HOMO-COVIDUS. Comment nous avons changé avec la pandémie*. Le dernier compare les déclarations concernant les changements du comportement des Polonais avec les résultats obtenus pour la population de l'Allemagne, de la France et de l'Italie (IBRiS 2020b). Des données très détaillées sur les changements résultant de la pandémie ont été recueillies par l'équipe de recherche du Musée ethnographique de Cracovie dans le cadre d'une

enquête CAWI, menée en milieu d'année et intitulée *Notre vie en temps de peste*. Les personnes interrogées ont décrit des bouleversements dans leur rythme quotidien, espace de vie, façon de faire leurs courses, situation professionnelle, pratiques religieuses, repos, contacts avec les autres, relations avec les animaux, ainsi que les émotions liées à ces changements (Musée ethnographique de Cracovie 2020). Par la suite, l'exposition *Collection en quarantaine*<sup>1</sup> a été composée de photos envoyées par les participants.

Les attitudes des Polonais à l'égard des restrictions de liberté, l'approbation des recommandations du gouvernement, l'évaluation de ses actions et les aides attribuées ont été présentées dans le rapport de K. Maja et K. Skarżyńska, intitulé *La société face à l'épidémie. Rapport de recherche*. Les auteurs analysent les données obtenues du point de vue des variables sociodémographiques et des préférences politiques (Maj, Skarżyńska 2020). Un autre rapport de fin mars, présentant la perception de la pandémie (inquiétudes, impact du coronavirus sur la situation personnelle, pénibilité des restrictions, effets économiques et efficacité de l'action du gouvernement), est l'étude de M. Milewicz, intitulée *Opinions et attitudes des Polonais envers le coronavirus. Rapport de recherche* basé sur l'enquête CAWI (Milewicz 2020).

Le discours sur la pandémie en Pologne a également été recherché par l'équipe de M. Troszyński dans le cadre du projet *La période de pandémie dans les réseaux sociaux polonais*. À partir d'une analyse qualitative de 50 000 textes (sur 11,5 millions collectés précédemment), les chercheurs ont décrit dix blocs thématiques présents sur les réseaux sociaux : *Covid – l'étiologie et les statistiques de la maladie, la lutte du gouvernement contre le coronavirus, les conséquences de la « fermeture du pays », approvisionnement et commerce pendant la quarantaine, vie quotidienne et réception sociale du coronavirus, État-providence polonais contre la pandémie, église et politique, connaissance commune et Covid et théories du complot, politique et économie, spam et publicité* (Troszyński et al. 2020).

Certains des rapports contiennent des opinions sur l'existence réelle de la pandémie, ses sources et l'attitude à l'égard des rapports des médias : certains d'entre eux avaient des caractéristiques de théories du complot. À de tels récits présents dans le discours social en Pologne sont consacrés les projets *Théories du complot pendant la pandémie* de A. Wójcik (Spandowski 2020) et *La popularité des récits du complot en Pologne pendant la pandémie de COVID-19. Rapport d'enquêtes représentatives* de F. Czech et P. Ścigaj. Le deuxième projet consistait en une étude omnibus menée sur un échantillon représentatif des Polonais en mai. Le rapport contient des données sur l'impact des variables sociodémographiques sur la tendance à accepter les théories du complot, un aperçu des

---

<sup>1</sup> L'exposition est disponible sur le site : <https://etnomuzeum.eu/kolekcjawkwarantannie> (accès : 30.12.2020).

discours concernant le coronavirus et les opinions des répondants à ce sujet (Czech, Ścigaj 2020).

Le *e-learning* est devenu le sujet d'intérêt de nombreux chercheurs. Ce sujet fait l'objet des rapports d'A. Buchner, M. Majchrzak et M. Wierzbicka : *L'enseignement à distance pendant la pandémie* et *L'enseignement à distance pendant la pandémie. Deuxième partie*. Les deux sont basés sur des recherches quantitatives et qualitatives menées auprès d'enseignants du primaire et du secondaire. Le projet concerne la méthodologie du travail à distance des enseignants (outils utilisés, contact avec les parents), les principales difficultés, l'impact des changements sur l'état de santé, y compris la santé mentale des enseignants et des élèves, les prévisions sur l'avenir de l'enseignement à distance (Buchner et al. 2020a ; Buchner et al. 2020b). Le point de vue des parents a été étudié dans le rapport de G. Całka, intitulé *Les parents sur environ un mois d'enseignement à distance*. Il énumère les problèmes liés à l'enseignement à distance rencontrés par les familles (y compris les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers) et les avantages de l'introduction ou de la popularisation de l'enseignement en ligne (Całek 2020). Un autre type d'initiative de recherche était l'enquête de la société Librus auprès des parents. Le rapport *Enseignement à distance. À quoi cela ressemble dans nos maisons* (Librus 2020) contient des données sur les formes d'enseignement à distance, le temps passé à aider les enfants à apprendre, le soutien qui leur est apporté, divers types de manque (matériel, contacts avec les enseignants et autres élèves). L'évaluation de l'enseignement à distance était également une composante de la recherche sur les attitudes, par exemple dans le cadre du projet *KoronaMonitor* déjà mentionné.

En Pologne, pendant la pandémie, des recherches visuelles ont également été menées. K. Sztopy-Rutkowska et M. Białous de l'Université de Białystok, les chercheurs de l'Équipe interdisciplinaire de recherche sur l'enfance de l'Université de Varsovie et l'équipe de la Section de Sociologie Urbaine du PTS ont décidé de créer des archives visuelles sociales de l'époque de la crise épidémiologique. Des chercheurs de l'Université de Białystok ont préparé le projet *Pandemia Stories PL*<sup>2</sup>, qui consistait à collecter des photos des membres du groupe sur Facebook. Les participants ont reçu les tags suivants : #journée #travail #contacts #maison #courses #tempslibre #pandémie, à l'aide desquels ils ont marqué les photos et les descriptions soumises. *L'Archive Pandémique de l'Enfance* a permis de collecter des visuelles et des photos (et, en petite partie, des textes) qui illustrent la réception de la nouvelle réalité résultant de la crise épidémiologique, et la perception du virus par les enfants<sup>3</sup>. Les dessins et photos collectés ont

---

<sup>2</sup> Groupe Facebook *Pandemia Stories PL* : <https://www.facebook.com/groups/231961137952601/> (accès : 2.01.2021).

<sup>3</sup> Site des *Archives Pandémiques de l'Enfance* : <https://mip.uw.edu.pl/projekty/dzieciece-archiwum-pandemii/> (accès : 2.01.2021).

également été tagués (par exemple #coronavirus #santé #jouets). D'autre part, le matériel collecté par la Section de Sociologie Urbaine du PTS dans le cadre du projet *Villes vides*<sup>4</sup> sont des photographies du paysage urbain pendant le confinement, ce qui contraste avec le tissu urbain vibrant d'avant la pandémie.

Une autre recherche initiée en Pologne pendant la pandémie était des projets basés sur des techniques biographiques concernant les expériences et les réflexions des personnes interrogées. Ce groupe comprend des concours de mémoires organisés par IFiS PAN, IS UW et IKP UW, intitulés *Les journaux intimes pandémique*, et par IGS SGH et IS UMK, intitulé *La vie quotidienne au temps du coronavirus – Concours de journaux intimes* (actuellement la deuxième édition est en cours). La demande de créer leur propre récit permet aux répondants de s'exprimer librement, et ainsi de rassembler une grande quantité de matériel de recherche riche en données. L'une des dimensions que l'équipe de recherche du projet *Pandemic Diaries* a particulièrement distinguée était le travail – le numéro de *Mały Format* du 8 juillet 2020<sup>5</sup> a été publié sur la base des notes des participants. D'autres problèmes décrits par les membres de l'équipe étaient : l'isolement forcé, la santé mentale, la spiritualité et la maternité (Frączyk 2020).

La plupart des projets présentés ici ne traitent qu'indirectement les problèmes de certains aspects de la vie quotidienne, bien que ce soit ce domaine qui a probablement été le plus touché par les changements provoqués par la pandémie. En Pologne, cependant, il y a des recherches qui sont entièrement axées sur les changements qui se produisent dans le domaine le plus important du fonctionnement des gens – la vie quotidienne. Le projet *La vie quotidienne en temps de pandémie*<sup>6</sup> a été l'une des premières initiatives de recherche sur le coronavirus en Pologne : il a commencé en mars, couvrait le confinement du printemps, le temps de détente et le temps des records d'infections. C'est aussi un projet aux multiples facettes : jusqu'à présent, quatre étapes de recherche ont été réalisées, grâce auxquelles nous avons pu collecter un riche matériel sur la vie quotidienne pendant une pandémie. Sur la base de recherches antérieures sur la pandémie (par exemple, Forshaw et al. 2020 ; Thomson 2020 ; Makridis, Rothwell 2020),

---

<sup>4</sup> Présentation du projet *Villes vides* : <https://fb.watch/2NRi1GL8wx/> (accès : 2.01.2021).

<sup>5</sup> Le numéro de *Mały Format* du 8 juillet 2020 est disponible en ligne : <http://malyformat.com/tag/cykl-pamietniki-pandemii/> (accès : 30.12.2021).

<sup>6</sup> Le projet est mené par des membres du Département de théorie et de recherche sur les pratiques sociales de la Faculté de sociologie de l'Université Adam Mickiewicz à Poznań. Le responsable de projet est le prof. dr hab. Marek Krajewski, son équipe de recherche comprend : prof. dr hab. Rafał Drozdowski, dr Maciej Frąckowiak, mgr Małgorzata Kubacka, mgr Piotr Luczys, dr Ariel Modrzyk, dr Łukasz Rogowski, dr Przemysław Rura, mgr Agnieszka Stamm et dr Katarzyna Sztop-Rutkowska (Université de Białystok). Les recherches ont été initiées dans les premiers jours après l'annonce du confinement en Pologne (mars 2020) et se poursuivent jusqu'en avril 2021.

nous supposons qu'elle provoque de profonds changements dans tous les aspects de la vie sociale, économique, politique et culturelle. C'est une situation de crise qui permet d'observer comment la perturbation de la stabilité et de l'évidence du monde dans lequel évoluent les individus, transforme les habitudes et les routines régulant la vie des membres de la société, et devient la base de transformations qui s'opèrent à d'autres niveaux. La crise permet d'analyser comment se construit la vie quotidienne (Garfinkel 2008 ; Kaufmann 2013), et ainsi de mieux la comprendre. La recherche s'inspire d'une approche développée au sein de la sociologie de la vie quotidienne (Mateja-Jaworska, Zawodna 2019). Nous traitons la vie quotidienne comme la sphère la plus proche des individus et la plus importante pour eux. Elle se construit à travers des pratiques répétitives et est le fondement de la réalité humaine, permettant la satisfaction des besoins individuels et sociaux (de Certeau 2008; Schutz 2009 ; Berger, Luckmann 2018). La violation de la routine et du caractère établi de la vie quotidienne conduit à des changements couvrant des domaines beaucoup plus larges que la vie quotidienne (Reckwitz 2002 ; Bourdieu 2007 ; Kaufmann 2013).

Le principal problème de recherche concerne le bouleversement de la vie quotidienne des Polonaises et Polonais à la suite de la pandémie. Dans le projet, nous cherchons des réponses aux questions suivantes : (1) quels types de changements l'épidémie de virus SARS-CoV-2 a-t-elle introduits dans la vie quotidienne des Polonais ; (2) comment les Polonais essaient de s'adapter aux changements dans leur vie quotidienne causés par l'épidémie de coronavirus ; (3) ce qui a changé dans la vie quotidienne des Polonais à la suite de la pandémie de SARS-CoV-2 ; et (4) comment l'expérience d'une pandémie modifie les attentes sociales des institutions publiques (politiques publiques). Le projet a donc trois objectifs principaux. Le premier est une description de la vie quotidienne pendant la pandémie (changements dans l'organisation spatio-temporelle de la vie quotidienne des Polonais, dans les routines quotidiennes, les relations sociales, les émotions). Le deuxième objectif de recherche est d'identifier les conséquences sociales les plus importantes de la pandémie au niveau des pratiques quotidiennes (types de revalorisations et de stratégies d'adaptation aux changements induits par l'épidémie). Le troisième objectif est d'identifier les réclamations contre certaines institutions publiques (politiques publiques) résultant des expériences de la pandémie et des réévaluations faites à la suite de ces expériences.

Le travail de recherche a été divisé en quatre étapes. Les étapes I et II ont été menées à l'aide de méthodes de recherche quantitatives ; III – méthodes mixtes ; IV – méthodes qualitatives. L'approche méthodologique reposait sur les hypothèses de recherche sur les pratiques sociales quotidiennes (Reckwitz 2002 ; Kaufmann 2013 ; Olcoń-Kubicka, Halawa 2018).

La première étape de la recherche s'est déroulée du 19 au 24 mars 2020 et reposait sur un sondage en ligne (CAWI), créé sur la plateforme Google Forms,

composé de questions fermées et d'une question ouverte. Le questionnaire concernait principalement les restrictions introduites lors du confinement du printemps (distance sociale, isolement) et leurs conséquences sur la vie quotidienne. Lors de la construction du premier outil de recherche, nous nous sommes concentrés sur des questions sur les manifestations des changements dans la vie quotidienne, les manières d'y faire face, ainsi que leurs effets et impacts anticipés sur la vie des répondants. La recherche a permis de saisir des premières impressions, des émotions, des descriptions de surprise avec une situation à peine apprise et apprivoisée, mais dans un groupe assez spécifique de personnes qui ont décidé de partager leurs expériences avec nous. Le lien vers le questionnaire a été diffusé principalement par les réseaux sociaux, sur des profils d'institutions et de particuliers. La méthode adoptée pour contacter les répondants était la seule à notre disposition dans les premiers jours de la pandémie et a fait que la majorité des participants de l'étude étaient des femmes : bien éduquées, habitantes de grandes villes (voïvodies de Mazovie et Grande-Pologne), alors que 58 % n'avaient pas d'enfants et avaient entre 24 et 44 ans (dans 59 % des cas). Par conséquent, l'étude n'a pas été représentative. Le questionnaire a été complété par 2 500 personnes. Près de la moitié des répondants ont exprimé leur volonté de participer aux prochaines phases de l'étude. Le questionnaire a permis d'identifier les domaines de transformation les plus importants que la vie quotidienne des Polonais a subis immédiatement après l'annonce de la pandémie en Pologne.

Les participants de l'étude ont évalué de manière très ambivalente l'état d'esprit de la société dans le pays au cours des deux premières semaines de la pandémie, notant à la fois des phénomènes extrêmement négatifs (attaques contre les personnels de santé, glorification excessive ou méconnaissance des restrictions, etc.) et de nombreux points positifs (volonté d'aider les personnes âgées, de donner un soutien aux personnes économiquement défavorisées, etc.). Les sentiments négatifs des répondants portaient principalement sur le gouvernement, l'administration, les services et les soins de santé (en raison de l'impréparation à une situation de pandémie), mais aussi sur les médias désinformants responsables de la propagation de l'infodémie (cf. Žižek 2020). Comme les données ont été collectées aux premiers stades de la pandémie, un pourcentage relativement faible de personnes interrogées ont perdu leur emploi, mais beaucoup le craignaient. Face à ces nombreuses incertitudes qui se chevauchent, il est devenu une conséquence naturelle de rechercher les soi-disant « boucs émissaires » (Drozdowski et al. 2020a : 70-76), mais aussi la possibilité de se faire entendre. Pour cette raison, la participation à l'étude a été l'occasion pour les participants de partager leurs doutes, leurs peurs et leurs descriptions des premières tactiques de « faire face » à une nouvelle situation. Il ne faut pas non plus oublier que la majorité (plus de 65 %) des répondants ont obtenu du temps supplémentaire dans la vie quotidienne de la pandémie, le partage de leurs expériences



était donc l'un des moyens de l'utiliser. Les données collectées prouvent que les attitudes envers la pandémie, les autres (par exemple l'évitement) et les éléments d'autoréflexion (par exemple les émotions, les jugements) se cristallisaient parmi les participants à la recherche. Nous avons obtenu une image assez large des changements dans la vie quotidienne (par exemple, comportements acceptés et inacceptables dans l'espace public, nouvelles routines), mais nous manquons d'informations sur les motivations, les justifications et les explications détaillées. Par ailleurs, les personnes interrogées étaient « plus terrifiées (...) par la vision du chaos, de la guerre, des émeutes provoquées par la désinformation ou la panique que le risque de développer le Covid-19 » (Drozdowski et al. 2020a : 43). Considérant que de nombreuses actions des répondants étaient spontanées et forcées, nous avons décidé que poser des questions sur tous ces aspects lors de la phase II de la recherche était une meilleure solution que de spéculer sur leurs connaissances.

À ce stade de l'étude, la dernière question ouverte du premier questionnaire (« Souhaitez-vous ajouter autre chose ? ») a été particulièrement importante, et a encouragé plus de 500 personnes à partager leurs impressions (espoirs, émotions accompagnant la pandémie : colère, frustration, peur) et nous a permis d'approfondir le sujet. Sur la base, entre autres, de la catégorisation des réponses obtenues, un autre questionnaire a été élaboré, avec une prédominance de questions ouvertes.

Près de 1 300 personnes ont participé à la deuxième étape de la recherche, réalisée entre le 31 mars et le 8 avril 2020. L'invitation a été diffusée via la plateforme Webankieta parmi les participants de la première étape de la recherche (1/3 des réponses), les réseaux sociaux et les sites internet. L'échantillon, comme dans le cas du premier questionnaire, n'était pas représentatif. Il était dominé par les femmes, les habitants des grandes villes, les habitants des voïvoïdies de Grande-Pologne et de Mazovie, les personnes ayant une formation universitaire et un revenu mensuel plus élevé que le revenu moyen par personne dans un ménage.

En raison de la nature ouverte des questions, la deuxième étape a permis de saisir la complexité des expériences des répondants dans les premières semaines de la pandémie sans leur imposer de réponses spécifiques. Nous avons eu l'occasion de suivre l'évolution des états d'âme et des pratiques, et d'appréhender les manières de justifier les phénomènes se produisant dans l'environnement direct des enquêtés. Les répondants ont présenté des descriptions détaillées des changements de comportement (par exemple hygiéniques, sociaux, de consommation) en fonction de leurs motivations et celles qui, à leur avis, étaient partagées par d'autres. Dans les réponses aux prédictions sur l'évolution de la situation, la perspective temporelle dominante n'a pas dépassé les trois mois suivants (une proportion importante de répondants pensait que cela serait encore la période de la pandémie). Mais aussi environ 30 %

des personnes interrogées étaient conscientes que ce temps est difficile à déterminer et que l'épidémie (et donc les restrictions associées) durera aussi longtemps que nécessaire. L'une des caractéristiques permanentes de la pandémie était donc la variabilité reconnue et la nécessité d'en tenir compte dans le quotidien. En procédant à l'analyse du matériel collecté,

nous avons décidé qu'il s'agirait de créer des catégories de codes pour chaque question, afin qu'il soit possible de calculer la fréquence des catégories de réponses spécifiques et leurs relations avec les variables sociodémographiques, d'autre part, nous avons essayé de ne pas perdre la diversité et l'unicité des déclarations des répondants (Drozdowski et al. 2020b : 11).

Nous voulions saisir les différences et les écarts apparaissant dans les réponses des répondants, plutôt que de diagnostiquer l'universalité de certains phénomènes.

La présence des participants de la phase I de la recherche dans l'échantillon nous a permis d'élargir les interprétations quantitatives (regroupement des réponses selon des variables métriques) et qualitatives tenant compte de la continuité des motifs et sentiments répétés liés à la pandémie (Drozdowski et al. 2020b : 14-44)<sup>7</sup>. De plus, de manière analogue au rapport de la première phase de la recherche, nous avons compilé et regroupé toutes les réponses des répondants en catégories collectives définies statistiquement (Drozdowski et al. 2020b : 58-281), ainsi que leur résumé (Drozdowski et al. 2020b : 46-56). Nous avons établi que la fatigue et l'accoutumance pandémiques (aux rapports médicaux, à la surcharge d'informations et leurs contradictions, à certains changements dans les routines quotidiennes, etc.) commencent à apparaître et, par conséquent, la perspective d'ajustement, de recherche d'un moyen pour soi, de remarquer et utiliser les bons côtés et les avantages commence à dominer la situation actuelle (cf. Drozdowski et al. 2020a : 77-80 ; Drozdowski et al. 2020b : 27-29, 34-35, 54, 56, 188-217, 262-281 ; Krajewski et al. 2020). Les répondants prêtent également attention aux divisions sociales croissantes par rapport aux routines pandémiques. Certains doivent se déplacer pour se rendre au travail, tandis que d'autres peuvent travailler à domicile. Certains peuvent agrandir leur espace et en annexer de nouveaux (par exemple un jardin d'arrière-cour, une terre en friche se situant à proximité), tandis que d'autres sont limités par les murs des bâtiments habités (avec la possibilité de fermer un balcon au maximum). Certains attendent des soins et le respect par chacun des règles du régime sanitaire, tandis que d'autres, avec un sentiment plus ou moins grand

---

<sup>7</sup> Le rapport de la phase II de la recherche est aussi disponible sous forme raccourcie de 35 pages (publiée en juin 2020). Dans le présent article, nous nous référons à la version complète (publiée en juillet 2020).

de culpabilité, déclarent directement qu'ils sont incapables de vivre ainsi et n'acceptent pas de telles attentes. Ainsi, si la pandémie n'a pas créé de nouvelles divisions sociales, elle a donné lieu à la possibilité de les observer dans de nouvelles dimensions et perspectives. Cependant, les répondants soulignent que le temps de la pandémie est aussi une renaissance des repas communs et des compétences anciennes (par exemple, réparations, bricolage, petit artisanat manuel), la possibilité de s'adonner à un nouveau passe-temps ; temps de détente, de réflexion et de contact avec la nature et soi-même. Les résultats de la deuxième étape de la recherche ont montré qu'il existe une forte polarisation des manières positives et négatives de valoriser la pandémie et les limitations associées (distance sociale, régime sanitaire, restrictions de mouvement, exercice des devoirs professionnels). La pandémie devient une sorte de *game changer* dans tous les aspects de la vie quotidienne, ce qui conduit au développement de nouvelles tactiques (de Certeau 2008) – des changements dans les activités de routine, les modèles de mobilité et les façons de passer du temps libre, à la recherche de substituts pour les activités menées jusqu'à présent (par exemple, exercices physiques devant l'écran, nouveaux divertissements contre l'ennui, soutien aux femmes manifestantes à travers des décorations de fenêtres et de balcons, etc.).

Au terme de la phase II de la recherche, nous nous sommes demandé ce qui pourrait nous donner un meilleur aperçu des pratiques des répondants. Nous avons souhaité réutiliser l'approche mixte (quantitative et qualitative) envers le matériel collecté, et en même temps donner la possibilité de compléter les déclarations à ceux qui ont participé à la phase I et/ou II de notre recherche, mais ne se retrouvent pas pleinement dans la rigueur formelle des questionnaires. Nous avons opté pour une tâche photographique simple, pour laquelle nous avons invité des participants des premières phases du projet. Nous avons demandé de sélectionner un maximum de trois photos qui illustrent le mieux la vie quotidienne du répondant pendant la pandémie (prises à ce moment ou plus tôt) et d'y ajouter un court commentaire. Le sujet des photos (activités, lieux, objets, personnes, situations) a été entièrement laissé aux sujets. La solution appliquée avait trois objectifs fondamentaux. Premièrement, nous voulions obtenir du matériel moins général et descriptif, et plus personnel et visuel, documentant ce que nous avons lu dans les questionnaires jusqu'à présent. Deuxièmement, nous avons prévu d'utiliser les photos collectées dans la prochaine étape de notre recherche (entretiens individuels approfondis) comme stimulus de conversation. Enfin, nous avons voulu traiter cette étape de la recherche comme une introduction à la recherche qualitative à grande échelle. La troisième étape de la recherche a été réalisée entre le 26 avril et le 11 mai 2020. Le contenu de l'invitation a été publié sur les réseaux sociaux et dans l'édition locale (Poznań) de *Gazeta Wyborcza* du 8 mai 2020. En même temps, nous avons établi une coopération avec les créateurs du groupe *Pandemia Stories PL*

sur le site Facebook<sup>8</sup>, c'est-à-dire avec les employés d'IS UwB. En combinant les deux ensembles de données (photos et publications), nous avons collecté 793 photos et environ 115 pages de commentaires. Pour l'analyse du matériel obtenu, nous avons créé un code clé composé de 9 catégories thématiques (en tenant compte des sujets clés apparaissant dans les réponses des répondants dans la deuxième étape de la recherche), 9 interprétatives (« ils ont été distingués sur la base de certaines caractéristiques, principalement de nature socio-culturelle, selon lesquelles il est possible de décrire des photos individuelles et des objets/situations visibles sur elles » ; Drozdowski et al. 2021 : 13) et 4 formelles (relation photo-commentaire, type de cadre, altération des photos, liens de contenu). Nous avons lié des photos et des commentaires (là où c'était possible) aux données des répondants. Nous avons à nouveau procédé à une analyse quantitative (indiquant la fréquence de classement pour les catégories individuelles, des tableaux de contingence entre les catégories susmentionnées) et qualitative (analyse des catégories thématiques). L'outil et la méthode d'analyse appliqués ont eu un impact direct sur la forme du rapport de la phase III de la recherche. Nous avons décidé que :

les catégories thématiques n'étaient pas disjointes, et une même photo pouvait appartenir à plusieurs catégories à la fois. Il y avait deux solutions possibles à cette situation. La première consistait à supprimer les parties répétitives. Ceci, cependant, entraînerait un raccourcissement significatif de l'intégralité des analyses créées ou leur reclassement dans de nouveaux domaines thématiques – cette fois plus disjonctifs. C'est pourquoi nous avons opté pour la deuxième solution. Nous avons supposé que l'étude était hypertextuelle. Il est déterminé par les liens dans le rapport, pointant vers des endroits thématiquement similaires dans d'autres parties du rapport. Les liens ont un double caractère. Premièrement, il y a des liens généraux vers d'autres chapitres sur un sujet. Deuxièmement, il existe des liens détaillés pointant vers des lieux plus spécifiques et des sujets plus concrétisés (Drozdowski et al. 2021, pp. 6-7).

Le caractère hypertextuel du rapport doit donc être considéré comme une décision non seulement technique, mais aussi méthodologique, en harmonie avec la manière aux multiples facettes dont la pandémie est décrite et évaluée par les répondants.

La phase III de la recherche a permis de saisir une telle image de la réalité pandémique qui est de nature non déclarative et non verbale. La poursuite des recherches avec l'utilisation d'un autre support a permis de montrer la dimension matérielle de la pandémie, le caractère contextuel des expériences,

---

<sup>8</sup> Le groupe se trouve sur le site : <https://www.facebook.com/groups/231961137952601/> (accès : 2.01.2021).

et d'attirer l'attention sur les accessoires et symboles de la pandémie (post-it, masques, écrans, photos de repas, terrasses et balcons, etc.). Nous ne voulons pas synthétiser ici tous les résultats de la recherche<sup>9</sup>, mais il y a plusieurs aspects à noter. Les personnes interrogées, en approfondissant leur réflexion, se sont débarrassées d'une partie de la honte de se livrer à des activités qu'elles considéraient comme une perte de temps (conformément au principe selon lequel la maxime « il n'est jamais trop tard » commence à se dévaloriser en période de pandémie) ; ils se détendent aussi plus souvent, et ne rien faire leur permet d'apprécier les choses simples (par exemple, être proche de la nature). Le retour à la division traditionnelle des rôles sexuels et familiaux s'affirme également. La plupart des personnes interrogées sont également physiquement actives – même celles qui n'étaient pas intéressées par le sport jusqu'à présent. La pandémie elle-même devient banale et les valeurs et les intérêts de divers groupes commencent à apparaître, ce qui – selon les répondants – se révélera être des gagnants ou des perdants dans la réalité post-pandémique. Cependant, nous nous rapprochons seulement de ce point et rien n'est encore certain pour le moment.

Disposant de questionnaires et de matériel visuel, nous avons commencé à concevoir la dernière étape (jusqu'à présent) de la recherche, complètement subordonnée à la logique d'interprétation qualitative des données. La phase IV, intitulée *La vie quotidienne des Polonais pendant la pandémie du virus SARS-CoV-2 et après. Transformations des pratiques et attentes sociales* repose sur 30 entretiens individuels approfondis avec des participants des phases précédentes qui ont été sélectionnés sur la base de l'âge, du sexe et d'avoir (ou non) des personnes à charge. La plupart des entretiens ont été réalisés en décembre 2020. Leur sujet était axé sur la façon dont le temps et l'espace avaient changé les relations avec les proches et les autres, ainsi que sur les attentes que nous formulons pour l'administration de l'État et des collectivités locales dans le contexte de la lutte contre la pandémie et ses conséquences (sanitaires, professionnelles, sociales, etc.). Pour chacun de ces domaines thématiques, plusieurs questions principales ont été créées, traitant de trois problématiques : les symptômes (manifestations observables), la thématisation des symptômes (causes, effets, personnes responsables) et les manières de les traiter (tactiques, manières, nullification, etc.). Au cours du pilotage de l'outil, nous avons renoncé à utiliser des photos dans les entretiens car elles généraient des problèmes divers (elles ont focalisé l'attention des interviewés trop fortement ou trop faiblement, rompu le récit, ne correspondait pas à tous les aspects de la problématique de l'entretien,

---

<sup>9</sup> Tous seront disponibles au tournant de janvier et février 2021, lorsque le troisième rapport de recherche sera publié. Il sera disponible sur le site de la Faculté de sociologie de l'Université Adam Mickiewicz (<http://socjologia.amu.edu.pl/>), sur le compte de la Faculté sur le site ISSUU (<https://issuu.com/wydzialsocjologiiuam>) et sur le site du projet sur le site ResearchGate (<https://www.researchgate.net/project/Zycie-codzienne-w-pandemii-Everyday-life-in-pandemic>) (accès : 2.01.2021).

etc.), constituant un ornement court et plutôt insignifiant. Par ailleurs, le projet prévoit également 6 entretiens avec des experts (février-mars 2021) pour élargir les conclusions sur la nature institutionnelle et systémique de la pandémie. Les entretiens d'experts que nous avons menés pendant les restrictions prolongées et le confinement partiel toujours en cours et l'extension du programme de vaccination (et donc : ses problèmes et conséquences potentiels), doivent être utilisés pour obtenir une nouvelle perspective sur la description du phénomène pandémique. Nous voulons que leurs participants soient des spécialistes représentant divers aspects des politiques publiques, issus de régions à taux d'incidence élevé et faible de Covid-19, qui nous éclaireront sur les logiques adaptatives développées pour faire face aux tâches professionnelles que la pandémie leur impose. Nous nous intéressons également à la manière dont ils ont été contraints de trouver un équilibre entre la lettre de la loi, les règlements et les ordonnances et la situation en évolution dynamique dans leur région. Tous les entretiens sont menés à distance (Deakin, Wakefield 2014). Les participants à l'étude choisissent eux-mêmes leur plateforme préférée (par exemple Skype, Zoom, Microsoft Teams, Google Meet). Les entretiens sont enregistrés, puis transcrits, codés et analysés à l'aide du logiciel MAXQDA et de codes créés à partir de problèmes de recherche. Il est prévu de rendre les documents de recherche disponibles via le dépôt numérique des *Archives de recherche sur la vie quotidienne*<sup>10</sup>. La quatrième phase de la recherche se déroulera jusqu'en avril 2021.

Le projet de recherche décrit dans cet article combine deux fonctions traditionnelles de la sociologie : descriptive et pronostique, dépassant ainsi la formule de recherche limitée à la fonction exploratoire. Le matériel recueilli au cours de la recherche permet d'aborder les enjeux fondamentaux des sciences sociales : lien social, subjectivité, stratégies d'adaptation et leurs mécanismes, institutionnalisation. Il étend également les connaissances théoriques sur la vie quotidienne et ses transformations résultant de limitations soudaines et imposées de l'extérieur. En identifiant les changements provoqués par les situations de crise dans la vie quotidienne des individus et les manières d'y faire face, nous créons un espace pour construire les bases de solutions visant à prévenir et atténuer les effets sociaux de la pandémie dans la dimension systémique. De plus, le projet est potentiellement applicable, car il peut aider à prédire ou à identifier les plus importants axes des conflits sociaux. Il peut apporter aux institutions publiques des connaissances pratiques leur permettant de mieux s'adapter à la réalité post-pandémique, notamment pour combler des déficits. Les questions soulevées toucheront donc aux problèmes clés du fonctionnement de ces institutions : efficacité, innovation, agentivité et légitimité sociale.

D'autres activités de recherche dépendront de l'évolution de la situation pandémique et des moments clés de celle-ci (par exemple, l'accès de masse aux vaccins).

---

<sup>10</sup> Le site des *Archives* : <https://archiwum.edu.pl/> (accès : 2.01.2021).

Pour nous, en tant que chercheurs, il est également très intéressant de savoir quelles seront les conséquences de la pandémie de SARS-CoV-2 dans le contexte de la mémoire collective, des attentes sociales et du développement de pratiques qui seront avec succès (ou sans ?) reproduites dans des situations similaires qui, probablement, nous arriveront dans l'avenir. Ainsi, il ne s'agit pas de fermer le sujet, mais d'ouvrir des portes d'interprétation ultérieures, permettant aux résultats de la recherche de suivre l'image sociale changeante de la vie quotidienne pandémique et le « retour à la normalité (précédente) » attendu, si jamais ce dernier est encore possible. La pandémie a façonné et continue de façonner des sociétés contemporaines, rendant impossible le confort d'une perspective à posteriori de la description. Nous ne savons pas non plus quoi d'autre pourrait nous surprendre avec la réalité post-pandémique de demain. Et c'est la description de cet état d'incertitude sociale que nous devons constamment nous efforcer de suivre en tant que sociologues.

## Bibliographie

- Berger P. L., Luckmann T. 2018. *Spoleczne tworzenie rzeczywistości: traktat z socjologii wiedzy (Création sociale de la réalité : Traité de sociologie de la connaissance)*, PWN, Warszawa.
- Bourdieu P. 2007. *Szkic teorii praktyki: poprzedzony trzema studiami na temat etnologii Kabylów (Projet de théorie de la pratique : précédé de trois études sur l'ethnologie des Kabyles)*, Wydawnictwo Marek Derewiecki, Kęty.
- Buchner A. et al. 2020a. *Edukacja zdalna w czasie pandemii (L'enseignement à distance en temps de pandémie)*. <https://centrumcyfrowe.pl/edukacja-zdalna>, accès : 29.12.2020.
- Buchner A. et al. 2020b. *Edukacja zdalna w czasie pandemii. Część druga (L'enseignement à distance pendant une pandémie. Deuxième partie)*. [https://centrumcyfrowe.pl/wp-content/uploads/sites/16/2020/11/Raport\\_Edukacja-zdalna-w-czasie-pandemii.-Edycja-II.pdf](https://centrumcyfrowe.pl/wp-content/uploads/sites/16/2020/11/Raport_Edukacja-zdalna-w-czasie-pandemii.-Edycja-II.pdf), accès : 29.12.2020.
- Całek G. 2020. *Rodzice o koronaedukacji – wnioski z ankiety (Parents à propos de la corona-éducation – conclusions de l'enquête)*. [https://www.academia.edu/44015438/Rodzice\\_o\\_koronaedukacji\\_wnioski\\_z\\_ankiety](https://www.academia.edu/44015438/Rodzice_o_koronaedukacji_wnioski_z_ankiety), accès : 29.12.2020.
- CBOS 2020a. *Poczucie zagrożenia u progu epidemii koronawirusa (Sentiment de danger au bord de l'épidémie de coronavirus)*. [https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K\\_040\\_20.PDF](https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K_040_20.PDF), accès : 30.12.2020.
- CBOS 2020b. *Jak się chroniliśmy – zachowania Polaków w pierwszych dniach epidemii (Comment nous sommes-nous protégés – le comportement des Polonais dans les premiers jours de l'épidémie)*. [https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K\\_042\\_20.PDF](https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K_042_20.PDF), accès : 30.12.2020.

- Czech F., Ścigaj P. 2020. *Popularność narracji spiskowych w Polsce czasu pandemii COVID-19. Raport z reprezentatywnych badań sondażowych (La popularité des récits complotistes en Pologne pendant la pandémie de Covid-19. Rapport d'enquêtes représentatives)*. <http://www.ism.uj.edu.pl/wp-content/uploads/2020/07/covid-narracje-spiskowe.pdf>, accès : 30.12.2020.
- de Certeau M. 2008. *Wynaleźć codzienność: sztuki działania (Inventer le quotidien : les arts de l'action)*, Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego, Kraków.
- Deakin H., Wakefield K. 2014. *Skype interviewing: reflections of two PhD researchers*, « Qualitative Research », 14(5), pp. 603-616.
- Drozdowski R. 2010. *Socjologia codzienności, czyli jak przestać „być modną”? (La sociologie du quotidien, ou comment ne plus « être à la mode » ?)*, « KiS », 1, pp. 3-15.
- Drozdowski R. et al. 2020a. *Życie codzienne w czasach pandemii. Raport z pierwszego etapu badań (La vie quotidienne en temps de pandémie. Rapport de la première étape de la recherche)*, Wydział Socjologii UAM, Poznań.
- Drozdowski R. et al. 2020b. *Życie codzienne w czasach pandemii. Raport z drugiego etapu badań, Wersja pełna (La vie quotidienne en temps de pandémie. Rapport de la deuxième étape de la recherche, version complète)*, Wydział Socjologii UAM, Poznań.
- Drozdowski R. et al. 2021. *Życie codzienne w czasach pandemii. Raport z trzeciego etapu badań (La vie quotidienne en temps de pandémie. Rapport sur la troisième étape de la recherche)*, Poznań, Wydział Socjologii UAM.
- Forshaw M. J., Blinkhorn V., Galvin L. 2020. *Feelings towards physical and behavioural adaptations during the Covid-19 pandemic*, « Health Psychology Update ». <http://researchonline.ljmu.ac.uk/id/eprint/13382/>, accès : 2.01.2021.
- Frączyści A. 2020. *Zajrzeć przez dziurkę od klucza do zupełnie innego świata. Rozmowa z Małgorzatą Łukianow i Mają Głowacką (Regardez à travers le trou de la serrure dans un monde complètement différent. Entretien avec Małgorzata Łukianow et Maja Głowacka)*. <http://malyformat.com/2020/09/zajrzec-dziurke-klucza-zupelnie-innego-swiata/>, accès : 30.12.2020.
- Garfinkel H. 2008. *Studia z etnometodologii (Etudes en ethnométhodologie)*, Wydawnictwo Naukowe PWN, Warszawa.
- Groupe Facebook Pandemia Stories PL. <https://www.facebook.com/groups/231961137952601/>, accès : 2.01.2021.
- IBRiS 2020a. *Wpływ pandemii na zachowania zdrowotne Polaków (L'impact de la pandémie sur le comportement sanitaire des Polonais)*. [https://ibris.pl/wp-content/uploads/2020/04/RAPORT-IBRiS\\_Wp%C5%82yw-pandemii-na-zachowania-zdrowotne-Polak%C3%B3w-wybrane-wyniki.pdf](https://ibris.pl/wp-content/uploads/2020/04/RAPORT-IBRiS_Wp%C5%82yw-pandemii-na-zachowania-zdrowotne-Polak%C3%B3w-wybrane-wyniki.pdf), accès : 2.01.2021.
- IBRiS 2020b. *HOMO-COVIDUS. Jak zmieniliśmy się wraz z pandemią (Comment nous avons changé avec la pandémie)*. <https://ibris.pl/2020/09/raport-ibris-homo-covidus/>, accès : 2.01.2021.
- IMAS International 2020. *KoronaMonitor*. <http://imas.pl/blog/tag/koronamonitor/>, accès : 30.12.2020.



- Kaufmann J.C. 2013. *Kiedy „Ja” jest innym: dlaczego i jak coś się w nas zmienia (Quand « Je » est différent : pourquoi et comment quelque chose change en nous)*, Oficyna Naukowa, Warszawa.
- Krajewski M., Frąckowiak M., Kubacka M., Rogowski Ł. 2020. *The bright side of the crisis. The positive aspects of the COVID-19 pandemic according to the Poles*, « European Societies ». <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14616696.2020.1836387>, accès : 2.01.2021.
- Librus 2020. *Nauczanie zdalne. Jak wygląda w naszych domach (Apprentissage à distance. À quoi ça ressemble dans nos maisons)*. [https://files.librus.pl/articles/00pic/20/04/09/librus/a\\_librus\\_raport\\_nauka\\_zdalna\\_LS\\_LR\\_raport.pdf](https://files.librus.pl/articles/00pic/20/04/09/librus/a_librus_raport_nauka_zdalna_LS_LR_raport.pdf), accès : 30.12.2020.
- Maj K., Skarżyńska K. 2020. *Społeczeństwo wobec pandemii. Raport z badań (Société et pandémie. Rapport de recherche)*. <https://www.batory.org.pl/wp-content/uploads/2020/04/Badanie-spolczenstwo-wobec-epidemii-fin.pdf>, accès : 2.01.2021.
- Makridis C., Rothwell J. T. 2020. *The Real Cost of Political Polarization: Evidence from the COVID-19 Pandemic*. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3638373](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3638373), accès : 2.01.2021.
- Milewicz M. 2020. *Opinie i postawy Polaków wobec koronawirusa. Raport z badania (Opinions et attitudes des Polonais envers le coronavirus. Rapport de recherche)*. <https://konsultacjejst.blob.core.windows.net/consultations/badania/0170e1f1-9399-4bb4-8c42-1cbbf6b9dda4/summary/6453db1a-baa2-414c-99ac-18-c4d24f3c28>, accès : 2.01.2021.
- Muzeum Etnograficzne w Krakowie 2020. *Nasze życie w czasach zarazy – pożegnanie z ankietą (Notre vie en temps de peste – adieu l'enquête)*. <https://etnomuzeum.eu/wydarzenia/nasze-zycie-w-czasach-zarazy-bania-mek>, accès : 3.01.2021.
- Odezwa konkursowa SGH 2020. *Życie codzienne w czasach koronawirusa – konkurs na pamiętniki (La vie quotidienne au temps du coronavirus – un concours des memoires)*. <https://ssl-kolegia.sgh.waw.pl/pl/KES/struktura/IGS-KES/Strony/pamietniki.aspx>, accès : 2.01.2021.
- Olcoń-Kubicka M., Halawa M. 2018. *Jak pary z warszawskiej klasy średniej zakładają i praktykują gospodarstwo domowe (Comment des couples de la classe moyenne de Varsovie fondent et pratiquent un ménage)*, « Kultura i Społeczeństwo », 4, pp. 91-112.
- Présentation du projet « Villes vides » 2020. <https://fb.watch/2NRi1GL8wx/>, accès : 3.01.2021.
- Reckwitz A. 2002. *Toward a Theory of Social Practices: A Development in Culturalist Theorizing*, « European Journal of Social Theory », 5(2), pp. 243-263.
- Rogowski Ł., Mroczkowska D., Skrobaccki R. 2010. *Codziennosc w kryzysie (La vie quotidienne en crise)*, « Kultura i Społeczeństwo », 1, pp. 35-47.
- Schutz A. 2008. *O wielości światów. Szkice z socjologii fenomenologicznej (À propos de la multitude des mondes. Esquisses en sociologie phénoménologique)*, Zakład Wydawniczy Nomos, Warszawa.

- Site web des Archives Pandémiques de l'Enfance 2020. <https://mip.uw.edu.pl/projekty/dzieciece-archiwum-pandemii/>, accès : 30.12.2020.
- Site web des journaux intimes pandémiques 2020. <https://pamietnikipandemii.pl/15-2/blog/>, accès : 30.12.2020.
- Spandowski Sz. 2020. „*Pandemia? Żadnej pandemii nie ma. To międzynarodowy spisek!*” *Jak się rodzą teorie spiskowe. Rozmowa z dr Adrianem Wójcikiem* (« *Pandémie? Il n'y a pas de pandémie. C'est un complot international !* » *Comment naissent les théories du complot. Entretien avec le Dr Adrian Wójcik*). <https://plus.nowosci.com.pl/pandemia-zadnej-pandemii-nie-ma-to-miedzynarodowy-spisek-jak-sie-rodza-teorie-spiskowe/ar/c1-15083555>, accès : 30.12.2020.
- Thomson B. 2020. *The COVID-19 pandemic: A global natural experiment*. « *Circulation* ». <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32324429/>, accès : 2.01.2021.
- Troszynski M. et al. 2020. *Czas pandemii w polskich mediach społecznościowych (Le temps de la pandémie dans les réseaux sociaux polonais)*. [https://www.civitas.edu.pl/wp-content/uploads/2020/07/czas\\_pandemii\\_w\\_polskich\\_mediach\\_spolecznościowych.pdf](https://www.civitas.edu.pl/wp-content/uploads/2020/07/czas_pandemii_w_polskich_mediach_spolecznościowych.pdf), accès : 30.12.2020.
- Wróblewski M. et al. 2020. *Ryzyko, zaufanie, choroby zakaźne. Polki i Polacy o pandemii (Risque, confiance, maladies infectieuses. Polonaises et Polonais à propos de la pandémie.)*. [https://repozytorium.umk.pl/bitstream/handle/item/6434/UMK\\_pandemia.pdf?sequence=3](https://repozytorium.umk.pl/bitstream/handle/item/6434/UMK_pandemia.pdf?sequence=3), accès : 30.12.2020.
- Zawodna M., Mateja-Jaworska B. 2019. *Badania życia codziennego w Polsce. Rozmowy (nie)codzienne (Recherche sur la vie quotidienne en Pologne. Conversations (pas) quotidiennes)*, Wydawnictwo Naukowe UAM, Poznań.
- Žižek S. 2020. *Pandemia! COVID-19 trzęsie światem (Pandémie ! Covid-19 secoue le monde)*, trad. J. Maksymowicz-Hamann, Wydawnictwo Relacja, Warszawa.

Afrodyta Weselak

*Université de Varsovie*

ORCID : 0000-0003-3482-6487

## **Ils ont besoin de quelqu'un qui les regarde. La fermeture des théâtres en Pologne en 2020 et la vie des comédiens pendant la pandémie**

**Abstract:** Pandemic 2020 caused the shuttering of theaters. The article provides a historical overview of theater closures in previous centuries and presents new behaviors among actors. It describes the tendency to present performances online even if the theater's identity is to play with an audience. Social media has been used in the process, but the problem of digitizing European heritage was discussed years before the pandemic, also by the European Commission.

**Keywords:** theater, artistic activities, closing of theaters, digitization of national and European heritage, theater and social media, pandemic

**Mots clés :** théâtre, activités artistiques, fermeture des théâtres, la numérisation du patrimoine national, européen, théâtre et réseaux sociaux, pandémie

### **1. Introduction**

La pandémie, qui a émergé en 2020, en conséquence de la transmission du coronavirus (2019), a eu un impact considérable sur la vie des artistes de la scène et a provoqué un grand changement dans la vie professionnelle des comédiens, surtout pendant la période du confinement total.

Nous pouvons imaginer la possible adaptation de nombreux secteurs de l'économie qui, en suivant respectueusement les restrictions mises en place par les gouvernements, ont pu bien réaliser leurs objectifs principaux, mais la transformation totale du travail des artistes de la scène n'était pas possible.

Ainsi, la pandémie a provoqué certains comportements, peu remarqués auparavant, ou même jamais vus, parmi les comédiens.

Mais avant d'évoquer la situation actuelle (car la pandémie en ce moment n'est pas encore finie), j'aimerais brièvement faire un rappel à certains moments historiques déjà bien connus d'avant la fermeture des théâtres.

## **2. Fermetures des théâtres aux siècles précédents**

La première clôture des théâtres, que je vais mentionner, remarquable et bien décrite dans son contexte politique, a eu lieu en Angleterre juste après l'essor du théâtre élisabéthain (1562-1642), après l'époque de Shakespeare (1564-1616) – en 1642 exactement, quand le Parlement par un décret datant du 2 septembre 1642 a interdit les activités du théâtre et toute représentation théâtrale publique et les a fermées définitivement. Pendant 18 ans (jusqu'au retour de Charles II sur le trône), les théâtres londoniens sont restés fermés et les salles de théâtre « ont été rasées, pillées ou réaménagées à d'autres fins » (Louvato-Molozay, Délérès 2016 : 89).

Mais quelles étaient les raisons des puritains qui ont fait cet acte violent ?

Florence March, spécialisée en théâtres des premier et second XVII<sup>e</sup> siècle, a rappelé leurs arguments :

Sa fonction de divertissement est condamnable, car elle encourage l'oisiveté (il faut noter au passage que la notion de divertissement est avant tout associée à la haute société, à la cour, bref, à des cercles sociaux oisifs, dont les membres vivent de leurs rentes). Le fait que les rôles féminins soient joués par de jeunes garçons peut être source de corruption. Le théâtre est synonyme d'hypocrisie, de fausseté, de mensonge (argument qui remonte à l'Antiquité et n'est pas seulement brandi par les puritains) (March, cours en ligne publié par l'Université d'Avignon).

Les conséquences de cet acte étaient assez fortes. Lovato-Molozay et Délérès ont remarqué le manque de nouvelles pièces théâtrales jusqu'en 1660 :

Cependant, l'activité dramatique ayant été arrêtée pendant dix-huit ans, il n'existe pas en 1660 de nouvelles pièces et le répertoire est donc constitué par les pièces publiées avant 1642. On recense ainsi, parmi les pièces jouées entre 1660 et 1664, très peu de nouvelles pièces (...) pour la saison théâtrale 1661-1662 (Louvato-Molozay, Délérès 2016 : 89).

Une clôture analogue peut également être observée en France à l'époque classique, durant la période de la Fronde, qui a suspendu l'activité théâtrale à la suite des conflits parlementaires de 1648/1649. Georges Couton a écrit même :

Depuis la Journée des Barricades (27 août 1648), les comédiens ont mal fait leurs affaires. Pendant les mois de novembre et décembre 1648, janvier et février 1649 au moins, les théâtres ont fermé leurs portes. La saison 1648-1649 a ainsi pratiquement été supprimée (Couton 2008 : 32).

Les moments historiques qui touchent assurément les théâtres ce sont également les périodes de guerres et d'insurrections. En Pologne, après la chute du soulèvement de Kościuszko en 1794, le Théâtre National a été fermé par le gouvernement de Prusse (Kowalska 2001 : 378). La Seconde Guerre mondiale a également apporté d'énormes changements au fonctionnement des théâtres en Pologne : le Théâtre National (Teatr Narodowy à Varsovie) a été incendié dans le temps des bombardements et le Théâtre Polonais (Teatr Polski à Varsovie) a été transformé en théâtre allemand (Januszewski 2017). La loi martiale de 1981 en Pologne a également fermé les théâtres (Grey 2017 : 213-214).

### **3. La vie des comédiens lors de la fermeture des théâtres dans les siècles précédents**

Que faisaient les comédiens et comment se comportaient-ils lors des précédentes fermetures des théâtres ?

Nous avons certaines informations en ligne toujours bien diffusées par l'Institut de la mémoire nationale en Pologne (Instytut Pamięci Narodowej, IPN).

Bartosz Januszewski, attaché au bureau de l'éducation nationale de l'IPN à Gdańsk, a préparé une exposition sur le film et le théâtre en Pologne sous l'occupation nazie. Cette exposition a élaboré des ressources acquises par la Bibliothèque nationale, des Archives nationales du film, du Musée impérial de la guerre, de l'Institut de la mémoire nationale, du Musée d'Auschwitz-Birkenau, du Musée du soulèvement de Varsovie et des Archives numériques nationales. Pour la première fois elle a été présentée en 2017 par l'IPN.

Là, nous pouvons trouver certains détails sur les restrictions qui ont été imposées aux comédiens polonais par les nazis :

Chaque metteur en scène, comédien, compositeur et dramaturge devait s'inscrire auprès du Bureau de la propagande afin d'obtenir une licence pour exercer sa profession. Sur les territoires annexés au Reich, la culture polonaise est complètement éliminée ; la situation est différente au sein du Gouvernement Général, où son fonctionnement se limite aux formes les plus primitives, uniquement des opérettes, des revues et des comédies pouvaient être mises en scène (Januszewski 2017).

Néanmoins les comédiens ont cherché une façon de s'organiser et de supporter ce temps difficile :

En 1940, le Conseil secret du théâtre et le ZASP clandestin, ont adopté une résolution visant à boycotter les théâtres publics. Ils ont accepté les inscriptions d'artistes en tant qu'animateurs de café et chanteurs. En même temps, l'Institut secret polonais d'art théâtral a commencé à fonctionner. Des scènes clandestines ont émergé à Varsovie et à Cracovie (Januszewski 2017).

Cependant, certains comédiens bien appréciés ont changé de métier :

De nombreux comédiens ont travaillé comme serveurs et chanteurs, notamment Mieczysława Ćwiklińska, Tola Mankiewiczówna et Franciszek Brodniewicz (...). Les artistes ont occupé divers emplois. Wiktor Biegański a travaillé comme chauffeur de tram, Juliusz Osterwa est devenu lecteur dans un séminaire religieux, Aleksander Zelwerowicz un concierge (Januszewski 2017).

Cela ne les a pas empêchés de continuer leur travail théâtral après la guerre. Notamment le Conservatoire d'Art Dramatique à Varsovie porte le nom d'Aleksander Zelwerowicz, un des plus grands comédiens du théâtre polonais.

Dans les années 80, les comédiens ont de nouveau rencontré beaucoup de difficultés qui les ont empêchés de travailler au théâtre. La loi martiale du 13 décembre 1981, notamment, provoque la fermeture des théâtres et d'autres institutions culturelles (Grey 2017 : 214).

Parce qu'ils ont soutenu la grève des ouvriers de Gdańsk en août 1980, un couple de comédiens, Halina Winiarska et Jerzy Kiszki, a été interné le 13 décembre 1981 et leur jeune fille adolescente est restée toute seule à la maison. D'autres comédiens ont été forcés d'arrêter leur travail par le congé obligatoire sans limite et ont commencé à organiser une aide pour cette fille (Grey 2017 : 214).

Une forme d'existence théâtrale qui a essayé de surmonter l'interdiction mise en place par le conseil martial c'était « le théâtre domestique », très populaire dans les années 80. Des spectacles, présentés chez des comédiens ou chez des personnes liées avec le milieu théâtral, ont été regardés par des personnes bien sélectionnées, car la confiance était le critère le plus important. Là, le contenu des spectacles était en rapport avec la situation actuelle et avec la politique. On y interprétait les poèmes des romantiques ou des modernistes, comme Adam Mickiewicz, Juliusz Słowacki, Stanisław Wyspiański (Grey 2017 : 220).

Le succès de ces spectacles était bien décrit dans l'article de Joanna Grey :

À Varsovie, le 1<sup>er</sup> novembre 1982, le théâtre domestique a présenté pour la première fois une pièce mise en scène par Elżbieta Bukowińska intitulée *Przywracanie porządku* [trad. L'ordre retrouvé], basée sur une pièce poétique retirée de la scène du Teatr Powszechny. La première représentation a été vue par 40 personnes, tandis que la pièce a été jouée environ 100 fois au total et a été vue par environ 5 000 personnes (Grey 2017 : 220).

Un autre espace aménagé en scène, rappelé par Joanna Gray, et qui, dans les années 80 à Gdańsk et à Varsovie a accueilli des spectacles indépendants, c'était celui appartenant à l'Église (Grey 2017 : 221), encore plus exploité et plus largement accessible que l'espace privé.

Les changements qui ont suivi la chute du mur de Berlin ont entraîné de nouvelles questions. L'engagement publicitaire des comédiens ayant une grande réputation a été fortement critiquée par le président du ZASP – Syndicat des artistes de scène polonais. Andrzej Łapicki lors d'une conférence extraordinaire consacrée à la condition artistique du théâtre, le 13 avril 1995 a comparé « la préséance des comédiens dans les publicités à la prostitution » (Molęda-Zdziech 1998 : 155).

Cet exemple fait référence aux choix des comédiens après l'ouverture de théâtres dans une période de stabilité politique. Ainsi, nous pouvons constater que, malgré les contraintes externes – politiques ou épidémiologiques – ce sont principalement les valeurs qui déterminent les choix des comédiens et leurs activités professionnelles pendant la pandémie de Covid-19.

#### **4. La pandémie et les conséquences pour les théâtres en 2020**

La première fermeture totale des théâtres en Pologne a été mise en place tout au début de la première vague de Covid-19 à partir du 14 mars 2020 (Dziennik Ustaw 2020 : 1-3). À ce moment-là, nous observons l'annulation de tous les spectacles et de tous les concerts qui ont déjà été planifiés (et vendus) en Pologne. C'était assez visible dans les rues que les théâtres étaient fermés, car même en mai, des affiches annonçaient les spectacles pour le mois de mars.

L'annulation totale des événements artistiques en présentiel a provoqué certains comportements jamais vus auparavant parmi les comédiens.

Après la fermeture des théâtres, des artistes de la scène ont spontanément commencé à enregistrer et publier leurs films en ligne. Tout d'abord, pendant la première vague, les comédiens en Pologne se sont engagés dans une action musicale qui s'appelle « Hot16Challenge ». Dans cet acte d'écriture de rap et de réalisation d'enregistrements (sonores et vidéo) effectués en seulement 72 heures, la rivalité entre les chanteurs les plus célèbres de Pologne, entre les théâtres (Théâtre Musical à Gdynia, Théâtre Roma, Théâtre Dramatique [Teatr Dramatyczny] à Varsovie, etc.), mais aussi entre des comédiens qui travaillent de façon libre sans être attachés aux établissements, était clairement visible. En fait, il s'agissait d'une collecte de charité sur Internet pour acheter du matériel médical (y compris des ambulances) et des appareils médicaux (masques, gels désinfectants), mais il s'agissait probablement aussi de ne pas arrêter totalement les activités artistiques. C'était toujours une chance de se présenter devant le public, de créer une nouvelle chanson, de démarrer sa carrière dans le show-business ou

de « réchauffer » son image. Des célébrités non associées à l'industrie musicale et théâtrale ont également participé à la collecte de charité, et des politiciens, même Andrzej Duda, le président de la Pologne, ont interprété un morceau à cette occasion (Duda : 2020). Gérard Soulier dans son ouvrage *L'Europe. Histoire, civilisation, institutions* rappelle une caractéristique de la poétique dans l'Antiquité, qui pourrait être évoquée ici :

La cité grecque fut démocratique autant qu'il est possible, en raison de la conciliation qu'elle a su réaliser entre le droit (qui est contrainte, limitations) et la parole, symbole de la liberté, en mettant à la base de l'édifice un droit à la parole libre et égal pour tous, chacun pouvant en user en proportion de ses talents (Soulier 1994 : 149-150).

Une autre forme pour s'adapter aux nouvelles conditions étaient une tendance à publier les spectacles sur les réseaux sociaux.

En France, les théâtres fermés ont soudainement proposé un nouveau programme en ligne pour chaque semaine qui était enregistré auparavant. Au début de la première vague, l'accès à leurs spectacles était gratuit, sans avoir besoin d'acheter les billets. Ainsi, les théâtres n'ont reçu aucun avantage financier de leurs spectateurs.

Par exemple, pendant la première vague, La Comédie-Française sur sa chaîne Facebook a présenté une nouvelle émission en direct tous les quelques jours, jouée à l'heure prévue de la même manière qu'elle se construit un répertoire. L'Opéra National à Paris a également donné un accès ouvert à plusieurs de ses œuvres.

Le Théâtre Dramatique en Pologne a présenté ses spectacles juste pendant quelques jours sur sa chaîne YouTube. Sur les réseaux sociaux, il a proposé un programme qui abordait le thème du théâtre et de la vie théâtrale des comédiens de manière répétitive. Parmi leurs propositions, nous avons pu voir certaines émissions comme « les monologues du spectacle » qui ont bien été enregistrés pendant la pandémie pour ce programme. Ces monologues constituent une partie de leurs réalisations théâtrales, qui ont été toujours présentes dans le répertoire théâtral.

Une deuxième action culturelle qui a été proposée par le Théâtre Dramatique s'appelait « Le poème pour livret d'étudiant » (org. « Wiersz po indeks »). Il s'agissait de diffuser une interview réalisée avec un comédien du Théâtre Dramatique au sujet de leurs examens de sélection au Conservatoire d'Art Dramatique ou l'École Supérieure de l'Art Dramatique et de leur choix de devenir le comédien. Cette émission a été achevée par le même poème, qui avait été présenté devant le jury du concours d'entrée par le candidat (futur comédien) et son interprétation faite aujourd'hui d'une autre manière par le comédien.

Une troisième action réalisée par le Théâtre Dramatique, originellement prévue pour le printemps 2020, mais reportée à l'hiver à cause de l'épidémie,



était le festival « Rencontres théâtrales de Varsovie » (« Warszawskie Spotkania Teatralne ») concernant la présentation de spectacles de toute la Pologne. Là, en raison de la deuxième vague, à la fin de 2020, tout l'événement a été réalisé en ligne (Dramatyczny, WST 2020).

Les raisons de continuer leur travail de comédiens même après la fermeture des scènes, peuvent être psychologiques, mais aussi financières. L'État a proposé certaines aides pour les comédiens, mais aussi, durant la première vague, le Centre National de la Culture (Narodowe Centrum Kultury, NCK) a fait un concours qui s'appelle « La culture en ligne » (« Kultura w sieci ») – où il s'agissait de réaliser un événement culturel ou un programme artistique en ligne et, de cette manière, obtenir une subvention (NCK 2020).

En effet, un très grand intérêt à faire un travail théâtral, même par Internet, a été visible pendant la pandémie.

Malgré la panique observée tout au début de la première vague partout en Europe, les théâtres en Pologne n'ont pas suivi la tendance de licencier leurs employés, mais bien au contraire : par exemple le Théâtre Dramatyczny à Varsovie a engagé à temps plein tous ses comédiens avec qui il coopérait avant la pandémie. Cet acte assurément a été fait pour soutenir les artistes de la scène pendant cette période difficile, car avec les contrats faibles (coopératives) ils ne pouvaient pas recevoir de salaire en tant que comédien s'ils ne pouvaient plus jouer de spectacles.

Nous pouvions avoir plus de précisions sur les fonds de la sécurité sociale et l'aide financière d'État en 2020 pour les établissements culturels dans l'annonce du ministère de la Culture et du Patrimoine national (Ministerstwo Kultury i Dziedzictwa Narodowego, MKIDN) publiée le 4 novembre 2020 après la deuxième fermeture totale des théâtres en Pologne :

L'aide comprendra, entre autres, des indemnités de stationnement et l'exonération des cotisations de sécurité sociale. MKIDN a demandé au ministère du Développement, du travail et de la technologie d'étendre le nouveau bouclier anti-crise aux cercles créatifs dès la mi-octobre. MKIDN rappelle que le travail législatif relatif à l'allocation de fonds supplémentaires (25 millions de PLN) pour l'aide sociale aux créateurs et aux artistes a été achevé. La nouvelle réglementation est entrée en vigueur le 4 novembre. MKIDN commencera immédiatement le paiement des prestations à ce titre. Jusqu'à présent, près de 20 millions de PLN ont été alloués au soutien social des auteurs et des artistes, et la valeur totale du soutien au secteur de la culture est estimée à plus de 6 milliards de PLN<sup>1</sup>. Actuellement, les demandes de soutien au titre du Fonds de Soutien à la culture sont en

<sup>1</sup> Plus de 2 000 entités devraient recevoir une aide financière dans le cadre du Fonds de soutien à la culture, dont le budget s'élève à 400 millions de PLN. La liste des bénéficiaires, comprenant, entre autres, l'un des frères Golec, le leader du Bayer Full, Kamil Bednarek, Mioush, le manager de Taco Hemingway et quelques rappers oubliés, a suscité beaucoup de polémiques.

cours d'évaluation – un programme doté d'un budget total de 400 millions de PLN, à partir duquel des fonds peuvent être alloués, entre autres, pour couvrir les coûts de rémunération. Dans le cadre de l'aide gouvernementale, de nouveaux programmes de soutien aux studios de cinéma, producteurs et distributeurs de films ont également été mis en place avec un budget initial pouvant atteindre 157 millions de PLN, et le budget du programme de production de films a été augmenté d'environ 40 millions de PLN (Ministerstwo 4/11/2020).

## **5. L'ouverture des théâtres en Pologne après la première vague**

Le 6 juin 2020 les théâtres ont été réouverts.

Le comédien du Théâtre National à Varsovie, Jarosław Gajewski, dans l'interview qu'il m'a donnée pour cette recherche, a partagé ses observations sur le public qui est venu au théâtre :

C'était bien visible, que les gens veulent revenir aux théâtres. Le public fidèle reste avec nous même au temps de la crise la plus forte juste avant la deuxième vague qui a déterminé la fermeture des théâtres à nouveau. C'était assez étrange de jouer pour les spectateurs, peu visibles, très bien cachés derrière leurs masques et vraiment désespérés d'aller au théâtre. Ils nous ont même souvent applaudis debout. Nous avons bien senti que ce n'était pas seulement pour applaudir notre jeu mais aussi à cause de notre attitude de ne pas abandonner le théâtre (Weselak, interview 1).

Nous voyons bien le paradoxe : les spectateurs portaient des masques pendant le spectacle, tandis que les comédiens étaient sans masques. La pandémie a provoqué un changement dans la situation théâtrale et a transformé la fiction en réalité. Dans le théâtre, il est devenu normal de porter le masque tout le temps, mais pour le spectacle, exceptionnellement, les comédiens n'en portent pas.

Nous pouvons même risquer l'hypothèse que dans certaines perspectives la relation entre un artiste et un être humain qui a pris la position de spectateur, a activé le modèle de « théâtre dans le théâtre », où les comédiens, sans masques, ont observé avec un peu de vigilance les spectateurs masqués. Les comédiens sont devenus les observateurs de leurs spectateurs, car les artistes de la scène se sont trouvés physiquement dans la même situation que leur public et par cette dimension (épidémiologique) la théâtralité de ce contexte s'est bien élargie hors de la scène, en restant en même temps réelle néanmoins.

Un autre comédien, Mateusz Weber, qui représente le Théâtre Dramatique à Varsovie, a aussi voulu exprimer ses sentiments : « C'était assez particulier de jouer après une période d'inactivité sur le plateau, avec le public en présentiel.

Et un peu étrange, car nous n'avions pas joué pendant des mois » (Weselak, interview 2).

Néanmoins, certaines restrictions complémentaires ont été mises en place par le gouvernement sur les théâtres pour la protection épidémiologique.

La réduction des places occupées était établie sur 50 % de tous les sièges disponibles pour l'audience. Tous les spectateurs avant le spectacle étaient obligés de remplir un document attestant n'avoir pas eu de contact avec une personne malade du Covid-19 pendant les 14 derniers jours, également n'avoir pas remarqué de symptômes de cette maladie sur eux. Tous les spectateurs ont subi des prises de leur température. Les mêmes obligations ont été mises en place pour les comédiens.

Néanmoins, les restrictions en octobre ont augmenté : « Depuis le 17 octobre, Varsovie est dans la 'zone rouge' avec des règles de sécurité sanitaire plus strictes. Selon cette réglementation, le public de nos spectacles est limité à 25 % de toutes nos places », comme nous pouvons lire sur la page du Théâtre National à Varsovie (Teatr Narodowy, 17/10/2020).

Mateusz Weber a fait connaître son témoignage :

Au début de la deuxième vague, on a aperçu une flambée de contagions. Une comédienne de l'équipe a partagé avec nous sa crainte de jouer le spectacle, car sa mère était malade. Le temps de la fermeture, le théâtre m'a beaucoup manqué. Quand je suis enfermé chez moi, je pense souvent à ce que j'aimerais bien changer dans le spectacle, un peu améliorer mon jeu, car franchement ça me manque de faire ça, en vrai, sur le plateau. Mais à ce moment-là, je pensais que peut-être le jeu n'en vaut pas la chandelle. Nous avons voté, mais aussitôt après le gouvernement a fermé le théâtre à nouveau (Weselak, interview 2).

Le 4 novembre 2020, les théâtres dans toute la Pologne ont été fermés. Le Théâtre National a publié sur son site Internet « Annonce de la restriction des activités du Théâtre », qui confirme l'annulation des spectacles :

Conformément à la décision du gouvernement de suspendre les activités des institutions culturelles, nous annonçons l'annulation des spectacles et la restriction temporaire des activités du Théâtre – jusqu'à nouvel ordre (Teatr Narodowy 4/11/2020).

## 6. Le théâtre et les réseaux sociaux

En plus de la situation financière des théâtres et des aides de l'État pendant la pandémie, les réseaux sociaux s'inscrivent également dans le contexte de la fermeture des théâtres et du problème d'adaptation aux nouvelles conditions

du travail des comédiens. Cela pose certaines questions sur le besoin psychologique des artistes de la scène d'être « sous les regards » des autres.

Il s'agit aussi d'essayer de maintenir son public fidèle proche des rituels et des habitudes théâtrales pour ne pas le perdre, d'une chance d'inviter de nouveaux spectateurs, qui ne sont jamais venus au théâtre. Il faut cependant noter qu'au terme de ces activités intensives (qui se sont placées toujours dans la première vague), les artistes, non rattachés aux théâtres, ceux qui exploraient beaucoup les réseaux sociaux pour présenter leurs ouvrages enregistrés dans le passé ou les projets proposés pour l'avenir, ont parfois débattu publiquement sur Facebook le sens de partager leurs droits d'auteur sur les réseaux sociaux sans avoir obtenus de bénéfices financiers de la part de leur public.

Néanmoins, avec le temps, nous observons un changement qui s'opère dans les conditions de spectacles en ligne. L'Opéra a proposé d'acheter des billets pour regarder ses spectacles en ligne. Le même Théâtre Dramatyczny à Varsovie a créé sa propre plateforme (attachée à son site Internet) sur laquelle pour regarder les spectacles (bien enregistrés par plusieurs caméras, avec un bon montage et préparés comme pour une diffusion à la télévision) il faut acheter un billet, qui coûte 15 PLN (Teatr Dramatyczny 2020a).

Ce qui mérite d'être mentionné dans ce contexte, c'est la coopération du Théâtre National en Pologne avec la plateforme « Ninateka » déjà bien avancée plusieurs années avant la pandémie. Cela lui a permis de s'adapter facilement aux nouvelles conditions de la représentation théâtrale qui dépendent de la numérisation. La plateforme « Ninateka » présente des ouvrages artistiques, sans publicité et gratuitement, d'un niveau esthétique élevé : les spectacles de théâtre et d'opéra, la musique classique, les ballets et les programmes qui concernent l'art. Le Théâtre National à Varsovie a présenté certains de ses ouvrages, déjà préparés pour la diffusion sur écrans (le montage « multi-caméra » est significatif ici), même avant la pandémie, et au début de la crise sanitaire, il n'a pas été tout à fait déconnecté de son public.

## **7. La numérisation de l'héritage théâtral dans les années 2006-2020**

En ce qui concerne la transmission des spectacles en ligne il faudrait mentionner certains documents clés portant sur la numérisation du patrimoine culturel, préparés déjà bien avant la pandémie par des gouvernements d'Europe et par la Commission Européenne.

En 2009, le Ministère de la culture et du patrimoine national en Pologne a publié un document qui concerne le programme de la numérisation des ressources du patrimoine en Pologne (il inclut aussi l'héritage audiovisuel et théâtral pour les années 2009-2020).

Dans ce document, nous voyons bien que le problème de la numérisation des ressources du patrimoine culturel était déjà le sujet de débats au niveau gouvernemental plusieurs années avant la pandémie. Dans les années 2003-2007, la Commission Européenne a publié plusieurs documents très importants sur ce sujet (Rerak 2014 : 8).

Ensuite, certaines démarches ont été lancées :

le 6 mai 2003, la Commission européenne dans les recommandations du Groupe d'Experts sur les archives a proposé la création d'une plateforme européenne ou d'un centre d'archives qui permettraient de disposer d'images numériques de documents historiques et d'informations sur les archives de l'Union européenne sur internet. En conséquence de cette initiative, en 2006, le projet APENET, Internet Gateway for Documents and Archives in Europe, a été lancé. La Commission européenne a approuvé la numérisation et l'accessibilité en ligne des ressources archives » (Rerak 2014 : 8).

Le programme comprenait également quelques références historiques :

En avril 2005, le président français Jacques Chirac, ainsi que les présidents d'Allemagne, de Pologne, d'Italie, d'Espagne et de Hongrie, ont envoyé une lettre à la Commission européenne proposant la création d'une bibliothèque numérique européenne qui rassemblerait les ressources numérisées des bibliothèques européennes. En juillet 2005, la Commission européenne a annoncé son soutien à cette initiative (Rerak 2014 : 8).

En Pologne, l'Equipe de numérisation a été créée par le Ministère de la culture et du patrimoine national le 24 avril 2006. L'équipe est composée de « représentants des archives, des bibliothèques, des musées, des archives audiovisuelles et du Ministère de la culture et du patrimoine national » (Rerak 2014 : 34). Il faut ajouter que le champ d'activité de l'équipe inclut :

l'élaboration d'un programme unique de numérisation du patrimoine culturel et des réalisations scientifiques en Pologne, indépendamment du statut juridique ou du lieu de l'entreposage des objets, le développement de critères uniques pour les archives, les bibliothèques, les musées et les archives audiovisuelles (...) et l'intégration des activités entreprises par les institutions culturelles dans le cadre de la numérisation du patrimoine culturel (Rerak 2014 : 34).

En conséquence de ce travail, le programme de la numérisation de l'héritage du patrimoine national a été mis en place pour la période de 2009 à 2020, qui inclut une nouvelle mission: « préserver le patrimoine culturel polonais pour les générations futures, y compris les documents d'archives », qui inclut les films

et le matériel audiovisuel « par leur numérisation mondiale (...) afin de donner un accès universel au patrimoine historique et civilisationnel de la Pologne, en empêchant l'exclusion culturelle de la société » (Rerak 2014 : 35).

Les institutions responsables de créer les ressources de la numérisation en Pologne étaient le Ministère de la culture et du patrimoine national en coopération avec l'ancien Ministère de la science et de l'enseignement supérieur (Rerak 2014 : 34).

Dans le contexte de la pandémie, il convient de noter certaines mesures prises au cours des années précédentes pour mettre en ligne la culture et l'éducation. Bien entendu, la pandémie est apparue de manière inattendue et a obligé à prendre des mesures sans précédent pour surmonter les difficultés de la créativité des artistes. Néanmoins, le processus de numérisation des œuvres et de création d'espaces virtuels, si importants pour la préservation du patrimoine européen pour les générations futures, a permis de continuer à travailler sur le patrimoine européen actuel pour les générations d'aujourd'hui. Nous pouvons imaginer un monde clos dans lequel aucune étape de création d'une plateforme de soutien à la créativité artistique n'a encore été développée. Certainement, la coopération des troupes de théâtre serait différente de celle qui existe actuellement. En outre, l'importance de numériser toutes les ressources d'archives, les livres et le matériel audiovisuel est aujourd'hui différente, pendant la pandémie, de ce qu'elle était à l'origine. Nous pouvons voir qu'elle a changé sa perspective focalisée sur le passé et a gagné une nouvelle dimension, plus large, qui nous permettra également de bien explorer le temps présent. En d'autres termes, les artistes ont pu découvrir les bénéfices de cette initiation à la numérisation d'œuvres précieuses et rester en contact avec son public. En même temps, les archives transférées dans l'espace virtuel sont certainement très utiles pour les chercheurs et pour l'éducation au sens large.

Enfin, je voudrais ajouter quelques mots sur les estimations de résultats de la numérisation présentées par la Commission européenne au tout début de ce processus :

La Commission a prévu que d'ici la fin 2008, deux millions de livres, films, photographies, manuscrits et autres œuvres culturelles seront accessibles par un portail numérique européen unique. La Commission estime que ce chiffre pourrait atteindre au moins six millions d'ici 2010, mais il est probable qu'il soit beaucoup plus élevé, puisque d'ici là, de nombreuses archives, bibliothèques et musées en Europe seront en mesure de relier leurs collections électroniques au portail culturel européen, avec un portail européen pour les biens culturels numériques (Rerak 2014 : 9)<sup>2</sup>.

La pandémie accélère encore ce processus.

---

<sup>2</sup> Il s'agit de ressources d'Europeana. Le site officiel : <https://www.europeana.eu/pl>.

## 8. Conclusion

Les théâtres ont déjà été fermés de nombreuses fois et ils ont surmonté avec succès les périodes de stagnation, et des restrictions ou des arrêts de travail qui se voulaient définitifs. Ce qui semble nouveau dans la situation actuelle, c'est l'étendue globale de la pandémie, qui touche les théâtres partout et en même temps. Même si les restrictions étaient un peu différentes dans chaque pays (par exemple, après la première vague de Covid-19, l'Espagne n'a plus répété la fermeture totale de ses théâtres, tandis que la Pologne a réintroduit cette mesure en novembre 2020), la crise du coronavirus a fermé les théâtres partout dans le monde. Aux époques précédentes, les troupes théâtrales se sont battues pour avoir la possibilité de jouer et garder leur public fidèle. Cela les empêchait de rompre avec leurs rituels. Ainsi, en 2020, les comédiens ont également lutté avec toutes les ressources disponibles afin de préserver leur art ou leur carrière.

Dans cette situation, il s'agit de voir la continuité du travail des comédiens dans l'espace virtuel. Profitant des plateaux numériques, ils ont bien pu installer leurs spectacles en ligne. La question qui suit cette observation concerne la problématique essentielle pour ces modalités. Puisque la nature du théâtre dans son origine, c'est le contact entre un être humain vivant, le comédien, qui crée comme réelle la fiction de son personnage, et un autre être humain, le spectateur, qui le regarde en présentiel. Le jeu des comédiens déjà enregistré est bien connu depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et s'appelle l'art de la cinématographie. La crise épidémiologique qui exclut le contact biologique tellement essentiel dans le jeu des comédiens de théâtre avec les spectateurs nous fait repenser les fondements et la nature de l'art du théâtre.

Cependant, je crois que le problème de cette « nouvelle existence du théâtre » est encore plus large : quel est le rôle des réseaux sociaux pour les artistes qui d'ordinaire sont attachés à la vie sociale et qui, en tant que comédiens, ne peuvent pas jouer seuls dans leur chambre et qui ont besoin de quelqu'un qui les regarde ?

Le problème ici est également bien situé à l'intersection des traditions des institutions qui travaille pour l'art « noble », représentant les valeurs artistiques les plus élevées aujourd'hui, et des réseaux sociaux, fortement impliqués dans la production commerciale, le commerce et la publicité. Sur les réseaux sociaux nous pouvons trouver toutes sortes d'informations et toutes les esthétiques : du noble au médiocre. Faut-il que des institutions telles que La Comédie-Française ou le Théâtre Dramatique à Varsovie cherchent leur public sur Facebook ? La pandémie donna clairement la réponse.

## Bibliographie

- Couton G. 2008. *Corneille et la Fronde*. Théâtre et politique, Eurédit, Paris.
- Duda A. 2020. Hot16challenge, *W Pałacu Prezydenckim (Au palais présidentiel)*, YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=DjDSUqTcrv4>, accès : 4.01.2021.
- Grey J. 2017. *Trójmiejskie życie kulturalne w stanie wojennym i... „powojennym” (Vie culturelle dans la Tri-Cité pendant la loi martiale et...« après-guerre »)*, « Dzieje Najnowsze », *Annales XLIX* – 2017, 4. [https://rcin.org.pl/Content/64750/WA303\\_84124\\_A507-DN-R-49-4\\_Grey.pdf](https://rcin.org.pl/Content/64750/WA303_84124_A507-DN-R-49-4_Grey.pdf), accès : 4.01.2021.
- Januszewski B. 2017. *Kino i teatr pod okupacją. Polskie środowisko filmowe i teatralne w czasie II wojny światowej (Cinéma et théâtre sous occupation. Communauté polonaise du cinéma et du théâtre pendant la Seconde Guerre mondiale)*, Instytut Pamięci Narodowej. <https://ipn.gov.pl/pl/edukacja-1/wystawy/41717,Kino-i-teatr-pod-okupacja-Polskie-srodowisko-filmowe-i-teatralne-w-czasie-II-woj.html>, accès : 27.12.2020.
- Kowalska M. 2001. *ABC Historii Muzyki (ABC de l'histoire de la musique)*, Musica Iagellonica, Kraków.
- Louvat-Molozay B., Déléris A. 2016. *Le théâtre anglais vu par les voyageurs français dans les années 1660*, Presses universitaires du Midi « Littératures classiques », 2016/1 (N° 89) : 87-102. <https://www.cairn.info/revue-litteratures-classiques-2016-1-page-87.htm?ref=doi>, accès : 4.01.2021.
- March F., *Histoire du Théâtre Anglais de la Renaissance aux Lumières*, Cours publié par Florence March, Maître de Conférences en Théâtre Anglophone, à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse. <http://e-ressources.univ-avignon.fr/theatreanglais/>, accès : 28.12.2021.
- Ministerstwo Kultury i Dziedzictwa Narodowego 2020. *Ogłoszenie: Instytucje kultury zamknięte dla publiczności (Annonce : Institutions culturelles fermées au public)*, 4/11/2020. <https://www.gov.pl/web/kultura/instytucje-kultury-zamkniete-dla-publicznosci-bedzie-dodatkowe-wsparcie-dla-sektora>, accès : 4.01.2021.
- Ministerstwo Zdrowia 2020. *Rozporządzenie Ministra Zdrowia z dnia 13 marca 2020 r. w sprawie ogłoszenia na obszarze Rzeczypospolitej Polskiej stanu zagrożenia epidemicznego (Règlement du Ministre de la santé du 13 mars 2020 relatif à la déclaration d'une menace épidémique sur le territoire de la République de Pologne)*. <https://dziennikustaw.gov.pl/D2020000043301.pdf>, accès : 4.01.2021.
- Molęda-Zdziech M. 1998. *Aktorski bojkot radia i telewizji w stanie wojennym (Boycott par les acteurs de la radio et de la télévision sous la loi martiale)*, Oficyna Naukowa, Warszawa.
- Narodowe Centrum Kultury 2020. *Kultura w sieci (La culture sur le net)*. <https://www.nck.pl/dotacje-i-stypendia/dotacje/programy-dotacyjne-nck/kultura-w-sieci/o-programie>, accès : 20.01.2021.
- Rerak M. 2014. *Digitalizacja zbiorów teatralnych polskich instytucji kultury (Numérisation des collections théâtrales des institutions culturelles polonaises)*, « Debiuty Bibliologiczno-Informatologiczne », 2014 t. 2, pp. 108-124. <https://www.nac.gov>



- pl/wp-content/uploads/2015/05/ Program-digitalizacji-2009-2020-1.pdf, accès : 4.01.2021.
- Soulier G. 1994. *L'Europe. Histoire, civilisation, institutions*, Armand Colin Éditeur, Paris.
- Teatr Dramatyczny 2020b. *Warszawskie Spotkania Teatralne (Rencontres du Théâtre de Varsovie)*. <https://www.warszawskie.org/strona-glowna>, accès : 4.01.2021.
- Teatr Dramatyczny 2020a. *Tajny dziennik – spektakl online: Wybór biletów (Journal secret – Performance en ligne : sélection des billets)*. <http://bilety.teatrdramatyczny.pl/rezerwacja/nienumerowane.html?id=4006>, accès : 15.01.2021.
- Teatr Narodowy 2020a. *Komunikat o ograniczeniu działalności Teatru (Annonce concernant la restriction des activités du Théâtre)*, 04/11/2020. [https://www.narodowy.pl/aktualnosc,1120,komunikat\\_o\\_ograniczeniu\\_dzialalnosci\\_teatru.html](https://www.narodowy.pl/aktualnosc,1120,komunikat_o_ograniczeniu_dzialalnosci_teatru.html), accès : 27.12.2020.
- Teatr Narodowy 2020b. *Komunikat: Ograniczenia dotyczące czerwonej strefy (Annonce : Restrictions concernant la zone rouge)*, 17/10/2020. [https://www.narodowy.pl/aktualnosc,1110,ograniczenia\\_dotyczace\\_czerwonej\\_strefy.html](https://www.narodowy.pl/aktualnosc,1110,ograniczenia_dotyczace_czerwonej_strefy.html), accès : 27.12.2020.
- Teatr Narodowy 2020c. *Ogłoszenie: Oświadczenie o stanie zdrowia (Annonce : déclaration sur l'état de santé)*. [https://narodowy.pl/assets/media/O\\_Teatrze/Oswiadczenie\\_o\\_stanie\\_zdrowia\\_wymagane\\_od\\_widzow\\_w\\_celu\\_uczestnictwa\\_w\\_spektaku.pdf](https://narodowy.pl/assets/media/O_Teatrze/Oswiadczenie_o_stanie_zdrowia_wymagane_od_widzow_w_celu_uczestnictwa_w_spektaku.pdf), accès : 27.12.2020.
- Weselak A. 2020. Interview 1 avec Gajewski J., 20 décembre 2020.
- Weselak A. 2020. Interview 2 avec Weber M., 28 décembre 2020.

Deuxième partie

## **Recomposition géopolitique et économique**

Maxime Belin

*Université de Montréal*

## **Le Groupe de Visegrád : perspectives et dynamiques dans la crise sanitaire de la Covid-19**

**Abstract:** The great crises of the past have had the endogenous characteristic of allowing major geopolitical changes: will the Covid-19 crisis be an exception? This chapter will focus on demonstrating that, despite the uncertainty, the countries of the Visegrad group adopt two attitudes by constraint or opportunism. States are innovating in the adoption of policies while relying on geopolitical achievements to reassure themselves.

**Keywords:** Visegrad Group, geopolitics, rule of law, populism, Central Europe, sanitary crisis

**Mot-clés :** Groupe de Visegrád, géopolitique, État de droit, populisme, Europe centrale, crise sanitaire

### **1. Introduction**

Prémièrement, il est difficile de fixer précisément l'impact qu'aura la crise sanitaire sur les relations internationales. Toutefois, en s'inspirant du passé, il est possible de remarquer que les précédentes grandes crises pandémiques ont pour caractéristique endogène d'avoir ouvert la voie à des changements ou à des confirmations géopolitiques – et l'hypothèse de ce chapitre sera que l'actuelle ne fera pas exception.

Sans présager des trajectoires futures ou affirmer les comportements avec une plume péremptoire, les premiers mois donnent déjà des indices sur

les attitudes des quatre pays membres du Groupe de Visegrád. Il peut paraître présomptueux et hasardeux de se pencher sur la géopolitique centre-européenne alors que l'ignorance semble être la norme dominante depuis l'apparition de la Covid-19. Surtout que les prévisions d'aujourd'hui sont démenties dès le lendemain, que les conclusions sont obsolètes dès le point final posé à la fin de la dernière phrase. Tout cela induit à faire preuve de retenue face à une imprévisibilité massive en ce qui concerne les conséquences politiques, internationales, économiques et sociales de la pandémie. Ces différentes séquences qui ont vu des experts, souvent reconnus, se tromper et devenir la risée du public pourraient refroidir même les chercheurs les plus téméraires de tirer un premier bilan après plus d'un an de crise pandémique. C'est pourquoi, dissuadé de s'engager sur le chemin des prévisions géopolitiques, ce chapitre ne pourra prévoir correctement les comportements étatiques. À l'inverse, cet écrit aura pour objet de s'interroger sur les relais de la pandémie et sur son impact géopolitique. Quitte à émettre plusieurs hypothèses pour l'avenir. Un problème complexe ne peut se résumer par un constat unique ou binaire, si ce n'est pour faire des effets de manche sans apporter des nuances bienvenues. Choisir entre la manière dont cette crise pourrait amplifier des dynamiques déjà à l'œuvre ou les briser est trop tôt. Ici, différentes stratégies politiques (Dodds 2020), voire leurs prémices contradictoires, sont adoptées par l'Europe centrale en réaction à la pandémie et ce chapitre visera à en dessiner les principaux traits.

## **2. État et populisme**

L'un des effets les plus observables de la crise sanitaire est que l'État reste le point central de la société. Les mois écoulés ont renforcé son rôle ainsi que son pouvoir vis-à-vis des menaces extérieures. Cela lui permet de pouvoir imposer une orientation politique sans peur immédiate de contestations populaires importantes. Et si ceci est vrai dans les pays démocratiques, ça l'est encore plus dans les États sujets à des courants populistes et autoritaires. Par exemple, la Hongrie a adopté en mars 2020 « l'état d'urgence sanitaire » sans limitation temporelle ou équilibre proportionné justifié par le quotidien sanitaire. Ce qui n'a pas manqué de faire réagir sur le caractère « illibéral » des décisions de Viktor Orbán (Mink 2016 : 91-94) et qui a provoqué la colère de l'Union européenne.

La crise de la Covid-19 est une aubaine pour les régimes ou les partis politiques populistes de faire leur publicité (Messuzière 2020). Sans présager qu'il n'y a qu'une forme existante de populisme et une homogénéité dans les cas (Benbarra et al. 2019), on peut revendiquer le principe selon lequel ce type de discours apparaît lors de séquences de crises. Ici, en l'espèce, la pandémie est

un exemple parfait pour justifier l'apparition de discours visant à discréditer les dirigeants en place ou des institutions internationales. Il s'agit d'un discours démagogue et séducteur destiné au peuple (Platon 1932 : Livre VI). Ce fait est saillant en Europe centrale. La crise permet de mettre en exergue toutes les critiques, plus ou moins justifiées, et de s'en servir politiquement. Encore une fois, sur le vaccin, Viktor Orbán a fustigé la lenteur européenne et annoncé publiquement, pour bien la souligner, que si le « vaccin n'arrive pas de Bruxelles, il viendra d'ailleurs » (Didelot 2021).

*A priori*, la période est propice pour les gouvernements populistes d'Europe centrale.

Mais le discours est à double tranchant. Si, effectivement, le renforcement de mesures autoritaires est une solution facile, c'est également un jeu dangereux pour la figure centrale. La sécuritisation sanitaire avec un discours martial oblige au résultat, à moins de perdre en légitimité (Courmont 2020). L'après-pandémie sera l'heure des bilans et de la gestion par les gouvernements respectifs ; l'Europe centrale ne sera pas exemptée de cet examen de conscience. Les peuples, qu'importe leur situation, demanderont des comptes aux dirigeants. En l'occurrence, malgré un renforcement des pouvoirs, les quatre pays de Visegrád devraient être aussi touchés par le phénomène. Et là, en cas d'échecs perçus par la population, des contestations pourraient émerger et bouleverser l'ordre géopolitique populiste qui anime l'Europe centrale depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, et d'une manière concrète depuis 2010.

Cela pourrait trouver un écho là où les dirigeants se sont engagés avec conviction, jusqu'à mettre en avant leur crédibilité dans la gestion de la crise. C'est le cas en Slovaquie où moins d'un mois après le premier cas, Igor Matovič a accédé au poste de Premier ministre après avoir remporté les élections parlementaires de février sur un discours anti-corruption et anti-élite. Matovič s'est engagé à lutter contre la Covid-19 et à en faire « sa priorité des priorités ». Et un échec dans cette lutte pourrait mener sa coalition vers le précipice avec un retour du parti centre-gauche majoritairement au pouvoir depuis les années 2000.

Le même cas se retrouve en Pologne avec un degré supérieur puisque des critiques de citoyennes et de citoyens sont déjà courantes dans les journaux nationaux. En effet, le Premier ministre Mateusz Morawiecki avait appelé les Polonais, dans un premier temps, à ne pas avoir peur du coronavirus. Mais son discours lié à des nécessités électorales s'est retrouvé confronté à la réalité ; le revirement de parole et l'adoption de mesures restrictives en octobre 2020 a mis en lumière les contrastes politiques polonais. De fait, en conjuguant les discours changeants qui fatiguent la population avec les manifestations protestataires sur la restriction de l'avortement, il est envisageable que la position du parti Droit et Justice se trouve fragilisée tant au niveau national que local. Serait-ce un signe de la fin du populisme centre-européen ? La question ne commande pas une réponse immédiate. Néanmoins, c'est un scénario post-pandémie

envisageable. En effet, quand on veut, on fait la guerre<sup>1</sup> et on la termine quand on peut (Machiavel 2018). Ce à quoi on peut rajouter qu'on la termine aussi comme on peut. En l'espèce, pour le Groupe de Visegrád, le choix est plus que restreint : s'en sortir avec des régimes renforcés ou blessés.

### 3. Solidarité, innovation et divergence

La crise sanitaire est indiscutablement une première crise qui conduira, à des degrés différents, vers d'autres crises économiques et sociétales (Bignon, Garnier 2020). Georges Orwell, dans son écrit sur la guerre d'Espagne (1936-1939), disait que dans une tranchée, l'ennemi était le dernier à qui on pensait ; les vivres, l'abri ou le chauffage avaient bien plus d'importance. Dans le cas présent, la situation n'est plus si différente. Après avoir pensé à contenir la propagation et l'augmentation des cas, vient le temps de la pauvreté, des questions alimentaires et du chômage. Mais aussi l'augmentation de l'obésité du fait de la sédentarité, des troubles ophtalmologiques des confinés devant leurs écrans, les fermetures de commerces endettés, l'absence de touristes sont quelques exemples de ces crises à venir (Antošová 2020 ; Ricci et al. 2020). Elles ne seront pas circonscrites à un pays mais la globalisation entraînera des complications inter-étatiques. D'où, pour le Groupe de Visegrád, la nécessité de s'appuyer sur la notion de solidarité (Usiak 2020 : 5-19) tant par besoin que par souhait d'en faire un outil de *soft-power* : toute crise est aussi une opportunité.

Il n'était pas certain que l'Europe centrale fasse preuve d'une solidarité, ou tout du moins d'une compréhension, entre elle. Certes, les liens font que si « cette identité est mortellement menacée, la vie culturelle s'intensifie » (Kundera 1984 : 4) et le président polonais Andrzej Duda a rappelé cette volonté dans une tribune publiée le 22 janvier 2021, où il rappelle que l'Europe centrale est « une communauté de succès, et en même temps, une communauté des aspirations ». Néanmoins, il est fort possible de constater que dans l'inconnue de la Covid-19, la menace ne peut être qualifiée autrement que de sérieuse : dans ce cas jusqu'où pousser l'entraide quand, sur son propre sol, la situation demeure fragile ?

Dans la Déclaration de Visegrád, signée le 15 février 1995, il était signifié que l'intérêt économique et culturel était une ambition, le développement de ces points était une priorité pour les pays signataires. Au demeurant, les mauvaises langues diront que le texte comportait également l'établissement d'États démocratiques, parlementaires et à la presse libre ; toutefois, avec cynisme,

---

<sup>1</sup> Reprise d'un terme souvent utilisé par les gouvernants pour décrire la lutte contre la pandémie. Toutefois, l'utilisation d'un vocabulaire militaire ne fait pas consensus et son usage ici n'est fait que pour mettre en écho l'esprit machaviélien.

dans un monde où le marché est une priorité, il est possible de dire que des intérêts l'emportent sur d'autres. Mais qu'importe, l'essentiel est de remarquer que lors d'une crise, l'Europe centrale ne compte pas renier ses engagements de solidarité.

Dans la période actuelle, où l'écosystème économique est chancelant, pour ne pas être plus alarmiste que de raison, les pays de V4 ont compris que se replier sur son propre intérêt n'est pas forcément le choix gagnant. C'est pourquoi, les États ont fait le choix, avec les précautions d'usage comme les tests PCR<sup>2</sup>, de laisser leur frontière ouverte afin que les travailleurs de l'une des quatre nationalités puissent poursuivre leur œuvre et tenter de maintenir l'économie à flot. Cette décision permet aussi, avec le même objectif, aux touristes qui le souhaitent de se rendre dans les pays voisins pour consommer.

Il est aussi possible de remarquer que la solidarité, sans galvauder le terme, ne se limite pas aux frontières de l'Europe centrale. Les pays ont conscience qu'une crise est aussi un moment pour faire usage de sa diplomatie, pour se positionner comme un interlocuteur, une solution viable à l'avenir et innover.

Dans cette perspective, la République tchèque s'est illustrée sur deux plans. Tout d'abord, pour la ville de Kyjov, les services municipaux ont lancé une monnaie numérique afin d'aider les entreprises locales en janvier 2021. Sans pouvoir présager de sa réussite, le projet devrait inspirer d'autres collectivités locales tant il est audacieux et basé sur la réussite de monnaie virtuelle<sup>3</sup> comme le Bitcoin ou NEO pour la Chine. D'une façon plus large, les collectivités territoriales, quelque soit leur niveau ou le mode de fonctionnement (la régionalisation slovaque ou la décentralisation polonaise, par exemple) ont également un rôle à jouer dans la crise sanitaire (Blanka et al. 2021 : 3). Avant la crise, par exemple, la ville de Budapest, à travers son maire écologiste Gergely Karácsony, est devenue un symbole de l'opposition anti-Orbán par les décisions prises. Or, il n'est pas interdit de penser qu'elles joueront aussi un rôle en contestant ou en contournant les décisions gouvernementales (Laabdi 2020), et dans ce cas, leur retirer le pouvoir, réel ou médiatique, acquis durant la pandémie sera chose difficile voire impossible.

Le gouvernement de Prague s'est aussi engagé en aidant ses voisins, par exemple en apportant des biens médicaux à la Macédoine du Nord au début de la crise. En l'occurrence, on peut même dire que ses actions visaient à redorer son blason après la polémique sur le vol de masques destinés à l'Italie<sup>4</sup>. D'ailleurs, en guise d'excuse, le pays en avait envoyé plus de 100 000 vers Rome, une semaine plus tard. Comme quoi, les crises sont révélatrices des égoïsmes

<sup>2</sup> Méthode de détection du coronavirus par prélèvement nasopharyngé.

<sup>3</sup> Crypto-monnaie : monnaie en usage sur Internet, indépendante des réseaux bancaires et liée à un système de cryptage.

<sup>4</sup> Mi-mars 2020, Prague avait préempté du matériel médical ayant transité sur son sol entre la Chine et l'Italie.

d'État mais aussi des nécessités d'être solidaires pour ne pas avoir une image écornée en sortie de crise. À court terme, la stratégie du « chacun pour soi » pourrait être gagnante mais à long terme, son adoption devrait s'avérer négative en donnant l'image d'un pays isolé, renfermé. Si la guerre géoéconomique est une solution envisageable, elle ne semble pas être adoptée dans la région. Son adoption pourrait conduire les autres États à demeurer méfiants à conclure des partenariats ou à faire confiance dans le cadre, par exemple de plans de relance. *A contrario*, dans une large partie, les États ont adopté l'équilibre de Nash<sup>5</sup> : c'est-à-dire faire des choix rationnels pour maximiser les gains compte tenu de l'interdépendance des partenaires de jeu.

À ce propos, tout du moins, il convient de relativiser le mythe d'une unité de V4, ce n'est plus d'actualité et cela a été démontré à plusieurs reprises. En effet, la crise de la Covid-19 a ajouté de la lumière sur les divergences de ces quatre pays. Oui, la solidarité est présente mais elle n'est pas totale. Les pays s'affrontent, s'opposent et se contredisent sur des sujets (Dangerfield 2008). Récemment, l'économie et l'Union européenne ont été deux sources d'opposition. Durant l'année 2020, V4 s'est déchiré sur le plan de relance de l'Union européenne. La Pologne et la Hongrie se sont opposées au plan de relance européen et à l'ensemble du budget puisque l'octroi des fonds était conditionné au respect de l'État de droit. Et malgré les interventions des partenaires slovaques et tchèques, les deux pays n'ont pas transigé sur leur position pendant plusieurs mois. Du moins, jusqu'au 10 décembre 2020 et le compromis trouvé sur la possibilité de ces deux pays d'introduire un recours auprès de la Cour de justice de l'Union européenne pour contester le mécanisme.

Cette dissonance dans la cohésion n'est peut-être pas nouvelle, mais son actualité renforce la position selon laquelle le Groupe de Visegrád n'est pas unitaire mais se fracture selon les circonstances et les intérêts individuels. Que le groupe soit davantage un relais consultatif qu'une organisation qui parlerait d'une seule voix pour défendre des ambitions communes. L'occasion était aussi à saisir pour la Slovaquie et la Tchéquie de faire entendre leurs propres voix dans un partenariat par nature bancal. En effet, tant du point de vue territorial qu'économique, la Pologne est le pays dominant du groupe. Le pays est d'ailleurs privilégié dans ses relations européennes puisqu'il est membre du Triangle de Weimar<sup>6</sup> avec la France et l'Allemagne. Tandis que la Hongrie est le centre des préoccupations européennes – et qu'il importe qu'on en parle en bien ou en mal, le fait qu'on en parle place *de facto* le pays sur le devant de la scène.

---

<sup>5</sup> Équilibre de Nash : théorie des jeux professée par le prix Nobel de mathématiques John F. Nash (1928-2015).

<sup>6</sup> Le Triangle de Weimar est un forum informel de discussion entre la Pologne, la France et l'Allemagne depuis août 1991.



#### 4. L'Europe centrale comme acteur global

Avant le déclenchement épidémique en Chine, l'Europe centrale était sujette à des dynamiques internationales irréfrenables. Sans en faire une liste exhaustive, les pays de V4 étaient soucieux de la politique russe : en particulier la Pologne et la République tchèque. Les brouilles entre les trois pays animaient leurs échanges, que ce soit sur des conflits mémoriaux, d'espionnages ou économiques. Ainsi, dans cette perspective, l'alliance avec les États-Unis était une question vitale (Asmus, Vondra 2005 ; Zima 2018). Dans le même temps, la région aiguillonnait les appétits de Pékin ou elle se trouvait un combat commun contre les volontés de l'Union européenne sur la politique migratoire (Ivanova 2016). Ainsi, il convient de s'interroger sur le fait que la pandémie pourrait avoir brisé ces élans internationaux et déplacé le curseur centre-européen comme acteur global.

À première vue, la préférence atlantique est toujours une dynamique actuelle. Par exemple, la République tchèque, qui devait faire face à plus de 16 000 professionnels de santé contaminés, a reçu de l'aide des États-Unis qui a envoyé sept de ses médecins militaires pour épauler Prague. On peut aussi évoquer la visite de Mike Pompeo, le secrétaire d'État de l'administration Trump en août 2020 à Varsovie. Plutôt que d'évoquer les bousclements liés à la Covid-19, les deux pays sont tombés d'accord pour que 1 000 soldats supplémentaires rejoignent les 4 500 déjà présents sur le sol polonais. Cet accord illustre que les préoccupations de sécurité demeurent essentielles pour les pays, en plus de celles sanitaires. En l'espèce, la préoccupation principale s'appelle la Russie.

Cet atlantisme se reflète également dans les prises de position internationales. La crise sanitaire a pour effet pervers d'avoir accentué les persécutions et les conflits terroristes, en particulier sur le sol africain. Et loin d'écouter l'Union européenne, surtout la voix française, les pays de V4 demeurent sourds pour répondre aux opérations extérieures. Sauf lorsque la demande émane des États-Unis : la Hongrie et la Pologne ont participé à la guerre d'Irak et d'Afghanistan mais s'abstiennent depuis 2010 de s'engager pleinement ailleurs. La Slovaquie s'inscrit dans le même schéma, avec toutefois un engagement important sous le drapeau onusien comme à Chypre. Il n'y a que la République tchèque qui contrebalance cette unanimité en s'engageant au Sahel, avec une soixantaine de soldats, jusqu'au 31 décembre 2022.

Quoique si la présence américaine reste essentielle, il ne convient pas de négliger le rôle d'autres puissances. Tout d'abord, il ne s'agirait pas de négliger le poids de la Russie dans la région. Avec des hauts et des bas, les pays de la zone maintiennent des liens avec Moscou. Des liens parfois vitaux comme pour la Hongrie où son gaz (environ 80 %) et son pétrole provenaient de Moscou. Ce qui n'empêche pas Viktor Orbán, dans un numéro d'équilibriste, de demander à l'OTAN d'être vigilante vis-à-vis de la politique russe. De par sa géographie, l'équilibre reste essentiel et pencher trop d'un côté ou de l'autre pourrait déséquilibrer l'édifice. Il n'est pas écrit que la crise pandémique oblige

à faire un choix cornélien, mais en cas de trouvaille d'un vaccin efficace à 100 % contre les variants, il n'est pas dit que la balance penche soit du côté de l'Atlantique soit du côté de l'Oural.

Dans le même temps, la Chine a profité de la crise pour se positionner et l'Europe centrale a répondu à l'appel. C'est le cas notamment de la Hongrie. En plus d'avoir acté l'ouverture d'une université chinoise (la première de la région) sur son sol (Laffitte 2021), Budapest s'est aussi engagé à adopter le vaccin chinois si les doses occidentales n'étaient pas au rendez-vous. Est-ce le premier signe de l'abandon des États-Unis ? Est-ce le début d'une tutelle chinoise ? Toute mesure doit être gardée, mais le choix hongrois est significatif sur l'opportunité qu'offrirait l'Asie pour l'Europe centrale.

Dans le même temps, la crise sanitaire semble démontrer que l'intégration au sein de la communauté internationale est un fait qui s'impose à tous les États. Au regard du monde globalisé et de son renforcement par l'épisode actuel où il apparaît qu'aucun pays n'a les moyens humains, financiers et technologiques de s'opposer seul au virus. Ce qui amène des chefs d'État et de gouvernements, des universitaires et des diplomates à pousser en direction d'un plus grand multilatéralisme. L'ambassadeur de France au Venezuela, Romain Nadal, l'a appelé de ses vœux dans une tribune remarquée publiée dans le journal *El Universal* en janvier 2021. Sans se diriger vers un gouvernement mondial qui alimente les théories complotistes, la crise pandémique devrait conduire à un renforcement des institutions internationales de par la nécessité des États de trouver des plateformes où dialoguer. Et loin de pousser des cris d'hystérie à cette perspective, l'Europe centrale, qui est connue pour critiquer les institutions supranationales qu'elle juge antidémocratiques, semble s'en accommoder. Mieux, il apparaît que l'Europe centrale a tout intérêt à élargir sa zone d'influence. En l'espèce, le Groupe de Visegrád n'est pas en capacité de répondre unilatéralement à une crise. C'est pourquoi, outre un intérêt pour les États-Unis et dans une mesure variable l'Union européenne, un partenariat renforcé avec ses voisins d'Europe orientale apparaît comme un bon moyen de se prémunir, ou de réduire les impacts, des crises prochaines. Des décisions furent déjà prises en ce sens et il serait intéressant de voir si les États vont se servir de l'Initiative des Trois Mers afin de développer et de maximiser un grand nombre de partenariats visant à contrer les effets néfastes d'une crise d'ampleur.

## 5. Conclusion

En conclusion, il est probable que le monde d'après n'est pas encore là et que le *statu quo ante* ne sera pas pleinement retrouvé. Alors, vers quoi se dirige l'Europe centrale ? En naviguant à vue, V4 balance entre des bases solides et acquises, et des choix stratégiques nouveaux. Dans les secteurs touchés par

la pandémie, les pays s'inscrivent entre des biais géopolitiques rassurants et veulent aussi innover, expérimenter d'autres dynamiques. Il est difficile de définir les bénéfices que la région en retirera, ce qu'elle perdra ou si les nouvelles dynamiques perdureront. Il est tout aussi difficile de se prononcer sur la réussite ou l'échec des stratégies tant que le bilan final des pertes économiques, humaines et sociales ne sera pas chiffré avec exactitude. En attendant, il convient d'observer attentivement que dans l'anarchie mondiale, les États font preuve de résilience pour s'adapter. Tant que le monde ne sera sauf d'une troisième ou quatrième vague, aucune conclusion définitive ne pourra être prononcée.

## Bibliographie

- Antošová G. et al. 2020. *Challenges for the Visegrad Group – The Coronavirus Crises and its Impact on Tourism*, « Visegrad Journal on Bioeconomy and Sustainable Development », 9(1), pp. 28-32.
- Asmus R. D., Vondra A. 2005. *The Origins of Atlanticism in Central and Eastern Europe*, « Cambridge Review of International Affairs », 18(2), pp. 203-216.
- Aubin de la Messuzière Y. 2020. *La géopolitique de la pandémie*, « Revue internationale et stratégique », 118 (2), pp. 89-98.
- Benbarra L. et al. 2019. *Le style populiste*, Éditions Amsterdam, Paris.
- Bignon V., Garnier O. 2020. *Mesurer l'impact de la crise Covid-19 : L'expérience de la Banque de France*, « Revue de l'OFCE », 2(2), pp. 45-57.
- Courmont B. 2020. « *Nous sommes en guerre* : vulnérabilité et sécurisation face au coronavirus », « Revue internationale et stratégique », 118 (2), pp. 25-34.
- Dangerfield M. 2008. *The Visegrád Group in the Expanded European Union: From Preaccession to Postaccession Cooperation*, « East European Politics and Societies », 22(3), pp. 630-637.
- Didelot N. 2021. *En Hongrie, une autorisation très politique du vaccin Sinopharm*, « Libération », 31.01.2021. [https://www.liberation.fr/planete/2021/01/31/en-hongrie-une-autorisation-tres-politique-du-vaccin-sinopharm\\_1818895/](https://www.liberation.fr/planete/2021/01/31/en-hongrie-une-autorisation-tres-politique-du-vaccin-sinopharm_1818895/), accès : 01.02.2021.
- Dodds K. 2020. *The COVID-19 pandemic: territorial, political and governance dimensions of the crisis*. « Territory, Politics, Governance », 8 (3), pp. 289-298.
- Ivanova, D. 2016. *Migrant Crisis and the Visegrád Group's Policy*, « International conference Knowledge Based Organization », 22 (1), pp. 35-39.
- Usiak J. 2020. *Visegrad Group as Institution for Central European Cooperation: Ups and Downs of Small International Organisations*, « UNISCI Discussion papers », 54, pp. 9-28.
- Kundera M. 1983. *Un Occident kidnappé : ou la tragédie de l'Europe centrale*, « Le Débat », 5(5), pp. 3-23.
- Laabdi D. 2020. *La coopération décentralisée entre les collectivités territoriales de*

- l'UE à l'épreuve du Covid-19*, « Geopolitics and Geostrategic Intelligence » 3(2), pp. 166-180.
- Laffitte T. 2021. *L'Université chinoise Fudan prévoit d'ouvrir son premier campus international à Budapest*. « Le Courrier d'Europe centrale », 7 janvier 2021.
- Machiavel T. 2018. *Le Prince*, Flammarion Librio, Paris.
- Mink G. 2016. *L'Europe centrale à l'épreuve de l'autoritarisme*, « Politique étrangère », 2(2), pp. 89-101.
- Platon 1932. *La République*. Les Belles Lettres, Paris.
- Ricci F. et al. 2020. *Recommendations for Physical Inactivity and Sedentary Behavior During the Coronavirus Disease (COVID-19) Pandemic*, « Frontiers in Public Health », 8, pp. 1-4.
- Wurst Hašová B., Varvažovská P., Kliestik T. 2021. *Globalization and COVID-19: The Role of Local and Regional Authorities In Context Of International Relations*, « SHS Web of Conferences », 92, pp. 2-10.
- Zima A. 2018. *La construction politique de l'atlantisme en Europe centrale*, « Études internationales », 49(2), pp. 391-418.

Kinga Torbicka

*Université de Varsovie*

ORCID : 0000-002-6625-5060

## **La géopolitique de la Pologne face à la pandémie de Covid : le temps de la consolidation ou un combat pour la survie ?**

**Abstract:** Poland, like the rest of the world affected by the Covid-19 pandemic, passed the first wave in 2020 and started the second wave, which turned out to be much more severe and dangerous. The political crisis as a consequence of the sanitary crisis influenced the internal situation of the country and its position on the international arena. In the region of Central Europe, Poland plays an important role as a co-founder and member of many economic, political and social initiatives. Will Poland manage to play the role of the leader of the entire region by reconstructing a new regional order in the post-Covid era in the new geopolitical world structure that is being shaped right before our eyes?

**Keywords:** Poland, geopolitics, Central Europe, Covid-19, region, security

**Mots clés :** Pologne, géopolitique, Europe centrale, Covid-19, région, sécurité

### **1. Introduction**

Le texte présente les changements qui s'opèrent aujourd'hui par rapport à la Pologne et sa position dans le nouvel ordre géopolitique à travers trois facteurs, qui sont les plus importants pour le sujet étudié : (1) la mondialisation face à la pandémie de Covid-1 ; (2) la structure politique d'un État aux tendances autoritaires ; et (3) les conséquences des processus susmentionnés pour la région d'Europe centrale.

Cette analyse utilise les méthodologies de recherche suivantes : la géopolitique scientifique, la géographie politique, les sciences politiques, les relations internationales. L'auteure utilise également la méthodologie de recherche française pertinente pour les sciences sociales et humaines françaises.

Le sujet de la pandémie de Covid-19 en Europe centrale est présent dans les sources scientifiques polonaises et internationales. Le prisme d'Europe centrale de l'impact de la pandémie sur cette région est principalement décrit par des auteurs issus de divers centres de recherche, à la fois ceux liés aux sciences des relations internationales, à la géopolitique et aux sciences politiques. Les études les plus importantes qui ont guidé et inspiré l'auteur dans sa recherche sont : Bergeron H. et al. (2020), *Covid-19: une crise organisationnelle*, Presses de Sciences Po ; Krastev I. (2020), *Nadeszł jutro. Jak pandemia zmienia Europę? (Le lendemain est arrivé. Comment la pandémie a changé l'Europe?)*, Wydawnictwo Krytyki Politycznej ; Zylberman P. (2020), *La Guerre des vaccins*, Odile Jacob ; Boyer R. (2020), *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, La Découverte ; Davis M., Lohm D. (2020), *Pandemics, Publics and Narrative*, Oxford University ; Gomart T. (2021), *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Tallandier ; Badie B. (2020), *Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique*, CNRS Éditions.

Des analyses pertinentes qui complètent l'exploration scientifique peuvent également être trouvées dans de nombreux articles scientifiques : Debuysere L. (2020), 'Coronationalism' vs a geopolitical Europe ?, « Policy Insight », n° 2020-15, juin 2020 ; Bol D. et al. (2020), *The effect of Covid-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy?*, « European Journal of Political Research », 19.05.2020 ; Yam K.C. et al. (2020), *The rise of Covid-19 cases is associated with support for world leaders*, Université de Princeton, 23.08.2020 ; Nacoti N. et al. (2020), *At the epicenter of the Covid-19 pandemic and humanitarian crises in Italy. Changing perspectives on preparing and mitigation*, « NEJM Catalyst Innovations in Care Delivery », vol. 1, nr. 2 ; Rossi M. (2020), *Les mots et la géopolitique en temps de pandémie : l'après crise en question*, « La revue géopolitique », 11.07.2020.

D'autres, tout aussi importantes du point de vue de la recherche choisie, sont des sources de l'OMS, du Parlement européen, des communications de la Commission européenne, du Conseil de l'Union européenne, de l'OTAN, des documents des gouvernements d'Europe centrale, notamment ceux de la Pologne, des études sur les organisations régionales (Groupe de Visegrád, Coopération de défense de l'Europe centrale). Les rapports et les communiqués de l'Académie Polonaise des Sciences sont très utiles également.

La pandémie de Covid-19 secoue l'ordre international et révèle un grand fossé entre la mondialisation et la régionalisation. L'ordre géopolitique subit une révolution dynamique sous nos yeux. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, annonce son souhait d'établir une vraie Europe

géopolitique. Les acteurs des relations internationales – les organisations internationales, les pays aspirant à une puissance mondiale ou régionale, comme la Pologne, sont confrontés à de nouveaux défis. La géopolitique étudie les processus spatio-temporels continus et leurs mécanismes en constante évolution. L'un de ces processus, auquel nous assistons aujourd'hui est la pandémie de Covid-19.

La géopolitique, en tant que domaine scientifique, permet d'analyser les changements en cours. Par conséquent, la méthodologie venant de la géopolitique qui se trouve à la frontière de la géographie politique et de la science politique, nous permet d'examiner attentivement et de comprendre la dynamique des changements qui se produisent actuellement dans le monde face à la pandémie.

Le texte se concentre sur la position de la Pologne et essaie de répondre à la question mentionnée dans le titre : pour la Pologne, est-ce le temps de la consolidation ou un combat pour la survie ?

Selon Rudolf Kjellen, géographe suédois, qui est le premier à utiliser le mot « géopolitique » :

la géopolitique est la science de l'État comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace : c'est-à-dire l'État comme pays, territoire, domaine ou, plus caractéristique, comme règne. Comme science politique, elle observe fermement l'unité étatique et veut contribuer à la compréhension de la nature de l'État (Tunander 2001)<sup>1</sup>.

D'après Philippe Moreau Defarges, politologue français, « la géopolitique est l'étude de l'État considéré comme un organisme géographique ou encore comme un phénomène spatial ». Il voit le potentiel géopolitique de la France comme un moyen de renforcer sa puissance (Defarges 2020). Le président français François Mitterrand estimait que la géopolitique de l'Europe a « grand besoin d'une théorie des ensembles » (pl. *teoria mnogości*) et qu'elle est nécessaire pour construire le pouvoir de l'État (Mitterrand 1991). Cependant, la France ne reconnaît pas officiellement la géopolitique comme une science (Encel 2007).

En Pologne, les diverses opinions de la communauté académique s'affrontent concernant l'inclusion de la géopolitique dans le domaine scientifique (Sykulski 2001).

Leszek Moczulski, historien polonais et un des « pères » de la géopolitique contemporaine polonaise, estime cependant que la géopolitique est une science parce qu'elle est basée sur l'histoire, la stratégie militaire, la géographie physique, l'hydrographie, la géologie, la zoologie et la botanique. Mais c'est aussi et surtout selon lui une stratégie, qui garde une certaine dimension subjective (Moczulski 2010).

---

<sup>1</sup> Toutes les traductions viennent de l'auteure de ce texte.

**Tableau 1.** Les différentes définitions de la géopolitique.

Auteur	Définition de la géopolitique
Rudolf Kjellen (1864-1922) Suisse	La science de l'État comme organisme géographique ou comme entité dans l'espace : c'est-à-dire l'État comme pays, territoire, domaine ou, plus caractéristique, comme règne. Comme science politique, elle observe fermement l'unité étatique et veut contribuer à la compréhension de la nature de l'État. (1899)
Eugeniusz Romer (1871-1954) Pologne	Les facteurs géographiques (les fleuves, les montagnes) déterminent la position d'un État.
Paul Vidal de la Blache (1845-1918) France	La géographie constitue une stratégie de survie pour les États.
Halford John McKinder (1861-1947) Grande Bretagne	« Le rapport réel des forces politiques à un moment donné est un produit des conditions géographiques, économiques et stratégiques, ainsi que de la taille, des prouesses, de l'équipement et de l'organisation relatifs des nations rivales. Les valeurs géographiques sont plus mesurables et plus constantes que les valeurs humaines dans les calculs. Par conséquent, cette formule peut être appliquée à la fois à l'histoire passée et à la politique actuelle » (McKinder H. J. 1919, p. 263).
Karl Ernst Haushofer (1869-1946) Allemagne	La géopolitique explique les événements politiques en tenant compte des facteurs spatiaux. Elle explore la relation entre le pouvoir (l'état), l'espace (la géographie) et la puissance (le temps), c'est-à-dire entre la politique, la géographie et l'histoire.
Alfred Thayer Mahan (1840-1914) États-Unis	Le facteur géographique (notamment l'accès à la mer, à l'océan) détermine une puissance politique mondiale.
Leszek Moczulski Pologne	La géopolitique est une stratégie, qui garde une certaine dimension subjective.

Source : Tunander 2001 ; Romer 1910, 1912, 1939 ; Vidal de la Blache 1902 : 3-23 ; Mackinder 1904 : 421-437 ; 1919 : 263 ; Haushofer 2000 ; Thayer 1980 ; Moczulski 2010.



Il convient de souligner une certaine « individualité géographique de la Pologne » évoquée par Eugeniusz Romer, géographe polonais, en 1926. D'après lui « frontières et routes ! Ce sont les caractéristiques géographiques du pays ! » Ainsi, des facteurs géographiques tels que les eaux (les fleuves et les mers), les vallées et les montagnes déterminent les frontières nationales et constituent la base et la substance de classification d'un État (Romer 1926).

Selon les données de l'Eurostat, la Pologne est un grand pays en Europe (6<sup>e</sup> place dans l'UE, 68<sup>e</sup> dans le monde) avec une population importante (5<sup>e</sup> place dans l'UE, 38<sup>e</sup> place dans le monde) (Eurostat 2021). Elle a 3 071 km de frontière terrestre et 440 km de la frontière maritime (la mer Baltique). Ses pays voisins sont : à l'Ouest – l'Allemagne, au Sud – la République tchèque et la Slovaquie, à l'Est l'Ukraine et la Bélarus, au Nord-Est – la Lituanie, au Nord – la Fédération de la Russie – la Zone de Kaliningrad.

La situation économique est stable depuis 2010. En 2020, le PIB par habitant atteint 71 en SPA (Standard de Pouvoir d'Achat) (21<sup>e</sup> place dans l'UE, pour comparer la France a 104 SPA, Luxembourg 261 SPA = la première place). La Pologne avait un niveau d'inflation et de chômage stable qui lui donne la première place en Europe centrale.

Pourtant, les dépenses pour la santé publique dans le budget national ne sont pas très élevées et atteignent seulement 5 % du PIB en 2020 ce qui correspond à la 21<sup>e</sup> place au classement européen selon les données d'Eurostat (pour comparer, la France dépense 9,53 % de son PIB). Selon le dernier plan budgétaire de la Pologne pour 2021 ces dépenses atteindront 5,3 % du PIB (Budżet 2021).

**Tableau 2.** Les données concernant la Pologne pour le 10.11.2020.

Objet	Données
Surface	312 679 km <sup>2</sup>
Population	38 351 000
Total PIB (2019)	593,2 \$US
PIB <i>per capita</i> (2019)	15 629 \$US
Inflation (09.2020)	3,2 %
Chômage (09.2020)	6,1 %
Dépenses pour la santé publique (2020)	5 % du PIB

Source : GUS 2020 ; Eurostat 2021.

## 2. Pandémie de Covid-19 et la mondialisation

Selon Romain Lecler de l'Université de Montréal, la pandémie de Covid-19 nous a conduits au processus contraire de la mondialisation dont ce virus est un produit et en révèle ses mécanismes et ses faiblesses (Lecler 2020a). De plus, il révèle d'autres phénomènes liés à la mondialisation sous diverses dimensions : la géopolitique, l'économie, la religion, la sociologie et les médias. « Ce n'est pas une simple crise : nous vivons une interruption inédite de la mondialisation. Sa diffusion internationale en révèle les mécanismes et les vulnérabilités » (Lecler 2020b).

L'historien de la santé français Patrick Zylberman fait un bilan de la crise sanitaire actuel en analysant ses aspects économiques et sociaux. Selon lui, de nombreux États devront affronter prochainement un défi majeur – la méconnaissance mutuelle entre les mondes de la science et de la politique. Il souligne qu'à l'échelle mondiale, les pays ont placé la santé au premier plan face à la crise économique pour la première fois de l'histoire. Les pays à l'échelle régionale devront supporter les conséquences de la pandémie actuelle.

C'est effectivement la première fois dans l'histoire qu'on choisit la santé au détriment de l'économie. (...) Dans l'histoire de la lutte contre les épidémies de très grande ampleur, c'est un tournant. Tous les gouvernements ont commis des erreurs (Zylberman 2020a, 2020b).

Toutefois, ces mêmes États se sont tournés contre la mondialisation en mettant l'accent sur les paradoxes de la mondialisation ou la démondialisation. Dans son dernier livre *Is it Tomorrow Yet?: Paradoxes of the Pandemic* Iwan Krastev décrit les sept paradoxes du Covid-19 :

1. une transmission très rapide grâce à une mondialisation qui s'achève ;
2. une accélération de la démondialisation qui nous amène à la renationalisation ;
3. une unité nationale mais l'approfondissement des fractures sociales et politiques ;
4. la démocratie suspendue, les tendances autoritaires en retrait ; la catastrophe sanitaire se transforme en catastrophe économique qui rend difficile de prévoir les conséquences politiques ;
5. l'importance de l'UE, malgré son incapacité à gérer la crise au début ;
6. la révision des décisions politiques des dernières décennies après trois crises : la guerre contre le terrorisme, la crise des réfugiés et la crise globale financière ;
7. la délégation de plus de compétences vers les organisations internationales (Krastev 2020).

La pandémie de Covid-19 constitue « la plus vaste et la plus douloureuse catastrophe socio-économique depuis la Grande Crise de 1929-1933 » (Afelt 2020). Elle constitue sans doute un défi majeur pour affronter les changements géopolitiques, sociaux et économiques.

Francis Fukuyama mentionne trois facteurs auxquels devront faire face les acteurs des relations internationales aujourd'hui :

1. La capacité d'un État (la capacité institutionnelle) ;
2. La confiance de la population dans son gouvernement ;
3. Le leadership (Fukuyama 2020).

D'un autre côté, selon Bertrand Badie, nous observons aujourd'hui une incapacité, ainsi qu'une délégitimation de l'État qui par conséquent mène à un manque de confiance de la population dans les institutions. Nous sommes témoins d'un grave décalage entre les institutions et les peuples (Badie 2021). En effet, un leadership fort et important à l'échelle locale ou mondiale semble nécessaire et s'impose.

Dans ce texte, l'auteure se concentre sur le phénomène géopolitique évoqué par Romain Lecler. L'ère de la mondialisation s'est terminée avec l'avènement de la pandémie, il y a eu un retour à la dimension régionale de la perception mondiale avec un grand besoin d'un fort leadership. Dans ce contexte, l'Europe centrale en tant que région a une chance de reconstruire son potentiel, avec la Pologne comme pays leader<sup>2</sup>.

### **3. Virus de l'autoritarisme en Europe centrale – la Pologne face aux décisions politiques**

À la suite des dernières élections présidentielles (12.07.2020), le camp au pouvoir de la Droite Unie a renforcé son pouvoir. Il s'agit d'une coalition de trois groupes conservateurs de droite : Droit et Justice (pl. *Prawo i Sprawiedliwość, PiS*) – leader Jarosław Kaczyński), Pologne Solidaire (pl. *Solidarna Polska*) – leader Zbigniew Ziobro et Accord (pl. *Porozumienie*) leader Jarosław Gowin. Le parti Droit et Justice a remporté les élections législatives pour la deuxième fois en 2019, maintenant la continuité du gouvernement depuis la victoire lors des élections précédentes en 2015.

Les élections présidentielles tenues pendant la pandémie ont déclenché la première crise de la coalition au pouvoir et ont montré que l'État n'était pas préparé

---

<sup>2</sup> L'aspect sociologique semble intéressant également. Il convient de souligner que pour la génération des « milléniaux » d'aujourd'hui – pour la nouvelle génération des chercheurs, scientifiques et experts contemporains, c'est le premier changement dans l'ordre international en 30 ans depuis la chute du mur de Berlin.

en tant qu'institution à organiser des élections pendant la crise sanitaire. L'instrumentalisation des dispositions légales et l'adaptation du cadre juridique aux besoins du parti au pouvoir sont des pratiques qui correspondent à des formes de gouvernement plus autoritaires que démocratiques (Domaradzki 2020).

La victoire du candidat soutenu par la coalition au pouvoir, Andrzej Duda (qui remporte l'élection avec 51,03 %) signifie le renforcement des tendances autoritaires en Pologne et montre l'impermanence et l'immaturité des valeurs démocratiques (PKW 2020).

Lors de la cérémonie d'investiture, le nouveau président a déclaré que « la démocratie polonaise était plus forte que jamais » (Duda 2020). Cependant, la voie vers une démocratie anti-libérale devient de plus en plus réelle. En 2020, la Pologne occupe la 62<sup>e</sup> place du classement mondial de la liberté de la presse selon Reporters sans frontières. Par rapport à l'année précédente, la Pologne a reculé de trois positions et a ainsi pris la place la plus basse de son histoire. Cela est dû à la subordination du pouvoir judiciaire aux autorités polonaises et à la politisation des médias d'État (RSF 2020).

De plus, Andrzej Duda attire l'attention dans son discours sur cinq éléments qui symbolisent la Pologne, à savoir : la famille, les investissements, la sécurité, le travail et la dignité. Selon lui, « la Pologne est moderne et innovante mais se souvient de ses origines et de son identité » (Duda 2020).

Les élections montrent une popularité croissante des groupes conservateurs et nationalistes de droite prônant des slogans populistes (Krzysztof Bosak, candidat du parti de la Confédération, remporte 6 %)<sup>3</sup>. Selon le sondage du Centre polonais d'Étude de l'Opinion Publique (CBOS) du 8 octobre 2020, le soutien au parti dans la société polonaise a été le suivant : Droit et Justice 40 %, Plateforme civique 16 % et Confédération 8 % (CBOS 2020).

Depuis mars 2020, la crise sanitaire apporte une légitimité aux groupes politiques de droite ainsi qu'à leurs représentants face à une société se sentant menacée et craintive. En outre, la pandémie est utilisée pour renforcer davantage le pouvoir du Droit et Justice sur les institutions (Domaradzki 2020).

---

<sup>3</sup> Nous observons une tendance inverse à celle de l'Italie, où l'épidémie de Covid-19 a contribué à remettre en cause les slogans populistes et l'échec des mouvements populistes (Tosseri 2020).

**Tableau 3.** Calendrier des événements politiques clés en Pologne (2015-2025).

Date	Événement	Conséquences pour la vie politique polonaise
24/05/2015	Élection présidentielle	Andrzej Duda remporte les élections avec 51,5 % des voix et devient président de la République de Pologne.
25/10/2015	Élection parlementaire	La Droite Unie remporte les élections avec 37,6 % des voix. Elle obtient une majorité parlementaire et forme le gouvernement lui-même. Beata Szydło devient Premier ministre.
13/10/2019	Élection parlementaire	La Droite Unie remporte les élections pour la deuxième fois, obtenant 43,6 % des voix. Elle regagne une majorité parlementaire et forme le gouvernement. Mateusz Morawiecki devient Premier ministre.
04/07/2020	1 <sup>ère</sup> crise dans la coalition au pouvoir	La manque de consensus sur le calendrier de la forme des élections parlementaires face à la pandémie.
12/07/2020	Élection présidentielle	Suite aux élections présidentielles, Andrzej Duda obtient la majorité de 51,03 % et devient président de la République de Pologne pour la seconde fois.
19/09/2020	2 <sup>ème</sup> crise dans la coalition au pouvoir	Manque de consensus concernant la loi sur la protection des animaux.
06/10/2020	Reconstruction du gouvernement	Jarosław Kaczyński devient le vice-premier ministre. Une réorganisation des ministères a lieu – suite à une consolidation le nombre des ministères diminue.
2023	Élection parlementaire	Selon le dernier sondage d'opinion publique (15.01.2021) Droite Unie reçoit 35 %, Pologne 2050 de Szymon Hołownia 18 %, Coalition Civique 14 %, Confédération 5 %, Gauche 5 %.
2025	Élection présidentielle	Selon le dernier sondage d'opinion publique (15.01.2021) concernant la confiance envers les hommes politiques polonais Mateusz Morawiecki reçoit 43,3 % ; Szymon Hołownia 43,3 % ; Andrzej Duda 41,9 % ; Rafał Trzaskowski 36,1 % ; Jarosław Kaczyński 31,7 %.

Source : PKW 2020 ; CBOS 2021.

Depuis début septembre 2020, nous observons comment l'augmentation rapide des infections affecte la qualité de la vie politique, la qualité du discours politique et médiatique (Duszyński 2020) et surtout montre sa faiblesse voire sa fragilité (Szułdrzyński 2020). Une deuxième crise politique a lieu dans le camp au pouvoir, conduisant à une reconstruction du gouvernement (10/06/2020).

Le niveau croissant d'infections à partir du 7 octobre 2020 a atteint environ 28 000 infections quotidiennes le 10 novembre 2020, ce qui donne un nombre total d'infections au Covid-19 en Pologne (le 10 novembre 2020) de 593 592 cas confirmés (MZ 2020).

**Tableau 4.** Données concernant la pandémie de Covid-19 en Pologne et dans le monde (04.03.2020 – 10.11.2020).

Date	Événements	Pologne	Monde
11/11/2020	« Patient zéro » en Chine	-	1
04/03/2020	Premier cas confirmé du Covid en Pologne	1	-
11/03/2020	L'OMS déclare « la pandémie »	oui	oui
20/03/2020	La Pologne introduit l'état de danger épidémiologique	-	oui
01/10/2020	Nombre de cas confirmés du Covid (au total)	91 514	34 343 449
01/10/2020	Nombre de décès (au total)	2 513	1 012 997
01/10/2020	Nombre de tests effectués par jour	29 600	
23/10/2020	Introduction de la zone rouge sur tout le territoire du pays	-	oui
10/11/2020	Nombre de cas confirmés du Covid	568 138	50 913 451
10/11/2020	Nombre de décès	8 045	1 265 012
10/11/2020	Nombre de tests effectués par jour	54 701	

Source : MZ 2020 ; WHO 2020 ; Johns Hopkins University 2020 ; University of Oxford 2020.

Mateusz Morawiecki, premier ministre polonais, déclare la Pologne une zone rouge et introduit des restrictions concernant le fonctionnement de la vie sociale et économique (par exemple : fermeture de certaines écoles, ordre de porter des masques dans l'espace public, interdiction de circulation des personnes de plus de 70 ans, interdiction d'organiser des rassemblements, fermeture des institutions de culture – 23.10.2020).

Les mesures susmentionnées prises par le gouvernement sont liées à la sécurité intérieure de la Pologne, dont la défense civile fait partie intégrante. La protection de la population civile et la protection civile en temps de crise proviennent du « Plan de protection civile de l'État » de 1995 (Szmitkowski 2012).

La loi introduit un plus grand respect des Conventions de Genève, la mise en œuvre des normes occidentales dans la protection civile polonaise, la responsabilisation des tâches de la défense civile en temps de paix et la responsabilisation de la répartition des tâches. Elle a également instauré des règles de financement plus favorables. Un facteur important était le contexte de la modification de la législation – inclusion progressive de la Pologne dans le système de planification civile de l'OTAN. Malheureusement, une mauvaise interprétation de documents envoyés depuis le siège de l'Alliance a conduit à de graves erreurs affectant la construction de la planification de crise ; la pandémie a été identifiée dans la planification civile uniquement comme catastrophe naturelle.

Dans le rapport de la Cour suprême des comptes (pl. *Najwyższa Izba Kontroli*) sur la protection civile dans le cadre de la gestion des crises et de la défense civile (2018), la Cour déclare « qu'il n'y a pas de système efficace de protection civile en Pologne. Les autorités chargées de la mise en œuvre des tâches dans le domaine de la gestion des crises et de la protection civile n'ont pas créé de structures ni de procédures efficaces adaptées aux menaces existantes et n'ont pas fourni de ressources nécessaires pour gérer correctement, entre autres, les cas de situation de crise » (NIK 2018).

En Pologne, il n'existe pas de loi sur la protection des civils et la défense civile qui fournirait un nouveau cadre pour l'ensemble du système de protection des citoyens en temps de crise et de guerre, ordonnant d'une façon juridique et structurelle la situation – d'où la faiblesse du système et l'absence de responsabilité politique.

La coalition au pouvoir dirigée par le parti Droit et Justice a encore un an pour convaincre à nouveau les Polonais. Les prochaines élections législatives auront lieu en 2023. Droit et Justice doit minimiser les conséquences politiques, économiques et sociales de la pandémie en cours. La Commission européenne a approuvé le programme polonais de soutien aux entreprises touchées par l'épidémie de coronavirus, d'une valeur de 2,6 milliards d'euros. Cependant, après des négociations sur les fonds européens (la Pologne et la Hongrie ont convaincu l'UE de ne pas lier leur attribution au respect des libertés démocratiques), la Pologne doit trouver une nouvelle position en Europe.

Le président polonais actuel et son milieu politique monopoliste relèvent un défi – en renforçant la politique intérieure et leur domination politique sur la scène nationale, ils assurent une position ferme sur la scène de l'Europe centrale et de toute l'Europe.

**Tableau 5.** Comparaison des différents documents sur la protection civile.

Plan de protection civile de l'État, 1995	Préparation des structures de protection civile pour la mise en œuvre des tâches en période de guerre et de paix, la Cour suprême des comptes, 2012	Rapport sur la protection civile dans le cadre de la gestion de crise et de la protection civile, la Cour suprême des comptes, 2018
Contexte : intégration progressive de la Pologne dans le système de planification civile de l'OTAN ( <i>Civil Emergency Planning</i> )	La protection civile en Pologne n'est prête à accomplir aucune de ses tâches.	Pas de système de protection civil efficace.
Respect des Conventions de Genève.	En cas de catastrophe naturelle, l'État n'est pas en mesure de contribuer à l'élimination efficace de ses effets.	Les autorités chargées de la mise en œuvre des tâches dans le domaine de la gestion des crises et de la protection civile n'ont pas créé de structures ni de procédures efficaces adaptées aux menaces existantes.
Mise en œuvre des normes occidentales dans la protection civile polonaise, habiliter les tâches de la défense civile pour le temps de la paix.	Pendant la guerre, l'État ne protégera pas la population civile ou les objets critiques.	Jusqu'en 2018, la nouvelle loi sur la protection des civils et la défense civile n'a pas été mise en œuvre.
Planification d'urgence et planification civile uniquement dans la dimension des catastrophes naturelles et des catastrophes.	Le ministre avait négligé toutes ses obligations légales en matière de surveillance de la défense civile.	-

Source : NIK 2018 ; NIK 2012 ; Olejarz 2014.



#### 4. La nouvelle position de la Pologne sur la scène des changements géopolitiques

La politique étrangère et de sécurité du gouvernement actuel repose sur des partenariats solides avec l'OTAN, l'Union européenne et les États-Unis. Dans le même temps, la Pologne attache une grande importance aux alliances régionales : le Groupe de Visegrád (que la Pologne préside pour la période du 1.07.2020 au 30.06.2021), l'Initiative des Trois Mers<sup>4</sup>, la Coopération de défense de l'Europe centrale (CEDC), l'Initiative de Bucarest<sup>9</sup>, les différentes formes d'une coopération dans la région de la mer Baltique<sup>5</sup> et récemment le Triangle de Lublin (associant la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine). Ainsi, la position de la Pologne en tant que puissance régionale importante est clairement visible.

La question de la sécurité géopolitique et militaire reste majeure. La Pologne est située entre le flanc Est de l'OTAN (la Pologne, la Roumanie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie) et Mitteleuropa (la République tchèque, la Croatie, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie) (Zaborowski 2019).

Selon l'actuelle Stratégie de sécurité nationale de la Pologne (2020), la sécurité nationale repose sur une alliance forte avec l'OTAN et l'UE. Les liens étroits avec les États-Unis restent stratégiques pour l'environnement de sécurité de la Pologne (BBN 2020). Il est dans l'intérêt de la Pologne de coopérer étroitement avec les États-Unis dans le domaine de la sécurité et de la défense, également à travers le prisme de la coopération bilatérale allemande.

---

<sup>4</sup> Le 5<sup>e</sup> sommet de l'Initiative des Trois Mers (3SI) s'est tenu à Tallinn (19.10.2020). Son objectif est d'améliorer la connectivité Nord-Sud en Europe de l'Est. Soutenu par les États-Unis (la US International Development Finance Corporation s'est engagée à donner 300 millions de dollars au Fonds d'investissement 3SI). Il vise à contrebalancer le format « 17 +1 » de l'Europe centrale et orientale mené par la Chine.

<sup>5</sup> La Pologne est très activement engagée dans les différentes organisations autour de la mer Baltique : Conseil des États de la mer Baltique, Union des villes Baltiques, Commission de la protection de l'environnement de la mer Baltique (Helcom).

**Tableau 6.** Participation de la Pologne dans certaines organisations régionales/groupes de coopération.

Noms	Adhésion	Pays membres	Objectif de l'organisation
Groupe de Visegrád	1991	Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie	L'approfondissement de la coopération entre les pays.
Initiative des Trois Mers	2015	Autriche, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Hongrie	La coopération énergétique, logistique, informatique, dans le transport et la télécommunication.
Coopération de défense de l'Europe centrale	2010	République tchèque, Slovaquie, Autriche, Hongrie, Slovénie, Croatie, Pologne (observateur)	Le renforcement des actions de l'UE et de l'OTAN dans le domaine de sécurité et de la défense en Europe centrale.
Conseil des États de la mer Baltique	1992	Pologne, Norvège, Suède, Finlande, Danemark, Lituanie, Lettonie, Estonie, Russie, Allemagne, Islande	Le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région de la mer Baltique.
Initiative « 9 » de Bucarest	2014	Pologne, Estonie, Roumanie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Bulgarie	La promotion et le lobbying pour la présence renforcée de l'OTAN en Europe centrale et orientale.
Triangle de Lublin	2020	Pologne, Lituanie, Ukraine	La coopération approfondie dans le cadre du Partenariat oriental, le soutien de l'Ukraine auprès de l'UE et de l'OTAN.
Triangle de Weimar	1991	Pologne, Allemagne, France	La coopération entre les pays membres et la promotion des intérêts communs auprès de la communauté internationale.
Triangle de Kaliningrad	2011	Pologne, Russie, Allemagne	Le forum de discussion sur le nouvel ordre en Europe.
Initiative centre-européenne	1989	Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Italie, Hongrie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine	La coopération économique, sociale, politique et culturelle.

Source: MSZ 2020 ; Trójka Łubelski 2020.

Le 15 août 2020, un accord américano-polonais est signé concernant le stationnement de troupes américaines sur le sol polonais. Le nombre de soldats américains augmente et atteint 5500 au 3 août 2020 (MON 2020). Ils stationnent de manière permanente. En 2018, la Pologne signe également un accord d'une valeur de 4,75 milliards de dollars pour l'achat et la coproduction d'un ensemble d'actifs de défense aérienne et antimissile en deux phases : Vistule et Narew (éléments du bouclier antimissile).

En outre, le 19 octobre 2020, la Pologne signe un accord avec les États-Unis sur la coopération pour le développement de l'énergie nucléaire. Les États-Unis vont construire une centrale nucléaire en Pologne (Ceglarz 2020).

Depuis 7 ans, la Pologne augmente considérablement ses dépenses de sécurité et de défense. En 2013, ils représentent 1,72 % du PIB (28 milliards de PLN) et, en 2020, ils atteignent 2,3 % du PIB (49 milliards de PLN).

La Pologne est proportionnellement moins impliquée dans la Politique de sécurité et défense commune (PSDC). Elle la voit comme complémentaire de son implication dans l'OTAN. La Pologne participe à 10 programmes de la Coopération structurée permanente (CSP) (PESCO 2020) en y voyant une opportunité supplémentaire de renforcer la technologie et les connaissances dans le domaine de l'industrie militaire, mais reste sceptique quant à son implication dans le Fonds européen de la défense (Terlikowski 2019).

**Tableau 7 :** Les dépenses militaires de la Pologne par rapport au PIB (2010-2020).

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
% PIB	1,72	1,85	2,22	1,99	1,89	2,02	2,02	2,3	2,2
Milliard de dollars	445	460	478	492	517	544	567	525	518

Source : Defence Expenditure of NATO Countries (2013-2020), Communiqué de Presse, PR/CP(2020)104, NATO, 21.10.2020 ; Le budget pour 2021... *ibidem*.

L'Europe centrale est un levier de puissance pour la France qui a besoin des pays de cette partie du continent pour renforcer l'Union européenne (Baune 2020), sa politique de la défense et de la sécurité<sup>6</sup>. Selon Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission européenne, l'Union reste une puissance mondiale ignorée (Juncker 2020). Et c'est précisément dans une telle Union que la Pologne reste importante aux yeux de ses partenaires. « Il est dans l'intérêt

<sup>6</sup> Depuis le début de sa présidence, Emmanuel Macron recherche des alliés parmi les États membres de l'UE pour renforcer la PSDC à travers ses visions de construction de l'Autonomie stratégique européenne. Il veut renforcer la force militaire et stratégique de l'UE, rendant l'UE indépendante de l'OTAN. Il tente de conquérir l'Allemagne (la puissance économique en Europe) qui reste sceptique sur cette proposition.

stratégique de la Pologne de contrebalancer les processus de désintégration dans l'Union européenne » (Grosse 2020).

La réactivation du format du Triangle de Weimar est un signe important de la volonté de la France et de l'Allemagne, les deux pays les plus importants de l'UE, de renforcer leur coopération avec la Pologne (Zaborowski 2020 ; Triangle de Weimar 2020)

La forte position de la Pologne a une importance majeure dans le contexte des événements suivants :

1. La situation de l'UE – le Brexit, la crise économique ;
2. Les relations transatlantiques après l'élection présidentielle américaine le 4 novembre 2020<sup>7</sup> ;
3. Les relations entre l'UE et la Chine ;
4. La Politique de sécurité et de défense commune (l'autonomie stratégique européenne) ;
5. La situation instable à l'Est de l'Europe – le conflit en Ukraine et la situation en Bélarus (Zaborowski 2020) ;
6. Le changement des relations entre deux voisins de la Pologne – entre l'Allemagne et la Russie (Grull 2020).

## 5. Conclusion

En Europe centrale, en Pologne, la dynamique de la réalité est en constante évolution. Nous en apprendrons davantage sur la vérité géopolitique de la Pologne contemporaine à partir de la direction et de l'ampleur des changements qui se sont déjà produits et se produisent encore en relation avec la pandémie de Covid-19.

La crise sans précédent qui traverse le monde a conduit à la nécessité de redéfinir l'ordre géopolitique du monde. Les régions d'importance géopolitique comme l'Europe centrale ont besoin d'un *leadership* fort – la Pologne. Il ne s'agit pas de créer de nouvelles divisions sur le continent européen. Il s'agit d'une complémentarité mutuelle afin de renforcer les intérêts communs à l'échelle européenne. La force et l'efficacité de la Pologne doivent être soutenues par sa cohérence dans la gestion des crises. Le pouvoir d'un État est sa capacité à construire une sphère d'influence, à persuader d'autres États de coopérer avec lui (Charillon 2019). La légitimation du *leadership* et de la force de la Pologne en Europe passe précisément par le renforcement de son influence en Europe centrale, la coopération régionale et la construction d'alliances dans la région.

---

<sup>7</sup> Le candidat à la présidentielle américaine Joe Biden a souligné dans sa campagne l'importance de l'Europe centrale pour renforcer le potentiel de l'UE en tant que contrepoids dans la rivalité géopolitique avec la Chine et la Russie (Pugliesi 2020).

La nécessité de faire face à la nouvelle réalité géopolitique oblige à une nouvelle approche géopolitique. La Pologne, qui représente l'Europe centrale, est une puissance qui doit utiliser son potentiel et ses opportunités pour aider l'Europe à redéfinir sa stratégie « géopolitique dans un monde profondément changé ».

Zbigniew Brzeziński a déclaré :

Pour le reste de ce siècle, l'humanité sera de plus en plus préoccupée par sa survie face à l'accumulation des défis environnementaux. Ces défis peuvent seulement être résolus d'une manière responsable et efficace au niveau international. Ces solutions doivent être basées sur une vision stratégique qui reconnaît l'urgence de créer un nouveau cadre géopolitique (Brzeziński 2016)<sup>8</sup>.

À plus long terme, la situation actuelle peut signifier le renforcement d'une alliance forte avec les pays de la région – la consolidation du Groupe de Visegrád, actuellement dirigé par la Pologne, l'Initiative des Trois Mers et le Triangle de Lublin. Cela peut avoir lieu dans une atmosphère d'appel à la consolidation de l'Europe centrale.

## Bibliographie

- Afelt A. 2021. *Globalizacja a epidemiologiczny efekt teorii trzepotu skrzydeł motyla. Dlaczego SARS-CoV-2 tak szybko nas skolonizował? (La mondialisation et l'effet épidémiologique de la théorie du battement des ailes de papillon. Pourquoi le SARS-CoV-2 nous a colonisé si rapidement ?)*, Webinaire, Université d'Adam Mickiewicz, 25.01.2021.
- Badie B. 2020. *Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique*, CNRS Éditions, Paris.
- Badie B. 2021. *Du populisme et de ses transformations*, Webinaire : « Populismes arabes et européens : approches comparées, 3<sup>e</sup> colloque annuel », Centre arabe de recherche et d'études politiques de Paris, 29.01.2021.
- BBN 2020. *Strategia Bezpieczeństwa Rzeczypospolitej Polskiej (Stratégie de la sécurité nationale de la Pologne)*, 2020. [https://www.bbn.gov.pl/ftp/dokumenty/Strategia\\_Bezpieczenstwa\\_Narodowego\\_RP\\_2020.pdf](https://www.bbn.gov.pl/ftp/dokumenty/Strategia_Bezpieczenstwa_Narodowego_RP_2020.pdf), accès : 14.10.2020.
- Beaune C. 2020. *L'Europe par delà le Covid-19*, « Politique Etrangère », Automne 2020, IFRI. [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leurope\\_par\\_dela\\_le\\_covid19.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leurope_par_dela_le_covid19.pdf), accès : 2.11.2020.

<sup>8</sup> Ang.: *During the rest of this century, humanity will also have to be increasingly preoccupied with survival as such on account of a confluence of environmental challenges. Those challenges can only be addressed responsibly and effectively in a setting of increased international accommodation. And that accommodation has to be based on a strategic vision that recognizes the urgent need for a new geopolitical framework* (Brzeziński 2016).

- Boyer R. 2020. *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, La Découverte, Paris.
- Bol D. et al. 2020. *The effect of Covid-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy?*, « European Journal of Political Research », 60(2), pp. 497-505.
- Borell J. 2020. *Quelle politique étrangère européenne à l'heure du Covid-19?*, « Le Grand Continent ». <https://legrandcontinent.eu/pl/2020/12/14/josep-borrell/>, accès : 14.12.2020.
- Borraz O. et al. 2020. *Covid-19: une crise organisationnelle*, Presses de Sciences Po, Paris.
- Brzeziński Z. 2016. *Toward a Global Realignment*, « The American Interest », 17.04.2016. <https://www.the-american-interest.com/v/zbigniew-brzezinski>, accès : 14.11.2020.
- Budżet RP 2021. *Le budget de la Pologne pour 2021*. [http://orka.sejm.gov.pl/opinie9.nsf/nazwa/640\\_u/\\$file/640\\_u.pdf](http://orka.sejm.gov.pl/opinie9.nsf/nazwa/640_u/$file/640_u.pdf), accès : 20.01.2021.
- CBOS 2021. *Rapports de Centrum Badań Opinii Publicznej (Centre polonais d'Étude de l'Opinion Publique CBOS)*, 15.01.2021. <https://www.cbos.pl/PL/publikacje/raporty.php>, accès : 16.01.2021.
- Ceglarz J. 2020. *Energetyka jądrowa. Polska podpisała umowę z USA (Énergie nucléaire. La Pologne a signé un accord avec les États-Unis)*, « Money », 19.10.2020. <https://www.money.pl/gospodarka/energetyka-jadrowa-polska-podpisala-umowe-z-usa-6566399098628736a.html>, accès : 20.10.2020.
- Charillon F. 2019. *La France est-elle encore une grande puissance ?*, Entretien IRIS avec Frédéric Charillon, 07.10.2019. <https://www.iris-france.org/140729-la-france-est-elle-encore-une-grande-puissance/>, accès : 14.11.2020.
- Commission Européenne 2020. *State aid: Commission approves €2.6 billion Polish scheme to support companies affected by coronavirus outbreak*, Press release, 23.07.2020. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_20\\_1402](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_20_1402), accès : 13.10.2020.
- Davis M., Lohm D. 2020. *Pandemics, Publics and Narrative*, Oxford University, Oxford.
- Debuysere L. 2020. *Coronationalism vs a geopolitical Europe?*, « Policy Insight », 23.06.2020. <https://www.ceps.eu/ceps-publications/coronationalism-vs-a-geopolitical-europe/>, accès : 13.10.2020.
- Defarges P. M. 2020. *Géopolitique*, « Encyclopædia Universalis ». <https://www.universalis.fr/encyclopedie/geopolitique/>, accès : 23.10.2020.
- Defence24 2019. *Przeciwrakietowa tarcza Polski kluczowa dla obrony Europy (Defense anti-missile de la Pologne très importante pour l'Europe)*, 19.08.2019. <https://defence24.pl/przeciwrakietowa-tarcza-polski-kluczowa-dla-obrony-europy-opinia>, accès : 20.10.2020.
- Defence24 2020. *Szef BBN rozmawia o polsko-francuskiej współpracy z dziedziny obronności (Chef du BBN discute de la coopération franco-polonaise dans le domaine de la défense)*, 09.10.2020, <https://defence24.pl/szef-bbn-rozmawia-o-polsko-francuskiej-wspolpracy-z-dziedziny-obronnosci>, accès : 20.10.2020.

- Domaradzki S. 2020. *Le Parlement polonais au temps du coronavirus. La pandémie a été instrumentalisée pour renforcer encore la mainmise du parti au pouvoir sur les institutions. Le Parlement au temps du coronavirus. Pologne. Etude*, Fondation Robert Schuman, 2020. [https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/ouvrages/FRS\\_Parlement-Pologne.pdf](https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/ouvrages/FRS_Parlement-Pologne.pdf), accès : 10.10.2020.
- Duda A. 2020. *Orędzie Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej przed Zgromadzeniem Narodowym (Le discours du président polonais devant l'Assemblée Nationale)*, 06.08.2020. <https://www.prezydent.pl/aktualnosci/wypowiedzi-prezydenta-rp/wystapienia/art,1137,oredzie-prezydenta-przed-zgromadzeniem-narodowym.html>, accès : 12.10.2020.
- Duszyński J., Afelt A. et al. 2020. *Zrozumieć Covid. Opracowanie zespołu ds. Covid przy Prezesie Polskiej Akademii Nauk (Comprendre le Covid. Une étude de groupe de recherche sur le Covid auprès du président de l'Académie polonaise des sciences)*, 14.09.2020. [https://informacje.pan.pl/images/2020/opracowanie-covid19-14-09-2020/ZrozumiecCovid19\\_opracowanie\\_PAN\\_interactive.pdf](https://informacje.pan.pl/images/2020/opracowanie-covid19-14-09-2020/ZrozumiecCovid19_opracowanie_PAN_interactive.pdf), accès : 15.09.2020.
- Encel F. 2007. *Questions de géopolitique ou la géopolitique en question*, « La revue pour l'histoire du CNRS » [version électronique], nr 16, 2007, 26.03.2009. <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/1573>, accès : 15.11.2020.
- Eurostat 2021. *Les données d'Eurostat*, 01.01.2021. <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>, accès : 2.01.2021.
- Franke U. E. 2019. *Two people separated by a common idea: Why Macron and AKK agree*, ECFR, 12.11.2019. [https://ecfr.eu/article/commentary\\_two\\_people\\_separated\\_by\\_a\\_common\\_idea\\_why\\_macron\\_and\\_akk\\_agree/](https://ecfr.eu/article/commentary_two_people_separated_by_a_common_idea_why_macron_and_akk_agree/), accès : 21.10.2020.
- Fukuyama F. 2020. *Economic and political development; the importance of institutions*. Webinaire, Université de Varsovie, 8.12.2020.
- Gomart T. 2021. *Guerres invisibles. Nos prochains défis géopolitiques*, Tallandier, Paris.
- Gotkowska J. 2020. *Czas na europejski rozdział. W interesie Polski jest większy udział Niemiec w polityce obrony (Temps pour un chapitre européen. Il est dans l'intérêt de la Pologne d'accroître la participation de l'Allemagne à la politique de défense)*, « Dziennik Gazeta Prawna », 13.12.2020. <https://www.gazetaprawna.pl/wiadomosci/artykuly/1498813,usa-nato-niemcy-obronnosc-polska-biden-bezpieczens-two.html>, accès : 3.01.2021.
- Grosse T. G. 2020. *Geopolityczna gra o Europę Środkową (Un jeu géopolitique pour l'Europe centrale)*, « Opinie Klubu Jagiellońskiego », 13.02.2020. <https://klubjagiellonski.pl/2020/02/13/geopolityczna-gra-o-europe-srodkowa/>, accès : 21.10.2020.
- Grull P. 2020. *L'Allemagne change timidement de position face à la Russie*, 2020. <https://www.euractiv.fr/section/monde/news/deutschlands-zaghafte-haertegen-russland-ein-hauch-von-strategie/>, accès : 14.11.2020.
- GUS 2020. *Biuletyn Statystyczny*, 11/2020, Główny Urząd Statystyczny, 23.12.2020. <https://stat.gov.pl/obszary-tematyczne/inne-opracowania/informacje-o-sytuacji>

- spoleczno-gospodarczej/biuletyn-statystyczny-nr-112020,4,106.html, accès 2.01.2021.
- Haushofer K. E. 2000. *Geograficzne spełnienie trójkąta. Przestrzeń i polityka. Z dziejów niemieckiej myśli politycznej (Une réalisation souhaitable du géographie du triangle. La pensée politique allemande)*, réd. A. Wolff-Powęska, E. Schulz, Wydawnictwo Poznańskie, Poznań.
- Juncker J. C. 2020. *Entretien exclusif avec Jean-Claude Juncker : L'Europe est une puissance mondiale qui s'ignore*, « Entretiens d'Europe », Fondation Robert Schuman, 19.10.2020. <https://www.robert-schuman.eu/fr/entretiens-d-europe/0100-entretien-exclusif-avec-jean-claude-juncker-l-europe-est-une-puissance-mondiale-qui-s-ignore>, accès : 21.10.2020.
- Johns Hopkins University 2020. *Rapports de Johns Hopkins University and Medicine, Coronavirus Resource Center*. <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>, accès : 3.01.2021.
- Krastev I. 2020. *Nadeszło jutro. Jak pandemia zmienia Europę (Le demain est arrivé. Comment la pandémie change l'Europe)*, Wydawnictwo Krytyki Politycznej, Warszawa.
- Lecler R. 2020a. *Ce n'est pas une simple crise : nous vivons une interruption inédite de la mondialisation*, « L'Obs », 21.03.2020.
- Lecler R. 2020b. *Le Covid-19 met au jour toute une série de phénomènes associés à la mondialisation*, « Le Monde », 6.03.2020.
- Mackinder H. J. 1904. *The Geographical Pivot of History*, « The Geographical Journal », vol. 23, pp. 421-437.
- Mackinder H. J. 1910. *Democratic Ideals and Reality*, Holt, New York.
- Mitterrand F. 1991. *Conférence de presse du Président de la République, sur la fin de l'empire soviétique, l'unité et la sécurité en Europe, les accords entre l'Europe de l'Est et la CEE, le chômage, les privatisations partielles et le rôle du Premier ministre*, Paris, le 11 septembre 1991. <https://www.vie-publique.fr/discours/132720-conference-de-presse-de-m-francois-mitterrand-president-de-la-republique>, accès : 25.10.2020.
- Moczulski L. 2010. *Geopolityka. Potęga w czasie i przestrzeni (Géopolitique. Puissance dans le temps et dans l'espace)*, Bellona, Varsovie.
- Moller A. 2019. *The three eras since reunification*, « ECFR », 01.10.2019. [https://ecfr.eu/article/commentary\\_the\\_three\\_eras\\_since\\_reunification/](https://ecfr.eu/article/commentary_the_three_eras_since_reunification/), accès : 01.10.2020.
- MON 2020. *Umowa o wzmocnionej współpracy obronnej pomiędzy Polską a USA podpisana (L'accord sur une coopération renforcée entre la Pologne et les États-Unis)*, 15.08.2020. <https://www.gov.pl/web/obrona-narodowa/umowa-o-wzmocnionej-wspolpracy-obronnej-pomiedzy-polska-a-usa-podpisana>, accès : 14.10.2020.
- MSZ 2020. *Le site officiel du Ministère des affaires étrangères de la Pologne*. <https://www.gov.pl/web/dyplomacja>, accès : 13.10.2020.
- MZ 2020. *Rapports du Ministère de la santé en Pologne*. <https://www.gov.pl/web/zdrowie>, accès : 2.01.2021.



- Nacoti M. et al. 2020. *At the epicenter of the Covid-19 pandemic and humanitarian crises in Italy. Changing perspectives on preparing and mitigation*, « NEJM Catalyst Innovations in Care Delivery », vol. 1, nr. 2.
- NATO 2020. *Defence Expenditure of NATO Countries (2013-2020)*, Communiqué de Press, PR/CP2020.104, 21.10.2020. [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2020/10/pdf/pr-2020-104-en.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/10/pdf/pr-2020-104-en.pdf), accès : 25.10.2020.
- NIK 2012. *Przygotowanie struktur obrony cywilnej do realizacji zadań w okresie wojny i pokoju (La préparation des structures de la défense civile en cas de guerre et au temps de la paix)*, Najwyższa Izba Kontroli, nr 5/2012/P/11/083/KPB, 9.03.2012.
- NIK 2018. *Ochrona ludności w ramach zarządzania kryzysowego i obrony cywilnej, Informacja o wynikach kontroli (La protection de population et la défense civile en cas de crise)*, Departament porządku i bezpieczeństwa wewnętrznego Najwyższej Izby Kontroli, Nr ewid. 147/2018/P/17/039/KPB, 12.09.2018.
- Olejarz T. 2014. *Obrona cywilna w systemie obronnym państwa (Défense civile dans un système de la défense nationale)*, « Modern Management Review », avril-juin 2014, pp. 63-72.
- PESCO 2020. *Permanent Structured Cooperation (PESCO)'s projects – Overview 2019*. <https://www.consilium.europa.eu/media/41333/pesco-projects-12-nov-2019.pdf>, accès : 20.09.2020
- Pugliesi J. 2020. *Security realities, Commentary ECFR*, 12.10.2020. [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_security\\_realities](https://www.ecfr.eu/article/commentary_security_realities), accès : 13.11.2020.
- PKW 2020. *Rapports de Państwowa Komisja Wyborcza (Commission nationale des élections PKW)*. <https://pkw.gov.pl>, accès : 20.10.2020
- RFS Reporters sans frontières 2020. *Classement mondiale de la liberté de la presse, 2020*. <https://rsf.org/fr/classement>, accès : 1.10.2020.
- Romer E. 1910. *Czy Polska jest krainą przejściową? (Est-ce que la Pologne est un territoire de transition ?)*, « Ziemia », pp. 241-243.
- Romer E. 1912. *Przyrodzone podstawy Polski historycznej (Fondements naturels de la Pologne historique)*, Lviv.
- Romer E. 1926. *Geografia na usługach państwa (Géographie au service de l'État)*, « Czasopismo Geograficzne », vol. IV.
- Romer E. 1939. *Ziemia i państwo. Kilka zagadnień geopolitycznych (Terre et l'État. Certaines questions géopolitiques)*, Lviv-Warszawa.
- Rossi M. 2020. *Les mots et la géopolitique en temps de pandémie : l'après crise en question, La revue géopolitique*. <https://www.diploweb.com/Les-mots-et-la-geopolitique-en-temps-de-pandemie-l-apres-crise-en-question.html>, accès : 1.10.2020.
- Sondaż poparcia dla partii 2020. *Katastrofalny wynik PO, Konfederacja na podium (Le sondage du soutien pour les partis. Le résultat catastrophique pour PO, La Confédération sur le podium)*, « Wprost », 9.10.2020. <https://www.wprost.pl/kraj/10374909/sondaz-poparcia-dla-partii-katastrofalny-wynik-po-konfederacja-na-podium.html>, accès : 20.10.2020.

- Szabo M. 2020. *Covid-19 et Europe Centrale : De pays modèles à mauvais exemples ?*, « EuroCreative ». [http://eurocreative.fr/covid-19-et-europe-centrale-de-pays-modeles-a-mauvais-exemples/?fbclid=IwAR30SqqH2l9\\_JUYfSD6OJ-OcMD-dPxikU3rzSyx6P3TGu\\_pGjLuQR1K0A\\_xc](http://eurocreative.fr/covid-19-et-europe-centrale-de-pays-modeles-a-mauvais-exemples/?fbclid=IwAR30SqqH2l9_JUYfSD6OJ-OcMD-dPxikU3rzSyx6P3TGu_pGjLuQR1K0A_xc), accès : 30.09.2020.
- Szmitkowski P. 2012. *System ochrony ludności w Polsce. Historia i współczesność (Le système de la protection civile en Pologne. L'histoire et le contemporain)*, « Colloquium Wydziału Nauk Humanistycznych i Społecznych », 4/2012. Université de Siedlce. [http://cejsh.icm.edu.pl/cejsh/element/bwmeta1.element.cejsh-62d6f117-0547-404b-b899-91e2b5ad554d/c/Pawel\\_Szmitkowski.pdf](http://cejsh.icm.edu.pl/cejsh/element/bwmeta1.element.cejsh-62d6f117-0547-404b-b899-91e2b5ad554d/c/Pawel_Szmitkowski.pdf), accès : 13.11.2020.
- Szułdrzyński M., Kolanko M. 2020. *Jak wzrost zakażeń wpłynie na polską politykę? (Comment l'augmentation des infections affectera la politique polonaise ?)*, « Rzeczpospolita », 09.10.2020. [https://podcasty.rp.pl/audycje/polityczne-michalki/6713-jak-wzrost-zakazen-wplynie-na-polska-polityke?utm\\_source=rp&utm\\_medium=teaser\\_redirect](https://podcasty.rp.pl/audycje/polityczne-michalki/6713-jak-wzrost-zakazen-wplynie-na-polska-polityke?utm_source=rp&utm_medium=teaser_redirect), accès : 10.10.2020.
- Sykulski, L. 2001. *Geopolityka akademicka w Polsce – zarys stanu badań i perspektywy rozwoju (Géopolitique académique en Pologne – un aperçu de l'état des perspectives de recherche et de développement)*, « Przegląd Geopolityczny », 2001, vol. 1. [http://cejsh.icm.edu.pl/cejsh/element/bwmeta1.element.desklight-6fbdf64f-a05e-4498-ad01-88c11994b87b/c/Sykulski\\_Leszek\\_PG\\_t.1.pdf](http://cejsh.icm.edu.pl/cejsh/element/bwmeta1.element.desklight-6fbdf64f-a05e-4498-ad01-88c11994b87b/c/Sykulski_Leszek_PG_t.1.pdf), accès : 14.11.2020.
- Terlikowski M. 2019. *National expectations regarding European Defense Fund: The Polish Perspective*, Octobre 2019. <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2019/10/ARES-46.pdf>, accès : 26.10.2020.
- Thayer M. A. 1980. *The Influence of Sea Power upon History 1660–1805*, Englewood, New York.
- Tosseri O. 2020. *En Italie, le Covid est devenu un antidote contre le populisme*, « Les Echos », 29.09.2020. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/en-italie-le-covid-est-devenu-un-antidote-contre-le-populisme-1249797>, accès : 1.10.2020.
- Triangle de Weimar 2020. *Déclaration conjointe des ministres des Affaires étrangères du Triangle de Weimar (France, Allemagne et Pologne)* – Jean-Yves Le Drian, Heiko Maas, Zbigniew Rau, Paris, 15 octobre 2020.
- Trójkąt Lubelski 2020. (Triangle de Lublin), 29.07.2020. <https://www.defence24.pl/powstaje-trojkat-lubelski-nawiazanie-do-unii-lubelskiej-z-1569-r>, accès : 10.10.2020.
- Tunander O. 2001. *Swedish-German geopolitics for a new century : Rudolf Kjellén's 'The State as a Living Organism'*, « Review of International Studies », 27(3), pp. 451–463.
- Ulrike F. 2020. *La nouvelle vision du monde*, Webinaire : « Entretiens de la défense européenne 2020. Conférence sur l'avenir de l'Europe : quelle ambition pour la défense européenne », 3.11.2020.
- University of Oxford 2020. *Rapports de University of Oxford*. <https://ourworldindata.org/coronavirus-testing>, accès : 3.01.2021.

- US – Poland Agreement 2020. *U.S.-Poland Enhanced Defense Cooperation Agreement*, 15.08.2020. [https://pl.usembassy.gov/edca\\_eng/](https://pl.usembassy.gov/edca_eng/), accès : 14.10.2020.
- Webinaire Actualité critique 2020. *Transatlantic Relations after the U.S. Election: French and Polish Perceptions*, cycle « Akademickie spojrzenia: Actualité critique européenne », 3.11.2020.
- WHO 2020. *Rapports de l'Organisation Mondiale de la Santé*. <https://covid19.who.int>, accès : 3.01.2021.
- Wydatki wojskowe 2021. *Budżet Rzeczypospolitej Polskiej na 2021 rok (Le budget de la Pologne. Les dépenses militaires)*. <https://defence24.pl/sejm-uchwalil-budzet-na-2021-r-utrzymano-22-proc-pkb-dla-mon>, accès : 24.10.2020.
- Vidal de la Blache P. 1902. *Les conditions géographiques des faits sociaux*, « Annales de Géographie », année XI, nr 55, pp. 13-23.
- Varma T. 2019. *Provoquer des secousses : la méthode Macron*, « ECFR », 26.11.2019. [https://ecfr.eu/paris/article/provoquer\\_des\\_secousses\\_la\\_methode\\_macron/](https://ecfr.eu/paris/article/provoquer_des_secousses_la_methode_macron/), accès : 21.10.2020.
- Yam K. C., Jackson J. C. et al. 2020. *The rise of Covid-19 cases is associated with support for world leaders*, Université de Princeton, 23.08.2020. <https://doi.org/10.31234/osf.io/jhprk>, accès : 14.10.2020.
- Zaborowski M. 2019. *Between the Eastern Flank and Mitteleuropa. Security and Defence Policies in Central Europe*, « Visegrad Insight », 09.10.2019. <https://visegradinsight.eu/between-the-eastern-flank-and-mitteleuropa/>, accès : 13.10.2020.
- Zaborowski M. 2020. *Moderate Reactivation. The Weimar Triangle*, 20.10.2020. <https://visegradinsight.eu/moderate-reactivation-weimar-triangle/>, accès : 13.11.2020.
- Zylberman P. 2020a. *Epidémie de Covid-19 : Tous les gouvernements ont commis des erreurs*, « Le Monde », 29.09.2020. [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/09/28/pandemie-de-covid-19-tous-les-gouvernements-ont-commis-des-erreurs\\_6053898\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/09/28/pandemie-de-covid-19-tous-les-gouvernements-ont-commis-des-erreurs_6053898_3244.html), accès : 10.10.2020.
- Zylberman P. 2020b. *La guerre des vaccins*, Odile Jacob, Paris.

Guirec Joubert  
*Sciences Po Rennes*

## **Crise sanitaire : une ironique opportunité pour Victor Orbán et Jarosław Kaczyński**

**Abstract:** Since their parties accessed to power, Orbán and Kaczyński both had a very clear agenda. They want to protect the sovereignty of their countries, to reaffirm the values they believe in, and to stay as independent as possible from the European Union, even if they still accept European expenditures.. Because the Covid-19 unexpectedly put our societies in danger, it required a quick and efficient political answer to avoid its spread across the populations. This chaotic and scary situation is the perfect opportunity for both men to justify and legitimate their political agenda. The virus spreads easily across the globe, they always wanted to keep control on their borders. The situation is always evolving so it requires an efficient answer, they always wanted to have the entire power without listening their opponents.

**Keywords:** Poland, Hungary, Covid-19, democracy, authoritarian regime, rule of law

**Mots clés :** Pologne, Hongrie, Covid-19, démocratie, régime autoritaire, État de droit

### **1. Introduction**

« Une ironie », c'est ainsi que Gerald Knaus – fondateur du groupe European Stability Initiative – décrit la date du 30 mars 2020. Loin de n'être qu'une ironie, il s'agit surtout d'une allégorie des rapports entre l'Union Européenne, la Hongrie et la Pologne. Ce jour marque en effet l'octroi à la Hongrie de 5,6 milliards

d'euros dans le cadre du Règlement initiative d'investissement en réponse au coronavirus (CRII). Alors même que Viktor Orbán reçoit l'équivalent de 3,9 % du PIB hongrois par l'Union, Budapest vote *l'Acte de Protection contre le Coronavirus*, autorisant le Premier Ministre à gouverner par décret, sans limite, et à suspendre des élections si nécessaire.

« Une ironie », affirmait Gerald Knaus au New York Times. Une ironie tant cette date, et ses décisions, sont représentatives d'une gestion de la pandémie bien particulière par les hommes forts de Varsovie et Budapest. À l'instar de plusieurs hommes politiques perçus comme « autoritaires », J. Kaczyński et V. Orbán ont récupéré la pandémie pour renforcer leur pouvoir, légitimer des atteintes à la démocratie, et se jouer des failles européennes. Une simple ironie ?

## 2. Réactions légales en Hongrie et en Pologne

### A. État d'urgence, liberté de la presse, indépendance du gouvernement : Viktor Orbán aux commandes

Les crises apportent aux hommes et femmes politiques jugés autoritaires une occasion de saisir ce qu'ils leur manquent parfois tant, la légitimité. Si les démocraties européennes connaissent depuis plusieurs décennies les convoitises d'une vision politique extrême, c'est lors des crises que ces idées ont eu accès aux sommets du pouvoir.

Juan Linz, un philosophe espagnol qui a beaucoup écrit sur la nature des régimes politiques, décrivait l'autoritarisme dans son ouvrage *Régimes totalitaires et autoritaires* (1975) :

des systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice, mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive, excepté à certaines étapes de leur développement, et dans lesquels un leader ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais en fait plutôt prévisibles.

L'étude des réactions de Varsovie et Budapest lors de cette situation épidémique porte à croire que les gouvernements de ces pays ont lorgné entre démocraties et régimes autoritaires.

L'autoritarisme est alimenté par la crainte, et c'est exactement ce que la crise sanitaire provoque, en Pologne, en Hongrie, comme partout ailleurs. Loin de n'être qu'une crise donc, la pandémie de Covid-19 est également une opportunité pour Viktor Orbán et Jarosław Kaczyński de renforcer leur pouvoir, d'accélérer la mise en place de leur agenda politique, tout en jouissant d'une légitimité conjoncturelle.

Ainsi, si de nombreux États se sont décidés à prendre des mesures exceptionnelles pour faire face à la pandémie, le Parlement hongrois a voté, le 30 mars 2020, un projet de loi galvanisant les pouvoirs du Premier Ministre. Cette loi permet le prolongement de l'état d'urgence sanitaire, instauré le 11 mars, et qui permet à Viktor Orbán de légiférer par décret, de suspendre des élections si cela est jugé nécessaire, pour une durée indéterminée. Dans l'hémicycle, V. Orbán s'est justifié en disant : « nous ne savons pas quand finira l'épidémie ; je ne peux donc pas vous donner une date limite ». Si l'incertitude scientifique est bien réelle, l'opportunisme autoritaire semble l'être tout autant. La suspension de ces mesures dépend en effet des décisions du Premier Ministre, puisque la Constitution hongroise est écrite de sorte que seul le gouvernement peut mettre fin à un état d'urgence, le parlement n'a pas cette possibilité. Cette mesure n'est pas sans rappeler l'état d'urgence mis en place lors de la « crise migratoire » en 2015, qui a tardé à être levé une fois la situation apaisée.

De plus, Viktor Orbán a intégré dans son arsenal législatif pour lutter contre la pandémie de Covid-19 une ligne sur la liberté de la presse. En effet, au nom de la lutte contre la désinformation, le gouvernement hongrois s'est donné la possibilité de sanctionner la diffusion de fausses informations qui vont à l'encontre de l'action politique par des peines allant jusqu'à cinq ans de prison. Ne pas entraver l'action, c'est cette idée qui, à nouveau, justifie cette décision. La loi précise en effet que ces peines d'emprisonnement concernent des personnes qui diffusent des informations « d'une manière susceptible d'entraver ou de faire dérailler l'efficacité de l'effort de la réponse ». Cette décision s'est heurtée à de nombreuses déclarations publiques d'inquiétudes, notamment celles de Reporter sans frontières.

Parce que tout pouvoir autoritaire a son arsenal de symbolique, des militaires ont été nommés à la direction logistique des hôpitaux. En plus de cela, Orbán a, dès le mois de mars 2020, mis en place onze « groupes opérationnels », à qui la gestion de problématiques publiques a été déléguée. Ces groupes ont permis à des militaires d'intégrer des entreprises jugées stratégiques, et de participer aux processus décisionnels en leur sein. Ce positionnement de l'armée aux postes clés, privés ou publics, illustre bien la place que Viktor Orbán a voulu se donner en 2020, celle d'un commandant militaire.

Pourtant, la fin de l'état d'urgence a bien été votée, dès le 16 juin 2020. Si les défenseurs de la démocratie pourraient s'en réjouir, les ONG de défense des Droits de l'Homme n'ont pas vraiment perçu cela d'un oeil serein. Ces organisations ne sont pas pleinement sereines parce que, simultanément au vote de la fin de l'état d'urgence, le parlement vote une autre loi, peu rassurante. En effet, grâce à l'introduction de ce texte, le gouvernement peut déclarer l'état d'urgence sans même avoir recours au parlement, et rend donc à nouveau possible des prises de décisions par décret, sans consultation. Ce vote pose dans le droit la vision que Viktor Orbán se fait du pouvoir, une vision dans laquelle il peut concentrer les forces quand il juge la situation critique.

Ce qui alimente l'idée que le Premier ministre hongrois utilise la situation pour renforcer son pouvoir est la différence entre les mesures législatives et les mesures sociales mises en place. Si politiquement Viktor Orbán a pris de nombreuses décisions, il a été bien moins directif et proactif en matière de mesures sociales. L'hebdomadaire magyar HVG titrait en octobre : « En Hongrie, le coronavirus tue de plus en plus et Orbán tâtonne ». Cette distorsion laisse à penser que l'activisme politique d'Orbán ne se traduit pas par des mesures pour endiguer la propagation du virus, ou pour protéger la population.

Cette hésitation à prendre des décisions pour ralentir la pandémie serait liée, toujours selon l'hebdomadaire, à une peur de perdre en popularité auprès de l'opinion publique, quitte à laisser les Hongrois se mettre en danger. HVG va jusqu'à écrire « le nombre de test est faible, la recherche de cas contacts suspendue, et des chiffres et des faits sont passés sous silence ». Pourquoi alors tous ces projets de lois, si ce n'est pour opérer un tour de force législatif ? Marta Pardavi, co-présidente du Comité Helsinki établi en Hongrie, affirmait dans les colonnes du site Politico.eu que « le gouvernement avait déjà utilisé ses pouvoirs de réglementation par décret pour adopter plus de 120 mesures d'urgence, dont un certain nombre n'avait rien à voir avec les mesures de protection liées au Covid ».

## **B. Maintien des élections et opposition poussée au silence : Kaczyński ose ce que même Poutine n'a pas tenté**

« Vladimir Poutine n'avait pas osé ». C'est ainsi que l'hebdomadaire français *Marianne* commence un article sur le maintien des élections présidentielles en Pologne, publié le 8 avril 2020. Comme Viktor Orbán, Jarosław Kaczyński a utilisé la crise sanitaire non seulement pour asseoir son pouvoir, et développer sa vision de la Pologne, alors que même le président Andrzej Duda s'est montré plus discret et mesuré.

Les élections présidentielles devaient tout d'abord avoir lieu le 10 mai 2020, et le chef du parti ultra-conservateur Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, PiS) n'avait pas l'intention de modifier la date, épidémie ou non. Si les deux-tiers des Polonais étaient contre le maintien du scrutin, Kaczyński y voyait une opportunité pour monopoliser les médias, et ainsi confirmer le cours de la campagne présidentielle (bien engagée pour le parti au pouvoir) en permettant à Droit et Justice d'être omniprésent. En effet, étant au pouvoir lors du début de la crise sanitaire, les hommes forts de Kaczyński ont été omniprésents sur les plateaux de télévision, alors même que l'opposition ne pouvait plus organiser de rassemblements, et donc perdait considérablement en visibilité.

Le Chef de la majorité a alors fait passer, après des débats nourris pendant la nuit du 6 au 7 avril 2020, une loi introduisant le vote par correspondance. Cette modification devait donc rendre possible le maintien des élections, alors

même que l'Académie polonaise des sciences déclarait à ce propos qu'il s'agissait d'une « décision irresponsable moralement et légalement inacceptable », d'après des propos rapportés par l'hebdomadaire français *Marianne*. Plus étonnant encore, en 2018, Droit et Justice s'était montré contre le vote par correspondance, avançant les risques de fraudes électorales.

Dès lors, comment expliquer ce choix ? Au moment où les débats sur le report des élections ont lieu, Droit et Justice est très haut dans les sondages, crédités par l'institut Social Changes de 49 % d'opinions favorables entre le 3 et le 6 avril. Les sondages leur sont si favorables qu'une victoire dès le premier tour est envisageable, hors de question alors d'annuler un scrutin qui promet d'être victorieux pour le candidat et président sortant, Andrzej Duda.

Ce n'est finalement que le 6 mai, après un débat télévisé, que les Polonais apprennent le report des élections présidentielles, à cause notamment de distorsions entre les alliances politiques dont Droit et Justice avait besoin. A ce moment, le même institut de sondage Social Changes crédite le parti de 52 % d'opinions favorables.

Ce sont deux Jarosław qui ont finalement opté pour un report, en proie aux pressions de tout bord. Un duopole qui inquiète jusque dans les colonnes de l'hebdomadaire *Polityka*, qui écrivait : « La Pologne est entre les mains de deux Jarosław ». Jarosław Kaczyński donc, et Jarosław Gowin, le chef de l'Entente (*Porozumienie*, une frange plus modérée de la coalition au gouvernement, demandant elle aussi le report). L'hebdomadaire ajoute, suite à cette décision prise au dernier moment et sans concertation, « Il est humiliant pour la démocratie polonaise que les termes de l'élection du chef de l'État soient fixés au cours de rencontres secrètes entre hommes politiques au pouvoir, sans que l'opposition ait son mot à dire ». Cette situation est d'autant plus déroutante que Jarosław Kaczyński n'a qu'un mandat de député, et a pourtant réussi à s'imposer comme celui qui tranche sur le calendrier politique du pays.

Non content de chercher à utiliser la pandémie pour limiter l'opposition et asseoir son candidat, le parti Droit et Justice a également tenté de ne pas laisser une partie de la population remettre en question les valeurs qu'il défend. Les manifestations contre le projet de loi sur l'avortement, suite à une décision du Tribunal Constitutionnel d'interdire l'avortement en cas de grave malformation du fœtus, ont débuté dès le premier trimestre 2020. Jarosław Kaczyński est à nouveau sur le devant de la scène, affirmant sur Facebook que ces manifestations étaient conduites pas des « nihilistes anti-Église », et qu'il fallait « défendre les églises polonaises, et les défendre à n'importe quel prix ». La tentation a donc été forte, de limiter les manifestations sous couvert de pandémie et de risque sanitaire lié à ces rassemblements.

Les rassemblements sont effectivement très limités, à cinq personnes d'après le site officiel du gouvernement. Le 29 octobre 2020, le Premier ministre Mateusz Morawiecki demandait la fin des manifestations des pro-avortement, dans un



contexte de pic épidémique dans le pays. Ces propos, rapporté par *ABC News* le jour de la déclaration, surprennent quand on sait que le gouvernement a décidé de maintenir les manifestations et parades pour fêter le jour de l'indépendance polonaise, le 11 novembre.

Ces parades ont été une opportunité pour les sympathisants du Droit et Justice de réaffirmer les valeurs auxquelles ils s'identifient et ils identifient la Pologne. Robert Bąkiewicz était l'organisateur du rassemblement à Varsovie, et a déclaré pour la TVP (la télévision publique polonaise) : « ce qu'il restera de la marche d'indépendance d'aujourd'hui est le désir de montrer que nous sommes un État, ou une société, qui repose sur des valeurs traditionnelles conservatrices, chrétiennes, et catholiques ».

### **3. Une opposition malmenée, au nez de l'Union européenne.**

#### **A. En Hongrie, opposition évincée, pouvoir concentré, sous couvert d'efficacité.**

Comme mentionné plus haut, le philosophe espagnol Juan Linz décrivait les régimes autoritaires comme des systèmes dans lesquels il existe un « pluralisme limité ». Le journal *The New York Times* publiait le 22 avril 2020 un article dont le titre n'avait rien de sibyllin, « La Pologne et la Hongrie utilisent le coronavirus pour punir l'opposition ». Un des exemples les plus notables de punition de l'opposition, dans le but de discréditer les opposants auprès de l'opinion publique, est certainement le conflit financier qui a eu lieu entre Viktor Orbán et Gergely Karácsony, maire de Budapest. Le gouvernement de Viktor Orbán avançait que la capitale hongroise avait un excédent de 100 milliards de forints, pour faire face aux difficultés économiques liées à la pandémie, mais le maire de Budapest ne voyait pas la situation du même oeil. Karácsony a affirmé, pour le site *Hungary Today*, ne pas avoir l'argent pour « se saisir des responsabilités du gouvernement ». Ce litige intervenait alors même que la ville de Budapest accusait plusieurs pertes selon le maire, notamment liées à l'absence de touristes depuis l'émergence de la crise sanitaire.

Il ne s'agit pas alors « seulement » de 100 milliards de forints, mais bien de mettre dans une situation délicate les villes aux mains de l'opposition, dont Viktor Orbán entend bien déstabiliser l'équilibre financier, et donc la crédibilité. Cette idée a par ailleurs été clairement avancée par Kata Tütto, maire-adjointe de Budapest et adhérente du Parti socialiste hongrois. Elle explique alors, toujours pour *Hungary Today*, que

si le gouvernement veut réellement aider Budapest, il devrait gérer les fonds du plan d'aide européen selon une logique au prorata, il devrait cesser d'exclure les villes aux mains de l'opposition des aides financières, ou il devrait intégrer

les municipalités dans le processus décisionnel de gestion des fonds européens pour aider à reconstruire l'économie.

Les villes aux mains de l'opposition, voilà un des leviers que Viktor Orbán a choisi d'utiliser durant la crise à Covid-19, en empêchant les pouvoirs locaux d'agir pour soutenir les populations et les travailleurs, pour détériorer leur image.

Le tour de passe-passe constitutionnel expliqué dans la partie précédente a également été une manière pour Viktor Orbán de contrer l'opposition, et de positionner le gouvernement dans une situation presque toute puissante vis à vis d'un Parlement dont l'avis peut être contourné. L'Institut Montaigne (un groupe de réflexion français prônant des orientations libérales), a publié un article sur le sujet le 31 mars 2020, soit le lendemain du vote au Parlement hongrois de la « Loi Coronavirus ». Le titre de l'article est sans équivoque, « Une couronne pour le roi ? ». La crise sanitaire a donné à Orbán l'occasion de revêtir le costume du Caudillo d'Europe centrale, en dégainant une attitude paternaliste, autoritaire, et exerçant le pouvoir en solitaire.

Si l'opposition a bien essayé de stopper la « Loi Coronavirus » du 30 mars 2020, la presse pro-gouvernementale a là aussi cherché à la décrédibiliser. En effet, les tentatives pour éviter le passage de cette loi ont été perçues comme des tentatives d'ingérence dans la gestion de la pandémie, voire de « crime national » comme le rapporte l'article de l'Institut Montaigne. L'urgence de la situation, la gravité des faits, le chaos lié à l'incertitude sur le futur mettent en effet en porte-à-faux les oppositions, qui ont peu de temps pour réagir au risque de donner l'impression de freiner et altérer la prise de décision. C'est cet argument que Viktor Orbán utilise, arguant ne pas avoir le temps de consulter, de dialoguer, pour aller vite. Permettre au gouvernement d'agir vite, c'est là la justification du gouvernement hongrois, au prix du pluralisme politique, et de la liberté de la presse.

En temps de crise donc, se saisir d'un costume de commandant militaire est justifié par le besoin de réaction rapide, organisée, et autoritaire, pour répondre au chaos. Viktor Orbán associe alors efficacité avec plein pouvoir, ce qui n'est pas vraiment compatible avec la présence de la Hongrie dans l'Union européenne, et le caudillismo magyar s'est vite heurté à la gestion bruxelloise de la pandémie. Le 27 mai 2020, la Commission européenne a proposé un plan de relance de 1 800 milliards d'euros, pour reconstruire l'Union après la crise sanitaire. Au sein de ce programme, un instrument nommé NextGenerationEU et doté de 750 milliards d'euros s'attèle principalement à réparer les dommages causés par l'épidémie.

Mais le 16 novembre 2020, Budapest s'est opposé à la mise en place d'un levier permettant à Bruxelles de priver de fonds européens un pays qui ne respecterait pas l'État de droit, sur des aspects comme l'indépendance de la justice

et le respect des droits fondamentaux. Accuser l'opposition de ralentir la gestion de l'épidémie, et accuser l'Union européenne de conditionner la réparation des dégâts causés par la crise sanitaire, voici comment Viktor Orbán alimente son idéologie conservatrice et anti-européenne. Le quotidien pro-gouvernemental *Magyar Nemzet* parlait d'ailleurs d'un « chantage » européen. Cette situation a mis la Hongrie face à un dilemme auquel l'Union l'avait peu habitué, l'argent ou les valeurs, et le Premier ministre est parvenu à se positionner en victime d'une Union irrespectueuse des accords de juillet (sur les conditions du plan de relance).

Le veto a finalement été levé, dès le début du mois de décembre. Alors, qu'a choisi Budapest entre l'aide financière ou la souveraineté ? Si Viktor Orbán se plaît à clamer dans la presse que la Hongrie sort victorieuse de ce bras de fer, le mécanisme sur l'État de droit existe toujours, il est simplement édulcoré et laisse un sursis plus long aux pays identifiés comme récalcitrants.

Ce conflit avec les autres pays membres met en lumière la manière dont Viktor Orbán a récupéré la situation sanitaire pour asseoir son idéologie et accélérer son agenda politique. En tant de crise, il faut agir vite et être efficace, et à ce titre rien ne doit entraver son action. L'incertitude globale laisse donc un boulevard au Premier Ministre magyar, qui peut agir pour répondre à la situation actuelle, mais qui peut également profiter d'avoir les mains libres pour avancer sur d'autres sujets, ou pour asseoir et développer son idéologie au détriment des idées concurrentes. À l'instar de ce que Márta Pardavi affirmait sur l'opportunité législatif d'Orbán, la pandémie a créé une atrophie politique, partiellement orchestrée mais pleinement utilisée par le parti Fidesz.

## **B. En Pologne aussi, une opposition empêchée et des exigences européennes non acceptées.**

Profiter de l'épidémie pour avoir toute la lumière, pour s'installer encore un peu plus aux rênes du pays, et pour y affirmer encore un peu plus fort les valeurs défendues. C'est de cette manière que Jarosław Kaczyński et Andrzej Duda ont saisi l'opportunité politique que la crise sanitaire a apporté aux régimes à tendance autoritaire. Interdire les rassemblements publics, y compris les meetings politiques, permettait au parti Droit et Justice d'avoir une visibilité bien plus importante que les autres partis, en intervenant fréquemment dans les médias pour discuter de la situation sanitaire. La volonté de maintenir les élections présidentielles du 10 mai 2020 s'inscrit pleinement dans cette logique, permettant à Andrzej Duda – le président sortant – de surfer sur des sondages favorables que des débats avortés avec les opposants ne permettent pas de mettre en péril. Le parti Droit et Justice est en outre sûr de sa logique de maintien des élections dans la mesure où ses bastions électoraux se trouvent dans les plus petites villes et dans les campagnes, des endroits peu touchés par l'épidémie sanitaire en

avril et mai 2020. Ainsi, cette logique électorale coïncidait avec la cartographie des votants potentiels de Duda.

La décision de maintenir les élections au mois de mai suivait donc pleinement une logique électorale pour le parti Droit et Justice, alors que le principal parti d'opposition Plateforme civique (*Platforma Obywatelska, PO*), initialement représenté par Małgorzata Kidawa-Błońska, s'y opposait. En effet, dès le 29 mars 2020, le parti Plateforme civique et sa candidate demandent le report des élections, alors même que l'institut de sondage Social Changes lui donne 14 % d'intention de vote entre le 27 et 30 mars, quand Droit et Justice en récolte 55 %. La situation est donc très défavorable pour l'opposition, qui a en effet tout intérêt à gagner du temps pour avoir davantage de chance de remporter le scrutin. La crise sanitaire, et le fait d'avoir mis en quelque sorte sous cloche la campagne électorale, a imposé aux candidats de revoir leur stratégie électorale. À la lecture de ces chiffres, il est aisé de comprendre pourquoi Droit et Justice voulait des élections rapides, quand le Plateforme civique s'y opposait fermement.

Quand il est finalement annoncé, dans la nuit du 6 mai, que les élections seront repoussées, les intentions de vote sont au plus bas pour Plateforme civique, auquel l'institut Social Changes n'accorde que 5 % d'intention du 12 au 14 mai. La candidate Małgorzata Kidawa-Błońska se retire alors de la course, et laisse place au maire de Varsovie, Rafał Trzaskowski. Ce changement de tête de proue pour l'opposition est une vraie opportunité de challenger le président sortant, qui jusqu'à présent écrasait les autres candidats dans les sondages. Ainsi, dès le 19–20 mai 2020, Social Changes accorde 21 % d'intention de vote pour le Plateforme civique, et ce résultat n'a de cesse d'augmenter pour tutoyer les 30 % tout au long du mois de juin. Ce renversement de situation correspond à la crainte électorale de Droit et Justice, qui voulait justement éviter une campagne plus longue, où les autres partis auraient le temps de se réarmer et de se réorganiser. Lors des élections de juillet, Rafał Trzaskowski ne se battait pas seulement contre Andrzej Duda, mais aussi contre Jarosław Kaczyński qui a orchestré une grande partie des violations de l'État de droit en Pologne, et qui porte la voix d'un pays conservateur, catholique et euro-sceptique. C'est cette opposition très forte entre les deux principaux candidats qui a permis à l'opposition d'exister malgré les tentatives d'oppression du pouvoir, et ces élections ont été très disputées et serrées, pour la première fois depuis longtemps dans le pays. Un second tour a d'ailleurs été nécessaire, alors même que le Droit et Justice rêvait encore, au mois de mai, d'une élection remportée dès le premier tour. La participation a elle aussi été en très forte hausse par rapport aux élections de 2015, preuve que la situation sanitaire n'a pas détourné l'intérêt politique des Polonais. Ainsi, de ce point de vue, il est important de souligner que l'opposition n'a pas gagné les élections, mais a réussi à exister et à mettre en danger les hommes au pouvoir, alors même que les calculs politiques auraient pu la réduire au silence.

Andrzej Duda sort finalement victorieux de ce scrutin, avec 51,03 % des voix au second tour. Pourtant, cette victoire ne représente pas du tout une feuille blanche pour le Président réélu, et les initiatives conservatrices du Droit et Justice font face, dès octobre 2020, à des contestations populaires très suivies. En effet, en octobre 2020, le Tribunal Constitutionnel polonais avance l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse en cas de malformation grave du fœtus, estimant que cela était incompatible avec la Constitution. Se faisant, l'avortement ne devient autorisé que dans des cas de viol ou d'inceste, ou lorsque la vie de la mère est en danger. Cette décision s'inscrit en pleine adéquation avec les valeurs très conservatrices et catholiques du parti Droit et Justice, et intervient alors même que la seconde vague de la Covid-19 touche le pays. La crise sanitaire aurait pu permettre au pouvoir de mettre en place cette décision sans trop de contestation, mais le risque épidémique n'a pas découragé les manifestants, qui sont très nombreux depuis le mois d'octobre. Pour le chef de la Plateforme civique, Borys Budka, l'insistance de Jarosław Kaczyński pour faire avancer ce dossier est « une provocation » et une tentative, de la part du gouvernement, de « cacher son incompétence » dans la lutte contre la pandémie du coronavirus et « l'échec du programme de vaccination » (...) tout « en jouant avec la santé et la vie des femmes polonaises », d'après ses propos relayés par le site d'information France 24.

Si la mise sous silence a été moins efficace en Hongrie qu'en Pologne, Varsovie a, tout comme Budapest, contesté les conditions d'accès aux aides financières de l'Union européenne. Si le Groupe de Visegrád est souvent uni dans son opposition à Bruxelles, notamment lors de la crise migratoire, la Slovaquie et la République tchèque ne soutiennent pas Orbán et le duo Duda/Kaczyński sur cette question. Dans une interview accordée à *Gazeta Polska*, et rapportée par le site *Poland In*, le leader du Droit et Justice indique que ces exigences sur l'État de droit sont une « attaque sans précédent de la souveraineté polonaise ».

Ne pas se laisser imposer de conditions, pouvoir gouverner comme bon leur semble, selon leur propre agenda, et construire la nation selon un modèle de valeur inflexible. Voici ce que la crise sanitaire a rendu possible par l'urgence de la situation et son caractère exceptionnel et imprévisible. L'autre aspect que la crise sanitaire a rendu légitime est le repli national, puisque l'épidémie s'est développée rapidement en partie à cause de la mobilité effrénée de nos sociétés globalisées. Dans ce contexte, l'idée de « protéger la nation » si chère au récit national que Kaczyński veut construire, prend tout son sens. Ainsi, ce litige avec l'Union européenne s'inscrit bien dans la logique anti-Bruxelles développée par le Droit et Justice, avançant que seul un échelon national peut répondre rapidement et efficacement à ce genre de crise. L'idée d'une « Europe des nations » trouve un réel écho dans les débats sanitaires, tant les questions de liberté de déplacement et de frontières sont centrales dans le combat contre le coronavirus.

## 4. Conclusion

Instabilité, urgence, incertitude, crainte, la crise sanitaire a apporté tous les ingrédients nécessaires pour légitimer un pouvoir autoritaire et concentré. Victor Orbán et le duo Jarosław Kaczyński/Andrzej Duda ont su voir en l'épidémie de Covid-19 une situation propice pour normaliser une attitude politique qui paraîtrait, dans des circonstances normales, inacceptable.

Cela n'a donc rien d'une simple ironie, mais relève bien du calcul politique et de l'opportunisme autoritaire. Ce qui est ironique, en revanche, c'est à quel point le coronavirus répond en tous points aux maux du modèle mondialisé auquel Budapest et Varsovie opposent souvent leur vision nationaliste. Liberté de mouvement, frontières ouvertes, équilibre des pouvoirs, conditionnalité européenne, tous ces éléments sont remis en question par le besoin urgent d'endiguer l'épidémie. Ainsi, l'exigence d'efficacité justifie une prise de pouvoir ferme, sans discussion ou intermédiaire, et une fermeture ponctuelle des frontières pour limiter les entrées et sorties du territoire national.

En somme, les impacts du coronavirus et les manières d'y répondre donnent presque raison aux modèles sociétaux et politiques pour lesquels les hommes forts de Pologne et de Hongrie se battent depuis plusieurs années déjà. Mais cette adéquation inattendue et très conjoncturelle est, elle, bien une simple ironie.

## Bibliographie

- AFP. 2021. *Poland to implement near-total ban on abortion*. <https://www.france24.com/en/live-news/20210127-poland-to-implement-near-total-ban-on-abortion>, accès : 1.02.2021.
- Bottoni S. 2020. *A crown for the king? How did Viktor Orbán Turn COVID-19 Into a Political Weapon*. <https://www.institutmontaigne.org/en/blog/crown-king-how-did-viktor-orban-turn-covid-19-political-weapon>, accès : 1.02.2021.
- Commission Européenne 2020. *Plan de relance pour l'Europe*. [https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/recovery-plan-europe_fr), accès : 1.02.2021.
- Cordis Europa 2020. *Orbán's Handling of the Coronavirus Shows How Populists Exercise Power*. <https://cordis.europa.eu/article/id/421744-orban-s-handling-of-the-coronavirus-shows-how-populists-exercise-power>, accès : 1.02.2021.
- Erlanger S. 2020. *How Poland and Hungary use coronavirus to punish opposition*. <https://www.nytimes.com/2020/04/22/world/europe/poland-hungary-coronavirus.html>, accès : 1.02.2021.
- ESI Report 2020. *The wizzard, the virus and a pot of gold, V. Orbán and the future of European Solidarity*. <https://esiweb.org/publications/wizard-virus-and-pot-gold-viktor-orban-and-future-european-solidarity>, accès : 1.02.2021.

- Euractiv 2020. *Victor Orbán under fire as virus second wave bites*. <https://www.euractiv.com/section/coronavirus/news/viktor-orban-under-fire-as-virus-second-wave-bites/>, accès : 1.02.2021.
- Garda World 2020. *Poland: Heightened security during Independence Day gatherings in cities nationwide November 11*. <https://www.garda.com/crisis24/news-alerts/398511/poland-heightened-security-during-independence-day-gatherings-in-cities-nationwide-november-11-update-1>, accès : 1.02.2021.
- Gov.pl 2020. *Coronavirus: information and recommendations*. <https://www.gov.pl/web/coronavirus/temporary-limitation>, accès : 1.02.2021.
- KPMG 2020. *Poland, Government and institution measures in response to covid*. <https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/04/poland-government-and-institution-measures-in-response-to-covid.html>, accès : 1.02.2021.
- Krakovsky R. 2020. *Europe Versus Coronavirus – Poland, Between Reactivity and Opportunism*. <https://www.institutmontaigne.org/en/blog/europe-versus-coronavirus-poland-between-reactivity-and-opportunism>, accès : 1.02.2021.
- La Bruyère F. 2020. *En plein coronavirus, Viktor Orbán s'attribue les pleins pouvoirs en Hongrie*. [https://www.liberation.fr/planete/2020/03/30/hongrie-en-plein-coronavirus-viktor-orban-s-attribue-les-pleins-pouvoirs\\_1783590](https://www.liberation.fr/planete/2020/03/30/hongrie-en-plein-coronavirus-viktor-orban-s-attribue-les-pleins-pouvoirs_1783590), accès : 1.02.2021.
- Le Pavou J. 2020. *Orbán en difficulté à Bruxelles après l'accord sur l'état de droit*. <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/hongrie-orban-en-difficulte-bruxelles-apres-laccord-sur-letat-de-droit>, accès : 1.02.2021.
- Marton G. 2020. *Restrictions. Orbán débordé par la « corona-panique » en Hongrie*. <https://www.courrierinternational.com/une/restrictions-orban-deborde-par-la-corona-panique-en-hongrie>, accès : 1.02.2021.
- Poland In 2020. *Poland will not allow itself to be blackmailed by the EU*. <https://poland.in.com/50308491/kaczynski-poland-will-not-allow-itself-to-be-blackmailed-by-eu>, accès : 1.02.2021.
- RSF 2020. *COVID-19 et liberté de la presse : l'Europe doit s'opposer aux mesures proposées par Viktor Orbán*. <https://rsf.org/fr/actualites/covid-19-et-liberte-de-la-presse-leurope-doit-sopposer-aux-mesures-proposees-par-viktor-orban>, accès : 1.02.2021.
- Sandford A. 2020. *Hungary and Poland maintain united front blocking EU COVID-19 recovery fund*. <https://www.euronews.com/2020/11/26/hungary-and-poland-maintain-united-front-blocking-eu-covid-19-recovery-fund>, accès : 1.02.2021.
- Scislowska M. 2020. *Polish PM call for stop to mass protests as pandemic rages*. <https://abcnews.go.com/Health/wireStory/polish-president-backtracks-abortion-view-amid-protests-73896962>, accès : 1.02.2021.
- Toute l'Europe 2020. *Revue de presse État de droit : en Hongrie, l'illusion de la fin de l'état d'urgence*. <https://www.touteleurope.eu/revue-de-presse/revue-de-presse-etat-de-droit-en-hongrie-l-illusion-de-la-fin-de-l-etat-d-urgence.html>, accès : 1.02.2021.

20 Minutes avec AFP 2020. *Hongrie : Orbán n'impose aucune nouvelle mesure malgré la forte hausse de morts liés au coronavirus.* <https://www.20minutes.fr/sante/2889395-20201020-hongrie-orban-impose-aucune-nouvelle-mesure-malgre-forte-hausse-morts-lies-coronavirus>, accès : 1.02.2021.

Linz J. 2007. *Régimes totalitaires et autoritaires*, Armand Colin, Paris.



Elodie Thevenin

*Université Jagellonne de Cracovie*

ORCID : 0000-0002-6880-6911

Agnieszka Sadecka

*Université Jagellonne de Cracovie*

ORCID : 0000-0002-5964-7058

## **Le populisme polonais et la pandémie de Covid-19 : représentation de la crise dans les hebdomadaires de droite<sup>1</sup>**

**Abstract:** The Covid-19 pandemic presents a great challenge worldwide on how to manage a global health crisis. While some governments have been more successful than others in trying to cope with the crisis, several politicians presented conflicting arguments in regard the spread of coronavirus. Between the implementation of harsh sanitary measures to the mistrust of scientific data and conspiracy theory, but also criticism against European and international organisations, the Polish public had witnessed different reactions from politicians vis-à-vis the use of science throughout the crisis. This chapter focuses on the representation of the Covid-19 pandemic in a selection of Polish weekly magazines close to the right-wing populist political coalition in power, United Right. We aim at investigating the construction of the Polish populist discourse on the Covid-19 crisis, focusing on how the crisis is represented, how the people – as the main recipient of populist discourse – is addressed, and finally how science is used.

---

<sup>1</sup> Ce projet de recherche a été partiellement financé par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 822682. La recherche ne reflète que le point de vue de l'auteur et l'Agence n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.

**Keywords:** Covid-19, populism, Poland, populist discourse, right-wing press, media

**Mots clés :** Covid-19, populisme, Pologne, discours populiste, presse polonaise de droite, médias

## 1. Introduction

La pandémie de Covid-19 représente un défi important à l'échelle mondiale, mêlant incertitudes médicales et difficultés de gestion de crise. Face au virus, le recours à la science comme fondement de politiques publiques semble être nécessaire, et pourtant nombreux sont les politiques qui ont remis en question la science. Entre contestation de données scientifiques et théories du complot, la crise du Covid-19 interroge sur la place donnée à la science dans la sphère politique, déjà confrontée au phénomène populiste depuis quelques années. Défini comme une approche politique s'adressant au peuple et opposant ce dernier aux élites (nationales, européennes et/ou internationales) (Müller 2016), le populisme entretient en effet un rapport complexe avec la science, en la contestant souvent comme étant le produit des élites et en s'y opposant avec des positions plus idéologiques (Mede, Schäfer 2020).

Ce chapitre se concentre principalement sur le cas de la Pologne, comme illustration du populisme en Europe centrale et orientale. Face à la pandémie de Covid-19, la Pologne, bien que relativement épargnée durant la première vague, a dû faire face à une deuxième et une troisième vagues particulièrement virulentes, alors même qu'une certaine fatigue se faisait ressentir au sein de la société vis-à-vis des restrictions sanitaires mises en place par le gouvernement. Outre la crise sanitaire, l'année 2020 et le début de l'année 2021 – période de temps analysée dans ce chapitre – ont aussi été riches en événements politiques sur le plan national (élections, manifestations de la grève des femmes, tensions entre les partis de la coalition au pouvoir), ainsi qu'au niveau européen et international (plan de relance européen) qui ont nécessairement impacté le discours sur la crise sanitaire. Dans le but d'étudier le discours sur et la représentation de la crise sanitaire en Pologne, ce chapitre s'appuie sur une analyse des premières de couverture des hebdomadaires polonais de droite (*Gazeta Polska*, *Sieci* et *Do Rzeczy*), proches de la coalition populiste au pouvoir de la Droite Unie (*Zjednoczona Prawica*). L'analyse se concentre plus particulièrement sur les références à la science durant la crise de Covid-19, comme point important dans l'étude de ce qui est appelé le « populisme médical » (Lasco 2020). À travers cette analyse médiatique, ce chapitre s'intéresse donc à la construction du discours populiste sur la science : comment la crise sanitaire en Pologne est-elle représentée ? De quelle façon la société polonaise est-elle évoquée ? Quelle est la place donnée à la science face à la crise sanitaire de la Covid-19 ?

Ce chapitre présente dans un premier temps le concept de populisme et son rapport complexe avec la science, puis le cas de la pandémie de Covid-19 en Pologne. Après avoir présenté les hebdomadaires de droite étudiés, l'analyse se divise en deux parties : tout d'abord, la crise comme synonyme de guerre et la référence au peuple polonais, puis la remise en question de la science.

## 2. Populisme et Science

Depuis plusieurs années, le terme « populisme » a vu sa fréquence d'utilisation augmenter et a été au centre de nombreuses études académiques (p. ex. Stavrakakis et al. 2017 ; Rooduijn 2019), bien que sa définition soit toujours sujette à débat (Canovan 2004 ; Mudde 2004). En effet, le populisme pourrait facilement être fusionné avec d'autres concepts, y compris le nativisme et l'euro-scepticisme (Rooduijn 2019), ce qui rend sa définition plus difficile. Alors que le populisme peut être utilisé pour décrire une idéologie (Mudde 2004 ; Stanley 2008) ; ce phénomène politique est aussi considéré comme une stratégie de communication basée sur l'appel au peuple et l'anti-élitisme (Rooduijn, Akkerman 2015). Qu'il soit idéologie ou stratégie de communication politique, le populisme caractérise un phénomène politique articulé autour du conflit, mis en évidence par une forte composante discursive d'opposition. Le populisme pourrait ainsi être compris comme l'utilisation du discours et de la parole pour connecter le peuple et, du même coup, confronter ceux qui n'en font pas partie (Block, Negrine 2017), à travers un langage expressif et émotionnel (Holtmann, Krapidel, Rehse 2006). Le populisme politique est décrit comme étant basé sur trois éléments fondamentaux (Jagers, Walgrave 2007) : (1) la référence au peuple considéré comme une entité monolithique (Canovan 2002), (2) la critique des élites – au niveau national, européen ou bien international et (3) l'exclusion de certains groupes qui ne sont pas considérés comme faisant partie du peuple.

Le populisme possède également des liens étroits avec le nationalisme (Brubaker 2019). En effet, les deux concepts présentent un discours et/ou des pratiques d'exclusion qui peuvent être considérés comme préjudiciables à l'ordre démocratique, car « [dans] le contexte européen, le populisme est habituellement associé à des politiques xénophobes et à des partis de droite extrême ou radicale (et donc considéré être dangereux) » (van Kessel 2015 : 2).

Rarement la science n'a eu autant de visibilité dans la sphère publique que depuis le début de la pandémie de Covid-19, durant laquelle de nombreux experts nationaux, européens et internationaux se sont exprimés afin de conseiller les gouvernements sur les mesures à prendre. Entre recours aux données scientifiques, défiance mais aussi critique, le public polonais a aussi pu voir différentes réactions de la part des politiques vis-à-vis de la science et de la production du savoir scientifique. Cette ambiguïté face à la science a souvent été

notée comme allant de pair avec le populisme. En effet, les termes « populisme médical » (Lasco, Curato 2019 ; Lasco 2020) ou « hygiéno-nationalisme » (Geisser 2020) démontrent de la complexité de la relation entre science et populisme et/ou nationalisme, créant une autre forme d'opposition intrinsèque au populisme. Défini comme « un style politique qui construit des relations antagonistes entre 'le peuple' dont la vie a été mise en danger par 'l'establishment' » (Lasco, Curato 2019 : 1), le populisme médical fait appel à un vocabulaire et une narration spécifique lors de crises sanitaires. Lasco (2020), s'appuyant sur une analyse de la pandémie de Covid-19 au Brésil, aux États-Unis et aux Philippines, note que la stratégie populiste en temps de crise sanitaire repose sur quatre éléments fondamentaux : (1) une simplification de la pandémie, (2) une certaine dramatisation de la crise, (3) la fabrication de divisions au sein de la société, ainsi que (4) la revendication de connaissances scientifiques. Le discours populiste se construit notamment autour de l'utilisation d'un vocabulaire guerrier, mettant en exergue les compétences de la nation, et notamment du personnel soignant représenté en véritable héros nationaux (Geisser 2020). De manière générale, le populiste est marqué par une volonté de gestion de crise au niveau national (et non européen ou international). Geisser (2020) définit deux variantes de populisme sanitaire : le « national-conservateur » passant par des mesures sanitaires et sécuritaires décidées par l'État ; ainsi que le « populisme-libéral » mettant en avant davantage les droits des citoyens (économiques et sociaux), notamment dans une perspective de déconfinement (Geisser 2020 : 18). Néanmoins, ces deux variantes populistes reposent sur la division de la société, passant notamment par des discours xénophobes, et plus particulièrement sinophobes (*ibid.*). Enfin, des différences sont à noter vis-à-vis de la gestion de la crise en Europe, avec les pays du Groupe de Visegrád jouant une note nationale et populiste teintée d'Euroscpticisme :

Dans les nouvelles démocraties autoritaires d'Europe centrale (Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque, etc.) la tendance a été plutôt à la dramatisation, en jouant sur la peur de la propagation du virus : les dirigeants nationalistes, souverainistes et ultraconservateurs ont très largement instrumentalisé la fibre patriotique, populiste et anti-européenne, pour appeler les citoyens à un retour aux principes fondamentaux et aux valeurs ancestrales de la nation pour faire face à un virus majoritairement perçu comme « étranger », sinon « fabriqué » par l'incurie de l'Union européenne (Geisser 2020 : 9).

Le discours populiste en temps de pandémie fait donc ainsi appel à l'attachement à la nation, mettant en exergue une réponse nationale face à la crise et aux ennemis (virus, étrangers, Union européenne, etc.).

De plus, le populisme peut être lié à des positions antisciences (Mede, Schäfer 2020). L'étude de l'attitude populiste de la société aux États-Unis démontre

que le populisme est lié à la croyance en un complot concernant la Covid-19, relayé par des médias conservateurs. Cette attitude a ainsi des conséquences sur le comportement des gens, le respect des mesures sanitaires et gestes barrières, ainsi qu'une hésitation face aux vaccins (Stecula, Pickup 2021).

### 3. Le populisme en Pologne et la crise du Covid-19

La rhétorique, les médias et l'identité ont été identifiés comme trois caractéristiques clés utilisées par les populistes dans leur communication dans le but d'un soutien électoral (Block, Negrine 2017). Alors que la rhétorique se réfère à l'utilisation d'éléments émotionnels pour établir un lien avec le public, le rôle des médias dans le développement du populisme a souvent été souligné et analysé comme un moyen de diffusion ; c'est pour cette raison que la partie analytique de ce chapitre se focalise sur les premières de couverture d'hebdomadaires de droite. L'analyse de la presse durant la pandémie de Covid-19 a notamment prouvé que les médias conservateurs étaient plus susceptibles de diffuser de la désinformation à propos du coronavirus (Motta et al. 2020).

Le parti Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość, PiS*) – parti majoritaire au sein de la coalition de Droite Unie – a été fondé en 2001 ; évoluant d'un parti axé sur les questions liées à la criminalité et à la corruption à un « véritable parti populiste à partir de la campagne électorale de 2005 » (van Kessel 2015 : 62). Le parti adopte également une rhétorique conservatrice et nationaliste (Dakowska 2010) et une position eurosceptique modérée face à l'Union européenne (Szczerbiak 2004).

L'apparition du premier cas de coronavirus sur le sol polonais remonte au début du mois de mars 2020. Des mesures sanitaires ont été prises dans les jours suivants afin de limiter la propagation du virus, notamment avec la mise en place de l'état de menace épidémique le 14 mars 2020. La période de la première vague de Covid-19 en Pologne est marquée principalement par la campagne pour les élections présidentielles (initialement programmées pour le 10 mai 2020, puis reportées au 28 juin et 12 juillet 2020). La politisation de la pandémie a mis en exergue des divisions au sein même de la coalition de Droite Unie, alors que le Président Andrzej Duda (PiS) s'est vu réélire (Lipiński 2021). Après un été plus libre vis-à-vis des mesures sanitaires, les deuxième (automne 2020) et troisième vagues (début du printemps 2021) touchent davantage la Pologne.

### 4. Le matériel analysé : hebdomadaires de droite polonais

Depuis plusieurs années, le paysage médiatique polonais est devenu de plus en plus polarisé. L'arrivée au pouvoir de la coalition de droite dirigée par Droit et

Justice a intensifié ce processus, puisque les médias publics sont dorénavant dominés par les nominés du parti au gouvernement (notamment la télévision publique TVP, dirigée par Jacek Kurski, l'un des partisans les plus virulents de l'idéologie de droite). Les médias privés sont extrêmement divisés et forment deux camps politiques très politisés et polarisés (Bartoszewicz 2017 ; Brzoza, Głuszek-Szafraniec, Szostok 2017 ; Dobek-Ostrowska 2018 ; Kotras 2013, 2018). La recherche présentée dans cet article est basée sur trois magazines d'opinion hebdomadaires de la droite, *Gazeta Polska* (La Gazette polonaise), *Sieci* (Réseaux) et *Do Rzeczy* (Au point). Leur diffusion est inférieure à celle des hebdomadaires libéraux, pourtant ils se situent en 4<sup>e</sup> (*Sieci*), 5<sup>e</sup> (*Gazeta Polska*) et 6<sup>e</sup> (*Do Rzeczy*) place dans les classements des magazines hebdomadaires les plus populaires en Pologne<sup>2</sup>. Leurs origines sont intéressantes : *Gazeta Polska* existe depuis relativement longtemps, 1993, alors que le magazine avait initialement un public plutôt limité, les cercles de droite centrés autour de *Gazeta Polska* se sont considérablement développés, comme le montre l'analyse des activités des clubs de *Gazeta Polska* dans les années 2005-2015 et leur rôle politique dans la victoire de la droite en 2015 (Ślarzyński 2017, 2018). *Réseaux* (précédemment intitulé *Dans les réseaux [W Sieci]*) et *Au point*, créés respectivement en 2012 et 2013, ont été fondés par le groupe de soi-disant *Rebelle (Niepokorni)*, un milieu de journalistes « rebelles » qui se sont séparés des médias traditionnels à l'époque du gouvernement libéral de la Plateforme civique. Leur objectif était de créer des médias « indépendants » et « patriotiques », qui contribueront à la création d'un discours public (ultra-)conservateur. De fait, ce discours a commencé à prendre racine surtout après la tragédie de Smoleńsk en 2010<sup>3</sup>, lorsque les cercles de droite ont commencé à accuser les élites libérales de négligence menant à cette tragédie, allant même à proposer diverses théories du complot à ce sujet. La fondation de ces deux magazines, *Sieci* et *Do Rzeczy*, en plus de l'existante *Gazeta Polska*, a permis aux voix conservatrices, et même radicales, d'obtenir une place importante au sein de l'espace médiatique polonais. Le côté droit du débat politique a été renforcé et légitimé à la suite de la victoire de la Droite Unie en 2015. Depuis ce temps-là, on peut observer une relation de dépendance mutuelle entre les acteurs politiques et leurs alliés idéologiques dans les médias de droite. Les personnalités les plus importantes de la droite reçoivent des prix de « Personne de l'année de *Gazeta Polska* », font les gros titres et apparaissent dans de longues interviews juste

<sup>2</sup> Le classement de *Médias Virtuels (Wirtualne Media)* du 27 février 2021 met en premier l'hebdomadaire *Politique (Polityka)* (d'origine centre-gauche, à présent plutôt centriste), en second *Invité du Dimanche (Gość Niedzielny)*, magazine catholique) et en troisième *Newsweek Pologne* (libéral, centriste).

<sup>3</sup> Accident de l'avion militaire polonais à Smoleńsk le samedi 10 avril 2010. 96 personnes sont mortes, dont : le président de la République de Pologne Lech Kaczyński avec son épouse Maria Kaczyńska.

avant les élections. Il s'agit d'une manifestation d'un phénomène qui est caractérisé dans les études médiatiques comme une personnalisation – les acteurs individuels représentent l'ensemble de l'institution politique (Dobek-Ostrowska 2018 : 227). Les trois hebdomadaires ne cachent pas leurs sympathies politiques – au contraire, les commentaires et les opinions sont dominantes dans ces trois titres. Une telle forme d'engagement politique est souvent qualifiée de « couverture enracinée » (Lopez Escobar, Sabada, Zugasti 2008 ; Dobek-Ostrowska 2018 : 227). Les médias de droite offrent l'espace et la couverture aux dirigeants du Droit et Justice et à leurs partenaires de la coalition, créant un discours promouvant les valeurs ultra-conservatrices et perpétuant des images qui divisent de plus en plus le débat public.

## 5. Analyse et interprétation

Le matériel analysé dans cette recherche comprend un total de 200 éditions de trois hebdomadaires, 155 numéros datant de 2020 et 45 numéros de 2021 – jusqu'à la mi-avril 2021, quand ce texte a été finalisé. On observe que la pandémie de Covid-19 a pris une place importante dans les trois magazines : dans la période en question, ce sujet a fait la une 13 fois de *Gazette polonaise* (GP), 14 fois de *Réseaux* (S), et 7 fois d'*Au point* (DR). Les titres secondaires liés au virus sont aussi très fréquents dans le matériel analysé, comme démontré dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 1.** Nombre de couvertures d'hebdomadaires de droite faisant référence à la pandémie de Covid-19 (sujet principal ou secondaire)<sup>4</sup>.

Hebdomadaires	2020			2021		
	Gazette polonaise	Réseaux	Au point	Gazette polonaise	Réseaux	Au point
Sujet principal de la couverture	10	10	5	3	4	2
Sujet en référence secondaire	9	13	16	6	6	6

Source : Analyse des auteures.

<sup>4</sup> L'analyse des références à la pandémie a été conceptualisée par l'utilisation (visuelle ou textuelle) des objets suivants : Covid-19, coronavirus, épidémie, pandémie, (management de la) crise sanitaire, vaccins.

Comme on pouvait s'y attendre, le discours change en fonction de la situation mondiale. Les premières mentions du coronavirus apparaissent sur les couvertures des trois hebdomadaires analysés en février et mars 2020 (DR 6/2020 ; GP 10/2020 ; S 11/2020) et le coronavirus devient un sujet important pour les quelques semaines suivantes (GP 10/2020, 12/2020, 13/2020, 14/2020 ; DR 12/2020, 13-14/2020 ; S 12/2020, 13/2020, 14/2020). Au cours des mois suivants, le sujet d'intérêt des unes change pour les affaires politiques, alors qu'un débat animé émerge concernant les élections présidentielles prévues pour le mois de mai 2020. Finalement, les élections ont été reportées en juin et juillet de la même année (une décision controversée du point de vue constitutionnel) (Lipiński 2021). Les thèmes des couvertures coïncident avec les vagues de coronavirus et les débats publics importants liés à la pandémie : à l'approche de la deuxième vague à l'automne 2020 et de la troisième vague au printemps 2021, la pandémie reprend la première place dans les unes médiatiques (GP 42/2020, S 43/2020, S 15/2021 ; DR 14/2021). Cependant, dans les mois où l'impact du coronavirus diminue, on observe une augmentation des tentatives de remise en question des restrictions nationales, ainsi qu'une certaine méfiance envers la pandémie comme phénomène mondial (S 17/2020, 20/2020, 33/2020 ; DR 23/2020, 39/2020, 4/2021). GP a tendance à faire plus confiance à la science, tandis que DR et S jouent parfois avec les théories du complot. On note aussi des approches différentes face aux mesures prises par le gouvernement polonais : au début, la confiance envers les dirigeants de la coalition de droite est assez forte (GP 12/2020, 44/2020, 52-53/2020 ; S 13/2020, 14/2020, 4/2021, 15/2021 ; DR 12/2020), mais au cours des mois suivants, et particulièrement durant l'hiver 2020-2021, une fatigue à l'encontre des restrictions (ou même un certain esprit de rébellion) se manifeste, notamment dans l'hebdomadaire DR (2/2021, 4/2021, 9/2021, 14/2021).

## **6. Le « front de la lutte »<sup>5</sup> contre la Covid-19 et les héros nationaux**

Initialement, le nouveau coronavirus apparu en Chine n'a pas provoqué beaucoup de préoccupation au sein de la presse de droite<sup>6</sup>. Néanmoins, lorsque la nouvelle épidémie a cessé d'être un problème lointain, et qu'elle a exigé des actions décisives et concertées au niveau national, les hebdomadaires ont commencé à couvrir la « lutte contre le coronavirus ». Cette « lutte » est représentée dans les médias comme s'il s'agissait d'une véritable guerre avec un ennemi

---

<sup>5</sup> S 14/2020.

<sup>6</sup> En comparaison, les hebdomadaires libéraux s'intéressent au coronavirus plus tôt que ceux des hebdomadaires de droite – une explication possible est que ces derniers sont plus concentrés sur la dimension nationale et sur les affaires politiques courantes (*Newsweek* 6/2020, 8/2020, 10/2020, 11/2020, 12/2020 ; *Polityka* 5/2020, 9/2020, 11/2020, etc.).



nouveau, pas encore bien connu, qui pose une menace existentielle au pays. Une menace mondiale de cette magnitude est donc mieux comprise en utilisant la rhétorique familière d'un danger extérieur, contre lequel il faut s'unir et mobiliser l'ensemble des forces nationales. Ainsi, les titres des unes des hebdomadaires analysés empruntent-ils le champ lexical militaire : « la Pologne lutte contre le coronavirus »<sup>7</sup> (DR 13/2020), « voici le plan polonais pour lutter contre l'épidémie » (S 13/2020), « un reportage (...) du front de la lutte contre l'épidémie » (S 14/2020), « [l]e coronavirus contre-attaque » (GP 42/2020), « mutations du coronavirus : la nouvelle face de l'ennemi » (GP 7/2021), « gagnerons-nous la guerre contre la peste ? » (S 15/2021). Ce langage fait appel à une unification nationale face au danger et présente la classe politique comme des généraux menant une armée au combat. La pandémie est présentée comme une « période de grande épreuve pour la Pologne », pendant laquelle l'efficacité des dirigeants et la responsabilité et solidarité sociale est testée (S 12/2020). Ces « généraux » apparaissent en couverture des hebdomadaires comme héros et sauveurs : ce sont surtout le ministre de la santé Łukasz Szumowski (DR 12/2020, GP 12/2020, S 13/2020, S35/2020) (et, plus récemment, Adam Niedzielski, S 15/2021), le premier ministre Mateusz Morawiecki (GP 44/2020, 52-53/2020) et le Maréchal du *Sejm* (Chambre basse du Parlement polonais), Stanisław Karczewski, qui en tant que médecin laisse son poste politique pour soigner les patients (S 14/2020). En effet, les dirigeants politiques ne sont pas seulement représentés comme des « héros » militaires, mais aussi médicaux : en couverture de GP le ministre Szumowski dit que la Pologne entière est son patient (GP 12/2020). Cette métaphore organique présente la nation comme un corps humain et la mission des hommes politiques est de prendre soin de ce corps en danger dû à la maladie. Les figures principales dans la « lutte » contre l'épidémie sont donc représentées non seulement comme des stratèges militaires, mais aussi comme protecteurs et sauveurs, qui se mettent courageusement en première ligne pour assurer la sécurité de leurs citoyens – le peuple polonais – dans le combat face au coronavirus.

Quand la deuxième et ensuite la troisième vague de Covid-19 « attaquent », après des mois d'incertitude et de règles sanitaires qui changent constamment, la société est fatiguée et le danger ne semble plus tellement évident. Par conséquent, le ton des dirigeants en première page des magazines hebdomadaires change. Ces derniers soulignent que le combat est presque fini, il faut seulement « survivre à l'hiver » (S 43/2020) et contenir l'épidémie, parce que la victoire est proche. Comme nous l'assure le premier ministre Mateusz Morawiecki, « on peut déjà voir la lumière dans le tunnel » (GP 52-53/2020). Les promesses de reconstruction et du futur développement économique commencent, mais elles sont pareillement exprimées à travers le lexique guerrier : Jarosław Kaczyński déclare que « nous devons d'abord contenir l'épidémie, puis nous lancerons

<sup>7</sup> Toutes les citations sont traduites du polonais par les auteures de ce chapitre.

une offensive ambitieuse » (S 5/2021) et le chef de la banque nationale Adam Glapiński promet qu'« une fois la pandémie terminée, nous chargerons comme un ouragan » (S 11/2021). En conséquence, les hebdomadaires analysés adoptent ici une perspective plutôt optimiste, parce que les dirigeants, voulant se présenter comme héros nationaux, ne prévoient pas d'autre résultat que la victoire, même s'ils acceptent que « la pandémie ait changé notre monde pour toujours » (ministre de la santé Adam Niedzielski, S 15/2021).

Le discours sur et la représentation de la pandémie s'inscrivent donc tout particulièrement dans une stratégie populiste : en mettant en scène une guerre contre le coronavirus, les hommes politiques de droite se mettent ainsi en avant comme étant les sauveurs et protecteurs d'un peuple mis en péril du fait de la pandémie. Comme la stratégie populiste repose aussi sur l'opposition, plusieurs ennemis sont présentés, ainsi qu'une remise en question de la science.

## **7. Crise sanitaire entre science et (ir)rationalité**

Nous vivons dans des temps de changement, d'accélération et de crise permanente, que ce soit une crise au niveau économique, climatique, politique ou – comme c'est le cas aujourd'hui – sanitaire. Zygmunt Bauman souligne que le concept même de crise est dérivé du dictionnaire médical : il a été inventé pour désigner le moment où l'avenir du patient était en jeu et le médecin devait décider quel traitement appliquer (Bauman, Bordoni 2014).

Parlant de crise de quelque nature que ce soit, y compris économique, nous véhiculons d'abord le sentiment d'incertitude, de notre ignorance de la direction dans laquelle les affaires sont sur le point de tourner – et deuxièmement, la propension à intervenir : sélectionner les bonnes mesures et décider de les appliquer rapidement (Bauman, Bordoni 2014 : 7).

L'apparition du nouveau coronavirus en Asie qui a rapidement rejoint l'Europe, a provoqué incertitude et anxiété collective. Les autorités, comme décrit ci-dessus, ont voulu montrer leur engagement et efficacité, mais plus la crise avance, plus on observe que l'intérêt politique prend la première place de l'agenda politique, avant même la santé des citoyens (Woleński 2020). Comme les institutions n'inspirent pas suffisamment de confiance sociale, et l'avenir reste incertain, on observe alors des stratégies d'adaptation différentes adoptées par différents individus. Il y a tout d'abord ceux qui font confiance à la médecine et à la science et attendent le vaccin, puis il existe aussi un groupe au sein de la société qui se méfie du vaccin et des recommandations médicales. Il y a enfin ceux qui cherchent du soutien dans la religion face à cette situation. Dans cette recherche, on observe que les hebdomadaires de droite ne présentent pas en

conséquence une approche cohérente, tentant plutôt de satisfaire ces groupes de lecteurs très divers.

Au début de l'épidémie, les hebdomadaires analysés reconnaissent la gravité de la situation et posent dans cette perspective des questions plus profondes sur la manière dont notre culture contemporaine peut faire face à une crise d'une telle ampleur. Cette expérience teste ce que nous croyons et comment nous vivons, constate *Réseaux* (S 14/2020). *Au point* compare notre société à celle du temps de la grippe espagnole, demandant : « Résistante à la peur ? La civilisation moderne est-elle prête à affronter l'inattendu ? ». *Gazette Polonaise* fait davantage confiance à la science et souvent les éditions sur la pandémie sont illustrées par des images d'hommes et de femmes en costume de médecin ou chimiste, travaillant dans un hôpital ou un laboratoire (GP 13/2020, 14/2020, 42/2020). Ce qui est particulier (en comparaison avec les magazines libéraux) est la tendance à vanter les scientifiques polonais : « La clé polonaise au coronavirus : la grande découverte des chimistes polonais. Nous sommes plus proches du médicament contre la Covid-19 » (GP 13/2020), « La Pologne produira un vaccin : nous révélons comment se déroulent les préparatifs pour la production de vaccin polonais contre la Covid » (GP 11/2021). On peut percevoir un ton similaire dans certains numéros d'*Au point*, qui relate notamment des querelles sur l'approbation du médicament controversé utilisé dans le traitement contre la Covid-19 (amantandine) par un médecin polonais. On peut détecter ici un ton de « patriotisme scientifique ». Bien que sensationnelles, ces révélations sur le travail des scientifiques polonais ne semblent pas réellement fondées sur la réalité, étant donné que, jusqu'à présent, ni vaccin ni médicament polonais contre la Covid-19 n'a été approuvé.

Nous pouvons aussi noter que les hebdomadaires *Réseaux* et *Au point* semblent plus sceptiques à l'égard de la science et mettent beaucoup plus souvent en question les mesures adoptées par le gouvernement polonais. Déjà, en avril 2020 DR propose un titre secondaire « D'où vient le coronavirus – les théories du complot les plus intéressantes » (13-14/2020), pour ensuite demander d'une façon provocante « Comment nous nous sommes fait peur : Covid-19 : pandémie ou psychose » (DR 23/2020). Ce sujet refait surface quelques mois plus tard, sur la couverture illustrée d'une figure humaine en masque, épouvantée et stylisée comme la peinture d'Edvard Munch « Le Cri », avec un titre « Panique infectieuse : les idées les plus extrêmes pour lutter contre la Covid-19 » (DR 39/2020). Le magazine suggère donc que le danger n'est peut-être pas aussi grand qu'on ne l'a pensé, et – indirectement – que quelqu'un ou quelques forces globales manipulent l'opinion publique (« nous nous sommes fait peur »). Pareillement, l'hebdomadaire *Réseaux* insinue d'une façon encore plus directe que nous avons possiblement affaire à un complot : « D'où vient cette peste ? Arme biologique ou anomalie de la nature ? La Chine a caché des informations sur le coronavirus au monde pendant de nombreuses semaines. Par

conséquent, beaucoup ne croient pas à la version officielle » (S 17/2020). Une autre couverture présente une « Thèse choquante : est-ce une fausse pandémie ? Le coronavirus est-il vraiment une menace mortelle pour l'humanité, ou s'agit-il d'une grande manipulation, pour laquelle des forces puissantes veulent atteindre des objectifs cachés ? », en référence à un livre publié au sein de l'extrême droite<sup>8</sup> présentant une théorie de complot. Qui fait donc partie de ce complot, qui paralyse le monde ? On peut facilement deviner que le soupçon tombe sur des ennemis déjà existants : les organisations et acteurs internationaux, ou encore les adversaires politiques locaux. Le chef de l'OMS est ainsi attaqué et appelé « menteur, communiste, favori de la Chine et de la Russie » (GP 15/2020), l'Union européenne est à son tour critiquée et accusée de profiter de la crise : « Ils voleront notre argent et nous feront rembourser les dettes des autres. Le piège du coronafund [plan de relance] européen » (GP 50/2020) ; enfin la Russie est blâmée du fait de la mise en place de trolls sur Internet dans le but de critiquer les vaccins et gagner en puissance en Europe (GP 15/2021). Les ennemis idéologiques sont aussi représentés comme coupables du développement de la pandémie : les femmes qui ont pris part aux grandes manifestations contre les restrictions de l'avortement en octobre et novembre 2020 sont appelées « les semeurs de la mort » (GP 45/2020), qui travaillent main dans la main avec les partis libéraux du centre et de la gauche de l'échiquier politique. La couverture de GP 46/2020 montre Marta Lempart, une des organisatrices du mouvement de la « Grève de Femmes » (*Strajk Kobiet*), avec des hommes politiques du parti de la Plateforme civique, entourés de logos des médias libéraux ; le titre déclare : « Ils ont transmis la peste et la mort ».

Comme la première vague de Covid-19 en Pologne a lieu juste avant Pâques, les hebdomadaires analysés sont aussi tournés vers des questions existentielles et spirituelles. *Au point* illustre sa couverture de Pâques avec la photo du tableau vénéré de Sainte Marie de Częstochowa, avec un fond sombre, et le titre « Force de la foi en temps de peste » (DR 13-14/2020). *Sieci* dépeint sur sa couverture le vitrail représentant Jésus tendant la main aux pécheurs qui émergent des flammes. Le titre est : « Conquérant de la mort, de l'Enfer et de Satan. Si Dieu nous parle à travers les événements, il ne peut difficilement être plus clair qu'actuellement » (S 15/2020). Les magazines de droite suggèrent ainsi que l'épidémie du coronavirus peut être comprise comme une punition divine. L'interprétation rationnelle et irrationnelle des événements liés à la pandémie s'entremêlent ainsi et se contredisent fréquemment.

En plus d'un appel au peuple comme protégé par les dirigeants de droite, les hebdomadaires analysés présentent aussi des aspects anti-élitiste, anti-globaliste et performatif du populisme. Sur fond d'opposition contre les organisations

---

<sup>8</sup> Le livre intitulé « La fausse pandémie » est publié par une fondation liée à Grzegorz Braun, parlementaire polonais d'extrême-droite.

européennes et internationales, une remise en question de la science est aussi présente, avec une opposition entre science et croyances, idéologie.

## 8. Conclusions

En conclusion, le discours des hebdomadaires de droite témoigne d'une certaine ambivalence. D'une part, ces hebdomadaires soutiennent les hommes et femmes politiques de la droite populiste, les présentant comme ceux qui sauveront le peuple d'une menace sanitaire mortelle, ainsi que des ennemis idéologiques locaux et internationaux. Dans le même temps, les hebdomadaires ont tendance à ébranler la confiance du public dans la science. Ils n'encouragent pas directement les théories du complot, mais formulent des questions qui peuvent semer le doute chez les lecteurs. Ils critiquent les actions impopulaires des autorités (par exemple, les restrictions contre le coronavirus qui ont été introduites), mais n'attaquent pas directement les leaders de la droite populiste. Grâce à cette stratégie, ils conservent un lectorat stable et reflètent les différents courants de la droite de la scène politique polonaises. Leur alliance avec les acteurs populistes est durable, bien que les hebdomadaires analysés représentent un ensemble de points de vue plus diversifié que ce à quoi on pourrait s'attendre étant donné la forte polarisation de la scène politique polonaise.

## Bibliographie

- Bartoszewicz M. 2017. *Komunikaty populistyczne na okładkach tygodników „Newweek Polska” i „Do Rzeczy” – raport z badań pilotażowych (Messages populistes sur les couvertures des magazines hebdomadaires « Newweek Polska » et « Do Rzeczy » – rapport d'une étude pilote)*, « e-Politikon » ; 24, pp. 87 – 111.
- Bauman Z., Bordon C. 2014. *State Of Crisis*, Polity, Cambridge.
- Block E., Negrine R. 2017. *The Populist Communication Style: Toward a Critical Framework*, « International Journal of Communication », 11, pp. 178 – 197.
- Brubaker R. 2019. *Populism and nationalism*, « Nations and Nationalism », 26, pp. 1 – 23.
- Brzoza K., Głuszek-Szafraniec D., Szostok, P. 2017. *Upolitycznienie przekazu prasowego w wybranych polskich tygodnikach opinii. Wstępny raport z badań (Politisation du message de presse dans certains hebdomadaires d'opinion polonais. Rapport de recherche préliminaire)*, « Political Preferences », 16.
- Canovan M. 2002. *Taking politics to the people: populism as the ideology of democracy*, [dans :] *Democracies and the Populist Challenge*, dir. Y. Mény, Y. Surel, Palgrave Macmillan UK, London, pp. 25 – 44.

- Canovan M. 2004. *Populism for political theorists?*, « Journal of Political Ideologies », 9 (3), pp. 241 – 252.
- Dakowska D. 2010. *Whither Euroscepticism? The Uses of European Integration by Polish Conservative and Radical Parties*, « Perspectives on European Politics and Society » 11 (3), pp. 254 – 272.
- Dobek-Ostrowska B. 2018. *Mediatyzacja polityki w tygodnikach opinii w Polsce – między polityzacją a komercjalizacją (Médiatisation du politique dans les hebdomadaires d'opinion en Pologne – entre politisation et commercialisation)*, « Zeszyty Prasoznawcze » 2 (234), pp. 224 – 246.
- Geisser V. 2020. *L'hygiéno-nationalisme, remède miracle à la pandémie ? Populismes, racismes et complotismes autour du Covid-19*, « Migrations Société », 2 (2), pp. 3 – 18.
- Holtmann E., Krappidel A., Rehse S. 2006. *Die Droge Populismus: Zur Kritik des politischen Vorurteils (La drogue du populisme : sur la critique des préjugés politiques)*, Springer VS, Wiesbaden.
- Jagers J., Walgrave S. 2007. *Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium*, « European Journal of Political Research », 46, pp. 319 – 345.
- Kotras M. 2013. *Dwa światy, dwie narracje. Retoryka tygodników opinii „W sieci” i „Polityka” (Deux mondes, deux récits. La rhétorique des hebdomadaires d'opinion « W Sieci » et « Polityka »)*, « Acta Universitatis Lodzianis. Folia Sociologica », 46, pp. 89 – 109.
- Kotras M. 2013. *Konstruowanie rzeczywistości politycznej. Analiza okładek tygodników „Uważam Rze” i „Polityka” (Construire une réalité politique Analyse des couvertures des hebdomadaires « Uważam Rze » et « Polityka »)*, « Politeja-Pismo Wydziału Studiów Międzynarodowych i Politycznych Uniwersytetu Jagiellońskiego », 10 (25), pp. 439 – 464.
- Kotras M. 2018. *Narracje i strategie argumentacyjne w dyskursie IV RP jako narzędzia wyznaczania granic wspólnot w polskim społeczeństwie (Récits et stratégies argumentatives dans le discours de la IVe République de Pologne comme outil de délimitation des communautés dans la société polonaise)*, « Kultura i Społeczeństwo », 62 (1), pp. 141 – 165.
- Lasco G. 2020. *Medical populism and the COVID-19 pandemic*, « Global Public Health », 15 (10), pp. 1417 – 1429.
- Lasco G., Curato N. 2019. *Medical Populism*, « Social Science & Medicine », 221, pp. 1 – 8.
- Lipiński A. 2021. *Poland: 'If we don't elect the President, the country will plunge into chaos'*, [dans :] *Populism and the Politicization of the COVID-19 Crisis in Europe*, dir. G. Bobba, N. Hube, Palgrave Macmillan, London, pp. 115 – 129.
- López-Escobar E., Sábada T., Zugasti, R. 2008. *Election coverage in Spain: From Franco's death to the Atocha massacre*, [dans :] *The handbook of election news coverage around the world*, dir. J. Strömbäck, L. L. Kaid, Routledge, New York, pp. 175 – 191.

- Mede N. G., Schäfer M. S. 2020. *Science-related populism: Conceptualizing populist demands toward science*, « Public Understanding of Science », 29 (5), pp. 473 – 491.
- Motta M., Stecula D., Farhart C. 2020. *How Right-Leaning Media Coverage of COVID-19 Facilitated the Spread of Misinformation in the Early Stages of the Pandemic in the U.S.*, « Canadian Journal of Political Science », 53 (2), pp. 335 – 342.
- Mudde C. 2004. *The populist zeitgeist*, « Government and Opposition », 39 (4), pp. 542 – 563.
- Rooduijn M. 2019. *State of the field: How to study populism and adjacent topics? A plea for both more and less focus*, « European Journal of Political Research », 58 (1), pp. 362 – 372.
- Rooduijn M., Akkerman T. 2017. *Flank Attacks: Populism and Left-Right Radicalism in Western Europe*, « Party Politics », 23 (3), pp. 193 – 204.
- Ślarzyński M. 2017. *Nation, Civil Society and Local Communities: the Case of Gazeta Polska Clubs 2005-2015*, Doctoral Dissertation submitted to the Graduate School for Social Research at the Institute of Philosophy and Sociology of the Polish Academy of Sciences.
- Ślarzyński M. 2018. *Rola klubów „Gazety Polskiej” w sukcesie politycznym Prawa i Sprawiedliwości w 2015 roku. Aktorzy lokalni czy aktor ogólnokrajowej sfery publicznej III RP? (Le rôle des clubs de “Gazeta Polska” dans le succès politique de Droit et Justice en 2015. Acteurs locaux ou acteur de la sphère publique nationale de la Troisième République de Pologne ?)*, « Przegląd Socjologiczny », 67 (2), pp. 139 – 158.
- Stanley B. 2008. *The thin ideology of populism*, « Journal of Political Ideologies », 13 (1), pp. 95 – 111.
- Stavrakakis Y. et al. 2017. *Extreme right-wing populism in Europe: revisiting a reified association*, « Critical Discourse Studies », 14 (4), pp. 420 – 439.
- Stecula D. A., Pickup M. 2021. *How populism and conservative media fuel conspiracy beliefs about COVID-19 and what it means for COVID-19 behaviors*, « Research & Politics », 8(1).
- Szczerbiak A. 2004. *Polish Euroscepticism in the run-up to EU accession*, [dans :] *Euroscepticism: Party politics, national identity and European integration*, dir. R. Harmsen, M. Spiering, Rodopi, Amsterdam, pp. 247 – 268.
- van Kessel S. 2015. *Populist Parties in Europe: Agents of Discontent?*, Palgrave Macmillan UK, London.
- Woleński J. 2020. *W pandemii wyszło na jaw, że władza PiS jest amoralna (Dans la pandémie, il s'est avéré que le pouvoir du PiS était amoral)*, « Polityka », 14 octobre 2020.

Zuzana Kotherová

*Université Charles de Prague*

ORCID : 0000-0002-1214-9879

Michel Perottino

*Université Charles de Prague*

ORCID : 0000-0002-1910-4075

## **Covid-19 du meilleur au pire : la gestion de crise à la tchèque**

**Abstract:** This paper maps the Covid-19 pandemic evolution in the Czech Republic: from the “best in Covid” in spring 2020 through three heavy epidemic waves during autumn and winter 2020 to one of the most hit countries in the world in the spring season 2021 in terms of deaths. The aim of this contribution is to let the reader understand better this Czech anomaly by studying two possible factors of this negative balance: the state of the art of the Czech healthcare system before the pandemic and political management of the crisis. The results of our article show that the Czech healthcare system seems to be financially stable and relatively well prepared for the potential crisis in terms of personal, technical, and medical capacities – even if situation in the public health is far from ideal. On the contrary, the competence of the Czech government in managing the Covid-19 pandemics remains controversial – for this reason, the pros and cons of the political management of the crises are discussed.

**Keywords:** Czech Republic, Covid-19, Czech healthcare system, public health, Czech government, pandemic

**Mots clés :** République tchèque, Covid-19, système de santé en Tchéquie, système de santé public, gouvernement de la République tchèque, pandémie



## 1. Introduction

La République tchèque était sortie de la première vague de la pandémie du Covid-19 en fanfares : le nombre de personnes infectées et surtout celui des décès avait été contenu et le Premier ministre Andrej Babiš pouvait se proclamer « *best in Covid* ». Les mois suivants, principalement à partir d'octobre, ont montré combien cette victoire était fragile, le pays traversant successivement trois nouvelles vagues particulièrement meurtrières, faisant passer le pays en tête des plus touchés. Si au printemps 2020 le gouvernement pouvait se targuer d'être à l'origine de ce bon résultat, la catastrophe de l'hiver 2020-2021 a remis brutalement en cause ses capacités supposées.

Nous allons revenir ici sur quelques éléments de base qui permettront au lecteur de mieux comprendre cette anomalie tchèque, ou plus précisément cet échec de la lutte contre la pandémie dans un pays qui avait pourtant obtenu des résultats très positifs lors de la première vague. Pour ce faire, nous allons présenter les grandes lignes de l'évolution de la pandémie en République tchèque, puis nous nous pencherons sur le système de santé, avant de mettre en exergue les forces et les faiblesses de la gestion politique de la crise. Notre propos est ainsi de souligner que le principal problème ne résidait pas dans les limites du secteur de la santé, mais dans la gestion politique de la crise.

## 2. L'évolution de la pandémie en République tchèque

Les premiers foyers tchèques de cette maladie inconnue furent liés à des skieurs de retour d'Italie ou d'Autriche. Les trois premiers cas ont cependant été découverts seulement le 1<sup>er</sup> mars 2020. Dès le lendemain, le Gouvernement a pris les premières décisions portant sur la surveillance et la mise en quarantaine des malades, mais aussi sur le retour des ressortissants tchèques de Chine. La confiance des autorités politiques était cependant grande, le ministre de la Santé Vojtěch Adam ayant assuré quelques semaines auparavant que le pays était tout à fait capable de gérer la situation, la pandémie étant encore concentrée en Chine et était supposée y rester. La rapidité de l'éclatement de la pandémie en Europe et les premiers cas de décès ont cependant rapidement conduit les dirigeants tchèques à tenter de proposer des solutions pratiques de lutte contre la Covid-19. Un premier conflit éclata alors entre le Premier ministre et son partenaire social-démocrate, Jan Hamáček, ministre de l'Intérieur : celui-ci proposa rapidement de décréter l'état d'urgence, mais il fallut attendre une dizaine de jours avant que la décision ne soit entérinée (Ministère de l'Intérieur 2020). En effet, l'état d'urgence aurait eu pour effet de faire basculer la prise du pouvoir aux détriments d'Andrej Babiš et il fallut quelques jours à l'équipe gouvernementale pour trouver une solution compromise. L'état d'urgence est d'ailleurs devenu pratiquement le seul cadre légal des mesures de confinement,

puisqu'il a été renouvelé ou prolongé jusqu'en avril 2021. La loi n° 94/2021 Coll., relative aux mesures d'urgence dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 adoptée pour un an en février 2021 n'a réellement remplacé l'état d'urgence qu'en avril 2021 (celui-ci donnant en fait plus de latitude au gouvernement dans la gestion de la crise, mais devait être renouvelé à chaque reprise) (Kotalík 2021).

La suite logique des événements fut par exemple marquée par la fermeture des frontières le 16 mars 2020, puis l'obligation du port du masque dans tous les espaces publics deux jours plus tard. Cette obligation est devenue une mesure phare du dispositif de lutte contre le coronavirus, notamment parce que, face à la pénurie de masques chirurgicaux, l'ensemble du pays se mit à coudre des masques en tissus, symbole à la fois d'une sorte d'union nationale et aussi de la proximité même du danger. Notons d'ailleurs que la question de l'achat de masques était alors au centre de toutes les discussions et qu'elle permit aux sociaux-démocrates de s'appuyer sur leurs réseaux chinois pour obtenir, sans doute dans des conditions à la marge de la légalité, des masques à tout prix (y compris au détriment de la solidarité internationale).

Le gouvernement choisit également de confiner le pays de manière assez forte (quand bien même la liberté de circulation ne fut pas pour l'essentiel mise en cause et surtout avec des contrôles du respect des obligations plutôt relatifs), et pendant quelques semaines le pays vécut au gré de cette nouvelle situation inattendue. Le déconfinement progressif en avril – mai 2020 donna un peu de répit, bien que les cas italien ou espagnol, pour ne citer que les plus marquants, pouvaient laisser présager des difficultés à venir.

C'est manifestement à la sortie d'un été relativement calme sur le front de la pandémie que furent prises des décisions lourdes de conséquence pour les étapes suivantes, notamment celle du refus du Premier ministre d'obliger les citoyens à porter à nouveau le masque, surtout dans les transports en commun. L'arrivée du froid, sans doute combinée avec celle de nouvelles mutations du virus, a induit dès octobre une dégradation nette et sans appel de la situation. Rapidement, un premier pic fut atteint (celui de la deuxième vague, apparue plus tardivement ailleurs en Europe), relativisant le statut de première vague au premier épisode de la pandémie : au regard des deuxième, troisième et quatrième vague qui se sont succédées à un rythme rapide d'octobre 2020 à avril 2021, le premier épisode fait tout au plus figure de micro-vaguelette... Nous verrons que cette situation extrêmement dégradée a été gérée d'une part par Andrej Babiš lui-même (qui s'était placé au centre du dispositif et se présentait comme le garant principal de la lutte contre la Covid-19) et d'autre part par quatre ministres de la Santé successifs<sup>1</sup> et trois hygiénistes principales, en principe chargées des services épidémiologiques.

---

<sup>1</sup> Adam Vojtěch jusqu'en septembre, Roman Prymula pendant environ un mois, puis Jan Blatný jusqu'en avril et enfin Petr Arenberger depuis.

C'est au cours de ces cinq mois clefs (de fin octobre à début avril) que la République tchèque a vu exploser le nombre de personnes infectées, mais surtout le nombre de victimes. Ainsi, la barre des 10 000 morts a été passée mi-décembre (Juna, Mahdalová 2020), celle des 25 000 morts (pour un pays de 10 millions d'habitants) le 22 mars 2021. Le pays a entamé lentement sa campagne de vaccination dès la fin décembre, mais celle-ci n'a pris réellement une dimension suffisante que fin mars/début avril, emboitant donc le pas à la fin de la quatrième vague. Cette campagne a cependant dévoilé non seulement l'impréparation générale des services publics (supposés prêts à l'action depuis l'automne), mais surtout elle a vu se développer un débat autour des vaccins choisis (la République tchèque a été de fait peu touchée par la mise en cause des effets secondaires du vaccin d'Astra-Zeneca parce qu'elle avait fait le choix de la priorité donnée au vaccin Pfizer), principalement la critique porta sur la politique d'achat de l'UE (présentée comme la cause des retards dans les vaccinations tchèques, principalement au regard de la rapidité de la Grande-Bretagne ou surtout d'Israël) et l'intérêt manifesté par le Premier ministre pour le vaccin russe Sputnik V<sup>2</sup>. Ce débat a cependant fini par s'éteindre face d'une part aux faibles capacités de production de l'industrie pharmaceutique russe, et à l'absence de licence attribuée par l'agence européenne. L'idée d'une utilisation « expérimentale » n'a cependant pas été abandonnée (au motif que n'importe quel vaccin sera mieux que d'attendre la livraison des doses de vaccin agréées), bien que difficile à réaliser en pratique (Guričová 2021) et mise à mal par l'affaire de l'explosion du dépôt de munition de Vrbětice imputée aux services secrets russes.

### 3. Le système de santé en République Tchèque

Le système de santé de la République tchèque s'est retrouvé logiquement en première ligne du dispositif de lutte contre la pandémie. Nous allons le présenter dans ses grandes lignes ici. Le système de santé tchèque repose principalement sur un système d'assurance maladie obligatoire, où l'État joue, traditionnellement, un rôle de premier plan. Les Tchèques peuvent cependant choisir librement leur mutuelle tout comme leurs prestataires des services de santé. L'accès aux soins est universel, les services médicaux sont fournis par les professionnels de santé, publics ou privés, et sont remboursés par les mutuelles sur la base d'une convention. Le panier des soins couverts, en totalité ou partiellement, par le régime tchèque d'assurance maladie est très large (y compris les soins balnéaires).

---

<sup>2</sup> Cet intérêt l'a mené à visiter la Hongrie et la Serbie. Le Premier ministre fut en la matière largement soutenu par le président Miloš Zeman, dont le tropisme pro-russe était connu depuis longtemps.

Pour classer le système de santé tchèque, il est possible d'utiliser plusieurs approches. Le tableau 1 montre le classement du système tchèque en utilisant cinq typologies différentes (de la typologie traditionnelle de l'OCDE aux typologies plus récentes).

Dans ce texte, nous appliquons la plus récente des typologies, celle de Toth (2016). Cette classification est basée sur deux dimensions principales : l'aspect financier d'une part et l'aspect de la couverture des soins. La combinaison de ces deux dimensions forme une matrice de dix types d'organisation des systèmes des soins de santé, ce qui offre une variété des systèmes plus vaste que les classifications « traditionnelles ».

En ce qui concerne la dimension financière, il y a plusieurs critères qui permettent de classer le système tchèque dans un des cinq types de systèmes (assurance volontaire, assurance sociale santé, programmes résidus, assurance de santé nationale ou système universel). En République tchèque, le système d'assurance de santé publique est mis en place de telle sorte que la participation dans ce système est obligatoire pour tous les habitants ainsi que pour ceux qui y travaillent. Le montant de la contribution est basé sur le revenu. Chaque participant au système d'assurance de santé peut choisir n'importe laquelle des sept mutuelles existantes, qui sont des organismes semi-publics pour lesquels les relations compétitives sont strictement réduites.

En ce qui concerne la dimension de la couverture des soins, le système tchèque appartient aux systèmes séparés, c'est-à-dire que les prestataires de services et les mutuelles sont des organismes indépendants, séparés les uns des autres. Pour que les soins fournis soient remboursés, les prestataires de soins concluent des contrats avec les mutuelles.

Il y a encore, dans la classification de Toth, la dimension de « segmentation » qui permet de segmenter la population (en fonction de l'âge, de la profession ou des revenus) et des services (essentiels, complémentaires ou exceptionnels). Cette dimension n'est pas vraiment applicable dans le système tchèque car le système ne propose pas une vraie différenciation. De ce point de vue, le système tchèque est donc un système plutôt rigide.

Ce mélange des propriétés forme de système tchèque un système mixte – ce qui est le cas de la majorité des systèmes européens. Dans le cas de la couverture des soins, il s'agit d'un système « séparé ». En ce qui concerne l'aspect financier, il ressemble le plus au système « Assurance sociale santé ». En même temps, en considérant qu'une des caractéristiques essentielles n'est pas remplie (le choix de mutuelles liées à la profession), il s'agira d'un système mixte – se situant quelque part entre les systèmes « assurance sociale santé » et « système universel ». Le « système universel » est entre outre caractérisé par l'accès universel aux soins, basé sur la nationalité, ce qui n'est pas le cas tchèque mais vu que l'assurance est obligatoire, on en est très proche.

**Tableau 1.** Classifications du système de santé tchèque.

Auteur/ Attributs caractérisant le type de système	OECD (1987)	Lee (2008)	Wendt (2009)	Boehm (2013)	Toth (2016)
Financement	SHI (Bismarck)				
Prestation et financement		NHI/SHI			
			Système de soin mixte, pluralité des mu- tuelles		
					Système universel/ Assurance sociale santé et système séparé
Prestation, financement et régulation				Assurance sociale et maladie étatiste	

Source : auteurs basés sur Toth (2016).

#### 4. Le système de santé tchèque – était-il prêt à la pandémie de Covid-19 ?

Pour répondre à cette question, il semble utile de regarder à la fois les capacités de système, sa performance et qualité, tout comme l'organisation de système épidémiologique (santé et hygiène). Le système tchèque se montre financièrement stable, utilisant autour de 7 % de PNB – 7,6 % en 2018, se plaçant en-dessous de la moyenne de 36 pays de la région OCDE qui était de 8,8 % en 2018 (OECD Health Statistics 2019). L'accès aux soins de santé est généralement bon, mais il y a de fortes disparités régionales. L'espérance de vie à la naissance a atteint 79,1 ans en 2017, moins que la moyenne de l'UE (OCDE/ European Observatory on Health Systems and Policies 2019). La mortalité évitable a diminué au

cours de la décennie écoulée, le système tchèque semble donc être efficace dans la lutte contre les maladies menaçant la vie. En même temps, la mortalité évitable liée à la prévention (donc liée aux maladies chroniques) augmente.

La République tchèque compte moins d'infirmiers par habitant que la moyenne de l'UE mais plus de lits d'hôpitaux et légèrement plus de médecins (WHO). En ce qui concerne les lits de soins aigus, indicateur important vis-à-vis de la pandémie, la Tchéquie compte plus de lits de soins aigus par habitant que la moyenne de l'UE (soit 4,1 lits/1 000 habitants).

La performance de système peut être évaluée en utilisant « l'indice EHCI » (l'indice européen de qualité des soins du point de vue des patients), publié par l'Institut suédois Health Consumer Powerhouse. Cet indice – comprenant 46 indicateurs – est mesuré dans 35 pays européens depuis 2005 et montre que le meilleur système de santé se trouve en Suisse, aux Pays-Bas et en Norvège. Le dernier indice EHCI date de 2018 et il place la République tchèque à la 14<sup>e</sup> place parmi les 35 pays européens, à la première place parmi les pays ex-communistes. Le système tchèque semble donc disposer et d'une capacité suffisante et d'une qualité/performance satisfaisante pour maîtriser une situation de crise.

Quant au système épidémiologique du pays, le domaine de la « santé et de l'hygiène » forme une part intégrale du système de santé tchèque. La République tchèque dispose traditionnellement d'un réseau d'institutions épidémiologiques (santé et hygiène) étendu. Il s'agit en effet d'un héritage de la période socialiste pendant laquelle il y avait en République tchèque une faculté de médecine spécialisée en « santé et hygiène » et le domaine représentait une priorité du système.

Après 1989, ce domaine a cependant été marginalisé. Il y a très peu de professionnels de santé qui choisissent cette spécialité médicale lors des leurs études, tout comme il y a très peu de professionnels de la santé qui y travaillent. Les stations hygiéniques – éléments clés des services d'hygiène – représentent un parent pauvre du système de santé. Au cours de la décennie écoulée, le budget du secteur « santé et hygiène » a baissé de 40 %, le nombre du personnel y travaillant a diminué presque de moitié, en même temps l'âge moyen a augmenté de façon très nette et le niveau des salaires reste inférieur d'environ 30 % par rapport aux salaires moyens dans d'autres secteurs de la santé (surtout le secteur hospitalier). De plus, les professionnels de santé dans le domaine de « santé et hygiène » travaillent avec des équipements techniques insuffisants, tant au plan quantitatif que qualitatif.

Pour revenir à la question posée, cet éventail des propriétés peut donner l'impression que l'état de préparation de la République tchèque pour faire face à une épidémie potentielle était excellent. Il s'agit d'un système stable ayant relativement un bon niveau général, un système disposant d'un bon équipement technique, de médicaments modernes et surtout de bons professionnels de santé.

Cependant, comme mentionné ci-dessus, le système reste rigide, la capacité de réagir de manière flexible à une crise potentielle se montre limitée. En ce qui concerne l'accès aux soins, les besoins médicaux non satisfaits sont généralement plutôt faibles mais il y a de fortes disparités régionales. L'état de santé des Tchèques est moins bon que dans d'autres pays de l'Europe occidentale. La République tchèque se situe derrière les autres pays de l'Europe occidentale en matière d'investissement dans la prévention des maladies. Les éléments relevés plus haut pointent la faiblesse de l'état du secteur épidémiologique. Cela signifie que l'état de préparation de la République tchèque pour faire face à une épidémie potentielle – en théorie de très bon niveau – était en réalité réduit. La pandémie de Covid-19 a révélé cette faiblesse, qui a été cachée mais qui était connue dans le domaine de la santé publique.

Au printemps 2021, il est possible de constater que la République tchèque a été – tout comme la plupart des pays dans le monde – très touchée par la pandémie Covid-19. En simplifiant le propos, les résultats tchèques peuvent être présentés en utilisant trois indicateurs : le nombre de personnes décédées, la durée de fermeture des écoles et le pourcentage de la population qui a été vaccinée. La Tchéquie est désormais à la peu enviable première place en termes de nombre de personnes décédées à cause de Covid-19 (soit 2 681 morts par million d'habitants au 21 avril 2021). En même temps, les étudiants tchèques ont passé plus de temps à la maison du fait de la fermeture des écoles primaires et secondaires. En ce qui concerne la vaccination, seulement 8,5 % de la population a été complètement vaccinée au 21 avril 2021. Cette expérience pandémique, qui n'est pas finie pour le moment, va sûrement influencer le système de santé tchèque. Nous avons appris que le système a besoin de plus de flexibilité, plus de numérisation et surtout d'importants investissements alloués au domaine de la « santé et hygiène ». Il s'agit au fond d'une décision politique. Or, si la République tchèque a vu sa situation se dégrader dramatiquement à l'automne 2020 et au printemps 2021, c'est justement principalement du fait de décisions politiques (mauvaises décisions et absence de décision confondues).

## 5. Crise sanitaire – échec politique

L'état du système de santé tchèque ne saurait, à lui seul expliquer ni le succès connu dans l'épisode de la première vague, ni l'échec catastrophique au cours des trois vagues suivantes. Si le système épidémiologique a été mis en difficulté, c'est principalement pour des raisons de choix fait de longue date (dans le cadre de la libéralisation du système de santé en général, mais aussi la sous-évaluation de l'importance du secteur et son sous-financement). Mais, en soi, il ne s'agit pas de difficultés imputables à un système qui, pour l'essentiel, a relevé ce défi inattendu avec des résultats certes mitigés, mais somme toute relativement bons,

notamment dans une perspective comparatiste. Le problème fondamental est en effet à chercher ailleurs : au niveau du pouvoir exécutif et des choix faits aux différents moments de l'évolution de la pandémie.

La première étape de l'arrivée du Covid-19 en Europe, le confinement puis le déconfinement (de février à mai 2020) n'a pas posé de problème parce que le choc de la pandémie et les incertitudes totales qui régnaient à l'époque ont conduit les dirigeants et la société dans son ensemble à adopter des solutions d'urgence et souvent très restrictives. Les incertitudes et méconnaissances des mécanismes de propagation du virus ont conduit à une politique de prudence parfois à l'excès, mais qui a donné des résultats clairs. Il convient également de noter ici un autre facteur primordial : le temps. En effet la République tchèque n'a été touchée que relativement tardivement par la pandémie et les cas italien, espagnol ou français ont renforcé la prudence acceptée par quasiment tous les acteurs. Cette prudence a eu cependant un coût économique (les problèmes les plus visibles sont d'une part la baisse des activités économiques en général, avec de fortes disparités en fonction des secteurs, mais aussi la hausse sans précédent du déficit budgétaire, l'État faisant le choix de la compensation des manques à gagner des acteurs économiques). La société dans son ensemble avait alors largement accepté des sacrifices parfois lourds mais perçus comme temporaires. La durée de la pandémie a ensuite fait logiquement basculer une partie des citoyens dans l'opposition de principe à toute restriction (à l'exception relative du port du masque perçu le plus souvent comme un mal nécessaire). L'arrivée des beaux jours a renforcé ce rejet.

La pandémie, présentée au début de l'été 2020 comme de fait vaincue par le gouvernement (bien que forcément toujours présente), a certes connu un recul net durant la saison estivale, mais les choix opérés par l'exécutif, principalement par le Premier ministre, ont conduit à une détérioration progressive en septembre-octobre. Un des moments les plus symptomatiques des erreurs, liées à une résignation à suivre l'opinion publique et préserver son capital électoral, fut la censure par Andrej Babiš de la mesure défendue par le ministre de la Santé de revenir à un port généralisé du masque dans les transports en commun. Quelques semaines plus tard, le ministre donnait sa démission et était remplacé en un temps record par la principale figure de la lutte contre la pandémie au cours de la première vague, l'épidémiologiste Roman Prymula. Celui-ci lança le reconfinement du pays, mais fut rapidement obligé de démissionner après avoir enfreint les règles qu'il avait remis en place<sup>3</sup>. Son remplaçant, l'hématologue Jan Blatný, inconnu du grand public, resta en fonction jusqu'en avril avant d'être démis de ses fonctions, manifestement du fait de son antagonisme vis-à-vis du premier ministre (Blatný s'opposa fermement à utiliser des médicaments

---

<sup>3</sup> Le nouveau ministre a été photographié de nuit sortant d'un restaurant (a priori fermé pour cause de confinement) et sans masque.



non autorisés pour le traitement du Covid-19, mais aussi à entériner l'emploi du vaccin russe Sputnik-V sans décision favorable préalable de l'EMA). Début avril, un nouveau ministre de la Santé, le quatrième depuis le début de la pandémie, fut nommé : Petr Arenberger, directeur d'hôpital public et spécialiste en dermatologie et vénérologie (Šopfová 2021).

Ces changements à la tête du ministère éclairent non seulement l'extrême instabilité de cette fonction forcément capitale dans la lutte contre la Covid-19, mais ils permettent surtout de mettre en exergue le rôle secondaire de ce ministre, soumis au contrôle direct du Premier ministre en matière de lutte contre la pandémie. Les tensions plus ou moins fortes existant entre ces deux centres, et le rôle premier d'Andrej Babiš, expliquent en grande partie les erreurs lourdes de conséquences, notamment lorsque les enjeux électoralistes<sup>4</sup>, voire populistes ont dominé les considérations sanitaires.

L'exemple le plus caractéristique est la décision d'ouvrir les commerces à quelques semaines des fêtes de fin d'année et ce alors même que le pays commençait à peine à sortir de la deuxième vague aux conséquences déjà tragiques. Le choix inverse de continuer dans le confinement, qui imputait au gouvernement et aux autorités sanitaires était sans nul doute difficile à prendre : le pays vivait sous tension depuis trop longtemps, le confinement décrété début octobre déjà trop long, mais les risques étaient objectivement nets. Si l'on peut comprendre certains errements voire certaines erreurs commises pendant la première vague, les inconstances et inconsistances multiples ultérieures mettent en exergue l'incapacité des pouvoirs publics, principalement des décideurs au niveau central, de tenir compte des expériences (des erreurs) passées. Un des aspects les plus caractéristiques en la matière fut la tentative de proposer des systèmes de contrôle de la situation fondés sur des niveaux de risques. Il s'agit notamment du système de contrôle mis en place par le ministère de la Santé sous l'acronyme de PES (*ProtiEpidemický Systém* – Système contre l'épidémie ; l'acronyme signifie « chien » en tchèque). Ce système était en fait un index constitué par plusieurs paramètres prenant en compte la dangerosité du Covid-19 : le système distinguait différents niveaux de dangerosité au niveau régional et il impliquait à l'origine différents niveaux de confinement. Plus l'index était élevé, plus sévère était le confinement, depuis le niveau vert (index inférieur à 20), jaune (21-40), orange (41-60), rouge (61-75) et violet (76-100) (Ministère de la Santé 2020 ; Covid Portal 2021). À l'origine, le système impliquait un passage automatique d'un niveau de confinement à l'autre, région par région. Progressivement amendé, le système souffrit dès le début de sa mise en place de critiques diverses, en particulier parce que l'assouplissement (le déconfinement) était moins automatique que la montée en gamme. Un autre problème devint rapidement évident : le confinement région par région était impossible à mettre en place sans un contrôle

---

<sup>4</sup> À l'automne se sont déroulées les élections régionales et sénatoriales partielles.

policier difficile à réaliser dans le contexte tchèque (tant pour des raisons historiques que logistiques et pratiques). Le système passa progressivement à un régime national, sauf exception<sup>5</sup>. D'autres mesures *ad hoc* ont également fait la démonstration de l'incapacité des décideurs de réfléchir de manière systématique, certaines décisions restrictives s'avérant illogiques, d'autres mettant en cause certaines règles prises quelques jours plus tôt.

Il est cependant à souligner que les médias ont, à cette occasion, mais aussi plus tard, joué un rôle aggravant de la pression sur le pouvoir exécutif. En effet, force est de constater combien les médias dans leur ensemble, y compris les principaux médias nationaux, ont contribué grandement à cette fatigue généralisée de la société non pas en relayant chaque jour les mauvaises nouvelles, mais en donnant l'impression à chaque instant que le moment était venu de déconfiner, nonobstant les chiffres toujours extrêmement élevés de l'épidémie. Dès que les données semblaient se stabiliser, voire baisser, revenait en première ligne la question lancinante du déconfinement. L'utilisation malheureuse des données publiées renforçait cette impression : les données quotidiennes tchèques en valeur absolue étaient comparées à celles des pays voisins, principalement l'Allemagne, sans rappeler que la population allemande est plus de huit fois plus nombreuses et que 15 000 cas tchèques sont incomparablement supérieurs à 15 000 ou 20 000 cas allemands...

Le contexte politique a joué un rôle de premier plan dans la mauvaise gestion de la pandémie, le gouvernement ne se résolvant à prendre les décisions impopulaires que trop tardivement n'anticipant quasiment jamais, ou de manière insuffisante, les crises successives. Ce constat vaut également pour la préparation puis la mise en œuvre de la politique de vaccination à grande échelle, qui n'est devenue réelle qu'en avril 2021. La stratégie gouvernementale en la matière avait pourtant été progressivement annoncée depuis l'été. Les retards ont ensuite été mis, comme nous l'avons mentionné avant, sur le compte de facteurs exogènes, notamment l'insuffisance de la gestion européenne commune, parfois sur des impossibilités pratiques liés à la saturation de l'offre (manque de masques durant la première vague, limites de la production pharmaceutique des vaccins ou industrielle des tests antigéniques et PCR au printemps 2021). La crise prise dans son ensemble a cependant dégagé avec plus de netteté la faiblesse systémique du mode de gouvernance prôné et exercé par Andrej Babiš qui ne se résout que très rarement (et alors tardivement) à prendre des mesures impopulaires et au contraire tend à en prendre d'autres qui renforcent son capital sympathie ou électoral.

---

<sup>5</sup> Pratiquement seuls quelques districts furent confinés de manière stricte, en mars 2020 et surtout en mars 2021.

## 6. Conclusion

La République tchèque a traversé une période particulièrement difficile d'octobre 2020 à avril 2021 avec trois vagues successives du Covid-19 très meurtrières. Si logiquement il est possible de pointer les difficultés du système de santé, ses limites systémiques connues ou dévoilées durant la crise (faiblesses de l'épidémiologie et notamment faiblesses structurelles des services d'hygiène), force est de constater que les principales raisons de la lourde défaillance tchèque en matière de lutte contre la pandémie se trouvent au niveau du pouvoir politique, et principalement du gouvernement dirigé par Andrej Babiš. Celui-ci a fait des choix malheureux pour des raisons électoralistes, voire populiste dans certains cas, ou au contraire a repoussé la décision de reconfiner de manière stricte dans d'autres.

Les errements, voire les erreurs, de la première vague ont été renouvelés lors des vagues successives ultérieures. Au premier plan de ces aspects problématiques de la gestion de la pandémie nous retrouvons l'inconsistance des décisions (la modification erratique des mesures souvent prises de manière inconsidérées) mais aussi la peur d'aller contre l'opinion publique, notamment lorsque celle-ci, fatiguée par les efforts fournis, « demande » un retour à la normale nonobstant la situation pandémique objective. Il est cependant également vrai que la cacophonie généralisée, chez les experts épidémiologistes, les médecins mais aussi chez les politiques, a renforcé d'autant plus les inconstances et inconsistances gouvernementales.

## Bibliographie

- Böhm K., Schmid A., Götze R., Landwehr C., Rothgang H. 2013. *Five types of OECD healthcare systems: empirical results of a deductive classification*, « Health Policy », 113 (3), pp. 258-269.
- Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (Le Cleiss). <https://www.cleiss.fr/docs/systeme-s-de-sante/republique-tchèque.html>, accès : 14.04.2021.
- Covid Portál (Gouvernement de la République tchèque) 2021. *PES – anti-epidemic system of the Czech Republic* (version 2.0/2021). <https://covid.gov.cz/en/situations/infection-and-general-measures/pes-anti-epidemic-system-czech-republic-version-202021>, accès : 30.04.2021.
- Guričová K. 2021. *Jak dostat vakcínu Sputnik V do Česka? Ministr Arenberger má dvě možnosti. Ani jedna není reálná* (Comment obtenir le vaccin Spoutnik V en République tchèque? Le ministre Arenberger a deux options. Ni l'une ni l'autre n'est réelle). [https://www.irozhlas.cz/zpravy-domov/sputnik-arenberger-cesko-klinicka-studie-ockovani\\_2104090500\\_kno](https://www.irozhlas.cz/zpravy-domov/sputnik-arenberger-cesko-klinicka-studie-ockovani_2104090500_kno), accès : 30.04.2021.

- Juna P., Mahdalová K. 2020. *10 tisíc mrtvých. Koronavirus v Česku překonal další smutný milník (10 000 morts. Le coronavirus a franchi une autre triste étape en République tchèque)*. <https://www.seznamzpravy.cz/clanek/10-tisic-mrtvych-koronavirus-v-cesku-prekonal-dalsi-smutny-milnik-134063>, accès : 12.04.2021.
- Kotalík J. 2021. *Právník Wintr: Pandemický zákon neomezuje pohyb, ale nerozvolňuje (Le juriste Wintr : La loi sur la pandémie ne restreint pas les mouvements, mais ne les assouplit pas non plus)*. <https://www.novinky.cz/koronavirus/clanek/pravnik-wintr-pandemicky-zakon-neomezuje-pohyb-ale-nerozvolnuje-40356668>, accès : 21.04.2021.
- Lee S.L., Chun C.B., Lee Y.G., Seo N.K. 2008. *The National Health Insurance system as one type of new typology: the case of South Korea and Taiwan*, « Health Policy », 85 (1), pp. 105-113.
- Ministère de l'Intérieur de la République tchèque 2020. State of Emergency. <https://www.mvcr.cz/mvcren/article/state-of-emergency.aspx>, accès : 12.04.2021.
- Ministère de la Santé de la République tchèque 2020. The epidemiological situation will newly be depicted by the PES evaluation system. <https://koronavirus.mzcr.cz/en/the-epidemiological-situation-will-newly-be-depicted-by-the-pes-evaluation-system/>, accès : 12.04.2021.
- OECD/European Observatory on Health Systems and Policies 2019. *Czech Republic: Country Health Profile 2019*, « State of Health in the EU », OECD Publishing, Paris/European Observatory on Health Systems and Policies, Brussels, <https://doi.org/10.1787/058290e9-en>.
- OECD Health Data 2021. <https://www.oecd.org/health/health-data.htm>, accès : 14.04.2021.
- Our world in data 2021. <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/czech-republic#global-cases-in-comparison-how-are-cases-changing-across-the-world>, accès : 14.04.2021.
- Schiebe George J., dir. 1987. *Financing and Delivering Health Care: A Comparative Analysis of OECD Countries*, « Social Policy Studies », 4.
- Šopfová K. 2021. *Kdo je nový ministr zdravotnictví Arenberger? (Qui est le nouveau ministre de la Santé Arenberger ?)*. <https://www.novinky.cz/domaci/clanek/kdo-je-novy-ministr-zdravotnictvi-arenberger-40356225>, accès : 30.04.2021.
- Toth F. 2016. *Classification of healthcare systems: Can we go further*. « Health Policy », Volume 120, Issue 5, pp. 535-543. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0168851016300562?via%3Dihub>, accès : 30.04.2021.
- Wendt C., Frisina L., Rothgang H. 2009. *Healthcare System Types: A Conceptual Framework for Comparison*, « Social Policy & Administration », 43(1), pp. 70 – 90. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/j.1467-9515.2008.00647.x>, accès : 14.04.2021.
- World Health Organisation 2021. <https://www.who.int>, accès : 14.04.2021.

Florent Parmentier  
*Sciences Po Paris*

# Géopolitique de la vaccination. Le Groupe de Visegrád entre l'Europe de la Santé et Sputnik V

**Abstract:** The chapter demonstrates the geopolitics of vaccination. First, we start by understanding how vaccination has become a geopolitical issue. Next, we consider the emergence of a European health actor during the crisis, through the pooling of vaccines, of which the countries of the Visegrad group have been witnesses and actors. Finally, we analyze the arrival of the Sputnik V vaccine in the context of a vaccine shortage, allowing us to test the relations of the States of the Visegrad group with Russia.

**Keywords:** Covid-19, pandemic, vaccination, geopolitics, Visegrad Group, European Union

**Mot clés :** Covid-19, pandémie, vaccination, géopolitique, Groupe de Visegrád, Union européenne

## 1. Introduction

On parle de « crise Covid » pour désigner la situation de pandémie liée à l'émergence de la maladie Covid-19 (coronavirus SARS-CoV-2), apparue à Wuhan le 16 novembre 2019. L'OMS a déclaré l'état d'urgence de santé publique de portée internationale le 20 janvier 2020, face à un bilan humain qui dépasse les trois millions de morts en avril 2021, date à laquelle ce chapitre est écrit.

Aussi, nous nous intéresserons ici moins aux effets géopolitiques de la pandémie qu'à la géopolitique de la vaccination. À titre liminaire, il nous faut donc distinguer le vaccin (produit de santé ayant pour but de procurer une

immunité face au virus SARS-COV-2), les campagnes de vaccination (acte de vacciner massivement dans le but d'aller vers une immunité collective), et la vaccinologie (prise en compte de l'économie et la logistique de la vaccination). Le premier élément dépend des progrès médicaux, le deuxième d'une politique publique de santé (et de l'acceptation d'un acte intrusif sur des individus en bonne santé), le troisième de conditions économiques, logistiques et finalement géopolitiques.

En effet, la crise pandémique avait fait apparaître dans un premier temps « le pouvoir égalisateur du virus » (comme on dit de l'atome), les pays se trouvant, à des degrés divers, dans une situation de vulnérabilité aigüe face à un virus inconnu. Par contraste, la vaccination réintroduit une différenciation entre les pays, en fonction de qui parvient à trouver une solution médicale, à la produire, à l'administrer et à la faire homologuer par des autorités de santé. De ce point de vue, la vaccination reflète les tensions observables dans les relations internationales : accès aux ressources (les vaccins), importance de la recherche et développement, positionnement dans les chaînes logistiques de production, diplomatie sanitaire, politique d'influence et de prestige international... Au-delà de la matérialité des vaccins, la pandémie permet d'explorer des récits et des identités internationales des différents États.

Dans ce contexte, le Groupe de Visegrád (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) a été à la fois témoin et acteur de l'émergence d'une Europe sanitaire, et l'enjeu d'une attraction et d'une répulsion pour le vaccin russe Spoutnik V, montrant une géopolitisation du débat. Aussi, dans quelle mesure les enjeux de la vaccination ont-ils acquis une dimension géopolitique propre au Groupe de Visegrad ?

Afin de répondre à cette question, il nous faut commencer par comprendre comment la vaccination est devenue une question géopolitique. Ensuite, il faut considérer l'émergence d'un acteur sanitaire européen à l'occasion de la crise, par le biais de la mutualisation des vaccins, dont les pays du Groupe de Visegrád ont été témoins et acteurs. Enfin, l'arrivée du vaccin Spoutnik V dans le contexte de pénurie vaccinale permet de tester les relations des États du Groupe de Visegrád avec la Russie.

## **2. Géopolitique des vaccins et des puissances vaccinales**

Les grandes pandémies frappent de manière indistincte les pays non selon leurs niveaux de richesses, mais bien davantage selon leurs vulnérabilités. En revanche, la vaccinologie dépend elle de facteurs propres (économiques, politiques, scientifiques) aux différents pays. Dans ce cadre, il convient d'analyser les différents ressorts qui fondent les puissances vaccinales : tous les pays sont égaux face à une pandémie, mais tous ne sont pas égaux face aux vaccins.

## Des pandémies à la vaccination

La géopolitique des vaccins dépend avant tout d'une géopolitique des épidémies et des pandémies. On parle d'épidémie pour qualifier l'augmentation rapide d'une maladie en un lieu et un moment donné, et de pandémie pour désigner une épidémie sur une large zone géographique internationale. C'est à compter du néolithique (vers 6 000 av. JC) que les épidémies deviennent possibles, lorsqu'une taille critique de population est atteinte, impliquant des contacts humains fréquents liés au développement de l'agriculture et du commerce. Ainsi, les agents pathogènes, comme les marchandises et les idées, ont largement circulé : l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie parle à ce sujet « d'unification microbienne du monde » (Le Roy Ladurie 1973) pour désigner le fait qu'à partir de l'an mil, cette circulation s'est renforcée par le développement des villes densément peuplées et des routes commerciales entre l'Europe et l'Asie, et plus tard avec la conquête de l'Amérique.

Face à l'histoire longue des épidémies et des pandémies, la vaccination a une histoire propre nécessairement plus courte, les épidémies ayant longtemps été liées, dans l'imaginaire, aux astres, au changement climatique ou à des raisons religieuses. Dans le livre II de son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Thucydide est l'un des premiers à décrire avec précision une épidémie et ses effets politiques de manière rationnelle, en l'occurrence la peste athénienne. L'histoire de la vaccination commence avec la pratique de la variolisation, qui remonterait à la Chine et à l'Inde anciennes, et qui s'est développée le long de la Route de la soie, tout en étant présente en Afrique de longue date ; elle consiste en une inoculation volontaire de la variole sur un sujet faiblement variolisé, ce qui permet d'éviter les formes les plus graves (Hervé 2003). L'histoire de la vaccination est toutefois plus récente, puisqu'on attribue ses débuts au médecin Edward Jenner (1749-1823), qui a conçu un vaccin contre la variole, le terme étant lui-même inventé par le chirurgien Richard Dunning en 1800. L'utilisation de ces vaccins contre la variole a très rapidement dépassé les frontières des îles britanniques pour atteindre le continent, par la Suède, la Prusse ou la Russie (Sher 2011). Ainsi, Varsovie voit naître le premier institut de la vaccination contre la variole en 1808, et un institut de vaccination contre la rage en 1886 (Kraśnicka 2018). En Autriche-Hongrie, Vienne connaît ses premières vaccinations dès avril 1799, soit un peu plus de trois mois après celles de Londres (Katscher 1999), tandis que plusieurs villes hongroises et de l'empire des Habsbourg se dotent rapidement d'un centre de vaccination (Buda, Pest, Kassa, Gyula, Pozsony, Zagreb) (Kiss 2015). De fait, l'Europe centrale et orientale est donc très tôt concernée par la problématique de la vaccination de la population, à une époque où la Prusse, la Russie impériale et l'Autriche se partagent la région.

Si les vaccins sont rapidement arrivés en Europe centrale et orientale, le temps de mise au point des vaccins aujourd'hui reste en revanche long (de l'ordre de 10 à 15 ans). La mise au point et la diffusion d'un vaccin mobilise

un ensemble de savoirs, de l'infectiologie à l'immunologie, des biotechnologies à la politique vaccinale, mobilisant jusqu'à 300 substances différentes, et il convient de s'assurer de sa sûreté à travers le respect de plusieurs étapes<sup>1</sup>. Grâce à une large coopération internationale, la recherche et le développement d'un vaccin contre l'Ebola n'a pris que cinq ans, ce qui constituait un record de vitesse (Riopel 2020). Par contraste à ces temps de développement long, la particularité de la recherche contre la Covid est donc la mise au point très rapide de vaccins, en un an ; les recherches ont abouti au premier vaccin en août 2020 (Spoutnik V, Russie), suivi de plusieurs autres : Pfizer/BioNTech (États-Unis/Allemagne), AstraZeneca/Oxford (Royaume-Uni/Suède), Moderna et Johnson & Johnson (États-Unis), CoviVac et EpiVacCorona (Russie), Sinopharm et CoronaVac (Chine), Covaxin (Inde). La rapidité de lancement des vaccins n'est pas le seul fait notable, l'utilisation du vaccin comme ressource géopolitique est également un fait marquant, du fait du caractère global de la crise Covid.

### **3. Les trois fonctions de la puissance vaccinale**

Avec l'amélioration de l'hygiène, le vaccin a été le principal facteur expliquant la hausse de l'espérance de vie tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Il n'est donc guère étonnant que des États et des acteurs privés aient dépensé des moyens considérables pour mettre au point une solution vaccinale à la Covid-19. De fait, face à l'ampleur de l'épidémie, le vaccin dépasse son statut d'objet purement médical pour prendre trois rôles : celui de symbole d'une puissance scientifique ; celui d'outil de la diplomatie sanitaire, dans la redistribution des doses dans un contexte de pénuries ; celui d'outil d'influence d'un pays sur la scène internationale. Les États ne disposant pas de vaccins, comme ceux du Groupe de Visegrád, doivent s'adapter à cette nouvelle donne internationale et dépendre des puissances vaccinales. Ils peuvent également choisir de jouer des rivalités des différentes puissances vaccinales.

Dans un contexte de concurrence internationale accrue, le développement d'un vaccin est incontestablement un symbole de puissance scientifique et technologique. Le vaccin, enjeu de politique publique de santé, est un développement scientifique et technologique pouvant faire l'objet d'une politique de puissance :

---

<sup>1</sup> Pour être approuvé, le vaccin doit passer par quatre étapes : le stade des tests pré-cliniques, qui doit répondre aux questions suivantes : quelle dose administrer sans toxicité pour le corps ? quelle tolérance au produit ? quelle efficacité en termes de réponse immunitaire ? ; la phase I des tests cliniques, concernant de 10 à 100 volontaires en bonne santé ; la phase II, testant le vaccin sur plusieurs centaines de volontaires, afin de vérifier les effets secondaires récurrents, la dose optimale, la réponse immunitaire et la durabilité de la protection ; la phase III est injectée à des milliers de volontaires, afin d'évaluer le rapport bénéfices/risques tout en évaluant l'efficacité du vaccin.



il n'est pas neutre d'un point de vue géopolitique. En matière de production de vaccins, du fait de la force de leurs groupes pharmaceutiques (et de leurs capacités d'investissement), les États-Unis et l'Union européenne étaient attendus, mais la Russie, la Chine et l'Inde ont réussi à élaborer leurs propres vaccins et à s'affirmer comme des puissances vaccinales – indépendamment des effets des diverses vagues d'épidémie.

Du fait de la pénurie de vaccins à l'échelle mondiale, le vaccin est également devenu un outil de la diplomatie sanitaire. Cette dernière désigne les processus de négociation et de coopération internationale visant à l'amélioration des politiques publiques de santé. Elle a pris son essor au XIX<sup>e</sup> siècle, a vu ses premières réalisations à travers de grandes conférences internationales depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, ayant abouti après la Seconde Guerre mondiale à la création de l'OMS. La politique sanitaire devient un élément de plus en plus critique dans la politique étrangère, la politique de sécurité, les stratégies de développement et les accords commerciaux. Avant même la question vaccinale, la Chine a tenté de proposer un certain nombre de solutions sanitaires à travers son projet de « Route de la soie sanitaire » (infrastructures, accès aux médicaments, ressources humaines, etc.) (voir Moritz 2021). Le vaccin n'est qu'un des aspects d'une diplomatie sanitaire, mais celle-ci est importante pour organiser une coopération internationale pour organiser la plus grande campagne mondiale de vaccination, à même de venir à bout des différents variants du virus qui ne manquent pas d'apparaître.

Enfin, la question vaccinale constitue également plus largement un outil d'influence politique, de relations publiques. À l'ère de l'information, il s'agit en réalité pour la Chine ou la Russie de démontrer l'efficacité d'un modèle politique (autoritaire), ou au contraire en dénigrer un autre (démocratique), et réciproquement, de renvoyer au manque de transparence des États autoritaires. Ainsi, après avoir vendu 5,2 millions de doses de Spoutnik V à la Bolivie, Vladimir Poutine a discuté avec son homologue Luis Arce d'autres projets à forte dimension politique, comme la construction d'une centrale nucléaire, l'exploitation des mines de lithium et des réserves de gaz (Smith 2021). L'Inde a elle-même tenté de se présenter comme « la pharmacie du monde », à travers l'initiative diplomatique « *Vaccine Maitri* » (amitié vaccinale), essentiellement à destination de l'Asie du Sud et de l'Est, avant de connaître une vague de grande ampleur sur son sol (Kiernan, Tohme, Shanks 2021). Dans cette situation, les États-Unis, qui ont longtemps incarné un leadership international sur ces questions, tant par leurs politiques publiques que par leurs acteurs privés (industries pharmaceutiques, fondation Bill & Melinda Gates), sont en situation de recul (Hillman, Tippet 2021). Le retrait de l'OMS, le « nationalisme vaccinal » ne sont pas contrebalancés par le « partenariat vaccinal du Quad » à destination des pays asiatiques (Heath 2021). Israël a également effectué des dons à une vingtaine de pays, dont la Hongrie et la République tchèque (Staff 2021).

Les Européens se trouvent dans une situation compliquée : deux vaccins sont partiellement européens (allemand et suédois), mais plutôt que de se faire concurrence entre eux, et pour abaisser le prix des vaccins, les 27 ont fait le choix de négocier collectivement avec les laboratoires pharmaceutiques. L'approvisionnement des Européens dépend donc de l'acte d'homologation des vaccins par l'Agence européenne du médicament, ainsi que de la maîtrise de la production et des chaînes d'approvisionnement.

#### **4. Témoins et acteurs de l'émergence d'une Europe de la santé**

Les pays du Groupe de Visegrád sont à la fois des témoins et acteurs de cette émergence d'une Europe de la santé, dont les origines remontent au XIX<sup>e</sup> siècle. Alors qu'une première tentative d'Europe de la Santé a échoué dans les années 50, cette idée a fortement progressé en quelques mois face à l'ampleur de l'épidémie.

##### **A. De la diplomatie sanitaire européenne à l'échec de la Communauté européenne de santé**

De grandes pandémies ont façonné l'histoire et l'imaginaire de l'Europe : la peste athénienne (430-426 av. JC), la peste antonine (165-166), la peste noire qui a emporté entre un tiers et la moitié de la population européenne (1347-1352), le choléra (plusieurs vagues au XIX<sup>e</sup> siècle) ou encore la grippe espagnole (1918-1919) pour les épisodes pandémiques les plus célèbres.

C'est pour faire face à de nouvelles maladies (peste, choléra, fièvre jaune) que la première conférence sanitaire internationale se tient à Paris en 1851 en présence de 12 pays, dont l'Autriche et la Russie. L'enjeu, essentiellement technique, est alors de normaliser les réglementations internationales de quarantaine : de vifs échanges ont lieu entre les adversaires des quarantaines (Britanniques et Autrichiens) et les partisans (Russes et Espagnols). L'Autriche-Hongrie y joue d'ailleurs par la suite un rôle important, organisant la 4<sup>e</sup> conférence à Vienne (1874), ou étant à l'initiative de la conférence de Dresde en 1893.

Suite à la Première Guerre mondiale, l'épisode de la grippe espagnole, qui a causé entre 20 et 50 millions de morts dans le monde selon l'Institut Pasteur, voire davantage (Vagneron 2018), a montré aux gouvernements la nécessité d'une médecine socialisée, s'appuyant sur les progrès de l'hygiène et la surveillance. C'est à la suite de cette pandémie que la Société des Nations décide de créer le Comité de la santé et de l'Organisation d'hygiène, à laquelle adhèrent les nouveaux États de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, suivis par la Hongrie en 1922. Cette organisation est d'ailleurs à l'origine d'une intervention précoce en Union soviétique contre une épidémie de typhus qui menaçait l'Europe (Morabia 2006).

Suite à la Seconde Guerre mondiale, l'OMS, comme agence spécialisée de l'ONU, prend la suite du Comité de la santé et de l'Organisation d'hygiène en 1948. Moment de mise en place de grandes organisations internationales, l'après-guerre est également caractérisé comme un grand moment d'intégration européenne. Ainsi, Paul Ribeyre, ministre français de la Santé publique et de la Population, propose la création d'une Communauté européenne de la santé (CES) en 1952, sur le modèle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Dayesne, Guigner 2013). Pour différentes raisons, cette proposition a abouti à un échec, limitant l'action européenne en matière sanitaire pour plusieurs décennies, au moins jusqu'aux années 70.

### **B. L'émergence d'une stratégie européenne de vaccination et ses critiques**

Comme évoqué précédemment, l'Europe a une riche expérience en matière de diplomatie sanitaire. Pendant longtemps, le rôle de l'Europe en matière de santé a été de compléter les politiques publiques des États-membres, afin de surmonter des défis communs et de mettre en commun des ressources (Guigner 2008). À compter des années 1980, l'apparition de nouvelles crises sanitaires (SIDA, ESB, affaire du sang contaminé) a mené à l'émergence d'une politique européenne de la santé (Senn 2006). Une politique européenne du médicament émerge autour de la Directive médicament (1985) et de l'Agence européenne d'évaluation du médicament (1993), qui se prononce sur les autorisations de mise sur le marché ainsi que sur certaines réglementations techniques.

À travers un certain nombre d'avancées, la politique sanitaire commence par ailleurs à s'inscrire dans le droit européen. Selon l'acte unique (1986), les directives européennes doivent permettre d'assurer un haut niveau de protection de la santé, idée qui se trouve consolidée dans la charte sociale des droits fondamentaux (1989). L'article 129 du Traité de Maastricht (1992) étend les compétences communautaires à la santé publique selon le principe de subsidiarité, tandis que l'article 152 du Traité d'Amsterdam (1997) précise qu'un « haut niveau de protection de la santé humaine » doit être garanti dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques communautaires. En outre, la Cour de Justice des Communautés européennes a élaboré une jurisprudence innovante sur la prise en charge des soins de santé pour améliorer la mobilité des patients, en 1998. Cela signifie que la reprise de l'acquis communautaire par les membres de Visegrád a pleinement intégré une approche européenne de la santé, en préalable à l'élargissement de 2004.

Au début de la crise Covid, l'Union européenne dispose donc déjà d'un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies et d'une Agence européenne du médicament. Cependant, de multiples vulnérabilités apparaissent à l'occasion de cette crise, en raison du manque de masques, de médicaments et de vaccins. En dépit de l'accélération du rythme des épidémies, force est de constater que la communauté internationale était assez mal préparée : c'est ce qui amène

le Haut-représentant Josep Borell à envisager par exemple une réorientation vers la diversification des sources d'approvisionnement sanitaire, la relocalisation d'un certain nombre d'activités (en Europe ou dans son voisinage immédiat) ou la réhabilitation du rôle stratégique de l'État (Borell 2020). En un mot, il s'agit de prendre en compte la dimension sanitaire de la puissance européenne.

Suite à ces constats, la mise en place d'une Europe de la santé est annoncée le 11 novembre 2020 par Ursula von der Leyen, dotée d'un budget de 5 milliards d'euros sur 7 ans. Ses objectifs visent notamment au renforcement des structures et des mécanismes existants pour l'amélioration du niveau de protection, de prévention, de préparation et de réaction aux risques à l'échelle de l'Union ; à l'amélioration de la coopération transfrontière pour lutter contre les menaces sanitaires ; ou encore à l'élargissement du rôle de l'Union dans la coordination et la coopération internationales (Vie publique 2020).

Toutefois, si une approche européenne de santé recueille aujourd'hui un large soutien, l'action européenne en matière de politique vaccinale a été critiquée. En effet, la Commission a négocié avec les laboratoires pharmaceutiques des contrats dont les conditions et les prix d'achat sont restés confidentiels (Thibert 2020). Le défi de la production des vaccins a mené Ursula von der Leyen à nommer Thierry Breton, le commissaire au marché intérieur, à prendre la tête d'une *task force* pour augmenter la production de vaccins contre la Covid-19. L'un des principaux défis a résidé dans le défaut de livraison des vaccins Astra Zeneca, aboutissant à une plainte européenne en avril 2021 – seules 30 des 120 millions de doses ayant été livrées au premier trimestre (Perotte 2021). En outre, la Commission a réorienté le programme européen HERA (*Health Environment Research Agenda for Europe*), lancé en 2019, afin de trouver un vaccin de seconde génération, dans la lignée de son souhait de renforcer son autonomie stratégique (Jalinière 2021).

Il convient à présent d'observer, au sein de l'Union européen, le jeu des pays du Groupe de Visegrád.

## **5. Le Groupe de Visegrád et le Sputnik V : entre accommodement et endiguement**

Par-delà le scepticisme sur les vaccins (Natras 2021) ou le désir d'acquisition de ceux-ci (Scislowska 2021), les pays du Groupe de Visegrád sont partagés entre plusieurs récits ou narratifs sur la Covid : le récit populiste, le récit autoritaire et le récit démocratique (Borell 2020).

### **A. Le « moment Sputnik V » de la Russie et le narratif autoritaire**

Conformément aux trois fonctions géopolitiques du vaccin, Sputnik V est l'illustration d'une puissance scientifique, un outil de diplomatie sanitaire et un

outil d'influence politique. En ce sens, le vaccin remplit les fonctions d'un narratif autoritaire, mettant en avant l'idée que seuls les régimes autoritaires et centralisés peuvent vaincre l'épidémie en mobilisant toutes les ressources du pays.

Spoutnik V est un vaccin qui s'inscrit dans une tradition scientifique, et revendiqué comme un acte de puissance. Puissance scientifique et industrielle, la chute de l'URSS a engendré un affaiblissement du potentiel scientifique russe. Pourtant, l'Institut fédéral épidémiologique et microbiologique Gamelya est le premier à sortir un vaccin, le Gam-Covid-Vac. Fondé en 1891 et nationalisé en 1919, l'Institut a une longue tradition tsariste, soviétique et russe d'excellence scientifique, qui s'est illustrée dans la lutte contre l'Ebola et contre le MERS (syndrome respiratoire du Moyen-Orient). Après l'annonce de la découverte du vaccin en août 2020, une vague de scepticisme a jeté un doute sur celui-ci, mais la publication du journal de référence britannique *The Lancet* de février 2021 sur les résultats de la phase III accréditent son efficacité.

Le Spoutnik V est l'objet d'une diplomatie sanitaire active de la part de la Russie, qui déploie plusieurs stratégies : celles-ci passent inévitablement par une homologation du vaccin par les autorités de santé. Si l'évaluation du vaccin par l'Agence européenne du médicament a commencé le 4 mars 2021, rien n'empêche un État-membre d'acquérir le Spoutnik V en attendant, car la vaccination est une compétence nationale, en assumant les responsabilités civiles et administratives (Les décodeurs de l'Europe 2021). Au 1<sup>er</sup> mai 2021, ce sont 62 pays qui ont autorisé le vaccin Spoutnik V : cela constitue une première étape pour se lancer soit dans une politique d'exportation, soit de production locale. La Hongrie et la République tchèque ont été les premiers États à autoriser les vaccins au sein de l'Union européenne, d'autres envisagent de produire localement le vaccin.

Enfin, le Spoutnik V est incontestablement un outil d'influence politique et de prestige. L'annonce, faite par Vladimir Poutine lui-même, et la désignation commerciale du vaccin, du nom du premier satellite artificiel, ne laisse pas de doute. L'appareil d'État s'est également engagé via le Fonds d'investissement direct russe, qui a permis de mobiliser rapidement des ressources financières pour le projet. Dans cette lutte d'influence, le fait de dénigrer les concurrents fait pleinement partie de l'arsenal, via les politiques de désinformation (La Tribune 2020). L'annonce du Spoutnik ne suffit pas à masquer la progression de la Covid en Russie, dont le système de santé est particulièrement fragile (Twig 2020).

C'est dans ce cadre qu'il faut étudier la dimension géopolitique propre au Spoutnik V, alors que les deux autres vaccins russes sont confidentiels.

## **B. Faire face à la Covid-19 avec le Spoutnik V : entre récit populiste et récit démocratique**

Les pays du Groupe de Visegrád partagent un certain nombre de points communs quant à l'évolution de la crise Covid-19, dans des cadres nationaux qui font également apparaître des spécificités, oscillant entre un narratif populiste

et un narratif démocratique. La courte période étudiée (entre décembre 2020 et mai 2021) ne permet toutefois que de tirer des conclusions provisoires des évolutions géopolitiques de la région, et semble renforcer des tendances préexistantes plutôt que constituer de grandes ruptures.

Les pays du Groupe de Visegrád, s'inscrivant dans un récit populiste rejetant la faute sur l'Europe, considèrent généralement que la stratégie européenne n'a pas été satisfaisante, car elle ne permet pas de distribuer un nombre suffisant de doses. En effet, le bilan humain de la troisième vague place ces pays parmi ceux qui ont les taux de mortalité les plus élevés du monde. Ces pays n'ont pas su produire leur propre vaccin, même s'il existe un projet austro-hongrois entre l'Université de Pécs et l'entreprise de biotech autrichienne Cebina (Csécsesi 2020). Les pays du Groupe de Visegrád sont enfin également influencés par leurs principaux partenaires régionaux, l'Allemagne et l'Autriche, qui font preuve d'intérêt pour le Spoutnik V, la première via ses *Länder*, la seconde en passant commande. Ils partagent également une même trajectoire épidémique : relativement épargnés lors de la première vague, la situation épidémique s'est ensuite dégradée. Ainsi, en mars-avril 2021, la Hongrie présente le plus grand nombre de morts par million d'habitants (Europe 2021).

C'est ici que l'on retrouve au sein du Groupe de Visegrád des attitudes politiques extrêmement contrastées au sujet du vaccin russe. Ainsi, la Hongrie est le premier État à avoir décidé d'acheter le vaccin Spoutnik V sans attendre l'approbation du vaccin par l'Agence européenne du médicament, ce qui ne constitue pas une source d'étonnement dans la mesure où c'était déjà l'État le plus proche de la Russie dans le cadre du Groupe de Visegrád (Janjevic 2018). C'est en critiquant l'absence de vaccins que le Premier ministre Viktor Orbán prend finalement cette décision en janvier 2021 (Walker 2021), allant jusqu'à conclure un achat de 2 millions de doses de Spoutnik V et 5 millions de doses du vaccin Sinopharm (Rohac 2021). Mettant en avant la culture de la vaccination russe, il justifie sa décision en ces termes : « Avec l'aide du vaccin soviétique, nous avons éradiqué la polio beaucoup plus tôt qu'en Occident. Sauver des vies et ramener les gens à la liberté est toujours plus important que toute considération politique, aussi justifiée soit-elle » (Arzamanowa 2021).

Malgré les effets d'une pénurie de vaccins (Cienski 2021), la Pologne a par contraste catégoriquement refusé l'importation du vaccin russe (Reuters 2021). À l'instar de l'Ukraine, en conflit avec la Russie, Varsovie s'est tournée vers le vaccin chinois Sinopharm (non reconnu par l'Agence européenne du médicament) pour disposer de davantage de doses (CGTN 2021). Or, paradoxalement, la Chine n'inspire que peu confiance aux dirigeants polonais, en dépit de l'envoi de matériel médical pendant la crise Covid (Przychodniak 2021). C'est donc en se cachant derrière l'absence de données, et dans l'attente de l'approbation du vaccin par l'Agence européenne du médicament que la Pologne a refusé d'acheter le vaccin Spoutnik V (Cessak 2021). Ainsi, la question de l'acceptabilité

d'un vaccin russe a bien été posée : l'ancien Ministre des affaires étrangères polonais Radosław Sikorski (d'opposition) le concède : « Pour le gouvernement nationaliste, ce sera un problème politique, il devra le résoudre ». Dans le même entretien, le médecin Paweł Grzesiowski, visible dans le débat public polonais et critique de la politique sanitaire du gouvernement, évoque cette hypothèse :

Si on m'offrait le choix des vaccins AstraZeneca et Sputnik V, je choisirais ce dernier. Le fait n'est pas que j'ai une sympathie particulière pour le pays de sa production, mais qu'il utilise un concept plus sage. Changer le support de l'information génétique est une excellente idée qui vous permet de contourner un phénomène aussi défavorable que la formation d'anticorps contre le vecteur vaccinal (Roman D. 2021).

Enfin, les cas de la République tchèque et de la Slovaquie sont plus partagés sur la marche à suivre quant aux relations avec la Russie, quand bien même les difficultés sanitaires sont également profondes. Les élites politiques de la République tchèque ont été divisées sur l'opportunité d'acquérir le vaccin russe. Le Président Miloš Zeman, ayant des sympathies pro-russes et pro-chinoises, se revendique en faveur du Sputnik V (Mortkowitz 2021a). Au sein de la coalition du Premier ministre Babiš, des divisions existent. Ainsi, le ministre de la Santé Jan Blatný a été renvoyé pour s'être opposé à l'utilisation du Sputnik V le 7 avril 2021 (Mortkowitz 2021b). Il a été remplacé par Petr Arenberger, plus favorable à l'hypothèse d'un achat du vaccin. Malgré l'absence de retour de l'agence européenne du médicament, et en dépit du manque de données (Mortkowitz 2021a), près de 47 % de la population se disait prête à être vaccinée avec le Sputnik V si la République tchèque donnait son approbation (Prague Morning 2021). Cependant, ce projet est mis à mal par la crise des relations russo-tchèques, menant à l'expulsion de 18 diplomates russes de Prague le 17 avril (The Moscow Times 2021a).

La Slovaquie a également connu des dissensions internes suite à l'hypothèse Sputnik V. À la fin du mois de février, le Premier ministre d'alors Igor Matovič signe un contrat pour la livraison de 2 millions de doses. Cette décision a provoqué la démission du Ministre des affaires étrangères, l'atlantiste et pro-européen Ivan Korčok, qui considère le Sputnik V comme un « instrument de guerre hybride » (The Moscow Times 2021b). Eduard Heger prend la succession d'Igor Matovič au 1<sup>er</sup> avril, au sein d'une coalition avec les mêmes partis, et soutient que le Sputnik V reçoit un assentiment fort d'une partie de la population (SME Domo 2021), en dépit d'un défaut de livraison des vaccins. Au titre de la solidarité entre les deux États, la Slovaquie a par ailleurs fait don de vaccins Moderna à la République tchèque, tout comme la Serbie a pu jouer ce rôle dans les Balkans en dehors de l'Union européenne.

## 6. Conclusion provisoire. La géopolitique vaccinale, une amplification des tendances existantes

Ce chapitre entendait explorer les enjeux géopolitiques de la vaccination contre la Covid-19, en prenant l'exemple plus spécifique du Groupe de Visegrád entre août 2020 et mai 2021.

Il a montré que la vaccination est bien le fruit des progrès scientifiques et technologiques, et qu'elle n'est pas neutre sur un plan géopolitique. En effet, alors que le virus peut jouer un « rôle égalisateur » en matière géopolitique, certains pays peuvent se revendiquer comme des « puissances vaccinales » une fois un remède trouvé, et en faire une ressource. Sans être elle-même une puissance vaccinale en tant que telle, l'Union européenne s'est efforcée, à l'occasion de la crise Covid, d'affermir le discours sur la souveraineté européenne, duquel le Groupe de Visegrád est partie prenante. Enfin, cette vaccination s'intègre également dans de grands récits : le Haut représentant Josep Borell en distingue trois, le récit autoritaire (que l'on retrouve notamment en Russie et en Chine), le récit populiste (dénonçant l'inefficacité de l'Europe et la nécessité pour les États-nations de prendre la main) et le récit démocratique (insistant sur le socle des valeurs européennes à protéger).

Plus qu'une rupture, la géopolitique vaccinale constitue donc une amplification des tendances existantes. L'Europe de la santé, peu mise en avant au cours de l'intégration européenne, a été l'objet d'une initiative politique de la Commission européenne, renforçant le discours sur l'autonomie stratégique, marqueur de la « Commission géopolitique » d'Ursula von der Leyen. Ce qui a été observé à un niveau plus large l'est également au niveau des pays du Groupe de Visegrád : le vaccin Spoutnik V permet de tester l'hypothèse des relations avec la Russie, qui se situent dans le prolongement des relations existantes – la Hongrie ayant des relations proches, la Pologne des relations hostiles et la République et la Slovaquie se situant entre les deux en fonction des coalitions politiques locales et des enjeux.

## Bibliographie

- Arzamanowa T. 2021. *Gonka vaktsin, Blagodarya preparatam iz RF i KNR Vengriya vyrvalas' v lidery vaktsinatsii v Yevrope (Course aux vaccins, grâce aux médicaments de la Fédération de Russie et de la Chine, la Hongrie est devenue un leader de la vaccination en Europe)*, « Inosmi », 12.03.2021. <https://inosmi.ru/politic/20210312/249321483.html>, accès : 10.01.2021.
- Bazin H. 2003., *A brief history of the prevention of infectious disease by immunisations*, « Comparative Immunology, Microbiology & Infectious Diseases », Vol. 26, 2003, pp. 293-308.



- Borell J. 2020. *Covid-19 : le monde d'après est déjà là*, « Politique étrangère », 2, 2020, pp. 1-13. [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/covid-19\\_le\\_monde\\_dapres\\_est\\_deja\\_la.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/covid-19_le_monde_dapres_est_deja_la.pdf), accès : 01.01.2020.
- Csécsei N. 2020. *Hungarian university developing a modern, third-generation coronavirus vaccine*, « Daily News Hungary », 11.06.2020. <https://dailynewshungary.com/hungarian-university-developing-a-modern-third-generation-coronavirus-vaccine/>, accès : 10.05.2020.
- Cessak G. 2021. *Czy Polacy będą szczepieni Sputnikiem V? Grzegorz Cessak wyjaśnia (Les Polonais seront-ils vaccinés avec Spoutnik V ? Grzegorz Cessak explique)*, « Polskie Radio 24 », 11.04.2021. <https://www.polskieradio24.pl/5/1222/Artykul/2713491,Czy-Polacy-beda-szczepieni-Sputnikiem-V-Grzegorz-Cessak-wyjasnia>, accès : 10.04.2021.
- CGTN 2021. *China's vaccine map: Multinational studies say Sinovac vaccine ,significantly effective*, « CGTN », 19.04.2021. <https://news.cgtn.com/news/2021-04-19/China-s-vaccine-map-Sinovac-vaccine-proves-significantly-effective--Zy1a-BfCsZG/index.html>, accès : 10.04.2021.
- Ciensi J. 2021. *Vaccine chaos erupts in Poland*, « Politico », 01.04.2021. <https://www.politico.eu/article/vaccine-chaos-erupts-in-poland/>, accès : 10.04.2021.
- Davesne A., Guignier S. 2013. *La Communauté européenne de la santé (1952-1954). Une redécouverte intergouvernementaliste du projet fonctionnaliste de pool blanc*, « Politique européenne », 2013/3, n°41, pp. 40-63.
- Europe 2021. *Coronavirus : en Hongrie, Viktor Orbán préfère la politique à la prudence face à la crise*, « Europe » 1, 30.04.2021. <https://www.europe1.fr/international/coronavirus-en-hongrie-une-gestion-tres-politique-de-la-crise-sanitaire-4041978>, accès : 10.04.2021.
- Guignier S. 2008. *La santé : un enjeu vital pour l'Europe*, « Institut Notre Europe, études et recherche 68 », décembre 2008. [https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/etud68-sguigner-sante-fr\\_01.pdf](https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/etud68-sguigner-sante-fr_01.pdf), accès : 10.04.2021.
- Heath R. 2021. *U.S. and Pacific partners to flood Asia with vaccines*, « Politico », 12.03.2021. <https://www.politico.com/news/2021/03/12/us-and-pacific-partners-to-flood-asia-with-vaccines-475571>, accès : 10.03.2021.
- Janjevic D. 2018. *Vladimir Putin and Viktor Orbán's special relationship*, « Deutsche Welle », 18.09.2018. <https://www.dw.com/en/vladimir-putin-and-viktor-orbans-special-relationship/a-45512712>, accès : 10.03.2021.
- Jalinière H. 2021. *Un programme européen pour des vaccins de 2<sup>e</sup> génération*, « Sciences et avenir », 20.02.2021. [https://www.sciencesetavenir.fr/sante/un-programme-europeen-pour-des-vaccins-de-2e-generation\\_151920](https://www.sciencesetavenir.fr/sante/un-programme-europeen-pour-des-vaccins-de-2e-generation_151920), accès : 10.04.2021.
- Katscher F. 1999. *Vor 200 Jahren: Die ersten Pockenschutzimpfungen in Wien (Two hundred years ago: the first smallpox vaccinations in Vienna)*. « Wien Klin Wochenschr », 23.04.1999, 111(8), pp. 299-306. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/10378310/>, accès : 10.03.2021.

- Kiernan S., Tohme S., Shanks K., Rosenbaum B. 2021. *The Politics of Vaccine Donation and Diplomacy*, « Think Global Health », 29.04.2021. <https://www.thinkglobalhealth.org/article/politics-vaccine-donation-and-diplomacy>, accès : 11.05.2021.
- Hillman J. A., Tippet A. 2021. *A Robust U.S. Response to China's Health Diplomacy Will Reap Domestic and Global Benefits*, « Think Global Health », 15.04.2021. <https://www.thinkglobalhealth.org/article/robust-us-response-chinas-health-diplomacy-will-reap-domestic-and-global-benefits>, accès : 29.04.2021.
- Kiss L. 2015. *Magyarországi himlo elleni oltointezetek es az oltóanyaggal valo ellatas tortenete 1890-IG (History of Smallpox Vaccination and of the Vaccine Supply in Hungary, up to 1890)*, « Orvostört Kozl », 61(1-4), pp. 69-86. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/26875290/>, accès : 29.04.2021.
- Kraśnicka, J. et al. 2018. *Mandatory and recommended vaccinations in Poland in the views of parents*, « Human vaccines & immunotherapeutics », vol. 14, 12, 2018, pp. 2884-2893. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6343616/>, accès : 11.04.2021.
- La Tribune 2020. « Vaccin de singe » : l'UE accuse la Russie de calomnier les concurrents de son Sputnik V pour préserver ses parts de marché, « La Tribune », 29.12.2020. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/chimie-pharmacie/vaccin-de-singe-l-ue-accuse-la-russie-de-calomnier-les-concurrents-de-son-sputnik-v-pour-preserver-ses-parts-de-marche-869241.html>, accès : 12.04.2021.
- Les décodeurs de l'Europe 2020. *COVID-19 : quid du vaccin russe « Sputnik V » dans l'UE ?*, « Les décodeurs de l'Europe », 20 avril 2021. <https://decodeursdeleurope.eu/vaccin-sputnik-v>, accès : 29.04.2021.
- Le Roy Ladurie E. 1973. *Un concept : l'unification microbienne du monde (XIV<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> siècles)*, « Revue suisse d'histoire », 1973, n° 23, p. 629.
- Morabia A. 2006. « East Side Story »: *On Being an Epidemiologist in the Former USSR An Interview With Marcus Klingberg*, « Epidemiology », Vol.17, n°1, janvier 2006, pp. 115-119.
- Moritz R. 2021. *China's Health Diplomacy during Covid-19*, « SWP Comment », n°9, janvier 2021. [https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2021C09\\_ChinaHealthDiplomacy.pdf](https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2021C09_ChinaHealthDiplomacy.pdf), accès : 09.04.2021.
- Mortkowitz S. 2021a. *Czech regulator: We need more data to assess Sputnik vaccine*, « Politico », 29.04.2021. <https://www.politico.eu/article/czech-regulator-we-need-more-data-to-assess-sputnik-vaccine/>, accès : 02.05.2021.
- Mortkowitz S. 2021b. *Czech health minister fired after refusing to back Russian vaccine*, « Politico », 07.04.2021. <https://www.politico.eu/article/czech-republic-health-minister-jan-blatny-fired-sputnik-coronavirus-vaccine/>, accès : 15.04.2021.
- Natras W. 2021. *Central Europe's vaccine skepticism problem*, « The Spectator », 02.02.2021. <https://www.spectator.co.uk/article/central-europe-s-vaccine-scepticism-problem>, accès : 28.04.2021.

- Perrotte D. 2021. *Bruxelles attaque AstraZeneca en justice pour ses retards de livraisons*, « Les Echos », 26.04.2021. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/bruxelles-attaque-astrazeneca-en-justice-pour-ses-retards-de-livraisons-1310019>, accès : 02.05.2021.
- Prague Morning 2021. *47% of Czechs Ready to Take Sputnik V Vaccine Even Without EMA Approval – Poll*, « Prague Morning », 11.04.2021. <https://praguemorning.cz/47-of-czechs-ready-to-take-sputnik-v-vaccine-even-without-ema-approval-poll/>, accès : 20.05.2021.
- Przychodniak M. 2021. *The Rough Strategic Relationship Between Poland and China*, « China Observer », 25.01.2021. <https://chinaobservers.eu/the-rough-strategic-relationship-between-poland-and-china/>, accès : 20.03.2021.
- Reuters 2021. *Poland does not plan to buy Russian vaccine, says minister*, « Reuters », 04.03.2021. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-poland-russia/poland-does-not-plan-to-buy-russian-vaccine-says-minister-idUSKB-N2AW1WC>, accès : 29.03.2021.
- Riopel A. 2020. *Combien de temps faut-il pour élaborer un vaccin ?*, « Le Devoir », 26.05.2020. <https://www.ledevoir.com/societe/science/579612/combien-de-temps-faudra-t-il-pour-elaborer-un-vaccin-contre-la-covid-19>, accès : 31.03.2021.
- Rohac D. 2021. *Sputnik V's Biggest Legacy May Be Political Turmoil*, « Foreign Policy », 14.04.2021. <https://foreignpolicy.com/2021/04/14/sputnik-vs-biggest-legacy-may-be-political-turmoil/>, accès : 20.04.2021.
- Roman D., Fabjanska V. D. 2021. *Gazeta Wyborcza Polska: Pavel Gzhesovskiy i Radoslav Sikorskiy o vaksine Sputnik (Pavel Gzhesovskiy et Radoslav Sikorskiy sur le vaccin Sputnik)*, « Inosmi », 17.02.2021. <https://inosmi.ru/politic/20210217/249152991.html>, accès : 23.03.2021.
- Scislovska M. 2021. *Central European leaders push for faster vaccine deliveries*, « AP News », 17.02.2021. <https://apnews.com/article/europe-andrej-babis-viktor-orban-poland-czech-republic-2e0d8ee8f80f381f99dbd7a7e9f80abd>, accès : 23.03.2021.
- Senn A. 2006. *La politique de santé de l'Union européenne*, « Question d'Europe », Schuman Robert Fondation, 18.04.2006. <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0025-la-politique-de-sante-de-l-union-europeenne>, accès : 25.03.2021.
- Sher A. 2011. *The history of smallpox vaccination in the Imperial Moscow foster house*, « Probl Sotsialnoi Gig Zdravookhranennii Istor Med », Juillet-Août 2011 (4), pp. 58-61. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/22168070/>, accès : 9.04.2021.
- SME Domov 2021. *Sputnikom by sa mohlo očkovať začiatkom mája, vyhlásil Heger v Prahe (Les sputniks pourraient être vaccinés début mai, a déclaré Heger à Prague)*, « SME Domov », 15.04.2021. <https://domov.sme.sk/c/22639305/sputnik-ockovanie-heger-vakcina-covid-koronavirus.html>, accès : 29.04.2021.
- Smith A. 2021. *Russia and China are beating the U.S. at vaccine diplomacy, experts say*, « NBC news », 02.04.2021. <https://www.nbcnews.com/news/world/russia-china-are-beating-u-s-vaccine-diplomacy-experts-say-n1262742>, accès : 15.05.2021

- Thibert C. 2020. *Achat de vaccins: les négociations très secrètes de l'Europe avec les industriels*, « Le Figaro », 20.12.2020. <https://www.lefigaro.fr/sciences/achat-de-vaccins-les-negociations-tres-secretes-de-l-europe-avec-les-industriels-20201220>, accès : 29.03.2021.
- The Moscow Times 2021a. *Czechs Rule Out Russia's Coronavirus Vaccine After Spying Fallout*, « The Moscow Times », 20.04.2021. <https://www.themoscowtimes.com/2021/04/20/czechs-rule-out-russias-coronavirus-vaccine-after-spying-fallout-a73664>, accès : 10.05.2021.
- The Moscow Times 2021b. *Sputnik V in Eastern Europe: Propaganda Tool or Godsend?*, « The Moscow Times », 13.03.2021. <https://www.themoscowtimes.com/2021/03/13/sputnik-v-in-eastern-europe-propaganda-tool-or-godsend-a73230>, accès : 20.05.2021.
- Toi S. 2021. *Netanyahu said set to give nearly 100,000 vaccine doses to 15+ countries*, « Times of Israel », 24.02.2021. <https://www.timesofisrael.com/israel-said-set-to-give-nearly-100000-vaccine-doses-to-15-countries/>, accès : 29.03.2021.
- Twigg J. 2020. *Russia's Not Ready for Coronavirus*, « Think global health », 06.03.2020. <https://www.thinkglobalhealth.org/article/russias-not-ready-coronavirus>, accès : 29.03.2021.
- Vagneron F. 2019. *La grippe espagnole : une historiographie centenaire revisitée*, « LER Historia », 73, 2018, pp. 21-43.
- Walker S. 2021. *Hungary breaks ranks with EU to license Russian vaccine*, « The Guardian », 21.01.2021. <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/21/hungary-breaks-ranks-with-eu-to-license-russian-vaccine-sputnik-v>, accès : 20.03.2021.
- Vie publique 2020. *Europe de la santé : renforcer la sécurité sanitaire de l'UE*, « Vie publique », 16.11.2020. <https://www.vie-publique.fr/en-bref/277142-europe-de-la-sante-les-propositions-de-la-commission-europeenne>, accès : 20.03.2021.

Sami Ramdani

*Université de Vincennes Paris 8*

## **La pandémie de Covid-19, un outil discursif au service des objectifs géopolitiques de l'Initiative des Trois Mers**

**Abstract:** The Three Seas Initiative (3SI) is a platform for political cooperation created in 2016 that brings together twelve Central and Eastern European countries. The objective of this organization is to address the gap in economic development with Western Europe and to strengthen regional resilience against actors such as Russia and China through the development of infrastructure in the sectors of energy, telecommunications and transport. In September 2020, the 3SI's development policy was encouraged by a report from the International Monetary Fund (IMF) which sees it as a solution for reviving the European economy following the Covid-19 pandemic. Consequently, the pandemic becomes an argument for the 3SI to attract capital to the projects it carries. However, the projects supported by the 3SI are not only structured by economic objectives but also by strategic objectives. We will illustrate the geopolitical dimension of the 3SI with a case study: the North-South Gas Corridor.

**Keywords:** Covid-19, pandemic, Three Seas Initiative, International Monetary Fund, North-South Gas Corridor, Poland

**Mots clés :** Covid-19, pandémie, Initiative des Trois Mers, Fonds Monétaire International, Corridor gazier Nord-Sud, Pologne

### **1. Introduction**

L'Initiative des Trois Mers (ITM) est une plate-forme politique visant à promouvoir la connectivité entre les nations d'Europe centrale et orientale se situant

entre la Baltique, l'Adriatique et la Mer Noire. Pour ce faire, l'ITM soutient des projets d'infrastructures énergétiques, numériques et de transports le long d'un axe nord-sud de façon à pallier les carences des réseaux hérités de l'ère soviétique généralement organisés d'est en ouest (Thomann 2019 : 32). L'organisation a vu le jour à Dubrovnik en août 2016 et réunit douze pays membres de l'UE : l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. Depuis ses débuts, l'ITM est fortement soutenue par les États-Unis qui voient dans l'autonomisation vis-à-vis des réseaux historiques le moyen de limiter l'influence russe en Europe centrale et orientale. L'implication américaine vise également à contrecarrer la présence grandissante du nouvel acteur régional qu'est la Chine.

Nous exposerons ici le processus par lequel la pandémie de Covid-19 a été intégrée aux discours des acteurs soutenant l'ITM. L'intégration de ce nouveau facteur permet de légitimer des projets conçus antérieurement à la pandémie. La légitimation de ces projets se concentre sur leurs dimensions économiques, toutefois les dimensions géopolitiques des projets de l'ITM ne peuvent être occultées. Premièrement nous ferons l'état des lieux des conclusions d'un rapport du Fonds Monétaire International (FMI) consacrant la pertinence des projets de l'ITM en période de pandémie. Ce rapport introduit le facteur Covid-19 dans les perspectives de développement de l'ITM et offre un nouvel outil discursif aux acteurs soutenant l'ITM.

Ensuite, nous observerons de quelle manière certains de ces acteurs ont intégré le facteur Covid-19 dans des discours articulant problématiques économiques et problématiques géopolitiques. Enfin nous illustrerons la portée géopolitique des projets de l'ITM via une étude de cas : l'analyse du Corridor gazier Nord-Sud, l'un des projets majeurs de l'ITM.

## **2. L'Initiative des Trois Mers, solution de relance économique**

Le 19 octobre 2020, se tenait le 5<sup>e</sup> sommet de l'Initiative organisé par l'Estonie. Le contexte sanitaire a été l'occasion pour ce pays balte de démontrer une nouvelle fois son savoir-faire numérique en permettant un déroulement virtuel de l'évènement. Ce sommet de Tallinn avait pour objectif principal de mettre en avant le Three Seas Initiative Investment Fund (3SIIF). Cet instrument de financement des projets soutenus par l'organisation est devenu opérationnel en février 2020. Il doit permettre de compléter l'aide apportée par les fonds européens, notamment par le Connecting Europe Facility. Malgré les promesses des États membres de l'ITM, le 3SIIF peine actuellement à dépasser les 1 milliard d'euros, une somme bien éloignée des 5 milliards d'euros évoqués en 2018 lors de l'annonce de la création du fond à Bucarest (Lewkowicz 2019 : 8). La Pologne,

par le biais de sa banque de développement publique, la Banque de l'économie nationale (Bank Gospodarstwa Krajowego), est de loin la principale contributrice avec 750 millions d'euros d'investissement. À Tallinn, la délégation américaine a annoncé un investissement de 300 millions de dollars dans le 3SIIF par l'intermédiaire de l'US Development Finance Corporation (DFC) (Atlantic Council 2020b). Cette somme est la première concrétisation de la promesse de financement faite par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo en février 2020. En effet, à l'occasion de la Conférence de Munich sur la sécurité, Mike Pompeo, avait déclaré :

[qu']en signe de soutien à la souveraineté, la prospérité et l'indépendance énergétique de nos amis européens (...) Les États-Unis ont l'intention d'accorder jusqu'à un milliard de dollars de financements aux pays de l'Europe centrale et de l'est membres de l'Initiative des Trois Mers (AFP 2020).

La DFC devrait augmenter progressivement son soutien financier à mesure que le 3SIIF se développe.

Les États peinent à montrer l'exemple aux investisseurs privés alors que l'investissement public ne devait que paver la voie au privé. Au moment du sommet de Tallinn, le seul investisseur privé du 3SIIF était le gestionnaire du fond l'Amber Infrastructure Group (3seas 2020b). Pour remédier à cette situation, l'ITM peut désormais faire valoir une étude du FMI publiée le 28 septembre 2020 qui s'intitule *Infrastructure in Central, Eastern, and Southeastern Europe : benchmarking, macroeconomic impact, and policy issues* (Ari et al. 2020). Le FMI estime qu'en Europe centrale et orientale, un euro dépensé en infrastructures rapporterait entre 0,5 et 0,8 euros à court terme et de 1,7 à 2,5 euros à long terme. Une rentabilité supérieure est attribuée aux investissements réalisés dans un cadre de gouvernance performant et dans des projets d'infrastructures transfrontaliers. L'ITM est nommément citée comme un cadre favorisant la coordination de tels projets (Ari et al. 2020 : 29). Cette rentabilité serait encore plus élevée en période de récession. Cela donne aux investissements en infrastructures « un rôle clé dans le soutien de l'activité pendant la phase de relance suivant la pandémie » (Ari et al. 2020 : 4).

Le rapport se construit autour de l'idée de « rattrapage vis-à-vis de l'Europe de l'ouest ». Dans la zone couverte par l'ITM, le FMI estime que combler les carences en infrastructures vis-à-vis de l'Europe occidentale d'ici 2030 nécessiterait un investissement annuel compris entre 3,5 et 6 % du PIB. Ce discours correspond au narratif porté par l'ITM qui affiche pour objectif l'élimination des inégalités économiques au sein de l'UE. Au-delà de leur impact économique, les projets transfrontaliers sont également plébiscités pour des avantages tels que l'amélioration de la sécurité énergétique (Ari et al. 2020 : 29), un autre objectif proclamé de l'ITM. Dans le chapitre dédié aux « questions politiques »,

les auteurs expliquent que la présence d'institutions supranationales coordonnant les projets transfrontaliers réduit les risques liés à leur réalisation. Cela favoriserait ainsi une mobilisation plus importante de capitaux privés. La problématique de l'investissement privé est abordée en réaction à la volonté des décideurs politiques et correspond aux objectifs du sommet de Tallinn organisé trois semaines après la publication de l'étude. De manière générale, le rapport du FMI consacre l'action de l'ITM et la place en priorité des solutions économiques à apporter à la crise du Coronavirus. Les conclusions du FMI ont donc été largement relayées à l'occasion du sommet de Tallinn. La déclaration conjointe issue du sommet s'y réfère et affirme que la pertinence de l'ITM se trouve renforcée par le contexte de pandémie.

### **3. La Covid-19, argument nouveau au service d'anciens projets stratégiques, relais de l'influence américaine dans la région**

Le rapport du FMI arrive à un moment où les décideurs politiques et économiques cherchent des issues à la crise du Coronavirus. Sa présentation a été orchestrée spécialement dans la perspective du sommet de Tallinn (Atlantic Council 2020a). Le jour même de sa publication, le 28 septembre, l'Atlantic Council organisait un évènement réunissant la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, la présidente estonienne, Kersti Kaljulaid, et la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson. Kristalina Georgieva y a affirmé l'importance que les projets transfrontaliers d'infrastructures devaient avoir dans la stratégie européenne de relance économique. Elle a confirmé que le 3SIIF est un moyen d'attirer l'investissement privé et a noté que « dans un contexte de taux d'intérêt bas, les investisseurs à long terme recherchent désespérément des opportunités d'investir dans des projets à long terme avec un bon rendement », ce qu'ils devraient trouver dans les projets de l'ITM (Wemer 2020). L'organisation coordonnée de la publication du rapport du FMI et du 5<sup>e</sup> sommet de l'ITM témoigne d'une concertation entre l'instance de gouvernance économique mondiale et les acteurs portant cette jeune organisation régionale. Cela démontre l'ancrage désormais bien solide de l'ITM sur la scène internationale.

Ce succès s'explique en partie par l'engagement américain. L'activisme particulièrement énergique de l'Atlantic Council<sup>1</sup> est à souligner. Alors que le sommet de Tallinn prenait place, le 19 octobre, l'Atlantic Council publiait, en collaboration avec GLOBSEC<sup>2</sup>, un document destiné à soutenir la réflexion sur les relations entre les États-Unis et l'Europe centrale et sur la manière dont

---

<sup>1</sup> L'Atlantic Council est un think tank basé à Washington travaillant sur les relations internationales.

<sup>2</sup> GLOBSEC est un think tank basé à Bratislava travaillant sur les relations internationales.



elles s'inscrivent dans la définition d'un agenda transatlantique post-Covid-19 (Fried et al. 2020). Cette publication a la volonté de recenser les « défis et opportunités » que la pandémie représente pour l'Europe centrale. Les auteurs y affirment que la pandémie renforce « le défi stratégique des États autoritaires tels que la Chine et la Russie » (Fried et al. 2020 : 2).

Le document aborde la problématique de la Covid-19 par les questions de la production du vaccin ou du rôle du numérique mais les défis sécuritaires sont le coeur du propos. L'idée de créer des entreprises numériques communes, réunissant américains et acteurs régionaux, est proposée afin de stimuler la croissance économique. Toutefois, le partenariat numérique entre États-Unis et Europe centrale est surtout mis en avant comme réponse à l'influence croissante de la Chine. L'objectif serait de « définir les normes technologiques mondiales et construire des infrastructures numériques et 5G clés de manières compatibles avec les intérêts de sécurité occidentaux » (Fried et al. 2020 : 8-9).

Parfois, problématiques sanitaires et sécuritaires se mêlent comme pour la question des chaînes d'approvisionnement. La concentration des moyens de productions en Chine, notamment des industries manufacturières et pharmaceutiques, a été perçue comme une vulnérabilité par les pays occidentaux. Afin de préserver un équilibre entre intérêts stratégiques et performances économiques, l'Europe centrale est désignée comme un potentiel lieu de production des biens critiques à destination de l'ensemble de l'UE car la région offre des garanties stratégiques tout en permettant des coûts de production réduits (Fried et al. 2020 : 10).

Dans le cas de la Russie, la chute des prix du pétrole et du gaz engendrée par la pandémie est décrite comme une conséquence stratégiquement positive car affaiblissant le régime en place (Fried et al. 2020 : 11). Les États-Unis, les pays de l'Europe centrale, l'UE mais aussi l'Allemagne sont invités à consacrer davantage de ressources aux projets d'infrastructures énergétiques de l'ITM, notamment dans le but d'atténuer les risques liés à la construction du gazoduc de Gazprom, Nord Stream 2. De manière générale, les pays de l'Europe centrale sont appelés à augmenter leur engagement dans l'ITM (Fried et al. 2020 : 13). Dans cette publication, la Covid-19 apparaît comme un argument renforçant la légitimité d'un agenda antérieur et permettant d'accélérer son implantation.

L'origine (Zbińkowski 2019 : 107 ; Thomann 2019 : 46) de cet agenda se situe dans un rapport de 2014 intitulé *Completing Europe – From the North-South Corridor to Energy, Transportation, and Telecommunications Union* (Brzezinski, Koranyi 2014). Dans cette publication, fruit de la collaboration de l'Atlantic Council et du Central Europe Energy Partners (CEEP)<sup>3</sup>, la stimu-

---

<sup>3</sup> Le CEEP est une association professionnelle qui représente les intérêts d'entreprises énergétiques et d'entreprises grosses consommatrices d'énergie d'Europe centrale. L'association a pour fonction d'influencer les organes de décision de l'UE dans l'objectif de renforcer la coo-

lation de la croissance économique justifiait déjà l'aménagement des projets d'infrastructures énergétiques, numériques et de transports le long d'un corridor nord-sud :

le processus de développement du corridor représente une contribution importante à la résolution des défis macroéconomiques, fiscaux et monétaires actuels de l'Europe, qui comprennent des questions de compétitivité, le risque de déflation, un chômage élevé et des tendances migratoires intracommunautaires de plus en plus sensibles (Brzeziński, Koranyi 2014 : 2).

L'étude du FMI permet d'étoffer cet argumentaire par d'importantes données chiffrées. Le rapport de 2014 a lui aussi bénéficié d'une présentation lui offrant une importante visibilité. Le 24 mars 2015, au sein du siège de la Commission européenne, le représentant de l'Atlantic Council et co-directeur du rapport, David Koranyi ainsi que le président du conseil d'administration du CEEP, Paweł Olechnowicz, ont exposé leurs conclusions. Lors de l'événement, des discours ont été prononcés par le Directeur général de l'Énergie Dominique Ristori, par le vice-président de la Commission européenne pour l'Union énergétique, Maroš Šefčovič, ainsi que par Jerzy Buzek<sup>4</sup>, président de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du parlement européen. Jerzy Buzek est également membre d'honneur du CEEP. En 2015, le CEEP comptait deux autres membres d'honneur, le Général James L. Jones et le célèbre stratège Zbigniew Brzeziński<sup>5</sup>. Membre éminent de l'Atlantic Council, le Général à la retraite, James L. Jones<sup>6</sup>, a supervisé la production du rapport présenté à Bruxelles. Si Zbigniew Brzeziński n'a pas pris part à la conception du rapport, ce fut le cas de son fils Ian Brzezinski<sup>7</sup>, membre de l'Atlantic Council, qui l'a co-dirigé avec David Koranyi. Dans un contexte de renouvellement du Parlement européen, de la Commission et du Conseil européen, la collaboration de l'Atlantic Council et du CEEP a permis de fournir un cadre conceptuel aux responsables politiques et économiques des deux côtés de l'Atlantique afin d'aménager le Corridor Nord-Sud. D'après l'historique présenté sur le site Internet du

---

pération régionale et la sécurité énergétique en Europe centrale dans le cadre de la politique énergétique et climatique de l'UE.

<sup>4</sup> Jerzy Buzek fut Premier Ministre de Pologne de 1997 à 2001 et président du Parlement européen de 2009 à 2012.

<sup>5</sup> Zbigniew Brzeziński fut conseiller à la sécurité nationale du président des États-Unis Jimmy Carter de 1977 à 1981. Il a publié *Le Grand Echiquier* en 1997.

<sup>6</sup> Le Général James L. Jones est un ancien Commandant du commandement européen des États-Unis et Commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe. Il fut également le conseiller à la Sécurité nationale du Président Obama.

<sup>7</sup> Ian Brzezinski a été Secrétaire adjoint à la Défense pour l'Europe et la politique de l'OTAN de 2001 à 2005.

sommet de Tallinn<sup>8</sup>, l'étude *Completing Europe – From the North-South Corridor to Energy, Transportation, and Telecommunications Union* aurait inspiré la création de l'ITM au président polonais Andrzej Duda et à la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarović (3seas 2020a).

Un mois après l'annonce de l'investissement de la DFC dans le 3SIIF, l'engagement américain auprès de l'ITM s'est à nouveau exprimé par le biais cette fois de la Chambre des Représentants des États-Unis. Le 18 novembre 2020, les parlementaires ont adopté unanimement une résolution bipartite soutenant l'ITM<sup>9</sup>. D'après la démocrate l'ayant porté, Marcy Kaptur, ce texte constitue « une étape clé pour achever la vision d'une Europe sans division, prospère, sûre et libérée de l'influence malveillante de la Russie et de la Chine » (Kaptur 2020). La déclaration de son collègue républicain, Adam Kinzinger, s'est plus centrée sur les questions énergétiques :

Alors que la Russie espère tenir nos alliés européens en otage avec son gazoduc Nord Stream 2, l'Initiative des Trois Mers cherche à contrer son influence malveillante. La collaboration entre les pays de l'Europe de l'Est contribuera à renforcer leur interconnectivité régionale afin de sécuriser les marchés énergétiques de nos plus importants partenaires.

L'adoption de cette résolution a été saluée par des membres du FMI<sup>10</sup>, tous issus d'États membres de l'ITM, dans une tribune<sup>11</sup> publiée sur le site Internet de l'Atlantic Council (Trąbiński P. et al. 2020). En se référant explicitement au chapeau de la résolution « exprimant le soutien à l'ITM dans ses efforts pour accroître l'indépendance énergétique et la connectivité des infrastructures, renforçant ainsi la sécurité nationale des États-Unis et de l'Europe », ces membres du FMI se font les relais du discours sécuritaire porté par l'ITM et ses soutiens.

À travers cette tribune, ces individus se sont exprimés en leurs noms et non en celui de l'organisation pour laquelle ils travaillent. Toutefois, cela démontre que les éléments apportés par le rapport du FMI, *Infrastructure in Central, Eastern, and Southeastern Europe : benchmarking, macroeconomic impact, and policy issues*, viennent nourrir des discours visant à l'implantation de projets qui

<sup>8</sup> <https://www.3seas.eu/about/threeseasstory>.

<sup>9</sup> H. RES. 672.

<sup>10</sup> Piotr Trąbiński, le directeur exécutif au conseil d'administration du FMI, représentant la Pologne. Daniel Palotai, le directeur exécutif au conseil d'administration du FMI, représentant la Hongrie. Liviu Voinea, le conseiller principal du directeur exécutif du FMI, représentant la Roumanie. Tsvetan Manchev, le conseiller principal du directeur exécutif du FMI, représentant la Bulgarie. Nils Vaikla, le conseiller principal du directeur exécutif du FMI, représentant l'Estonie.

<sup>11</sup> Cette tribune revient sur les conclusions du rapport du FMI *Infrastructure in Central, Eastern, and Southeastern Europe : benchmarking, macroeconomic impact, and policy issues*.

n'ont pas seulement une dimension économique mais également une importante dimension géopolitique (Thomann 2019). La publication du FMI consacre la pertinence, dans le contexte de pandémie, de projets conçus antérieurement à l'apparition de la Covid-19. Si ces projets peuvent effectivement contribuer à la relance économique espérée en cette période, ils n'ont pas été pensés pour répondre spécifiquement aux problématiques relatives à la pandémie mais plutôt pour contrer l'influence de la Russie et de la Chine dans la région. Le facteur Covid-19 introduit par l'étude du FMI, devient un outil discursif supplémentaire justifiant l'approfondissement de l'engagement américain en Europe centrale et orientale. Les conclusions du FMI permettent d'orienter les capitaux destinés à la construction du « monde d'après » vers le 3SIIF.

#### **4. Des projets économiques à forte dimensions géopolitiques : l'exemple du Corridor gazier Nord-Sud**

Au sein d'un des panels du sommet de Tallinn, le président polonais, Andrzej Duda, a évoqué son premier échange en 2015 avec la présidente croate, Kolinda Grabar-Kitarović, dans la perspective de la création de l'ITM. Les questions de sécurité énergétique et notamment celle des approvisionnements gaziers semblent y avoir eu une place prépondérante. À cette occasion, Andrzej Duda et Kolinda Grabar-Kitarović se sont accordés sur la nécessité de relier les terminaux d'importation de gaz naturel liquide (GNL) polonais et croate (The First News 2020). Ce lien doit se faire par la création d'un Corridor gazier Nord-Sud. Ce projet phare, déjà largement traité dans le rapport de 2014 de l'Atlantic Council et du CEEP, illustre la portée stratégique de l'ITM (Thomann 2019 : 38). Conçu pour passer par la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, le Corridor Nord-Sud doit relier, par des interconnecteurs bidirectionnels, les infrastructures GNL polonaises (Świnoujście) et lituanienes (Klaipėda) aux infrastructures GNL croates (Krk) et grecques (Revithoussa, Alexandroupolis). Ce Corridor Nord-Sud doit également permettre la circulation du gaz de la Caspienne amené par le Corridor Sud qui relie le Caucase aux Balkans via la Turquie. Au-delà de l'aménagement d'un flux bidirectionnel entre la Baltique et l'Adriatique, les multiples interconnexions entre les pays de l'Europe centrale et orientale doivent également rendre le flux Est-Ouest bidirectionnel. Selon sa planification, le Corridor Nord-Sud permettrait de faire circuler le gaz (de fournisseurs divers) en Europe dans n'importe quelle direction en fonction des besoins, rompant ainsi avec les infrastructures héritées de la période soviétique, dont le flux unidirectionnel était orienté Est-Ouest (Dyduch, Skorek 2020 : 6). Le marché gazier unique européen serait ainsi réalisé et la dépendance des marchés régionaux au fournisseur historique russe, l'entreprise d'État Gazprom, serait abolie.

En 2018, lors de son 3<sup>e</sup> sommet à Bucarest, l'ITM a établi une liste évolutive de ses projets d'infrastructures prioritaires. L'un de ces projets, intitulé *Diversification of gas supply sources and integration of gas infrastructure in the Three Seas Region*, regroupe certains chantiers majeurs du Corridor gazier Nord-Sud : le gazoduc Baltic Pipe, l'expansion du terminal GNL de Świnoujście, l'interconnecteur Pologne-Slovaquie et l'interconnecteur Pologne-Ukraine.

#### **A. Le développement d'alternatives à l'approvisionnement gazier russe par la construction de capacités d'importations polonaises**

Le Baltic Pipe doit relier la Norvège à la Pologne en passant par le Danemark. D'une capacité annuelle de 10 milliards de mètres cubes (MMC), ce gazoduc porté par les gestionnaires de réseaux de transport polonais et danois, Gaz-System et Energinet, est la pièce majeure de la stratégie gazière polonaise. L'entreprise d'État polonaise, PGNiG<sup>12</sup>, en aurait ainsi réservé 8,2 MMC par an sur 15 ans (Easton 2020). Ces volumes doivent compenser le non-renouvellement du contrat d'approvisionnement avec Gazprom après 2022. Le contrat russe, de 10,2 MMC annuels dont 8,67 MMC à prendre obligatoirement, a provoqué de nombreuses critiques côté polonais (Peters 2018). Les dirigeants polonais estiment avoir payé ce gaz trop cher, notamment en comparaison du voisin allemand. De plus Gazprom est considéré comme un partenaire non fiable. Selon Piotr Woźniak, président de PGNiG, sept ruptures d'approvisionnement auraient été constatées en 15 ans (AFP 2019). La mise en service du Baltic Pipe est prévue pour octobre 2022. L'achèvement de l'expansion du terminal GNL de Świnoujście (à l'ouest de la côte polonaise) est attendu un an plus tard. Actuellement d'une capacité de 5 MMC, ce terminal opéré par Polskie LNG, une entreprise détenue par Gaz-System, doit atteindre 8,3 MMC en 2023. PGNiG s'est dotée d'un important portefeuille de volumes de GNL qataris et américains couvrant les vingt années à venir. La production locale (déclinante) polonaise est d'environ 5 MMC. La consommation du pays dépasse actuellement les 16 MMC. Bien que la consommation polonaise soit amenée à augmenter du fait de la réduction progressive de la part du charbon dans le mix énergétique, les volumes évoqués ici font apparaître la dimension régionale du Baltic Pipe et du terminal de Świnoujście (Górka 2019 : 61). Outre le fait de se débarrasser du fournisseur russe, la Pologne a pour ambition de devenir un hub à destination des marchés d'Europe centrale et orientale (Dyduch, Skorek 2020 : 6-7).

#### **B. Le positionnement de la Pologne en hub gazier régional**

C'est cette ambition que les interconnecteurs avec la Slovaquie et l'Ukraine doivent servir. Actuellement en construction, l'interconnecteur Pologne-Slovaquie

---

<sup>12</sup> PGNiG est spécialisée dans la production, l'extraction, le transport et le stockage de gaz naturel et de pétrole.

est espéré pour mai 2022. Sa capacité annuelle en direction de la Pologne sera de 5,7 MMC, tandis qu'elle sera de 4,7 MMC en direction de la Slovaquie. Cet interconnecteur est la pièce essentielle permettant de relier les infrastructures du nord, le Baltic Pipe et les terminaux GNL polonais (Świnoujście) et lituanien (Klaipėda), aux infrastructures du sud, les terminaux GNL croate (Krk) et grecs (Revithoussa, Alexandroupolis) et le Corridor Sud. L'interconnecteur Pologne-Slovaquie a l'avantage de passer par le sud-est de la Pologne qui dispose de capacités de stockage et d'un système de transmission développé. Cette infrastructure opérera la continuité de l'interconnecteur Slovaquie-Hongrie.

La présence de l'interconnecteur Pologne-Slovaquie dans le projet de l'ITM, *Diversification of gas supply sources and integration of gas infrastructure in the Three Seas Region*, fait remarquer par opposition l'absence de l'interconnecteur Pologne-République tchèque. Ce dernier était pourtant décrit comme essentiel dans le rapport *Completing Europe – From the North-South Corridor to Energy, Transportation, and Telecommunications Union*. En 2014, ses auteurs constataient que la Pologne, la République tchèque et la Hongrie disposaient, grâce à des gazoducs provenant de l'ouest, de sources d'approvisionnement alternatives au flux de gaz russe venant d'Ukraine. Ainsi, la nécessité se trouvait dans le développement des connexions entre les quatre membres du Groupe de Visegrád, notamment entre la Pologne et la République tchèque :

La Pologne n'a qu'une capacité limitée à envoyer du gaz vers le sud pour aider ses voisins de Visegrád en cas d'urgence. Elle peut fournir à la République tchèque 0,5 mmc/an via l'interconnecteur existant STORK. Bien que cela contribue à améliorer l'approvisionnement local, cela ne change pas grand-chose à la position stratégique de l'Union européenne en général, ou de la République tchèque en particulier. Cela nécessite un système beaucoup plus important, capable de fournir peut-être 3 à 5 mmc/an de gaz, y compris du gaz provenant de Świnoujście (Brzeziński, Koranyi 2014 : 19).

L'interconnecteur Pologne-République tchèque, autrement nommé STORK 2, a alors été inscrit sur les trois premières listes (2013, 2015, 2020) des Projets d'Intérêts Communs (PIC). Cette classification est nécessaire pour obtenir un financement du fonds européen *Connecting Europe Facility*. La mise en service de cette infrastructure, d'une capacité de 7 MMC de la République tchèque vers la Pologne et de 5 MMC de la Pologne vers la République tchèque, était prévue pour 2019. Cependant, en 2016, le gouvernement polonais a suggéré que le projet soit reporté au minimum à 2022 (Minin 2018). Cette décision s'explique par les craintes polonaises de voir STORK 2 non pas favoriser la pénétration du GNL vers le sud mais plutôt ouvrir une nouvelle route pour le gaz russe vers le territoire polonais. En effet, la République tchèque se trouve être le point d'entrée vers les marchés d'Europe centrale et orientale pour le gaz du nouveau

projet de Gazprom, le Nord Stream 2<sup>13</sup>. Ce gazoduc de 55 MMC<sup>14</sup> doit relier la Russie à l'Allemagne par la mer Baltique puis être prolongé par le gazoduc Eugal à travers l'Allemagne jusqu'à la frontière tchèque. La principale critique faite au Nord Stream 2 est qu'il affaiblit la position stratégique et économique de l'Ukraine en réduisant le transit par son territoire. Mais les dirigeants politiques et économiques polonais craignent également que la compétitivité du gaz russe, notamment vis-à-vis du GNL, ne fasse obstacle à leur ambition de faire de la Pologne un hub gazier régional.

En 2014, la construction d'un interconnecteur entre la République tchèque et l'Autriche était prévue dans la continuité du développement de l'interconnexion Pologne-République tchèque, de manière à offrir au gaz provenant de Pologne un accès au principal point d'échange européen de gaz naturel, le Central European Gas Hub (CEGH) à Baumgarten (Brzeziński, Koranyi 2014 : 20). L'interconnecteur République tchèque-Autriche, en dépit de son statut de PIC, ne figure pas non plus parmi les projets soutenus par l'ITM. Cette infrastructure, d'une capacité de 6,5 MMC, aurait favorisé l'accès du gaz du Nord Stream 2 au CEGH de Baumgarten, le point névralgique du Corridor Nord-Sud. Mais l'élaboration de la quatrième liste des PIC en 2020 a mis à mal les capacités de pénétration dans le Corridor Nord-Sud du gaz russe provenant d'Allemagne. En effet, l'interconnecteur Pologne-République tchèque et l'interconnecteur République tchèque-Autriche se sont vu retirer le statut de PIC perdant ainsi l'accès aux financements européens. Cette décision européenne a contraint le gestionnaire de réseau de transport tchèque, Net4Gas, à réduire et retarder ses projets d'interconnexions avec la Pologne et l'Autriche (Reuters 2020). Le nouveau projet d'interconnexion avec la Pologne se développerait de manière à favoriser le gaz provenant de Pologne avec une mise en service potentielle en 2028. Le nouveau projet d'interconnexion avec l'Autriche serait potentiellement mis en service en 2026 soit deux ans plus tard que la date prévue pour le projet précédent.

### C. L'Ukraine, clé de voûte d'une nouvelle architecture gazière régionale

L'interconnecteur Pologne-Ukraine, compris dans les projets d'infrastructures prioritaires de l'ITM, tient un rôle capital dans la stratégie gazière polonaise. Le sommet de Tallinn a d'ailleurs été l'occasion pour le président polonais de faire avancer la question de l'intégration de l'Ukraine à l'ITM. Cet interconnecteur, espéré pour 2023, permettrait de faire transiter 6 MMC entre les deux pays (Elliott 2019). Cette infrastructure permettrait à la Pologne et plus en

---

<sup>13</sup> Financé à 50 % par Gazprom, le projet bénéficie également de la participation de partenaires européens : le français Engie, les allemands Uniper et Wintershall, l'autrichien OMV et l'anglo-néerlandais Shell, à hauteur de 10 % chacun.

<sup>14</sup> Ce qui correspond à 11 % de la consommation annuelle de l'UE.

amont aux États-Unis de contribuer à la sécurité énergétique ukrainienne par la fourniture de GNL. Le 31 août 2019, un mémorandum de coopération trilatérale a été signé à Varsovie par le secrétaire américain à l'Énergie, Rick Perry, le représentant du gouvernement polonais pour les infrastructures énergétiques stratégiques, Piotr Naimski, et Oleksandr Danyliuk, le Secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine (NSDC). La synergie potentielle entre les capacités d'importations polonaises et les importantes capacités de stockage ukrainiennes<sup>15</sup> permettrait en effet d'accumuler du GNL bon marché en été pour l'écouler lors des périodes de forte demande hivernale atténuant ainsi les coûts pour les consommateurs européens. Au-delà des échanges avec la Pologne, les connexions entre l'Ukraine et les autres pays de l'Initiative des Trois Mers sont également hautement stratégiques. La connexion avec la Hongrie donnerait accès au GNL du terminal croate. La connexion avec la Roumanie permettrait au gaz de cette dernière d'alimenter les stocks ukrainiens. La connexion roumaine offrirait également la possibilité à l'Ukraine d'accéder au GNL arrivant en Grèce d'autant plus que les capacités du Trans Balkan pipeline ont été rendues disponibles par le lancement du Turkish Stream<sup>16</sup>. De tels échanges sont rendus possibles par la récente adoption des normes européennes par le secteur gazier ukrainien. En créant un gestionnaire de réseau de transport indépendant, GTSOU<sup>17</sup>, l'Ukraine s'est dotée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 d'une entité capable d'offrir des produits commercialement intéressants. Le nombre d'expéditeurs non-résidents envoyant du gaz en Ukraine en vue de le stocker a plus que décuplé, passant de 7 seulement en 2018 à 81 cette année (Sabadus 2020). Le développement des échanges commerciaux entre l'Ukraine et les pays de l'Europe centrale est accompagné institutionnellement par les États-Unis, notamment via l'USAID qui contribue à la diffusion d'expertise. Du 9 au 11 décembre 2020, l'USAID Energy Security Project a organisé une formation destinée aux traders du marché gazier. Sukru Bogut, conseiller pour l'énergie de la mission de l'USAID en Ukraine, y a souligné l'intérêt porté à la formation par les acteurs du marché gazier ukrainien et a exprimé l'espoir que cela contribue à leur assimilation des normes européennes (USAID 2020). D'après Sukru Bogut, le marché ukrainien a le potentiel pour devenir le cœur des échanges régionaux. En intégrant son réseau à celui de ses voisins européens, l'Ukraine permet à l'Europe centrale et orientale de développer une architecture résiliente pour son approvisionnement gazier. Les infrastructures ukrainiennes,

---

<sup>15</sup> Avec 31 MMC de capacités de stockage, l'Ukraine détient les troisièmes capacités les plus importantes du monde derrière les États-Unis et la Russie.

<sup>16</sup> Porté par Gazprom, le Turkish Stream est un projet d'une capacité de 31,5 BCM. Passant sous la Mer Noire, il se compose de deux branches principales de 15,75 BCM chacune, l'une destinée au marché turc, l'autre aux marchés européens.

<sup>17</sup> Gas Transmission System Operator of Ukraine.



notamment de stockage, permettront de faire transiter selon un axe nord-sud le GNL des terminaux de la Baltique, les ressources de la Mer Noire et celles acheminées par le Corridor sud.

## 5. Conclusion

L'étude du FMI *Infrastructure in Central, Eastern, and Southeastern Europe : benchmarking, macroeconomic impact, and policy issues* publiée en septembre 2020 expose l'important potentiel économique des projets d'infrastructures de l'ITM. Ce potentiel apparaît comme une opportunité de relance dans un contexte de pandémie. Toutefois, les intérêts économiques ne sont pas la seule force motrice de l'ITM. L'exemple du Corridor gazier Nord-Sud montre que ces projets d'infrastructures sont également structurés par des dynamiques géopolitiques. En 2019, Pierre-Emmanuel Thomann affirmait :

Bien que le projet ait été promu dans la communication politique, principalement pour renforcer le développement économique de la région et l'intégration européenne, il est au cœur de stratégies géopolitiques rivales entre les acteurs régionaux et mondiaux qui se heurtent en Europe centrale et orientale (Thomann 2019 : 32-33).

Le cas du Corridor gazier Nord-Sud souligne également la domination de ces dynamiques géopolitiques par la vision stratégique polonaise, dont l'objectif est de réduire l'influence russe et de s'imposer en leader d'un processus d'intégration régionale par l'aménagement d'infrastructures favorisant la solidarité entre les États d'Europe centrale et orientale.

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 sont présentées par les acteurs soutenant l'ITM comme une situation légitimant l'implantation d'un agenda antérieur. La pandémie apparaît comme une occasion de placer cet agenda au centre du renouvellement des priorités politiques et économiques. En 2019, Marek Górká concluait : « Parallèlement à une politique de communication cohérente, la TSI a besoin de financement » (Górká 2019 : 71). Le rapport du FMI de 2020 permet le développement d'une communication cohérente au service de l'attraction de capitaux. La mise en avant des conclusions du FMI à l'occasion du sommet de Tallinn a soutenu la promotion du fonds d'investissement de l'ITM, le 3SIIF. En conséquence, la Covid 19 pourrait agir comme facteur accélérateur du développement des projets de l'ITM.

L'Intermarium a été une tentative polonaise avortée de fédérer les pays de l'Europe centrale et orientale contre l'expansionnisme allemand et soviétique en 1919-1920 (Kurecic 2018 : 108). Un siècle plus tard, sa résurgence moderne, l'Initiative de Trois Mers, forte de sa dimension transatlantique, pourrait bien jouer

un rôle structurant pour le futur de l'Europe. Le Général à la retraite, James L. Jones, en est convaincu. Lors du sommet de Bucarest en 2018, il déclarait que la mise en place d'une liste de projets prioritaires et du 3SIIF étaient de nouvelles étapes qui « nous mettront sur la voie de l'opérationnalisation de l'un des concepts stratégiques les plus importants de ce siècle » (Wemer 2018).

## Bibliographie

- 3seas 2020a. *High-level summit promised new investments to Central and Eastern Europe*. <https://www.3seas.eu/media/news/high-level-summit-promised-new-investments-to-central-and-eastern-europe>, accès : 2.01.2021.
- 3seas 2020b. *Three Seas Story*. <https://www.3seas.eu/about/threeseasstory>, accès : 2.01.2021.
- AFP 2019. *Varsovie veut mettre fin à la domination énergétique russe*, 11 novembre.
- AFP 2020. *Washington va financer des projets pour réduire la dépendance de l'Europe de l'Est à l'énergie russe*, 15 février.
- Ari A. et al. 2020. *Infrastructure in Central, Eastern, and Southeastern Europe: benchmarking, macroeconomic impact, and policy issues*. International Monetary Fund.
- Atlantic Council 2020a. *Infrastructure, investment, & Central Europe: The Three Seas Initiative*. <https://www.atlanticcouncil.org/event/infrastructure-investment-central-europe/>, accès : 4.01.2021.
- Atlantic Council 2020b. *Tallinn summit marks significant progress in Three Seas Initiative*. <https://www.atlanticcouncil.org/news/press-releases/tallinn-summit-marks-significant-progress-in-three-seas-initiative/>, accès : 2.01.2021.
- Brzezinski I., Koranyi D. 2014. *Completing Europe – From the North-South Corridor to Energy, Transportation, and Telecommunications Union*. Atlantic Council et Central Europe Energy Partners.
- Dyduch J., Skorek A. 2020. *Go South! Southern dimension of the V4 states' energy policy strategies – An assessment of viability and prospects*, « Energy Policy », 140, pp. 1-11.
- Easton A. 2020. *All Baltic Pipe gas link permits in place after Swedish approval*. <https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/natural-gas/051120-all-baltic-pipe-gas-link-permits-in-place-after-swedish-approval>, accès : 19.05.2021.
- Elliott S. 2019. *US, Poland, Ukraine sign deal to enhance Ukrainian energy security*. <https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/natural-gas/090219-us-poland-ukraine-sign-deal-to-enhance-ukrainian-energy-security>, accès : 19.05.2019.
- Fried D. et al. 2020. *The United States and Central Europe: A road map for a democratic post-pandemic agenda*. Atlantic Council et GLOBSEC.

- Górka M. 2019. *The Three Seas Initiative as a Political Challenge for the Countries of Central and Eastern Europe*, « Politics in Central Europe », Volume 14: Issue 3, pp. 55-73.
- Kaptur 2020. *Kaptur, Kinzinger Resolution Supporting Three Seas Initiative Unanimously Passes House*. <https://kaptur.house.gov/media-center/press-releases/kaptur-kinzinger-resolution-supporting-three-seas-initiative-unanimously>, accès : 6.01.2021.
- Kurecic P. 2018. *The Three Seas Initiative: geographical determinants, geopolitical foundations, and prospective challenges*, « Hrvatski Geografski Glasnik », 80(1), pp. 99-124.
- Lewkowicz Ł. 2019. *The Three Seas Initiative in the Context of International Challenges*, « Rocznik Instytutu Europy Środkowo-Wschodniej », 17(3), pp. 7-12.
- Minin N. 2018. *STORK II and its place in the Czech Republic's gas policy*. <https://www.ceep.be/www/wp-content/uploads/2018/10/CEEP-Report-Q3-2018.pdf>, accès : 12.06.2019.
- Peters W. 2018. *Poland, a 'failed state' in gas trading – Poland's deliberate obstruction of European traded gas market integration and its misguided quest for diversity hinging on 'ideological physicality'*. The Gas Value Chain Company GmbH.
- Reuters 2020. *Net4Gas scales back Poland, Austria interconnector plans*, 16 juillet.
- Sabadus A. 2020. *Why East European gas markets should integrate*, Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/why-east-european-gas-markets-should-integrate>, accès : 7.01.2021.
- The First News 2020. *Three Seas Initiative focuses on development – Polish president*. <https://www.thefirstnews.com/article/three-seas-initiative-focuses-on-development--polish-president-16853>, accès : 7.01.2021.
- Thomann P. 2019. *The Three Seas Initiative, a new project at the heart of European and global geopolitical rivalries*, « Rocznik Instytutu Europy Środkowo-Wschodniej », 17(3), pp. 31-63.
- Trąbiński P. et al. 2020. *Building bridges across the Three Seas*. <https://www.atlantic-council.org/blogs/new-atlanticist/three-seas-initiative-imf-infrastructure-economic-recovery/>, accès : 6.01.2021.
- USAID 2020. *Training for Traders in Gas Market*. <https://energysecurityua.org/news/training-for-traders-in-gas-market/>, accès : 15.01.2021.
- Wemer D. 2018. *Rick Perry to Europe: Energy security tantamount to national security*. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/rick-perry-to-europe-energy-security-tantamount-to-national-security/>, accès : 6.01.2019.
- Wemer D. 2020. *Three Seas Initiative could help jumpstart Europe's post-COVID recovery and green economy transformation*. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/three-seas-initiative-could-help-jumpstart-europes-post-covid-recovery-and-green-economy-transformation/>, accès : 4.01.2021.
- Zbińkowski G. 2019. *The Three Seas Initiative and its Economic and Geopolitical Effect on the European Union and Central and Eastern Europe*, « Comparative Economic Research. Central and Eastern Europe », 22(2), pp. 105-119.

Katarzyna Żukrowska  
*École de Commerce de Varsovie*  
ORCID : 0000-0001-6751-5760

## Les conséquences économiques de la crise actuelle

**Abstract:** The chapter presents a certain classification of the consequences of the pandemic observed in the Polish economy. The analysis aimed to answer the following questions: (1) what can change as a result of the pandemic, and what will not? (2) what scenarios from an economist's point of view can we draw for Poland for the coming months? (3) how will relations with the countries of Central Europe develop? Covid-19 and the solutions applied to curb the pandemic have a strong impact on the acceleration of certain inevitable changes in the economic sphere or in the technologies and organizational solutions used. This problem constitutes an area of analysis in its own right and leads to the presentation of scenarios for the future.

**Keywords:** Covid-19, pandemic, Poland, Polish economy, Central Europe, globalization

**Mots clés :** Covid-19, pandémie, Pologne, économie polonaise, Europe centrale, mondialisation

### 1. L'impact de la pandémie de COVID-19 sur la situation économique de la Pologne

La méthode de recherche utilisée dans l'analyse est une indication des relations de cause à effet ainsi que la présentation de certains déterminants de leur mise en œuvre, qui comprendront à la fois des phénomènes propices à la mise en œuvre des hypothèses envisagées, ainsi que des facteurs inhibant ou limitant leur réalisation. L'analyse utilise les études, les statistiques et les documents disponibles. L'analyse se compose d'une introduction, de cinq parties substantielles,

qui abordent successivement : (1) les conséquences de la pandémie de Covid-19 ; (2) l'impact sur la sphère de la production ; (3) l'impact sur la sphère de la consommation ; (4) l'influence sur les relations extérieures ; (5) l'accélération de certains changements et processus ; (6) les scénarios d'avenir dans le domaine de l'économie ; (7) la conclusion. Dans la partie sur les conséquences d'une pandémie, les sphères dans lesquelles les effets d'une pandémie sont observés sont présentées, les critères utilisés pour analyser ces effets et les limites qui affaiblissent la précision des évaluations formulées sont présentées. Une description plus précise des conséquences de la pandémie présente les changements qui s'opèrent dans la sphère de la production et de la consommation, c'est-à-dire deux éléments de l'économie qui affectent l'offre et la demande. Les relations extérieures, y compris les relations avec les pays reconnus comme les partenaires économiques et politiques les plus importants de la Pologne et des pays de l'Europe centrale, constituent un contexte distinct pour l'analyse des effets du Covid-19. Le Covid-19 et les solutions appliquées pour enrayer la pandémie ont un fort impact sur l'accélération de certains changements inévitables de la sphère économique ou des technologies et solutions organisationnelles utilisées. Ce problème constitue un domaine d'analyse à part entière et conduit à la présentation de scénarios pour l'avenir.

## 2. Conséquences de la pandémie de Covid

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 ont été initialement difficiles à présenter et à quantifier pour plusieurs raisons. Les pays très développés après la Seconde Guerre mondiale ont connu diverses crises, telles que des crises financières, économiques, migratoires, politiques et épidémiologiques, mais aucune d'entre elles n'a eu les mêmes conséquences que la crise actuelle causée par la pandémie de Covid-19. Ces conséquences résultent de la complexité des effets de la pandémie de Covid-19 sur l'économie, de la valeur des mesures impliquées pour refréner la pandémie et de ses conséquences pour la société et l'économie, le nombre de victimes de la pandémie, le potentiel, l'efficacité et l'organisation du secteur de la santé, et la discipline de la société dans le respect des restrictions introduites pour inhiber la propagation de la pandémie. Les facteurs susmentionnés peuvent être considérés comme les plus importants, mais il y en a beaucoup plus, d'autant plus qu'ils incluent le manque de connaissance et de compréhension de l'ampleur de l'impact du coronavirus dans divers domaines de la vie sociale ou de l'économie. Un autre élément important qui caractérise l'époque actuelle et, ainsi, la réception et l'interprétation des informations disponibles, est, d'une part, l'accès universel à l'information, et, d'autre part, le manque de connaissances nécessaires pour écarter les menaces réelles des *fake news* largement diffusées conduisant au mépris des menaces. D'autre

part, des méthodes d'inhibition des processus de propagation de la pandémie de Covid-19, dans lesquelles des solutions destinées aux particuliers, aux personnes morales, à la fabrication, aux entreprises de services, aux institutions, etc. ont été utilisées. Les fausses nouvelles du Covid-19 faisait référence à diverses méthodes de désinformation et de mépris. Elles ont évoqué des théories du complot, parlé des revenus des sociétés pharmaceutiques et des fabricants de masques, ignoré les statistiques publiées, expliquant qu'il y avait moins de victimes, etc.

Cependant, avant d'évoquer les conséquences économiques et sociales de la pandémie de Covid-19 en Pologne, il convient de mentionner comment la pandémie est apparue en Pologne, quelle était son ampleur, quels pays ont été attaqués et quelles solutions ont été appliquées, quelle a été leur efficacité ? Le Covid-19 est une maladie respiratoire dangereuse qui se propage rapidement. Il est propagé par le virus SARS-CoV-2. La maladie a été enregistrée pour la première fois fin 2019 en novembre, en Chine, dans la ville de Wuhan, dans la province du Hubei. Dès lors, la maladie s'est rapidement propagée à d'autres pays et continents. Le virus s'était diffusé avant d'être reconnu et avant que des mesures aient été prises pour limiter son expansion. Son temps d'incubation est estimé à 3-5 jours, ce qui est considéré comme un facteur contribuant à sa transmission géographique. L'indice  $R_0$ <sup>1</sup> pour le Covid-19 est supérieur à celui du H1N1 (grippe porcine), pour lequel l'indice était de 1,4-1,6 et peut généralement être comparé à l'indice Ebola ( $R_0$  1,5-2,5) et au SARS ( $R_0$  2,0-4,0). En revanche, il est bien inférieur à celui de la variole ( $R_0$  6,9), ainsi que de la rougeole ( $R_0$  12,0-18,0, compte tenu des différents types de maladie). Ces indicateurs prouvent que le Covid-19 est plus contagieux que la plupart des maladies infectieuses mentionnées et qu'il se déplace géographiquement plus facilement que la bactérie de la grippe porcine à l'origine de la pandémie de 2009, mais qu'il est moins invasif que la variole ou la rougeole (Lin 2020).

---

<sup>1</sup> L'indice  $R_0$  est utilisé en bactériologie comme mesure de l'infectiosité ou de la transmission d'entités infectieuses.

**Tableau 1.** Statistiques sur les coronavirus dans le monde (10 pays avec les statistiques d'incidence les plus élevées et pays de l'Europe centrale)

Pays	Nombre de cas	Nombre de décès	Récupérations	% de décès	% de récupérations	Nombre de personnes infectées par million	Décès par million
USA	26 512 193	447 459	16 199 572	1,7	61,1	79 825	1 347
Inde	10 734 026	154 294	10 409 160	1,4	97,0	7 734	111
Brésil	9 119 477	222 775	7 960 643	2,4	87,3	42 727	1 044
Russie	3 832 080	72 697	3 279 964	1,9	85,6	26 252	498
Grande-Bretagne	3 772 813	104 371	1 673 936	2,8	44,4	55 407	1 533
France	3 153 487	75 620	223 174	2,4	7,1	48 250	1 157
Espagne	2 30 478	58 319	pas de données	2,1	0,0	60 525	1 247
Italie	2 529 070	87 858	1 973 388	3,5	78,0	41 865	1 454
Turquie	2 464 030	25 736	2 348 309	1,0	95,3	29 035	303
Allemagne	2 207 393	57 052	1 911 800	2,6	86,6	26 297	680
<b>Pologne</b>	1 508 674	37 082	1 264 574	2,5	83,8	39 888	980
République tchèque	980 714	16 211	860 404	1,7	87,7	91 480	1 512
Hongrie	366 279	12 463	259 555	3,4	70,9	37 972	1 292
Slovaquie	246 999	4 565	212 271	1,8	85,9	45 228	836

Source : Covid-19 Stats – Statistiques en temps réel sur les coronavirus avec graphiques (epidemic-stats.com). Dernière mise à jour du 30.01.2021 à 12h11 (accès : 30.01.2021).

Les statistiques présentées de l'OMS sont assez difficiles à comparer et à interpréter, ce qui résulte des informations qui peuvent être formulées sur leur base. Par exemple, les taux de mortalité les plus élevés pour les personnes ayant contracté le Covid-19 ont été enregistrés en Hongrie et les plus faibles en Inde, aux États-Unis et en République tchèque. Quant aux statistiques sur les taux de récupération, les plus élevées ont été enregistrées en Inde, en Russie, en Turquie et les plus faibles en Grande-Bretagne. Il y a une forte probabilité que les données soient collectées de manière différente dans chacun des pays mentionnés, et différentes manières de les évaluer et interpréter sont également utilisées. La liste des pays leaders en termes d'incidence du Covid-19 comprend des pays représentant le groupe le plus développé (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne) ainsi que des marchés émergents (Brésil, Inde, Russie). Quel que soit leur niveau de développement, qui conditionne largement le potentiel et l'efficacité du secteur de la santé, il s'agit ici de zones climatiques différentes et d'une discipline sociale très diversifiée. Le développement spécifique à chaque pays implique des structures de production et d'emploi différenciées, avec des conséquences économiques différentes pour la pandémie, surtout si l'on considère les approches politiques qui ont été utilisées pour réduire la propagation de la maladie sur la base de confinements et de restrictions de mouvement et de rassemblement.

L'impact du coronavirus sur l'économie dépendait de nombreux facteurs, dont le niveau de leur développement, les connexions internationales, la structure de production et l'âge de la population<sup>2</sup>. L'importance croissante du secteur des services dans les économies hautement développées signifie que les effets de la pandémie se sont fait davantage sentir dans ces économies que dans les économies où la production industrielle est toujours d'une grande importance pour l'emploi et la création de PIB et de commerce.

Selon les estimations des experts de la Banque mondiale, 70 % des salariés des pays de l'OCDE sont employés dans les services. Ceci affecte tous les autres indicateurs économiques, surtout si l'on tient compte du fait que la part des services dans la création de valeur ajoutée dans le PIB est passée de 63 % en 1997 à 69 % en 2015, et leur part dans les exportations est passée de 17 % en 1980 à 24 % en 2016 (Buckley, Majumdar 2018).

---

<sup>2</sup> Dans les économies avec un niveau de développement élevé et un secteur de la santé efficace, nous observons un processus de vieillissement des populations, tandis que dans les pays représentant un niveau de développement inférieur, où le secteur de la santé n'est pas aussi efficace, les sociétés sont relativement jeunes. C'est le résultat de plusieurs phénomènes : l'espérance de vie, la fécondité et la mortalité. En général, le taux de natalité est plus élevé dans les pays en développement, et le nombre moyen d'années vécues par leur population est également plus court dans ces pays. La situation est différente dans les pays hautement développés, où le nombre moyen d'années de vie des citoyens a augmenté et le taux de natalité a diminué. Ceci est important dans le contexte du coronavirus, car la maladie attaque statistiquement plus souvent les personnes d'un âge avancé et est plus dangereuse.



Les effets de la pandémie de coronavirus peuvent être largement divisés en internes et externes, internationaux. Dans le cas des internes, il s'agit de l'évolution du niveau de production, du PIB, de son impact sur la richesse de la société, de l'emploi, des changements structurels de l'économie, des changements de comportement social, des activités de loisirs, etc. La pandémie affecte diverses industries dans une mesure différente, il existe aussi des secteurs qui profitent de la pandémie (fabricants de produits de nettoyage, de désinfectants, de masques, d'agents immunisants), sont des secteurs qui perdent lourdement pendant la pandémie (transport aérien international, centres de villégiature, chambres d'hôtes, hôtels, restaurants, vente au détail de divers types de biens et services, banque). Un effet très important de la pandémie sont les changements dans la structure des dépenses de l'État et le niveau de sa dette, résultant des mesures d'intervention de l'État appliquées. Les effets d'une dette publique en croissance rapide, mesurés à la fois par l'ampleur du déficit budgétaire et la part de la dette publique dans le PIB, se feront sentir sur une plus longue période, dépassant la durée de la pandémie elle-même. Ceci est d'une importance particulière, car toutes les économies hautement développées ont « assoupli » les restrictions budgétaires. Cette action était conforme aux recommandations du FMI (Rahim, Allen, Barroy, Gores, Kutzin 2020) et de l'UE (Irish Times 2020).

Dans le cas des externalités, il convient de prendre en compte les effets du ralentissement économique, affectant la production, la demande, les tendances de protection, la baisse des importations et des exportations, et les tendances à accroître la « sécurité » de la production et de l'approvisionnement en lançant certaines activités économiques sur le marché intérieur. Le niveau d'internationalisation des économies fortement impliquées dans le commerce international et la production est relativement élevé.

Les données présentées indiquent que sur les marchés avec une dynamique de production industrielle relativement plus faible, il y a eu une accélération dans le secteur de la construction (Allemagne, États-Unis, UEM). Cependant, il est possible d'observer des marchés avec une augmentation relativement faible de la production industrielle et une baisse de la production dans le secteur de la construction (Slovaquie, Estonie).

**Tableau 2.** Évolution de la production et de la construction en 2020 par rapport à 2015 = 100 % (certains marchés de l'OCDE).

Marché	Production	Construction
Allemagne	90,8	129,3
USA	99,8	126,8
Zone euro (UEM)	97,6	106,8
UE-27	100,1	Pas de données
Italie	101,3	Pas de données
Espagne	102,8	109,5
Slovaquie	108,5	90,2
Estonie	109,1	78,6
République tchèque	110,7	132,5
Russie	113,9	Pas de données
Hongrie	114,6	133,8
Lettonie	120,7	124,2
Lituanie	121,2	Pas de données
Pologne	125,3	111,6

Source : Production industrielle et construction pendant la pandémie de Covid-19, marchés sélectionnés.

### 3. Le domaine de production

Un certain nombre de facteurs ont influencé le volume de la production industrielle. Les plus importants sont : la demande nationale et étrangère, les relations avec les fournisseurs, qui incluent à la fois les fournisseurs nationaux et étrangers, la participation à des réseaux internationaux de production, tels que les GVC (chaînes de valeur ajoutée mondiales). Fondamentalement, les analyses examinant l'impact du Covid-19 sur la production attirent l'attention sur les changements survenus dans la division internationale du travail, où la spécialisation sectorielle de la production a longtemps été remplacée par une spécialisation intra-industrielle. Les branches de production les plus internationalisées sont : la production automobile, la production de matériel électronique, de matériel de transport, électrique, etc.

Le Covid-19 a provoqué une forte baisse de l'emploi. Au niveau mondial, on estime que 150 millions d'emplois ont été perdus de la fin du quatrième trimestre 2019 au premier trimestre 2020 (dans le domaine de l'emploi à temps plein).

Cette tendance s'est accélérée au trimestre suivant, lorsque les pertes d'emplois au deuxième trimestre par rapport au quatrième 2019 se sont élevées à 400 millions dans le monde. Ces changements ont été déclenchés par une baisse de la demande, une baisse des investissements, une baisse de la production et des exportations, ainsi que des prévisions pessimistes pour l'avenir.

Les branches qui ont enregistré une augmentation du chiffre d'affaires sont : la production et la vente d'aliments (+4,7) et le secteur de la santé au sens large (+0,2). En revanche, les produits non alimentaires (-21,3), les textiles (-40,0), les ordinateurs et livres (-16,0), l'électronique et l'ameublement (-16,1) ont tous enregistré une baisse des ventes et de la production. En termes de canaux de distribution, le chiffre d'affaires des supermarchés (+4,4) et en ligne (+2,2) a légèrement augmenté, tandis que le chiffre d'affaires global du commerce de détail a diminué (-10,4), tout comme les ventes des grands magasins (-17,8). Les économies des pays impliqués dans le commerce international ont enregistré un net recul, tant au niveau des importations que des exportations (Espitia, Mattoo, Rocha, Ruta, Winkler 2021). Les sources pour cela ont été variées et comprennent :

- Source d'approvisionnement. Un choc de production lié à la limitation des approvisionnements en provenance de l'étranger, cela affecte à la fois la production destinée au marché d'un pays donné et l'exportation. Les matières premières et les composants nécessaires à la production du produit final pourraient être limités. Un producteur sur un marché donné peut également avoir été un fournisseur de certains composants qui ont été expédiés à l'étranger ;
- Pays où se situe la production. Un choc pour les producteurs nationaux, qui résultait de la limitation de la production dans l'entreprise manufacturière ou l'un de ses sous-traitants nationaux. Un tel choc peut être en partie limité par l'importation de l'intrant nécessaire, dont l'approvisionnement a été perturbé ;
- Marché cible, étranger. Le choc dans les relations avec les marchés d'exportation concerne à la fois les produits finaux et les composants qui ont été livrés sur ces marchés.

À une échelle macro, ce phénomène peut être illustré par les changements intervenus du côté des importations et des exportations de l'Union européenne dans les relations avec les principaux partenaires commerciaux : les USA, la Grande-Bretagne, la Chine, la Suisse et la Russie (Eurostat 2021).

**Tableau 3.** Importations et exportations de l'UE en provenance des marchés des cinq principaux partenaires (en milliards d'euros, variations enregistrées au cours de la période janvier 2020-mars 2020).

Exportation			Importation		
Pays	janvier 2020	mars 2020	Pays	janvier 2020	mars 2020
USA	33,5	32,1	Chine	30,1	26,8
Grande-Bretagne	25,6	24,0	USA	20,1	19,6
Chine	16,4	15,2	Grande-Bretagne	16,4	13,7
Suisse	12,9	11,8	Russie	10,9	10,0
Russie	7,6	7,1	Suisse	9,9	9,8

Source: Covid-19 impact on EU international trade in goods, Covid-19 impact on EU international trade in goods – Products Eurostat News – Eurostat 2021 (europa.eu).

En mars 2020, par rapport à janvier de cette année-là, la valeur totale du commerce de l'UE avec les marchés tiers, en dehors de l'UE, c'est-à-dire les importations et les exportations, est passée de 251 milliards d'euros à 228 milliards d'euros. Le phénomène de diminution des échanges avec ces marchés a été observé tant dans le domaine des importations que des exportations.

La plus forte baisse de la valeur des exportations a été observée dans le cas de la Suisse (-8,5 %) et de la Chine (-7,1 %), ainsi que de la Russie (-6,8 %), de la Grande-Bretagne (-6,2 %) et des États-Unis (-4,2 %).

Les importations en provenance de ces cinq plus grands marchés extérieurs de l'UE ont également diminué. Ces baisses s'élèvent à -1,2 % pour la Suisse et -2,6 % pour les USA. Les baisses susmentionnées de la valeur des importations ont été relativement inférieures à la baisse enregistrée par les trois autres partenaires de l'UE. Dans le cas de la Russie, cette baisse a atteint -8,2 %, pour la Chine cela égale -10,9 % ainsi que pour la Grande-Bretagne -17 % (la plus forte baisse).

#### 4. Le domaine de consommation

Les restrictions de circulation, centres commerciaux fermés, hôtels et restaurants, cinémas et théâtres – d'une part, tout cela a déterminé la situation financière des entités touchées par ces restrictions, limitant leurs activités, et d'autre part, a modifié la demande de leurs services. Lors de l'analyse du problème du

côté de la demande, on peut supposer que la demande non réalisée peut être dirigée vers d'autres domaines qui seront en mesure de la satisfaire. Cependant, il n'en est pas ainsi. Le manque de divertissement dans le cadre des loisirs au cinéma ou au théâtre a été partiellement comblé par les divertissements proposés par les sociétés telles que Netflix Pologne. Cependant, tout le monde ne s'intéresse pas à ce type de divertissement qui ne satisfait pas les besoins culturels de certaines personnes et limite aussi les rencontres entre amis.

La Covid-19 a démontré à quel point notre santé est importante et à quel point nous sommes forts, en tant qu'individus, de la dépendance aux contacts avec les autres, dont nous avons besoin dans nos activités quotidiennes, nos contacts sociaux, que ce soit au travail ou dans la vie privée. Nous avons soudainement pris brutalement conscience de certaines des conséquences négatives de la mondialisation. Cette remarque ne doit pas être interprétée comme un argument contre la libéralisation et la mondialisation, car on peut s'attendre à ce que ces processus s'accroissent et s'approfondissent, dont l'une des raisons sera les changements de comportement causés par la pandémie et les méthodes pour limiter sa propagation. Des changements sont observés dans le travail et son organisation, où de nombreuses activités peuvent être effectuées à la maison, à distance, en communiquant non pas directement via des contacts en face à face, mais via des connexions Internet utilisant divers programmes tels que Skype, MS Teams, Zoom, etc. Une fonction croissante est attribuée aux contacts téléphoniques via un téléphone mobile qui a installé des programmes tels que WhatsApp, Viber, Messenger ou Facebook, Twitter. Ces nouvelles solutions et cette nouvelle organisation du travail indiquent que, d'une part, les coûts de l'activité exercée peuvent être réduits, ce qui est obtenu en réduisant l'espace de bureau, les coûts de nettoyage, d'éclairage, d'achat de matériel, etc. D'autre part, il est également possible de réduire le nombre de personnes employées, ce qui est dû au fait qu'avec une bonne organisation du travail, l'efficacité (la productivité) des employés s'est améliorée, ils sont capables de faire plus de travail avec une certaine gratification, qui vise à compenser des coûts supplémentaires (électricité, papier, achat de matériel informatique), ainsi que l'extension du champ des missions. Cela s'accompagne d'une réduction du temps précédemment alloué à l'exécution des tâches confiées, qui impliquaient des activités telles que les trajets domicile-travail, le retour du travail, les contacts avec d'autres employés, la délégation de tâches à des subordonnés, l'acceptation d'ordres de supérieurs, etc.

Les solutions partiellement mentionnées étaient connues pour des activités telles que « l'externalisation » ou la « délocalisation ». Certaines commandes provenaient non seulement des structures d'une entreprise donnée, mais aussi en dehors du marché sur lequel l'entreprise opérait. Un exemple de ceci peut être la participation aux chaînes de création de valeur ajoutée global-value-chains (GVC). Tous ces liens externes de l'entreprise ont été vérifiés pendant

la pandémie, certains d'entre eux ont été rompus à la suite de ce processus, tandis que d'autres ont été renforcés.

Il est aujourd'hui très difficile de séparer le domaine de production du domaine de consommation, comme en témoignent également ce texte et l'analyse qu'il contient. Cette difficulté est liée au fait que la production nécessite des achats, ce qui est noté par certaines entités comme une consommation de produits fournis par d'autres entités. De plus, chaque individu, travaillant et percevant des revenus pour ce travail, en alloue une partie pour financer sa consommation. Certains de ces achats sont classés comme achats de consommation, d'autres comme achats d'investissement. Il est simple de classer les achats s'ils se limitent à des produits alimentaires comme de la nourriture ou des boissons, plus difficile lorsqu'ils portent par exemple sur un ordinateur ou un téléphone portable, qui remplissent de plus en plus souvent deux rôles : ils répondent aux besoins de consommation d'un individu, mais en même temps sont une forme d'équipement de bureau utilisé pour la profession. Il est probable qu'il serait utile d'introduire de nouvelles solutions dans le régime fiscal des particuliers avec des abattements raisonnables pour le coût du rendement. Mais cela dépasse le cadre de cette analyse. Cependant, il convient de rappeler le problème, en particulier dans les conditions du déficit budgétaire croissant et de ses conséquences à long terme.

L'une des conséquences les plus visibles de la pandémie est le comportement du consommateur, à savoir le changement de son comportement en tant qu'acheteur. Pendant la pandémie, selon sa phase, il y a soit plus d'options pour acheter directement au magasin, soit moins. Globalement, on observe certaines régularités dans le comportement des acheteurs : (1) ils fréquentent moins les magasins, (2) ils achètent moins ; (3) ils achètent en plus petites quantités ; (4) leurs courses sont plus réfléchies ; (5) une plus grande attention est accordée aux occasions et aux offres spéciales ; (6) les ventes « en ligne » se développent fortement ; (7) des sites tels que vinted, aledil.pl, szafa.pl, mojeciuchy.pl, ibutik.pl, stylio.pl, tablica.pl, stylistka.pl deviennent populaires.

Parallèlement à l'augmentation de la demande de services spécifiques, l'offre se développe et les conditions dans lesquelles ces services sont fournis s'améliorent. Par exemple, Kantar estime que 13,5% des fruits et légumes britanniques ont été vendus en ligne en juin 2020 (Freshplaza 2021). Selon l'étude, ces chiffres pourraient être beaucoup plus élevés si l'offre de ce service suivait le rythme de la demande croissante. Des tendances de vente similaires sont observées dans la vente de légumes surgelés et d'autres produits alimentaires. Les recherches menées dans le domaine du comportement des consommateurs dans ce domaine montrent qu'au lieu de produits alimentaires prêts à réchauffer, les consommateurs ont commencé à rechercher des produits semi-finis partiellement préparés, mais nécessitant un certain travail de la part du consommateur. Ce changement est dû au fait que les consommateurs ont

plus de temps à consacrer à la préparation d'un repas, le rendant ainsi un peu personnalisé et unique.

En général, on peut dire que de plus en plus de produits standardisés peuvent être achetés en ligne : des produits alimentaires, fruits, légumes, en passant par les vêtements, les chaussures, le matériel informatique, les téléphones portables, les livres, jusqu'aux meubles, articles d'ameublement, équipements de jardin, produits chimiques ménagers, vélos, motos et voitures.

Quels canaux de distribution sont utilisés dans de telles ventes ? Les supermarchés et les magasins en ligne connaissent certainement leur apogée. Vous pouvez y observer l'expansion de l'offre, où en dehors des produits alimentaires au sens large, c'est-à-dire étendus aux produits chimiques ménagers, aux cosmétiques, aux produits d'alimentation et de soins pour animaux de compagnie, ils proposent de la literie, des serviettes, des vêtements, des chaussures, des appareils ménagers, meubles, livres, produits de décoration, plantes d'ornement et de jardin, etc. Le Covid-19 a attaqué en même temps fortement les canaux de vente liés à l'hôtellerie, la vie sociale, les rencontres sociales à la maison et en ville (café, restaurant, bistro, bar). Une limitation dans ce cas implique une demande qui peut être satisfaite par d'autres moyens. Si vous ne sortez pas avec vos amis pour une réunion sociale, et par exemple, chacune des 20 personnes du groupe en avait 2-3 dans le mois, alors ces personnes devraient prendre un repas commun, remplacé par un repas préparé individuellement, ce qui augmente leur demande dans les magasins en ligne ou en réel – pour des produits alimentaires plus ou moins modifiés. Ce phénomène se produit le plus fortement dans les communautés qui, dans leur culture et leurs coutumes, étaient enracinées dans la tradition de sortie pour un repas.

Cela s'applique principalement aux marchés des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne. Selon IRI<sup>3</sup>, sur l'année, les ventes de légumes aux États-Unis ont augmenté de 20 % d'avril à juin et cette tendance s'est poursuivie par la suite, même si sa dynamique s'est légèrement ralentie (15 %). Quant aux fruits, les ventes de ce segment de marché ont augmenté de 10 %. Cela s'est produit, bien que les fruits soient moins consommés à l'extérieur de la maison, dans les restaurants. Un phénomène similaire a été observé dans le cas des produits biologiques.

L'essor des supermarchés et des boutiques en ligne conduit à la conclusion qu'il existe un certain déplacement de la demande d'un prestataire de services d'un segment de marché à un autre. Qui est perdant à cause de cette augmentation de la demande ? Les restaurants, les cantines, les bars d'entreprise et leurs fournisseurs actuels le sont. Les marchés proposant des fruits frais, des légumes, de la viande, du poisson... gagnent du terrain. Vous pouvez y trouver de nombreuses variétés de légumes, comme les tomates, dont il existe de nombreu-

<sup>3</sup> IRI – *Information Resources Incorporation*, centre de recherche sociale aux États-Unis.

ses variétés et couleurs : tomate charnue, framboise, prune, jaune, cerise, grappes, etc.

Il est clair que la pandémie de Covid-19 a mis en danger les canaux d'approvisionnement internationaux. D'où viennent les produits, comment les vols sont-ils annulés, y a-t-il des formalités supplémentaires qui allongent le délai de livraison ? Une limitation de même nature sera l'absence d'un afflux de main-d'œuvre étrangère, qui aidait auparavant à la culture et à la récolte de certains légumes ou fruits. Elle est particulièrement visible là où les intrants de main-d'œuvre sont plus élevés, comme l'illustre la production de type PFAL, c'est-à-dire les plantations de plantes cultivées dans des conditions d'éclairage artificiel. Ces centres sont souvent implantés dans de grandes agglomérations urbaines.

Le Covid-19 a eu un fort impact sur la mondialisation, ce qui est mieux illustré par son impact sur le commerce ainsi que sur les flux d'investissements directs étrangers (IDE). Ces flux ont été interrompus. La conférence des Nations Unies sur le commerce international (CNUCED) prévoit qu'en 2020/2021 les flux d'IDE diminueront de 30 à 40 %, par rapport aux valeurs enregistrées en 2019/2020. Si ce déclin se poursuit plus longtemps, les conséquences pour les économies en développement seront très graves (Weforum 2021).

Le Covid-19 a un fort impact sur la limitation des racines de la mondialisation actuelle et des formes adoptées dans la division internationale du travail. Tant l'offre que la demande sont alimentées par des chocs. Les réseaux collaboratifs mondiaux se heurtent à des obstacles d'une ampleur sans précédent. La pandémie a démontré que les réseaux de collaboration interconnectés à l'échelle mondiale qui ont entraîné la circulation massive de biens et de services subissent actuellement de graves chocs. Il faut réexaminer des stratégies commerciales internationales pour qu'elles réduisent la vulnérabilité de ces réseaux aux chocs économiques. Certains experts traitent ces phénomènes comme le signal d'un retrait de la libéralisation et de la mondialisation, d'autres y voient une opportunité d'introduire plus de libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

Le fait que les experts en faveur de la poursuite de la libéralisation et de la mondialisation prouvent que l'économie est en voie de révolution industrielle 4.0 et se place au seuil de sa poursuite sous forme de révolution 5.0. Les changements que ces révolutions apportent à la technologie peuvent impliquer que la production est basée sur l'utilisation d'imprimantes tridimensionnelles. Mais cela signifiera-t-il l'abandon du commerce, ou favorisera-t-il au contraire son développement ? Tout indique que la deuxième option a de meilleures chances d'être mise en œuvre. Ceci est dû aux différences de qualifications, mais pas seulement, aux potentiels de travail entre des groupes particuliers de pays : développés, en phase post-industrielle, émergents, en phase encore dominée par l'industrie et les pays en développement, où il faut développer tout



(de l'administration aux infrastructures, en passant par l'éducation, la santé, l'agriculture et la fabrication).

## 5. Accélérer le changement

La pandémie crée les conditions pour accélérer le changement. Cela signifiera le retrait de la production des entreprises appelées *zombies* (hommes morts) qui sont maintenues artificiellement en vie afin de conserver les emplois qu'elles créent (Sandbu 2020). La fermeture de certaines entreprises nécessitera la création des conditions d'ouverture d'autres, nécessaires sur ces marchés. Pour que le processus de fermeture de certaines entreprises et d'ouverture d'autres se déroule sans heurts et que son objectif soit le bien-être des citoyens des pays dans lesquels ces processus auront lieu, il est alors nécessaire de créer les conditions appropriées pour de tels changements. Cela nécessite des changements complets qui comprendront : le marché des capitaux, le système de financement de la recherche pour le développement, le secteur de l'éducation à tous les niveaux, le système fiscal, le processus même de création de nouvelles entités économiques impliquées dans des activités économiques. Il faut ici raccourcir le délai de création des entreprises et introduire des facilités accompagnant ce processus. Cela nécessite une plus grande coopération internationale et une coordination des actions entreprises. Ceci est d'une importance particulière dans le contexte de la création de telles conditions de changements que les entreprises créées seraient une source de valeur ajoutée plus élevée que les entreprises opérant actuellement sur un marché donné.

Des changements accélérant l'évolution de l'économie, dont le but est de générer plus de valeur ajoutée, seront possibles après la maîtrise de la pandémie, c'est-à-dire après la vaccination de la majorité de la population de chacun des pays qui participeront à ce projet. Sans vaccination, sans retour à la normale, il est difficile de surmonter la pandémie et revenir à des contacts normaux en réel dans le pays et dans les relations internationales. Il ne sera pas non plus possible de parler du fonctionnement normal des entités économiques. Le problème ici, cependant, est que la période pandémique est une période au cours de laquelle de nombreux opérateurs économiques perdent leurs fondements du fonctionnement normal et du retour à la situation pré-pandémique. Cet état des faits a des conséquences spécifiques dans divers autres domaines, tels que l'emploi, ou le fonctionnement d'entités telles que les hôtels, les chambres d'hôtes, les restaurants, les bars, les magasins, qui ont dû être fermés lors des fermetures introduites suite à l'augmentation du nombre de cas et l'introduction de restrictions pour certaines entités économiques dans le cadre de la politique préventive adoptée.

Dans ces conditions, comment prévoir le retour à la normale de l'économie ? Quels seront les effets de la pandémie dans divers domaines ? Quelles seront

les relations de la Pologne avec la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie ? Il est difficile de répondre à ces questions avec précision et sans ambiguïté. Il est difficile de prédire quel pourcentage de Polonais seront vaccinés contre le Covid-19 et quand cela se produira. En novembre 2020, c'était 43 % de la population polonaise, et en janvier 2021, c'était déjà 68 % (Portal Gov 2021). Selon les déclarations du Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, le gouvernement a acheté et réservé 60 millions de doses de vaccins auprès de six principaux producteurs mondiaux de ces vaccins (Business Insider 2021). En supposant qu'il n'y aura pas de pertes de vaccins, ce nombre sera suffisant pour environ 62,5 %. La mise en œuvre du Programme National de Vaccination est également une question ouverte. Cela concerne l'organisation, le temps nécessaire, le nombre de vaccins nécessaires. On ne sait pas non plus si le temps de l'immunité au Covid-19 se termine chez les premières personnes vaccinées et immunisées contre le coronavirus, le processus de vaccination sera, lui, terminé pour toutes ? La revaccination ne chevauchera-t-elle pas la vaccination de ceux qui ont des dates de vaccination longues, et donc : sera-t-il possible d'acheter d'autres vaccins et le potentiel médical nécessaire à la vaccination sera-t-il suffisant ? Nous n'avons pas de réponses à ces questions et à bien d'autres. Il n'y a pas non plus d'évaluation de la façon dont ce processus se déroulera dans les différents pays de l'Europe centrale. Il sera possible d'évaluer cela avec la mise en œuvre du programme de vaccination, ainsi que son impact sur les statistiques de morbidité et de décès.

On peut supposer que la meilleure tentative pour répondre à ces questions sera trois scénarios : (1) le scénario réaliste ; (2) le scénario probable ; (3) le scénario peu probable.

## **6. Conclusions**

Le scénario réaliste : la moitié de la population polonaise sera vaccinée à la mi-2021, c'est-à-dire d'ici la fin juin 2021. Cela entraînera une nette diminution du nombre de cas. Les entités économiques fermées pendant le confinement seront ouvertes. La plupart de ces entités survivront à cette période difficile et reprendront leurs activités. D'autres États membres de l'UE, y compris les pays de l'Europe centrale, mettront également en œuvre efficacement leurs programmes nationaux de vaccination. La situation actuelle est la suivante : la Pologne se classe 5<sup>e</sup> dans l'UE en termes de nombre de personnes vaccinées par rapport à la population totale du pays. La Pologne est devancée par l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la France. La République tchèque est à la 10<sup>e</sup> place dans l'UE, la Hongrie est 12<sup>e</sup> et la Slovaquie 17<sup>e</sup> (RMF 24 2021). Ces éléments sont basés sur des chiffres absolus de vaccination, les classements seraient différents lors de l'évaluation de la proportion de communautés vaccinées par rapport aux

communautés non vaccinées. En supposant que dans six mois tous les pays de l'UE réalisent leurs programmes de vaccination et que cela crée les conditions d'un retour à la coopération, les affaires reviendront à des conditions normales, tout comme la coordination des actions entreprises et la coopération internationale. Les liaisons aériennes reviendront, le test anti-Covid-19 et la vaccination valide seront vérifiés avant le voyage.

Le scénario probable – le nombre de vaccins sera insuffisant, la durée du programme de vaccination sera prolongée. Il pourrait y avoir une nouvelle vague d'infections et de nouvelles restrictions comme le confinement. Ce scénario prolongera le temps qu'il faudra pour rétablir des relations normales entre et au sein des pays.

Le scénario peu probable – une mutation du virus rendra le vaccin inefficace. Il deviendra nécessaire de développer un nouveau vaccin. Les pays étendront l'application de la politique de confinement, les relations entre les pays reviendront à la normale après 2022.

## Bibliographie

- Buckley P., Majumdar R. 2018. *The services powerhouse. Increasingly vital to world economic growth*. « Deloitte Insights ». <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/my/Documents/risk/my-risk-sdg8-the-services-powerhouse-increasingly-vital-to-world-economic-growth.pdf>, accès : 23.01.2021.
- Business Insider 2021. *Premier Mateusz Morawiecki: liczba szczepionek na COVID-19 kupionych przez Polskę (Premier ministre Mateusz Morawiecki : le nombre de vaccins COVID-19 achetés par la Pologne)*. [www.businessinsider.com.pl](http://www.businessinsider.com.pl), accès : 31.01.2021.
- COVID-19 Stats 2021. *Statistiques en temps réel sur les coronavirus avec graphiques*. [epidemic-stats.com](http://epidemic-stats.com), dernière mise à jour du 30.01.2021 à 12h11, accès : 30.01.2021.
- Eurostat 2021. *COVID-19 impact on EU international trade in goods*, Products Eurostat News, Eurostat, [europa.eu](http://europa.eu), accès : 12.01.2021.
- Espitia A., Mattoo A., Rocha N., Ruta M., Winkler D. 2021. *Trade and COVID-19: Lessons from the first wave*, 18.01.2021. <https://voxeu.org/article/trade-and-covid-19-lessons-first-wave>, accès : 12.01.2021.
- Freshplaza 2021. *The impact of the coronavirus on society, consumption, sales channels and supply chain*. [freshplaza.com](http://freshplaza.com), accès : 12.01.2021.
- Irish Times 2020. *Coronavirus: Austerity era ends as EU suspends budget rules. Finance ministers agree to suspend restrictions on borrowing and spending to deal with COVID-19*, 23.03.2020. [www.irishtimes.com/business/economy/coronavirus-austerity-era-ends-as-eu-suspends-budget-rules-1.4210158](http://www.irishtimes.com/business/economy/coronavirus-austerity-era-ends-as-eu-suspends-budget-rules-1.4210158), accès : 14.01.2021.

- Linus B. 2020. *How did Coronavirus spread across the world? Why is it so bad?*, 15.03.2020. <https://massivesci.com/articles/coronavirus-covid19-sars-mers-quarantine-social-distancing/>, accès : 14.01.2021.
- Portal Gov 2021. *Coraz więcej Polaków deklaruje chęć zaszczepienia przeciw COVID-19 (De plus en plus de Polonais déclarent leur volonté de se faire vacciner contre le COVID-19)*, Powiatowa Stacja Sanitarno-Epidemiologiczna w Nakle nad Notecią. [www.gov.pl](http://www.gov.pl), accès : 31.01.2021.
- Rahim F., Allen R., Barroy H., Gores L., Kutzin J. 2020. *COVID-19 Funds in Response to Pandemic*, 26.10.2020, IMF, Fiscal Affairs, Washington.
- RMF 24 2021. *Szczepienia przeciw Covid-19. Jak Polska wypada na tle Europy? (Vaccinations contre le Covid-19. Comment la Pologne se compare-t-elle à l'Europe ?)*, RMF 24, 31.01.2021.
- Sandbu M. 2020. *The Corporate zombies stalking Europe*, « Financial Times », 8.09.2020.
- Trade and Covid-19. 2021. Lessons from the first wave*, « Church Security ». [stormcolleton.com](http://stormcolleton.com), accès : 12.01.2021.
- Weforum 2021. *How the pandemic is impacting foreign direct investments*, « World Economic Forum ». [www.weforum.org/events/the-davos-agenda-2021](http://www.weforum.org/events/the-davos-agenda-2021), accès : 13.01.2021.

Joanna Czerna-Grygiel

*Université d'Adam Mickiewicz à Poznań*

ORCID : 0000-0003-1832-2692

## Politique d'innovation face à la pandémie

**Abstract:** The main reason of taking a look at the subject is an analysis of dependence between the development of the pandemic of Covid-19 and the innovation policy in Poland. It is also an attempt to estimate the efficiency of this policy in comparison to the founder countries of the European Union. There will be discussed questions such as the essentials of the recent innovation policy, its instruments, the innovation policy conducted before and during the pandemic and recent challenges of this policy both in Poland and in some chosen countries of the EU. The subject of this chapter inclines toward undertaking the problem of the innovation policy, as an analysis of the policy of the state in the area of innovation at the time of the access of Poland to the EU until the time when first Covid-19 infections appeared and during the development of the pandemic.

**Keywords:** Covid-19, pandemic, innovation policy, Poland, European Union, technology

**Mots clés :** Covid-19, pandémie, politique de l'innovation, Pologne, Union européenne, technologie

### 1. Introduction

La pandémie de Covid-19 apparue fin 2019 à Wuhan, a contaminé le monde entier, le rendant impuissant à faire face à la menace pour la santé et la vie des sociétés, ainsi qu'à la crise économique créée par cette pandémie. La nécessité de lutter contre la pandémie a obligé les scientifiques à mener des recherches sur cette nouvelle souche de coronavirus, ses spécificités et son mode de propagation,

ainsi que des solutions innovantes – par exemple, un nouveau type de vaccins – pour limiter l'activité et arrêter l'expansion du Covid-19.

Le besoin de technologies, de produits et de services innovants qui est apparu dans les sociétés et les économies sous l'impact de la lutte contre la pandémie de Covid-19 a mobilisé les politiciens des pays fondateurs de l'Union européenne, qui soutiennent fortement l'innovation et sont responsables de son utilisation efficace, pour travailler intensivement sur les changements dans les activités de la politique d'innovation et créer un nouveau modèle de celle-ci basé sur les connaissances et l'expérience existantes.

Le document tente d'identifier (sélectionner, choisir) les éléments d'un modèle (exemplaire) de politique d'innovation des pays fondateurs de l'Union européenne à l'époque de la pandémie de Covid-19. Il définit les exigences auxquelles la Pologne doit satisfaire en tant que membre du Groupe de Visegrád dans le domaine de cette politique.

L'objectif principal du sujet est d'analyser la relation entre le développement de la pandémie de Covid-19 et la politique d'innovation en Pologne ainsi qu'une tentative d'évaluer l'efficacité de cette politique par rapport à l'expérience des pays fondateurs de l'Union européenne.

## 2. Les fondements de la politique d'innovation

Le concept de la politique d'innovation est apparu pour la première fois dans la littérature spécialisée du XX<sup>e</sup> siècle, dans les années 80. Il a été développé comme une combinaison de la politique scientifique et technique ainsi que de la politique industrielle (Weresa 2016 : 230).

La politique globale de l'innovation couvre un vaste domaine d'activité, affectant la capacité d'innovation de l'économie et s'appuie notamment sur d'autres politiques publiques, telles que les politiques industrielles, scientifiques, technologiques, ainsi que les politiques entrepreneuriales et éducatives (Nazarko 2015 : 85-96).

La politique d'innovation est définie comme un domaine d'intervention de l'État visant à augmenter le taux d'innovation (Nazarko 2015 : 85-96). La politique d'innovation, au sens large du terme, comprend l'ensemble des activités de l'administration publique qui affectent les processus d'innovation (Weresa 2016 : 230). Sa tâche consiste non seulement à stimuler l'émergence de solutions innovantes, mais aussi à les mettre en œuvre et à les diffuser.

Dans la mise en œuvre de la politique d'innovation, l'État agit dans trois dimensions (Ciok, Dobrowolska-Kaniewska 2009 : 12-13) :

- participative – augmenter le niveau d'innovation dans l'économie en finançant les coûts des unités de recherche et développement, des mises en œuvre et des marchés publics ;

- réglementaire – établir des actes juridiques définissant le cadre d'activité de cette politique ;
- de soutien – fait référence aux soutiens financiers directs et indirects pour la création de nouvelles unités de recherche.

L'objectif fondamental de la politique d'innovation est d'intensifier les processus de création, de diffusion et d'application des connaissances dans l'économie et, par conséquent, de générer des produits innovants, des services, des processus technologiques et des techniques de gestion et d'organisation innovantes (Nazarko 2015 : 85-96).

L'objectif primordial est d'accroître le niveau d'innovation de l'État, conduisant à une augmentation de la compétitivité économique et à une amélioration du niveau et de la qualité de vie de la société. Les entités de base de la politique d'innovation de l'État sont : le gouvernement, l'industrie et la science. Le gouvernement exerce principalement la fonction de prise de décision et de réglementation. L'industrie crée à la fois une offre et une demande de techniques innovantes. D'autre part, la science est une source de connaissance pour l'industrie, produite grâce au travail de recherche des scientifiques. Le niveau d'innovation d'un pays dépend de ces trois entités et de leurs interrelations. Il est donc intéressant d'examiner le niveau d'innovation dans les pays fondateurs de l'Union européenne et en Pologne (tableau 1).

**Tableau 1** : Global Innovation Index 2020 rankings (GII).

PAYS	Classement	Valeur GII
Allemagne	9	56,55
Belgique	22	49,13
France	12	53,66
Italie	28	45,74
Luxembourg	18	50,84
Pays-Bas	5	58,76
Pologne	38	39,95

Source : Élaboration de l'auteure basée sur WIPO (2020).

Le haut niveau d'innovation des pays fondateurs de l'Union européenne (tableau 1) est influencé, entre autres, par le mécanisme de concurrence entre les producteurs, caractéristique des économies très développées où les innovations techniques dans la production et les ventes sont introduites de manière intensive. Les sources de succès en matière d'innovation des pays fondateurs de l'Union européenne comprennent également :

- la localisation d'une grande partie des travaux scientifiques et de la recherche, des dépenses financières ainsi que du potentiel de recherche et développement (R&D) dans les entreprises ;
- l'utilisation d'une grande variété d'unités nationales de transfert de technologie qui participent au flux des innovations techniques des universités et des instituts gouvernementaux vers l'industrie ;
- une économie ouverte à la coopération internationale aussi bien scientifique que technologique, y compris les exportations et importations importantes de licences étrangères, ainsi que la participation à des programmes et projets de recherche internationaux et l'échange fréquent de scientifiques ;
- l'interventionnisme de l'État sous la forme d'une politique d'innovation efficace (Jasiński 2018 : 221-239).

L'innovation dans l'économie européenne joue un rôle de plus en plus important dans le processus d'amélioration de la compétitivité, au sein des différents pays et régions ainsi que sur le continent dans son ensemble. Cela résulte des directives adoptées dans la stratégie de Lisbonne jusqu'en 2010. Ces directives sont réitérées dans le document *Europe 2020*, qui précise les objectifs de l'Union européenne pour les dix prochaines années. Il met l'accent, entre autres, sur : l'augmentation des dépenses de recherche et développement (R&D), l'amélioration de l'éducation de la société de l'information liée à la construction d'une économie basée sur la connaissance, la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté.

Les directives incluses dans le document *Europe 2020* ont été mises en œuvre par le développement de nouvelles technologies, des solutions organisationnelles et d'une gestion innovante, la promotion de l'activité de R&D et la création de relations de partenariat visant à renforcer le rôle des entreprises innovantes dans leur région. La tâche la plus importante des deux stratégies était de garantir un avantage compétitif de l'Union européenne sur la scène mondiale (Nazarko 2015 : 85-96).

En termes contemporains/modernes, la politique d'innovation, à la lumière de la pandémie de Covid-19, se définit comme l'ensemble des activités des organismes publics, influençant de manière ciblée les innovations qui sauveront des vies, aideront à surmonter les risques sanitaires et accroîtront l'importance de l'industrie moderne et la compétitivité des entreprises. Une démarche importante consiste à définir les objectifs d'une stratégie à long terme d'innovation technique et sociale du pays ou de la région et à sélectionner les outils appropriés qui garantiront la création de ces innovations, leur utilisation optimale dans l'économie, ainsi que la protection de la santé et de la vie humaine.

Les fonctions de base de la politique d'innovation contemporaine/moderne sont les suivantes :



- renforcer les liens dans le système national d'innovation (SNI) ;
- la création de conditions favorisant la mise en œuvre de divers types d'innovations dans le domaine économique et social, en premier lieu en ce qui concerne la santé et la vie de la société ;
- stimuler les changements structurels dans l'industrie ;
- accroître les avantages sanitaires et économiques de la coopération internationale.

Cette activité de politique d'innovation a pour effet d'accroître la capacité d'innovation des entreprises, de renforcer la compétitivité des économies et d'assurer la santé et le développement de la société de l'information (Weresa 2016 : 228-239).

L'idée principale de la politique d'innovation contemporaine/moderne pendant la période de la pandémie de Covid-19 est la suivante : grâce à l'innovation, des améliorations sont apportées à la santé et à la vie dans la société de l'information/numérique et des progrès techniques et sociaux sont réalisés dans l'économie. L'initiateur de ce progrès est aujourd'hui non seulement le scientifique et l'unité de R&D, mais surtout l'entrepreneur qui pense et agit de manière innovante. C'est à lui de savoir si des progrès techniques et sociaux seront réalisés dans son entreprise, et donc dans la société de l'information/numérique et dans l'ensemble de l'économie. L'entreprise est en quelque sorte un lieu naturel où les innovations apparaissent. D'autre part, les entités scientifiques doivent être traitées comme l'environnement de l'entreprise. Les institutions de recherche et de développement devraient fournir une assistance à la mise en œuvre de produits, de services et de processus technologiques innovants adaptés à l'offre et à la demande du marché. Par conséquent, la politique d'innovation contemporaine/moderne doit d'abord se concentrer sur les entrepreneurs et leurs entreprises, et ensuite seulement sur les scientifiques et les unités de recherche et développement (Jasiński 2018 : 221-239).

Dans l'économie de marché moderne, caractéristique des pays fondateurs très développés de l'Union européenne, le développement de la science et de la technologie se fait à différents niveaux de l'économie : développement scientifique et technologique de l'entreprise, de l'industrie, de la région, de l'économie nationale. Cependant, le développement de la science et de la technologie est un processus qui est soumis à la gestion. Ainsi, une action nécessaire de la part de la politique d'innovation contemporaine/moderne devient, à l'instar des pays fondateurs de l'Union européenne, l'amélioration de la structure de gestion de l'innovation à tous les niveaux de l'économie et de la vie de la société de l'information à l'ère de la lutte contre la Covid-19 :

- au niveau national : le fonctionnement d'un système national d'innovation (SNI) efficace ;

- au niveau régional : l'intégration des régions au sein de réseaux dans les domaines d'action clés, notamment en ce qui concerne les aspects de la société de l'information qui sauvent la vie et préservent la santé ;
- au niveau de l'entreprise : une participation active des entrepreneurs à la définition des priorités de la politique d'innovation face à la pandémie de la Covid-19.

La gestion du développement de la science et de la technologie au niveau macroéconomique est un niveau stratégique, lié à l'influence indirecte des institutions du niveau central sur les processus d'innovation. La politique d'innovation contemporaine des pays fondateurs de l'Union européenne peut être définie comme une politique d'innovation ouverte, en réseau et durable, avec un accent particulier sur sa dimension régionale.

La politique d'innovation des pays fondateurs de l'Union européenne est l'un des facteurs de l'activité innovante des entreprises, et la mise en œuvre des innovations est assurée par des entrepreneurs correctement préparés et formés (Jasiński 2018 : 221-239).

D'autre part, la capacité d'innovation croissante des entreprises polonaises, en particulier des petites et moyennes entreprises, est influencée par de nombreuses conditions qui ont une dimension interne et externe (Stanisławski, Stawasz 2011 : 365-387). Parmi le premier groupe, le facteur le plus important est l'attitude réticente des entrepreneurs face aux changements dans leurs entreprises et leur attitude passive face aux nouveaux investissements, en particulier face à la crise économique, conséquence du développement de la pandémie de la Covid-19. Un tel comportement est, selon eux, associé à un risque financier élevé. Parmi les facteurs externes, nous pouvons mentionner : un accès difficile au capital, notamment sous la forme d'une aide du gouvernement, le faible niveau de connaissance des entrepreneurs dans le domaine de la gestion de l'innovation, la faible demande de produits innovants sur le marché et des hypothèses peu efficaces de politique d'innovation, dont la tâche devrait être de soutenir intensivement l'activité innovante des entreprises, comme cela se fait dans les pays fondateurs de l'Union européenne. Toutes ces conditions ont un impact négatif sur les décisions de mise en œuvre des solutions innovantes, ce qui est évident dans la faible proportion d'entreprises innovantes en Pologne par rapport aux pays fondateurs de l'UE (tableau 2).

**Tableau 2 :** Part des entreprises innovantes dans les économies des pays fondateurs de l'Union européenne et en Pologne en 2020.

PAYS	Part des entreprises innovantes en %
Allemagne	63,7
Belgique	68,1
France	57,7
Italie	53,8
Luxembourg	63,8
Pays-Bas	59,7
Pologne	22,0

Source : Élaboration de l'auteure basée sur Eurostat (2020).

La condition pour l'application d'une politique d'innovation efficace en Pologne, qui est membre du Groupe de Visegrád, est de suivre les indications suivantes dans la période de lutte contre la pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques :

- l'innovation technique et sociale est un phénomène qui, dans l'économie moderne et hautement développée des pays fondateurs de l'Union européenne, bénéficie d'un soutien gouvernemental important et étendu. Aussi, la politique d'innovation de l'État polonais devrait également apporter ce soutien ;
- sans une attitude active de l'État en matière de recherche et développement, d'innovation technique et sociale, il n'est pas possible pour la Pologne de s'intégrer pleinement dans l'espace économique de l'Union européenne et du Groupe de Visegrád.

La politique d'innovation polonaise, à l'instar des pays fondateurs de l'Union européenne, devrait présenter les caractéristiques décrites comme 6K (Jasinski 2018 : 221-239), ce qui lui permettra de surmonter efficacement les risques sanitaires résultant de l'émergence de la Covid-19 et de mener à bien les objectifs économiques pris suite à la crise économique créée par cette pandémie.

La politique d'innovation à l'ère de la pandémie de la Covid-19 devrait aboutir à :

- coordonner entre elles les institutions gouvernementales responsables du développement de la science, de la santé, de la société de l'information et des technologies, l'une de ces institutions ayant une fonction globale ;
- être durable, c'est-à-dire stable pendant et après la période de pandémie ;
- être corrélé, c'est-à-dire une politique de R&D intégrée aux politiques sanitaires, sociales, de haute technologie et industrielles axées sur l'industrie 5.0 ;

- avoir une vision globale, c'est-à-dire incluant des politiques de R&D dans les entreprises où les technologies, produits et services innovants sauvent des vies durant une pandémie, des politiques de transfert de technologie qui facilitent le flux de l'innovation technique des universités et des instituts gouvernementaux vers l'industrie, la santé et les politiques de propriété intellectuelle ;
- être compatible, c'est-à-dire aligné sur les politiques économiques de l'État ;
- être cohérent, c'est-à-dire conforme à la politique d'innovation des pays fondateurs de l'Union européenne.

Le principal objectif de la politique d'innovation dans les pays fondateurs de l'Union européenne est actuellement d'accroître la capacité des entreprises, des industries, des régions et de l'économie dans son ensemble à entreprendre des activités fondées sur l'innovation, ainsi que de faciliter le transfert et la diffusion d'innovations hautement technologiques pour la santé en tant que solutions clés dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 et la crise économique qui en découle. Si une telle forme de politique d'innovation est introduite dans les institutions polonaises de l'administration publique, alors (suivant le modèle des pays fondateurs de l'Union européenne), elle contribuera à la lutte efficace contre la pandémie de Covid-19 et à l'augmentation de la compétitivité des entreprises, de l'économie nationale et de la communauté européenne dans son ensemble, sur la scène mondiale, face à la crise économique provoquée par la pandémie.

### 3. Les instruments de la politique d'innovation

Une politique d'innovation globale visant à stimuler l'innovation dans l'économie, devrait être dotée d'instruments entre lesquels il y aura un effet de synergie. Une approche systémique est préconisée, c'est-à-dire la formation d'une politique d'innovation globale au moyen des instruments les plus efficaces qui se renforceront mutuellement (Nazarko 2015 : 85-96).

Les instruments permettent la mise en œuvre des objectifs de la politique d'innovation. Ces instruments se répartissent le plus souvent dans la littérature polonaise comme suit :

- financiers – permettant l'utilisation de subventions, de prêts et de subsides ;
- juridiques – législation sur l'accès aux technologies innovantes, les droits du marché, la protection de la propriété intellectuelle ;
- structurels – introduction de programmes nationaux et internationaux de recherche et de développement ;
- infrastructurels – fourniture d'outils de haute qualité facilitant l'utilisation de technologies innovantes ;

- commerciaux – flux de solutions entre les pays (accords internationaux, instruments politiques internationaux).

Dans les pays très développés, qui comprennent les pays fondateurs de l'Union européenne, la répartition suivante des instruments de la politique d'innovation est utilisée :

- au niveau de l'offre – coopération avec les créateurs d'innovations et définition conjointe de stratégies de placement des innovations et des domaines d'amélioration ;
- la demande – l'État encourage l'utilisation des innovations technologiques et sociales en créant une demande pour ces innovations ;
- influencer l'environnement – mesures financières, administratives, actes juridiques.

(Ciok, Dobrowolska-Kaniewska 2009 : 13)

La classification des instruments présentée nous permet d'envisager la politique d'innovation sous l'angle de l'offre et de la demande. Compte tenu de l'approche dominante du côté de l'offre, il convient également de prendre en considération les instruments de la politique d'innovation du côté de la demande, en induisant l'interventionnisme de l'État et en facilitant la traduction des résultats de la recherche scientifique en innovations techniques et sociales, particulièrement importantes pour la santé et la vie des sociétés face à la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19.

Durant la période allant de son adhésion à l'Union européenne jusqu'à l'émergence de la pandémie de Covid-19, la Pologne a mené une politique d'innovation inefficace, et ce malgré la riche expérience des pays fondateurs de l'Union européenne dans ce domaine. Cela met en évidence la sélection imparfaite et le potentiel inutilisé des instruments dont l'État disposait pour soutenir l'activité innovante. Le choix des instruments de la politique d'innovation dépend des objectifs fixés pour une période donnée et des ressources financières allouées pour cette période (Jasiński 2018 : 221-239). Une part importante des ressources publiques allouées à cette activité provient de l'UE, y compris des pays fondateurs de l'Union.

Il est donc intéressant d'examiner les instruments les plus pertinents de la politique d'innovation de l'Union européenne qui ont été mis en place au cours de la dernière décennie jusqu'à l'émergence de la pandémie de Covid-19.

1. Le programme *Horizon 2020*, une initiative s'inscrivant dans la stratégie *Europe 2020*, était un instrument financier pour la mise en œuvre de l'Union pour l'innovation. Il s'agissait du 8<sup>e</sup> programme-cadre de recherche de l'UE (2014-2020), mais le premier à combiner recherche et innovation. *Horizon 2020* visait à créer un système cohérent de financement de l'innovation : de la conception scientifique à la mise en œuvre de solutions, de produits et

- de technologies innovants, en passant par la phase de recherche. *Horizon 2020* s'est articulé autour de trois priorités de soutien : l'excellence scientifique, le leadership industriel et les défis sociétaux. Les fonds d'*Horizon 2020* ont été distribués par le biais de concours, les subventions allant aux chercheurs et aux entreprises. En novembre 2013, le Parlement a adopté un cadre financier pluriannuel qui a alloué 77 milliards d'euros de financement pour *Horizon 2020*. Les résultats de l'évaluation du programme 2018 ont été utilisés pour créer la structure et le contenu du nouveau programme *Horizon Europe*, pour lequel une proposition a été publiée en juin 2018.
2. Le projet *l'Union de l'innovation* a été développé par la Commission européenne en 2010 comme l'une des initiatives phares de la stratégie Europe 2020. Le projet visait à améliorer les conditions de financement et d'accès à la recherche et à l'innovation dans l'UE et à permettre la traduction d'idées innovantes en produits et services susceptibles d'accroître la croissance et l'emploi. *L'Union de l'innovation* a été conçue pour créer un marché européen unique de l'innovation qui attirerait les entreprises innovantes. Ce programme a cherché à stimuler les investissements du secteur privé et à accroître les investissements européens en capital-risque.
  3. L'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) a été créé en 2008. Son objectif est de promouvoir une croissance économique durable et la compétitivité de l'UE en renforçant la capacité d'innovation des États membres de l'Union. L'EIT fait partie intégrante de la proposition de la Commission pour *Horizon Europe* (2021-2027) et en particulier son pilier *l'Innovation ouverte*.
  4. Plusieurs instruments ont été mis en place pour suivre la politique d'innovation dans l'Union européenne et évaluer ses progrès :
    - le tableau européen des résultats de la recherche et de l'innovation, qui est un instrument élaboré par la Commission dans le cadre de la stratégie de Lisbonne pour évaluer les performances des États membres de l'UE en matière d'innovation ;
    - le tableau de bord de la recherche et de l'innovation qui divise les régions de l'UE en quatre groupes, avec comme critère les performances en matière d'innovation. Dans le premier groupe, les « leaders de l'innovation », il y a 41 régions, dans le second groupe, les « suiveurs de l'innovation », il y a 58 régions, 39 régions appartiennent au groupe des « innovateurs moyens » et le groupe des « innovateurs faibles » comprend 52 régions ;
    - *l'Innobaromètre* qui est un sondage d'opinion annuel auprès des entreprises et du public sur les opinions relatives à la politique d'innovation.
  5. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS) est l'épine dorsale du *Plan d'investissement pour l'Europe*. Son objectif était de réduire les défaillances du marché en comblant les lacunes du marché et en tirant parti des investissements privés. Il a contribué à financer des investissements

stratégiques dans des domaines clés tels que les infrastructures, la recherche et l'innovation, l'éducation. L'EFSI a été chargé de remédier au manque de confiance et à la baisse du niveau des investissements résultant de la crise économique et financière. L'EFSI s'est appuyé sur les ressources disponibles des institutions financières, des entreprises et des particuliers. À cette fin, la Commission a travaillé avec un partenaire stratégique, le groupe de la Banque européenne d'investissement (BEI). En 2016, le président Juncker a annoncé la prolongation de l'EFSI. Le programme a été baptisé *EFSI 2.0*.

6. En juin 2015, Carlos Moedas, commissaire à la recherche, à la science et à l'innovation, a annoncé la création du Conseil européen de l'innovation. En janvier 2017, la Commission a mis en place un groupe d'innovateurs de haut niveau qui a contribué à définir la forme du Conseil européen de l'innovation dans le cadre des propositions de la Commission pour le programme qui succédera à *Horizon 2020*.
7. Le Parlement européen a adopté un certain nombre de résolutions visant à renforcer encore plus la politique d'innovation dans l'Union européenne. Au cours de la période considérée, nous pouvons citer, entre autres :
  - la résolution du 16 juin 2010 sur la stratégie UE 2020, dans laquelle le Parlement soutient une politique industrielle visant à créer le meilleur environnement possible pour le maintien et la création d'une base industrielle forte, compétitive et diversifiée dans l'UE ;
  - la résolution du 26 octobre 2011 sur *l'Agenda pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois*, dans laquelle il souligne l'importance de la coopération entre les instituts de recherche et l'industrie et encourage le soutien aux entreprises industrielles pour qu'elles investissent dans la recherche et le développement ;
  - la résolution du 21 novembre 2013 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant *Horizon 2020* ;
  - la résolution de juillet 2016 sur les synergies pour l'innovation : les fonds structurels et d'investissement européens, le programme-cadre *Horizon 2020* et les autres fonds et programmes de *l'Union européenne de l'innovation* (Gouardères 2020).

La pandémie de Covid-19 a démontré la nécessité de moderniser les instruments existants de la politique d'innovation. L'intervention rapide des gouvernements et l'implication des médecins, des scientifiques et des entrepreneurs dans le phénomène d'une pandémie commune et mondiale se sont avérées prioritaires. La Commission européenne et le Conseil européen ont donc fait des efforts pour adapter les instruments de la politique d'innovation face à la pandémie et à ses conséquences politiques et socio-économiques. Vous trouverez ci-dessous une sélection d'instruments de la politique d'innovation appliqués dans la zone de l'Union européenne durant la pandémie de Covid-19 et l'instrument

modifié pour le développement de l'innovation en 2020, l'Indice mondial de l'innovation (*Global Innovation Index*).

1. En réponse à la pandémie de Covid-19, la Commission européenne a présenté le 27 mai 2020 une proposition de CFP actualisée et une proposition d'instrument européen pour la reconstruction (*Next Generation EU*).
2. Suite à l'apparition de la pandémie de Covid-19, la Commission européenne a présenté le 4 juin 2020 des propositions législatives révisées pour permettre un financement supplémentaire par le biais de l'instrument européen pour la reconstruction (*Next Generation EU*) pour *Horizon Europe*.
3. Le 21 juillet 2020, le Conseil européen a approuvé un plan de reconstruction de l'Union européenne liant le cadre financier pluriannuel du CFP pour 2021-2027 au financement qui sera mis à disposition par le biais de l'initiative *Next Generation EU*. Pour *Horizon Europe*, le Conseil européen a proposé une dotation budgétaire de 89,4 milliards d'euros.
4. L'indice mondial de l'innovation 2020. L'indice mondial de l'innovation est la principale référence pour mesurer les performances en matière d'innovation des économies étudiées. Dans sa 13<sup>e</sup> édition en 2020, l'indice mondial de l'innovation a évolué pour devenir un important instrument de la politique d'innovation conçu pour l'évaluation comparative. Il facilite le dialogue entre les secteurs public et privé et évalue les progrès réalisés en matière d'innovation :
  - les décideurs chargés de mener une politique d'innovation efficace ;
  - les chefs d'entreprise développant des entreprises innovantes ;
  - les chercheurs intéressés par la recherche sur l'innovation.

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), en coopération avec l'Université Cornell et l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD) – l'une des plus grandes écoles privées de gestion et de commerce au monde, fondée en 1957 à Fontainebleau, en France, et régulièrement classée parmi les meilleures écoles de commerce au monde – dans le rapport *Global Innovation Index (GII) 2020*, qui présente les tendances de l'innovation pendant la pandémie de Covid-19, en se concentrant sur la question : qui fournit des services d'urgence en cas d'invasions ? Des experts de l'OMPI, de l'Université Cornell et de l'INSEAD ont effectué une analyse comparative et ont fourni des conclusions spécifiques, L'Institut Cornelli et l'INSEAD ont réalisé une étude comparative et présenté quelques propositions pour soutenir le dialogue entre les entités publiques et juridiques et les entrepreneurs afin d'aider les pays à définir les orientations du développement de l'innovation et de la politique d'innovation. La 13<sup>e</sup> édition de l'Indice mondial de l'innovation s'est concentrée sur l'impact de la crise économique provoquée par la Covid-19 sur les start-ups, le capital-risque et les autres sources de financement de l'innovation. Les experts du rapport GII 2020 soulignent que les solutions en matière d'aide utilisées par



les différents pays durant la pandémie de Covid-19, nécessitent une vision prospective. Les dispositifs de soutien aux entreprises pour contrer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 devraient également inclure un soutien aux investissements qui pourraient être essentiels pour résoudre la crise économique post-pandémique. Sur la base des données recueillies, les experts ont fait des propositions qui seront utiles pour décider des orientations de la politique d'innovation et des instruments de soutien au développement de l'innovation pendant et après la pandémie de Covid-19. Les conclusions suivantes sont celles d'experts, sélectionnés pour leur pertinence par rapport au sujet de ce document :

1. Nécessité justifiée de l'interventionnisme de l'État pour le développement de l'innovation. La crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19 a un impact négatif sur le développement de l'innovation dans les branches (industries) de l'économie qui ont été contraintes de limiter leurs activités. Par conséquent, les gouvernements devraient donner la priorité au développement de l'innovation et souligner l'importance de la politique d'innovation et de ses instruments. Dans le sillage de la pandémie de Covid-19, le potentiel de solutions innovantes et transformatrices est libéré de manière révolutionnaire, en particulier dans les domaines des biotechnologies, des nouvelles formes d'éducation, des technologies numériques, de l'automatisation et de la robotique. La libération de ce potentiel dépendra avant tout d'un soutien bien préparé et bien géré, dont les instruments sont disponibles dans une politique d'innovation efficace des pays très développés.
2. Investir des capitaux au profit des grandes entreprises. Pendant la période de la pandémie de Covid-19, il a été observé sur la base du rapport *Global Innovation Index 2020* qu'il y avait une réduction de la part des investisseurs dans le financement de l'innovation des start-ups en faveur des grandes entreprises. Les investisseurs orientent leurs ressources vers des domaines de l'économie tels que les soins de santé, l'éducation à domicile, le commerce en ligne, la recherche et l'analyse de grands ensembles de données (*big data*). Par conséquent, ces décisions des investisseurs obligent les gouvernements à utiliser les instruments de la politique d'innovation pour soutenir le développement de l'innovation dans les start-ups et les petites et moyennes entreprises, car ces entités sont fortement touchées par la crise économique et, en même temps, elles restent une force importante pour le développement de l'innovation et de l'économie.
3. Accroître l'innovation dans les centres scientifiques et technologiques européens. En 2020, pour la première fois, un classement des plus grands centres scientifiques et technologiques a été établi sur la base du nombre de brevets et de publications partagés par ces derniers. La modification, qui a eu lieu lors de la 13<sup>e</sup> édition du GII, a montré une bien plus grande diversité d'activités et de réalisations dans le domaine de l'innovation des centres européens, ce qui était certainement dû aux instruments correctement sélectionnés d'une

politique d'innovation efficace dans les pays européens, en particulier dans les pays fondateurs de l'Union européenne.

Pendant la période de la pandémie de Covid-19, le *Global Innovation Index 2020*, un instrument utile pour déterminer le niveau de développement de l'innovation et l'introduction d'une politique d'innovation efficace, joue un rôle important dans la détermination de l'orientation de l'intervention de l'État en matière de soutien à l'innovation. La principale mesure prise durant la pandémie de Covid-19 est de soutenir le développement de l'innovation en tant que principal atout commun pour sauver des vies et préserver la santé des sociétés et des économies face à la crise économique, tant dans les pays fondateurs de l'Union européenne que dans le Groupe de Visegrád.

4. Numérisation de la société, développement de l'automatisation et de la robotique et intelligence artificielle à la lumière de l'exemple de la pandémie de Covid-19. La pandémie de Covid-19 a eu des effets néfastes sur le secteur manufacturier, qui a été lourdement impacté. En effet, de nombreuses usines ont été contraintes de licencier des travailleurs ou de fermer complètement. D'autre part, les problèmes de production n'ont pas permis de répondre à la demande. Les gestionnaires du capital humain devaient garantir la santé des travailleurs tout en maintenant une productivité et une efficacité élevées.

La diffusion de l'automatisation, le développement de l'Internet des objets (IdO) et le déploiement d'un plus grand nombre de robots sont apparus comme une opportunité de répondre aux besoins de santé des travailleurs et d'assurer la continuité de la production.

Il est difficile de maintenir une distance sociale pendant la production, contrairement aux employés de bureau qui peuvent travailler à distance et à domicile. Certains processus peuvent être automatisés, d'autres nécessitent la présence d'un employé sur place. Ainsi, face à la pandémie de Covid-19, les fabricants se sont intéressés à la mise en œuvre d'une automatisation flexible, qui comprend des robots autonomes (AMR) et des robots humains collaboratifs (cobots). Le déploiement de robots dans le cadre d'un processus d'automatisation flexible permet de maintenir les lignes de production en marche et assurer un niveau constant de production tout en permettant aux travailleurs de garder leurs distances, ce qui est nécessaire pendant la crise de Covid-19.

La pandémie de Covid-19 a accéléré la numérisation et le déploiement de solutions technologiques dans les entreprises et les gouvernements. Olga Seme-niuk, vice-ministre du développement, du travail et de la technologie résume la situation : « La crise du Covid-19 nous a obligé à automatiser plus rapidement, à faire de l'apprentissage à distance, du travail à distance et des rencontres en ligne ».

Tandis que Małgorzata Oleszczuk, présidente de l'Agence polonaise pour le développement des entreprises PARP commente :

Le processus de numérisation a été jusqu'à présent – tant au sein de la population, de l'administration, des institutions publiques que des entrepreneurs – développé progressivement. La pandémie a déclenché une révolution dans ce domaine. De nombreuses institutions et entrepreneurs ont constaté que sans l'introduction de solutions numériques, ils ne peuvent pas fonctionner normalement ou ne survivront pas sur le marché. Cela s'applique aux entreprises qui ont commencé à vendre en ligne, par exemple. L'énorme développement de l'industrie du e-commerce a donné la possibilité d'entrer en contact avec de nombreux entrepreneurs, pas seulement locaux. Pour les entreprises qui s'internationalisent, le stimulus a été la pandémie, alors qu'elles regrettent de ne pas l'avoir fait plus tôt.

« Les affaires en Pologne sont très avancées du point de vue du numérique dans de nombreux domaines. Le secteur phare est celui des applications bancaires et de la banque mobile, elles sont considérées parmi les meilleures au monde » – Marek Zagórski, porte-parole du gouvernement pour la cybersécurité, secrétaire d'État à la Chancellerie du Premier ministre, partage cette analyse.

Les méthodes modernes d'intelligence artificielle sont utilisées pour soutenir les systèmes informatiques bancaires. L'utilisation d'algorithmes évolutifs, d'algorithmes harmoniques ou de réseaux de neurones artificiels dans les systèmes d'information, combinée à la technologie moderne des microprocesseurs, permet d'accroître la compétitivité de la banque (Balicki et al. 2013 : 125-138).

L'Intelligence Artificielle (AI) a également été utilisée par les scientifiques comme un outil de soutien à la lutte contre la pandémie de Covid-19. La première application de l'intelligence artificielle face à une crise sanitaire a aidé les scientifiques à concevoir un vaccin qui protège les communautés et stoppe la pandémie. La biomédecine et la recherche scientifique reposent sur de nombreuses techniques, parmi lesquelles diverses applications du traitement des données et des outils statistiques. L'utilisation de l'intelligence artificielle s'inscrit donc dans cette continuité.

Les prédictions générées par l'intelligence artificielle sur la structure du virus ont permis aux scientifiques d'économiser des mois d'expérimentation. L'intelligence artificielle a apporté un soutien important dans ce sens, même si elle est limitée en raison de règles dites « continues » et de combinaison infinie pour étudier le repliement des protéines. Le temps nécessaire à la mise au point d'un prototype de vaccin a été considérablement réduit grâce à la bioinformatique, dont l'intelligence artificielle fait partie intégrante.

Pour conclure la réflexion analytique sur l'interdépendance entre le déclenchement de la pandémie de Covid-19 et le développement des hautes technologies, il est intéressant d'utiliser un exemple français où, dans les pages du magazine *Forbes France*, le journaliste Jean-Jacques Manceau présente les recherches menées par Innovation Factory et Fast-Up Partners avec l'institut

de recherche BVA sur les pratiques d'innovation dans les entreprises en 2020. La question posée par l'auteur de l'article pour analyser les interdépendances est claire : « La crise de la Covid-19 a-t-elle un impact sur l'innovation ? ».

Les résultats indiquent que, comme l'a clairement soutenu Anne Lalou, directrice générale de la Web School Factory et de l'Innovation Factory :

peu d'entreprises perçoivent l'innovation comme le moyen à la transformation profonde de leur structure, notamment concernant les questions d'environnement et de transition digitale, alors qu'au contraire, l'innovation est l'un des leviers principaux pour appréhender ce genre de problématique.

Cependant, une étude sur la dépendance directe du processus d'innovation à la crise sanitaire provoquée par la pandémie soutient que 48 % des répondants indiquent que la Covid-19 a un impact positif sur le développement des projets d'innovation. « La Covid-19 nous a forcés à changer vite et accélérer nos projets d'innovation pour répondre à une demande nouvelle et attentes des consommateurs », explique Lalou.

Les chiffres que nous révèlent cette étude sont représentatifs d'une grande évolution entre l'avant et l'après Covid-19. Plus de *purpose*, plus d'ambition sur l'impact économique mais pas d'évolution drastique de l'impact environnemental et sociétal. Or, marier efficacement cet impact avec la performance économique est, selon nous, un enjeu clé pour le succès des projets d'innovation à l'avenir, analyse Frédéric Colas, co-fondateur de Fast-Up Partners.

Les considérations analytiques présentées sur l'interdépendance entre la pandémie de Covid-19 et le développement de l'innovation dans le domaine de la numérisation, de l'automatisation, de la robotique et de l'intelligence artificielle indiquent, entre autres, que la société numérique et innovante des pays fondateurs de l'Union européenne, avec la France en tête, possède un niveau élevé d'éducation numérique et d'innovation technique et sociale, ce qui est certainement une source de fierté pour les Français. Grâce au modèle et à l'efficacité de la politique d'innovation menée par les pays fondateurs de l'Union européenne avant le déclenchement de la pandémie de la Covid-19, ces pays ont surmonté la crise sanitaire et économique à un niveau de développement de l'innovation bien plus élevé que les pays du Groupe de Visegrád, la Pologne en tête.

Cependant, les efforts et les programmes des autorités de l'État dans le cadre de la politique d'innovation, encourageant les Polonais à embrasser à la fois l'éducation numérique et l'innovation technique et sociale, nous portent à croire que la Pologne et les pays du Groupe de Visegrád, suivant le modèle des politiques des pays fondateurs de l'Union européenne, en particulier la France,

relèveront le défi de soutenir radicalement les unités de recherche et développement et les entreprises sur la voie des technologies innovantes et de la société innovante pendant et après la pandémie de Covid-19.

## 5. Conclusion

Une réalité socio-économique sans précédent est apparue avec la pandémie de Covid-19, qui a donné lieu à l'émergence de tendances novatrices. La pandémie s'est révélée un catalyseur pour les entreprises qui intègrent des systèmes d'automatisation industrielle à des systèmes de planification et d'exécution de la chaîne d'approvisionnement. La création d'une gestion intelligente de la chaîne d'approvisionnement avec des partenaires ouverts aux projets internationaux permet aux membres de cette chaîne de réagir en temps réel aux changements du marché et à la demande des consommateurs pendant la pandémie, tant dans les pays fondateurs de l'Union européenne que dans le Groupe de Visegrád.

La nécessité d'accroître la productivité tout en respectant les règles sanitaires en vigueur exigera d'accélérer et d'étendre la stratégie de numérisation, d'automatisation, ainsi que du développement et de l'utilisation de l'intelligence artificielle. La pandémie de Covid-19 a provoqué une crise sanitaire et économique. Cependant, nous nous attendons à une augmentation des investissements dans des technologies hautement efficaces et intelligentes. Le développement d'une politique d'innovation moderne, par le biais de nouveaux instruments adaptés aux objectifs fixés en matière de lutte contre la pandémie, créant la sphère de R&D et co-finançant la numérisation, l'automatisation et la robotique des entreprises et des centres médicaux, contribuera à surmonter les problèmes sanitaires, économiques et sociaux liés à cette dernière. Cela permettra de répondre aux attentes des entrepreneurs, des scientifiques et de l'ensemble de la société innovante, tant des pays fondateurs de l'Union européenne que du Groupe de Visegrád.

Les éléments présentés dans cet article confirment les directives initiales proposées dans le modèle de politique d'innovation des pays fondateurs de l'Union européenne pendant et après la pandémie de Covid-19. L'article identifie également les exigences que la Pologne doit satisfaire en tant que membre du Groupe de Visegrád dans le domaine de cette politique pendant et après la pandémie.

Dans ce contexte, la politique d'innovation de la Pologne devrait suivre la direction d'un soutien accru au développement de l'innovation technique et sociale et d'une ouverture à la coopération avec les pays fondateurs de l'Union européenne qui ont une grande expérience dans la mise en œuvre d'une politique d'innovation modèle.

Dans un article scientifique intitulé *Repenser les politiques d'innovation en France*, paru dans la *Revue française d'économie* en mars 2017, l'auteur met en perspective le rôle moderne de la politique d'innovation, comme étant :

un explorateur d'opportunités sociales, instaurant un esprit de confiance collective pour faciliter les processus de production, d'adoption et de diffusion des idées nouvelles. [...] ceci pourrait être réalisé en accompagnant les innovations technologiques par des innovations des modes de vie individuels et collectifs.

Ces observations, moins de 3 ans avant le déclenchement de la pandémie, semblent particulièrement pertinentes dans le contexte de la révolution numérique qui a accompagné la crise de la Covid-19. Car :

la possibilité de contribuer à de nouvelles formes d'organisation et de fonctionnement de la société, pour favoriser la transition vers un nouveau régime, transformant les modalités de consommation que permettent les nouvelles technologies, nous semble en effet être une opportunité intéressante que l'État devrait explorer.

## Bibliographie

- AsPolska 2020. <https://aspolska.pl/covid-19-przyspieszy-automatyzacje-i-zastosowania-robotyki-w-fabrykach/>, accès : 5.01.2021.
- Balicki J. et al. 2013. *Metody sztucznej inteligencji do wspomaganie bankowych systemów informatycznych (Méthodes d'intelligence artificielle pour soutenir les systèmes d'information bancaires)*, [dans :] « Systemy Informatyczne w Gospodarce », dir. J. Balicki, Wydawnictwo Uniwersytetu Gdańskiego, Gdańsk, pp. 125-138.
- Ciok S., Dobrowolska-Kaniewska H. 2009. *Polityka innowacyjna państwa a regionalny potencjał innowacyjny. Przykład Dolnego Śląska (Politique d'innovation de l'État et potentiel régional d'innovation. Un exemple de la Basse Silésie)*, « Rozprawy Naukowe Instytutu Geografii i Rozwoju Regionalnego Uniwersytetu Wrocławskiego », Wrocław.
- COE 2020. <https://www.coe.int/fr/web/artificial-intelligence/ai-and-control-of-covid-19-coronavirus>, accès : 4.01.2021.
- Encaoua D. 2017. *Repenser les politiques d'innovation en France*, « Revue française d'économie », 3 (Vol.XXXII), pp. 90-135.
- Eurostat 2020. [www.eurostat.ec.europa.eu](http://www.eurostat.ec.europa.eu), accès : 2.01.2021.
- Global Innovation Index 2020. [https://www.wipo.int/global\\_innovation\\_index/en/2020/](https://www.wipo.int/global_innovation_index/en/2020/), accès : 1.01.2021.
- Gouardères F. 2020. <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/pl/sheet/67/polityka-innowacyjnosci>, accès : 10.01.2021.
- Jasiński A. 2018. *Polityka innowacyjna w procesie transformacji w Polsce: czy skuteczna? (La politique d'innovation dans le processus de transformation en Pologne : est-elle efficace ?)*, « Optimum. Economic Studies », 3(93), pp. 221-239.

- Manceau J.-J. 2020. *La crise de la Covid a-t-elle freiné l'innovation en entreprise ?*, « Forbes France », 17.11.2020.
- Nazarko Ł. 2015. *Polityka innowacyjna – inteligentny interwencjonizm? (Politique d'innovation – Interventionnisme intelligent ?)*, « Optimum. Economic Studies », 1(73), pp. 85-96.
- PARP 2020. <https://www.parp.gov.pl/component/content/article/65361:pandemia-zapoczatkowala-w-polsce-cyfrowa-rewolucje-na-niespotykana-dotad-skale-cy-fryzuja-sie-zarowno-firmy-jak-i-urzedz>, accès : 5.01.2021.
- Stanisławski R., Stawasz E. 2011. *Wnioski i rekomendacje na rzecz polityki innowacyjnej skierowanej do MŚP (Conclusions et recommandations pour la politique d'innovation à destination des PME)*, [dans :] « Polityka innowacyjna państwa wobec sektora małych i średnich przedsiębiorstw w Polsce », dir. P. Niedzielski, R. Stanisławski, E. Stawasz, *Zeszyty Naukowe Uniwersytetu Szczecińskiego* 654, *Ekonomiczne problemy usług* 70, Uniwersytet Szczeciński, Szczecin, pp. 365-387.
- Stefanowicz B. 2020. *Innowacyjność w czasie pandemii: Polska na 38. miejscu w światowym rankingu Global Innovation Index 2020 (Innovation pendant une pandémie : la Pologne à la 38<sup>e</sup> place du classement mondial Global Innovation Index 2020)*. <https://www.filipiakbabcich.com/nowe-media-i-technologie/2020/09/09/innowacyjnosc-w-czasie-pandemii-polska-na-38-miejs-cu-w-swiatowym-rankingu-global-innovation-index-2020/>, accès : 1.01.2021.
- Weresa M. 2016. *Współczesny model polityki innowacyjnej – doświadczenia liderów innowacyjności (Le modèle contemporain de politique d'innovation – expériences des leaders de l'innovation)*, « *Ekonomia XXI Wieku* », 3(11), pp. 228-239.
- Wieloletnie ramy finansowe (*Cadre financier pluriannuel*) 2020. <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/pl/sheet/29/wieloletnie-ramy-finansowe>, accès : 1.01.2021.
- WIPO 2020. [https://www.wipo.int.edocs/pubdocs/en/wipo\\_pub\\_gii\\_2020.pdf](https://www.wipo.int.edocs/pubdocs/en/wipo_pub_gii_2020.pdf), accès : 2.01.2021.